This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

3 3433 06180519 2

MÉMOIRES

TIRÉS DES PAPIERS

D'UN HOMME D'ÉTAT.

IMPRIMERIE DE E. DUVERGER,
rue de Verneuil, n. 5.

MÉMOIRES

TIRÉS DES PAPIERS

D'UN HOMME D'ÉTAT

SUR

LES CAUSES SECRÈTES QUI ONT DÉTERMINÉ LA POLITIQUE
DES CABINETS DANS LES GUERRES DE LA RÉVOLUTION.

TOME ONZIÈME.

ASTOR LIBRARY
NEW-YORK.

A PARIS,
CHEZ L.-G. MICHAUD, LIBRAIRE,
RUE RICHELIEU, N. 67.

1836

LPH.

MÉMOIRES

TIRÉS DES PAPIERS

D'UN HOMME D'ÉTAT.

1809.

Objet de ces Mémoires. — Matières de ce volume. — Direction politique. — Guerre de Moldavie. — Ses difficultés. — Envoi de Kaminski. Sentimens contradictoires de l'Autriche. — Vues de Napoléon. — Espagne. — Tyrol. — Colonies espagnoles. — Rapport anglais. — Liniers. — Sa situation critique. — Son assassinat. — Anarchie de l'Amérique du Sud. — Élio. — 90 millions fournis à l'Espagne par l'Amérique. — Présages d'émancipation. — Bolivar. — Son caractère. — Sa longue inaction. — Junte centrale. — Son discrédit. — La Romana. — Projet de convocation des cortès. — Principes politiques de la junte. — Réclamation de Ld' Romana. — Plaintes de sir Arthur Wellesley. — Rapport du marquis de Wellesley à Georges Canning. — Conspiration contre la junte. — Massacre. — Anarchie. — Dégoûts qu'elle inspire au tzar. — Proclamation de Napoléon. — Discours au corps législatif. — Rapport de Montalivet. — Trait caractéristique des gouvernemens. — Du système continental. — Ses dé-

sastreux effets. — Etats-Unis. — La prospérité de l'Angleterre accrue par le système continental et la guerre de la Péninsule. — Divorce de Napoléon. — — Eugène Beauharnais. — Le sénat. — Royaume d'Italie. — Murat. — Joseph. — Jérôme. — Lettre sur les vues possibles de Napoléon. — Frédéric-Guillaume. — François II. — Napoléon. — Son pouvoir absolu. — Souveraineté. — Armée navale de Napoléon. — Ses espérances et ses projets. — Esquisses statistiques. — L'Angleterre. — Pitt. — Allemagne. — Danemarck. — Suède. — Portugal. — Suisse. — Italie. — Espagne. — Prusse. — Turquie. — Russie. — Lettres.

La publication de ces mémoires, rédigés d'après des documens authentiques recueillis par un homme d'État, ayant pour objet de présenter à nos lecteurs le tableau de l'influence réciproque et des événemens divers de la révolution française sur les destinées de l'Europe, et de la politique européenne sur le sort présent ou futur, soit de la France, soit de la civilisation même, il ne suffit pas d'exposer ici comment et pourquoi une révolution, locale en apparence, devint universelle grace aux erreurs des cabinets, à leur ambition mal calculée, à leurs rivalités inopportunes, à leur aveugle imprévoyance; il ne suffit pas d'avoir scrupuleusement suivi la marche de cette révolution qui, substituant la force au droit, dut

employer, pour faire vivre un gouvernement quelconque, les seuls moyens propres à réagir contre cette force brutale et nécessairement destructive.

Il est dans la nature de tout pouvoir régnant de vouloir subsister et même s'étendre; aussi cherchèrent-ils tous à s'appuyer sur celle des institutions anciennes qui était demeurée vivante, régulière et hiérarchique; voilà ce qui, de succès en succès, sous les auspices d'une armée victorieuse, obéissant à un élan démocratique sans frein et à la voix d'un grand capitaine, amena une domination militaire absolue, tant sur la France par nécessité que sur les monarchies environnantes par la victoire.

Cette domination aussi brillante que tyrannique, créée à l'aide d'une armée qui, soumise sans murmure au terrible impôt du sang, se consolait de sa dépendance en accablant l'étranger sous le poids des fers dont elle était chargée, n'avait pour base fondamentale qu'un monceau de ruines, pour doctrine sociale que des idées désorganisatrices, empreintes également dans les opinions et dans les lois nouvelles, comme dans les intérêts vaniteux, égoïstes et cupides de la multitude, ce qui, en définitif n'engendre que des sujets et des maîtres; elle n'avait enfin pour seule défense

qu'une force oppressive au dedans et au dehors de l'État ; force dont la France délirante n'avait pu prévoir les effets, contre laquelle l'étranger n'avait pu lutter avec avantage, parce qu'il n'agit jamais contre elle avec ensemble, constance et vigueur, aveuglé qu'il était soit par de niaises espérances, soit par une terreur exagérée.

Cette domination, devenue ainsi attentatoire à l'ordre social, à tous les intérêts communs, à toutes les existences consacrées par le temps, à des droits généralement reconnus, devait-elle être d'une longue durée ? Telle est la question de politique expérimentale que nous allons avoir à résoudre par les faits qui nous restent à reproduire dans les volumes suivans ; quant à celui-ci, il a principalement pour objet de signaler un changement de direction très remarquable dans la marche gouvernementale de Napoléon, ainsi que les embarras qui l'assiégèrent ; de soulever aussi le voile qui couvrait encore les démarches conservatrices des cabinets demeurés ou entrés plus ou moins forcément dans son alliance, et qui n'attendaient presque tous qu'un échec à sa puissance réelle ou d'opinion pour s'en affranchir. Mais terminons d'abord ce qui a trait aux derniers événemens de 1809, quelque étrangers qu'ils puissent sembler être à la France et à celui

qui la gouvernait; car alors, comme à l'époque qui précéda la paix de Westphalie, les chances de la guerre devaient puissamment influer sur la direction de la politique.

Tout était éclat alors dans la personne de Napoléon; sa haute fortune paraissait à jamais affermie. Le peuple lui obéissait avec résignation, quoique non sans quelques légers murmures; le soldat avec une illumination d'enthousiasme que des flots de son sang ne pouvaient éteindre; les intrigans et les gens d'affaires avec une admiration, masque d'une insatiable cupidité. Quant aux agioteurs de patriotisme, leur rage était muette; mais les vieux généraux, à l'exception du très petit nombre qui ambitionnait ou espérait des trônes, commençaient à se soucier fort peu, comme ils le manifestèrent plus tard, de combattre pour leur seule patrie, depuis qu'ils n'avaient plus en perspective l'espoir d'accroître leur fortune, voulant enfin jouir paisiblement de celle qu'ils avaient acquise. Quant à la foule niaise des spirituels penseurs à courte vue, ils étaient déconcertés des résultats de cette liberté théorique et conventionnelle qui les leurra si longtemps, et n'en rêvaient pas moins encore sa réalisation future dans un ordre d'idées inconciliables avec l'expérience des siècles et la nature de la civilisation contemporaine.

Ce qu'il y avait de plus remarquable à cette époque, c'était qu'un homme, considéré comme un excellent thermomètre politique et dont les campagnes diplomatiques furent d'autant plus heureuses qu'il y eut constamment pour avant-garde une armée victorieuse de six cent mille hommes; que cet homme, dont le principal mérite fut de prévoir avec sagacité les phases diverses des événemens sociaux, ainsi que les chances d'une haute fortune; que cet homme, dévoué successivement à toute grandeur passée, présente ou future; que M. de Talleyrand, enfin, semblait déjà se préparer à séparer sa destinée de celle de Napoléon. Ce qu'il est bon de remarquer encore, c'est que Fouché qui trahit les décemvirs dont il fut le sanglant valet, puis le directoire qu'il avait servilement secondé, se ménageait déjà près du prétendant (Louis XVIII) le pardon de ses crimes révolutionnaires, tandis qu'il s'en faisait un mérite près de ses anciens complices et n'était point étranger à une secrète faction intermédiaire, voulant être en mesure à l'égard de tous les futurs contingens; ce qui le rendait triplement traître envers celui qu'il continuait à paraître servir, mais qui commençait à se défier de lui. Voilà ce qu'il faut considérer pour comprendre ce qu'était, à cette époque, l'état réel de la France. Ce

dont il faut se convaincre encore, c'est qu'une foule de désirs ambitieux, vaniteux ou cupides, indispensables à satisfaire, dominaient alors un pouvoir dont l'éclat et la vigueur semblaient tout dominer, et poussaient irrésistiblement ce dernier dans une voie dont l'inévitable terme était un abîme.

Voilà ce que certains observateurs étrangers voyaient clairement, ce dont la France ne se doutait pas, et ce que Napoléon était loin d'imaginer; car dans l'enivrement de sa fortune et de son ambition, mesurant l'espace qu'il avait parcouru et celui qu'il voulait encore franchir, l'empereur des Français ne redoutait aucun obstacle à l'essor de ses vœux immodérés. Abusé par la rapidité de ses triomphes, il jugeait mal le caractère et les ressources de ses ennemis, du plus puissant de tous particulièrement; il n'avait pas su pénétrer dans les secrètes pensées d'Alexandre et prévoir l'influence dominante qu'il pouvait un jour exercer. Il nous faudra donc exposer ce que l'Europe était réellement alors. Revenons d'abord au vainqueur de l'Autriche, puis à ce qui se passait d'important en Orient, au nord et au midi du continent européen, ainsi que dans l'Amérique espagnole, choses intimement liées à la fortune de Napoléon et au sort de la France.

Tandis que Napoléon venait recueillir à Paris, dans les emphatiques félicitations des différens corps de l'État *, les fruits de ses nouveaux triomphes, préparer son divorce, étouffer toute semence, toute crainte même de troubles, et diriger de loin les affaires d'Espagne, car il ne reparut plus dans la Péninsule, où le fanatisme, accru par les traitemens faits au pape, aurait pu armer contre lui un assassin plus heureux que celui de Schœnbrunn (crime cependant que lui ni son frère n'eussent jamais eu à redouter du noble caractère espagnol); tandis donc que ces choses absorbaient toutes ses pensées, la guerre continuait dans le midi de la Russie. Les provinces de Moldavie et de Valachie, que les habitans de ces contrées ne reconnaîtraient pas sous ces noms consacrés en Europe, puisqu'ils se donnent à eux-mêmes celui de *Trazo romanonasque* (provient des Romains) en souvenir traditionnel des colonies romaines que Trajan y établit, ces provinces, disons-nous, avaient été facilement envahies par les Russes dès le début des hostilités. Rien n'avait pu s'y opposer, le nord de ces deux fertiles principautés n'étant couvert par aucune forteresse, et de ce

* Tous les discours d'apparat étaient soumis à l'empereur avant d'être publiquement prononcés devant lui.

côté tous les affluens du Danube y facilitant les transports; mais il n'en avait plus été de même en arrivant aux bords de ce grand fleuve, défense naturelle rendue redoutable par de nombreuses places fortes. Pour s'assurer les conquêtes déjà opérées, il aurait fallu envahir la Bulgarie, s'y maintenir, s'ouvrir les passages du mont Hémus, vulgairement nommés Balkan, mot générique qui signifie montagne; là, un sol promptement délayé dès les premières pluies d'automne devient presque impraticable à une guerre d'hiver, temps où les Turcs en conséquence ne se mettent jamais en campagne. Pour hiverner en Bulgarie avec sécurité, il aurait fallu avoir pris non-seulement Braïloff, Silistrie, Routchouk, Gourjova, comme base indispensable d'opérations militaires, mais encore la formidable place de Schoumla, qui défend la principale entrée du Balkan, et Varna, qui ferme le passage existant entre l'extrémité orientale des montagnes et les plages de la mer Noire. Il aurait fallu, après ces utiles conquêtes, battre ou tourner l'armée turque, afin de forcer la Porte-Ottomane à la prompte cession de ces provinces, auxquelles elle attache le plus grand prix. Rien de tout cela n'avait encore eu lieu depuis trois campagnes qui coûtèrent beaucoup d'hommes et d'argent, dans un grand nombre d'affaires san-

glantes quoique sans résultat, après lesquelles les Russes furent contraints sans cesse à repasser le Danube; aussi, allait-on envoyer, pour y commander l'armée, le comte Kamenski, jeune général qui s'était distingué dans les campagnes de 1806 et 1807, ainsi qu'en Finlande.

Cette lutte si long-temps infructueuse, dont la Russie avait été distraite par la guerre de Prusse et par la diversion en Pologne, faite néanmoins un peu tard et à regret, occupait le cabinet autrichien, soumis à cet égard à deux sentimens presque contradictoires. D'une part il voyait avec peine la Russie épuiser, dans une guerre sans fin et au profit seul de Napoléon, des forces qui pourraient devenir auxiliaires des siennes; car, sous un ministre des affaires étrangères à longues vues et à saine doctrine politique, ce cabinet ne perdait pas l'espoir de son futur affranchissement, comme le résultat probable d'une coalition générale de l'Europe opprimée et dirigée tôt ou tard contre la France. Mais, de l'autre part, il redoutait la trop grande extension que la Russie prendrait sur les frontières de la Transylvanie, par l'acquisition de deux provinces extrêmement fertiles et d'une étendue égale aux deux tiers de l'ancienne France, ce qui pourrait troubler sa navigation du Danube inférieur

jusqu'à son embouchure, et gêner son commerce avec la Turquie. Aussi le gouvernement autrichien, par son internonce à Constantinople, excitait-il les Turcs à faire les plus grands efforts contre l'invasion des armées russes. Napoléon voyait aussi cette lutte avec un vif intérêt, car elle épuiserait un empire dont les armées perdraient contre des troupes sans discipline et sans tactique ce qu'elles avaient pu gagner d'expérience en combattant contre lui; puis elle lui assurait, dans le cas où il attaquerait le grand colosse du Nord, un allié dans ce même empire ottoman que les provinces d'Illyrie et de Dalmatie le mettraient en mesure de dominer, en lui promettant surtout de lui faire récupérer toutes ses pertes.

Mais les pensées de l'empereur des Français étaient absorbées en partie par les affaires d'Espagne qui, en dépit de ses publications mensongères, n'avaient point marché au gré de ses vœux. Là il n'était plus question d'un monarque à effrayer ou à trahir, d'un ministre à séduire ou à tromper, mais d'un peuple fier et religieux, brave et humilié, inaccessible à toute espèce de calcul ou de crainte. La guerre d'Autriche l'avait sauvé au moment où il semblait prêt à tomber sous les coups de l'armée française, car c'était lui rendre

toutes ses forces que de lui laisser le temps de respirer. Le Portugal surtout avait fructueusement profité de ce répit pour organiser ses forces militaires, sous la protection de la Grande-Bretagne, et ses troupes, moins intrépides peut-être que les Espagnols ne le sont individuellement, avaient acquis une formation plus régulière par l'introduction dans leurs rangs d'officiers anglais, leur direction supérieure ayant en outre été confiée à des généraux de cette même nation *; mais le reste de la Péninsule allait être inondé de nouveaux ennemis et avoir à se défendre contre eux sans l'appui de ses alliés. Telle était alors sa cruelle destinée, telle devait être aussi son immortelle gloire. Que l'éclat dont son inébranlable constance fera briller l'Espagne dans une suite non interrompue de défaites ne détourne cependant pas nos regards du Tyrol, dont la population plus faible, mais non moins héroïque, fut plus malheureuse encore. Dans cette agreste contrée, l'intrépide et modeste Hofer s'était laissé séduire par des propositions faites au nom de l'empereur des Français; son ame candide crut à la loyauté de ses ennemis; mais soit que les agens de l'Angleterre balançassent près de lui les conseils de sagesse donnés par la cour de Vienne,

* Les maréchaux Wellington et Beresford.

soit que l'esprit droit et pur du brave montagnard lui fît soupçonner des arrière-pensées et des calculs perfides cachés sous des paroles de paix, chose assez présumable de la part du général Rusca, chargé de pacifier le Tyrol, de nouvelles rixes eurent lieu entre les troupes françaises et les paysans; et le 18 novembre 1809 Hoffer fit la proclamation suivante : « Je me sentais porté à mettre bas les armes, entraîné par « des hommes que je regardais comme les amis « de mon pays, mais que je vois être ses ennemis « et des traîtres. Je vais donc vous informer que « dans le Passeyo jeunes et vieux ont repris les « armes, que l'ennemi a été battu hier; or je « vous invite à vous réunir à nous. Combattez « pour la patrie; je combattrai avec vous et pour « vous, ainsi qu'un père pour ses enfans. Ceux « qui mettront obstacle à la marche de mes soldats et ne leur fourniront pas des secours seront sévèrement punis. » On l'avait poussé à la guerre pour le perdre; il la fit donc, mais il fut enfin contraint à céder; l'Autriche l'y invite; il se soumet et demande à jouir de l'amnistie stipulée au traité de Vienne. Ses demandes sont repoussées; sa tête est mise à prix; il se réfugie sur le sommet des montagnes du val de Passeyo, il y est découvert; sa hutte est cernée en février 1810,

à quatre heures du matin ; il l'ouvre et dit : « Je « suis André Hoffer ; faites-moi mourir, mais « épargnez ma femme et mes enfans. » Conduit à Botzen, le général Baraguey d'Hilliers le traite avec humanité ; sur toute sa route il excite l'intérêt de la foule qui s'y presse, le pleure, le regarde comme un martyr. Tous souffrent pour lui, et seul il demeure calme ; écroué à Mantoue, il est jugé ; il est fusillé à l'époque même où celui qui en donna l'ordre allait s'unir à la fille du souverain aux intérêts duquel s'était immolé ce sujet fidèle, qui mourut avec un courage sans ostentation et dont la mémoire vivra éternellement chez les habitans du Tyrol.

Le meurtre d'Hoffer, réellement inutile, et rendu d'autant plus odieux par les circonstances où il fut commis, réveilla dans toute l'Allemagne la profonde indignation qu'y avait inspirée l'assassinat de Palm *; les sociétés secrètes l'inscrivirent au nombre des griefs dont elles auraient un jour à tirer vengeance. Mais rentrons ici dans l'année 1809, après avoir momentanément anticipé sur l'année suivante.

Par suite de la complète défaite des Espagnols, le 19 novembre, Soult après avoir emporté les positions mal défendues de la Sierra-Morena, était

* Voyez la pièce justificative A.

parvenu à Baylen et menaçait la junte de Séville; il retardait pourtant sa marche sur Cadix afin d'apaiser tous les mouvemens insurrectionnels dans l'Andalousie, tandis que Suchet faisait journellement des progrès en Catalogne. Mais des événemens d'une nature extrêmement grave se passaient alors dans une autre partie du monde, liée à la fortune de l'Europe par des intérêts passés, présens et futurs; occupons-nous donc ici des colonies espagnoles d'outre-mer.

Lors de l'abdication de Bayonne, Azanza, chef du conseil des Indes, fut chargé de notifier aux colonies espagnoles de l'Amérique Nord et Sud l'intronisation du roi Joseph et de les disposer à reconnaître ce nouveau monarque. La portion la plus considérable et la plus importante de ces colonies se trouvant sur le continent du Nouveau-Monde, commençons par jeter un coup d'œil sur leur constitution administrative.

L'Amérique espagnole était divisée en quatre vice-royautés et trois capitaineries générales. Les quatre premières étaient la Nouvelle-Espagne ou le Mexique, la Nouvelle-Grenade ou Santa-Fé de Bogota, Buénos-Ayres ou Rio de la Plata, et le Pérou. Les trois dernières se composaient de Guatimala, Venezuela et le Chili. Ces sept États, dont les chefs étaient indépendans les uns

des autres, ressortissaient tous du conseil des Indes séant à Madrid; ils étaient subdivisés en provinces, et celles-ci en départemens administrés par deux magistrats à la nomination, l'un de la municipalité, dernier degré administratif, l'autre de l'intendant de la province qui, lui-même, dépendait du capitaine général ou du vice-roi, nommé par le monarque. Ces chefs supérieurs réunissaient en leurs mains les pouvoirs civils et militaires; quant à la justice, elle était rendue en première instance par des alcades et corrégidors dont les jugemens étaient portés en appel à *l'audienza*, tribunal supérieur; la décision suprême, pour les intérêts généraux et particuliers, appartenait au conseil des Indes. Ces intérêts étaient de toutes parts froissés; car, outre le monopole exercé par l'Espagne dans ses colonies américaines, outre les prohibitions les plus ruineuses en tout genre, non-seulement tout commerce avec l'étranger était défendu *sous peine de mort*, mais l'habitant d'une province n'était pas libre de voyager dans une autre. Enfin tout était oppression et concussion dans ces contrées, sous la tyrannie effrénée de gouverneurs venus d'Europe, contre les actes desquels nulle voie légale n'était ouverte à la plainte vers l'autorité suprême. Cette autorité était elle-même impuissante à réfor-

mer les abus, et pour vérifier les réclamations qui lui parvenaient rarement et difficilement, elle n'avait d'autre ressource que de remettre le soin d'une enquête aux magistrats mêmes, collègues de ceux contre qui elles portaient ; les coupables ou leurs complices devenaient donc ainsi juges dans leur propre cause.

Ce régime monstrueux durait depuis trois siècles; on en murmurait, mais on ne s'armait pas contre lui, car, nous ne saurions trop le répéter, on ne se révolte jamais contre la force. Il se fit cependant une espèce de révolution dans les esprits lors de la lutte longue et acharnée entre la France et l'Angleterre. Nous avons dit les infructueuses tentatives de Pitt, qui envoya Miranda à Venezuela en 1806. Pareille mission fut confiée en 1807, pour Buénos-Ayres, à Whitelocke, et sans plus de succès; mais de fréquentes attaques ayant successivement été tentées par les Français et les Anglais sur quelques points du continent américain soumis à l'Espagne, et les moyens militaires ordinaires ayant paru insuffisans, on avait été obligé de recourir aux habitans, qui acquirent ainsi une importance toute nouvelle, germes d'émancipation qu'il était réservé à l'empereur des Français de féconder, au profit de l'Angleterre, comme au détriment tant de la France que des

intérêts dominateurs de l'Europe continentale. En effet, les colonies espagnoles commencèrent à se douter de leur haute importance, quand elles virent leur appui vivement et simultanément sollicité au nom de Napoléon, de Joseph, de Charles IV et de Ferdinand VII. Ce qui dut les étonner, ce fut de voir les deux juntes des Asturies et de Séville s'adresser à elles en maîtres, et se dire chacune exclusivement junte suprême des Espagnes, tout en suppliant alors ceux que l'ancien gouvernement avait arbitrairement commandés.

Si jamais il se présenta une occasion favorable et légitime même, de secouer un joug odieux, ce fut celle-là ; mais cette longue habitude de fidélité qui précédemment repoussa les tentatives secrètes ou publiques du gouvernement britannique, et ses armes comme ses intrigues, se manifesta avec enthousiasme en faveur d'un prince indignement détrôné. En vain les gouverneurs, à qui le roi Joseph promettait la conservation de leurs places, se montrèrent-ils, pour la plupart, disposés à se soumettre à son sceptre illégitime ; les peuples, doublement animés contre eux par la haine qu'ils leur portaient et par un attachement d'habitude envers la mère-patrie, repoussèrent les émissaires français, et nous ne—

croyons pouvoir mieux faire que de rapporter ici une portion du récit fait à cet égard par un témoin oculaire, en la tirant du rapport adressé à sir Alexandre Cochrane *, par le capitaine Deaver: « J'ai cru nécessaire de vous faire connaître les événemens arrivés déjà, afin que « vous puissiez vous former une opinion sur « ceux qui suivront probablement. J'entrai le 15 « dans le port de Guayra; j'aperçus un brick « français arrivé de Cayenne avec des dépêches « de Bayonne; je ne pus approcher assez pour « lui lâcher ma bordée; il se réfugia sous les bat- « teries espagnoles. Dans le moment où je me « préparais à partir pour Caraccas, le capitaine du « brick s'en éloignait mécontent de la réception « qu'on lui avait faite dans la ville. J'arrivai à Ca- « raccas à trois heures; le capitaine général me « reçut très froidement. En entrant dans la ville « j'aperçus une grande effervescence; je crus « voir cette agitation qui précède ou qui suit « une commotion populaire. Je fus entouré « d'habitans de presque toutes les classes; j'ap- « pris que le capitaine français avait raconté les « nouvelles d'Espagne d'une manière favorable à « la France et qu'il avait apporté des ordres pour « les agens du gouvernement français. La cité

* Du 19 juillet 1808.

demandé[a] la formation d'une junte composée de tous les principaux membres des autorités constituées; car, dans son opinion, l'autorité en l'absence du roi appartenait au peuple et devait être exercée par les magistrats *qui en sont la tête*. Le vice-roi ne se refusait point à cette demande, mais une insurrection populaire le destitua et une régence lui fut substituée. Tout était donc anarchie dans l'Amérique espagnole : Goyeneche avait dissous les juntes de la Paz et ordonné le massacre des vaincus; le vice-roi de Santa-Fé avait fait marcher des troupes contre celles de Quito, secondé par le vice-roi du Pérou, et il immola les insurgés, au mépris d'une promesse solennelle de pardon.

Nonobstant ces horreurs commises de part et d'autre, et au sein de la lutte existante entre des opinions opposées ou des ambitions rivales, plus de quatre-vingt-dix millions de francs furent envoyés avant 1810 à la junte centrale par les partisans américains du roi Ferdinand VII. Au reste, tout annonçait déjà dans cette portion du Nouveau-Monde l'inévitable nécessité d'une rupture entre les colonies et la métropole; nous verrons plus tard comment cette catastrophe fut hâtée

[a] Le 5 août 1808.

par l'absurde conduite du gouvernement espagnol. Celui qui devait y contribuer le plus puissamment vivait alors dans une obscurité qui ne présageait en rien le rôle brillant qu'un jour il devait jouer, et dans une paresse qui contrastait autant avec son caractère qu'avec cette dévorante activité qu'on vit si puissamment influer sur le sort de sa patrie.

Don Simon Bolivar, dont la vie héroïque appelle les regards de l'histoire et va bientôt fixer ceux de ses contemporains, né à Caraccas en 1783, avait déjà fait deux voyages en Europe. Le premier avait eu pour but d'achever son éducation à Madrid, où il commença à ressentir la haine qu'il manifesta plus tard contre le gouvernement monarchique espagnol, et à Paris, où il puisa des idées de liberté, sans les fonder néanmoins sur le mépris de sa religion à laquelle il ne cessa pas de demeurer sincèrement attaché. Dans le second de ces voyages, après avoir de nouveau visité la capitale de l'Espagne, il visita celle de France, y vit les derniers jours du consulat et les premiers de l'empire, et assista à l'intronisation du nouvel empereur à Paris, puis à Milan. Il ne put à cet égard cacher son indignation toute républicaine que retrempèrent les tracasseries de la police impériale. Retourné en

Amérique, après avoir parcouru en observateur une partie de l'Europe, cet homme, dont les idées étaient si prononcées, ne se liait encore à aucune des deux factions également anarchiques, attendant en silence l'explosion qui donnerait à l'élan national une direction conforme aux vœux que son cœur recélait, attendant aussi quelle serait la détermination de l'Angleterre dans une querelle qui intéressait essentiellement son commerce, bien déterminé à ne se lier qu'à un ordre de relations politiques dans lequel on accepterait le secours de cette puissance sans se se prêter à subir sa domination.

Quant à la junte centrale, qui n'avait pas fait un plus utile emploi des sommes considérables envoyées par les colons américains que de celles fournies par l'Angleterre ou tirées de l'Espagne même, nous l'avons vue se réunir à Aranjuez, fuir à Séville, et s'occuper, dans cette nouvelle résidence, bien plus d'idées systématiques sur la formation d'un gouvernement sans territoire encore, que de ce qui eût victorieusement assuré l'indépendance de l'Etat. Elle perdait donc de jour en jour dans l'opinion publique, et les juntes provinciales cherchaient, sous une infinité de rapports, à rivaliser avec elle. Celles-ci même étaient assez souvent des foyers d'anarchie; aussi

le marquis de la Romana avait-il déjà chassé la junte des Asturies, pour n'être plus contrarié par elle dans ses opérations militaires. Ce fut le même la Romana, si habilement échappé du Danemarck, qui le premier, dans un appel au peuple, ordonna aux Espagnols de se réfugier dans les montagnes à l'approche des troupes françaises, d'y cacher ce qu'ils possédaient de vivres, de détruire ce qu'ils ne pourraient emporter, de brûler leurs moissons et leurs demeures mêmes, de surveiller les mouvemens de l'ennemi, d'enlever tous ceux qui s'écarteraient de leurs colonnes et de donner à celles-ci des alertes continuelles. Ses ordres furent exécutés avec une telle ponctualité qu'il fallut souvent de fortes escortes pour assurer la marche d'un simple courrier, et que des représailles mutuelles ajoutèrent aux rigueurs habituelles de la guerre. Celui qui aurait l'horrible courage d'en contempler en totalité le hideux tableau peut consulter à cet égard l'*Edimbourg annual register*, où sont détaillés les sanglans exploits de *Mina* et de l'*Empecinado*, très bien caractérisé par le surnom de l'implacable. Un seul trait suffira pour en donner l'idée. « En représailles des mesures violentes du maréchal Ney, sept cents prisonniers « français furent noyés à la fois dans le Minho,

« par ordre de la junte de Gallice. » * Les Anglais, et principalement Wellington, cherchèrent à empêcher de telles horreurs et ne purent y parvenir; aussi l'impression qu'elles produisaient sur eux ajoutait-elle au dégoût que leur inspirait la guerre de la Péninsule.

Les plaintes des Anglais, celles qui s'adressaient à la junte de toutes les parties de l'Espagne, et les défaites successives de ses armées, firent sentir à cette autorité centrale le besoin de donner un lien commun aux diverses parties de la nation par la convocation des cortès. Elle forma donc dans son sein une commission destinée à s'en occuper. Là il fut arrêté, après de légères discussions, qu'il serait présenté à cette assemblée un projet portant séparation des pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire, indivisibilité de la représentation nationale, universalité des droits d'éligibilité, admission de suppléants, à défaut de députés, soit des provinces envahies par l'ennemi, soit des colonies d'Amérique qui n'auraient pas eu le temps d'en envoyer. La junte d'ailleurs rendit la presse totalement libre, et la vit aussitôt déchaînée contre ses actes et contre ses membres.

* Dépêche de M. Freire à M. Canning, du 10 juillet 1809.

La Romana fit plus; il lui adressa, le 15 octobre, des remontrances relatives à sa forme inconstitutionnelle, la considérant comme bien plutôt démocratique que monarchique, lui rappelant ses promesses d'un armement de cinq cent mille hommes d'infanterie et de cinquante mille hommes de cavalerie, auxquelles il opposait le tableau du peu de troupes formées et entretenues par elle pour la défense de l'Etat. Il lui reprochait encore d'avoir outrepassé ses pouvoirs, d'avoir mal administré, d'avoir introduit de nouveaux abus, d'avoir fait généralement de mauvais choix, et finissait par demander qu'en attendant la convocation des cortès on établît un régent ou un conseil de régence, composé de trois ou cinq membres.

Sir Arthur, devenu lord-vicomte de Wellington, ne cessait de son côté de se plaindre des armées, des généraux et de l'administration espagnols. Il avait écrit au marquis de Wellesley * qu'il ne pouvait demeurer sur la frontière d'Espagne, ses magasins étant à Abrantès, Santarem et Lisbonne; il estimait que les troupes françaises disponibles, et pourvues tant de cavalerie que d'artillerie, étaient composées de sept corps de trente à quarante mille hommes chacun, en dépit des dix mille hommes perdus par elles à Ta-

* Lettre du 1er septembre.

lavera ; que les Espagnols n'avaient pas cinquante mille hommes à leur opposer; que Blake, la Romana et le duc Del Parque ne possédaient ni cavalerie ni artillerie ; que l'armée anglaise (elle était descendue de dix-neuf mille hommes à quatorze mille, puis remontée par des renforts à vingt-deux mille) ne pouvait être regardée par les généraux de la Péninsule que comme leur servant d'appui et de base d'opération ; que Soult attaquerait probablement Ciudad Rodrigo, place importante à conserver, mais qu'il fallait renoncer à ne laisser en Estramadure que douze mille hommes, ce qui compromettait le sort du Portugal. Dans cette même lettre il blâmait la junte de renforcer l'armée de Venegas et de ne confier que douze mille hommes au duc d'Albuquerque. Le marquis de Wellesley, dans une dépêche à sir George Canning*, se plaint également de la détresse à laquelle on réduit l'armée britannique ; tout en admirant cette généreuse disposition du peuple espagnol à chercher avec constance à assurer son indépendance contre l'immensité des forces qui lui sont opposées, il avoue que « bien que la nomination d'une « junte centrale fût un pas vers la consolidation « de l'autorité publique, sa constitution n'a pas

* Lettre du 13 septembre.

« pour base un système assez favorablement cal-
« culé pour opérer l'union des provinces ; que le
« pouvoir exécutif y est trop divisé ; que cette
« junte ne représente suffisamment ni la cou-
« ronne, ni l'aristocratie, ni le peuple, et que
« de là provient sa faiblesse ; qu'elle avait paru
« vouloir choisir une régence et convoquer les
« cortès, mais que le désir de conserver le pou-
« voir suprême l'emporte sur toute autre con-
« sidération ; que, consulté par Martin de Garay
« sur la situation des affaires, sans s'expliquer sur
« le compte de certains individus, il a, dans sa
« réponse : 1° appuyé sur la nécessité d'une ré-
« gence, sans en restreindre le choix dans le sein de
« la junte, et celle de la charger du pouvoir exécu-
« tif jusqu'à la réunion des cortès ; 2° insisté
« sur ce que les cortès soient assemblés dans le
« plus court délai ; 3° conseillé de préparer les ma-
« tières soumises à leur délibération ; 4° insinué
« le besoin de satisfaire les Américains espagnols. »

Ce même ministre avait déjà, et il le mandait à lord-vicomte de Wellington *, fait part à la junte des projets de révolte ourdis contre elle, et employé son *influence personnelle* pour calmer les esprits irrités, en se plaignant des délais que mettait la junte dans la convocation des cortès.

* Lettre du 17 octobre.

Il représenta à Martin de Garay * que les cortès avaient été promis depuis long-temps, que la convocation en était indispensable, et il ajoutait aux conseils ci-dessus rapportés la demande de réformer le système militaire.

Le marquis de Wellesley, dans cette correspondance, avait principalement l'intention de parvenir à se débarrasser d'une junte dont tout lui démontrait l'incapacité et l'impopularité, et il sut l'amener, en raison de ses dangers présens, à proclamer le 7 novembre, à la suite d'une longue et mensongère apologie, que les cortès, annoncés par un décret du 22 mai, seraient convoqués le 1er janvier 1810, pour ouvrir leurs séances le 1er février. Cet acte, qui rejetait encore à trois mois une réunion dont on attendait le salut de la patrie, ne satisfaisant point l'opinion publique, on fit courir, le 16 novembre à Séville, le bruit d'une conspiration contre cette autorité centrale si méprisée, dont quelques membres, disait-on, devaient être assassinés et d'autres transportés en Amérique, et cela pour remplacer la junte par une régence composée du cardinal de Bourbon, du duc de l'Infantado et du marquis de la Romana. Par suite des mesures prises pour échapper à cette catastrophe, don Francesco Palafox,

* Letre du 24 octobre.

frère du défenseur de Saragosse, fut arrêté le 18, et quelques personnes furent massacrées par la plus basse populace, toujours crédule et toujours prête à seconder la vengeance de ses chefs.

L'anarchie qui se manifestait ainsi dans la Péninsule enlevait, au nord de l'Europe, des partisans à la cause espagnole, et l'empereur Alexandre en particulier ne la considérait qu'avec un dégoût personnel et une ferme croyance en l'expectative des succès assurés de Napoléon, succès, néanmoins, qui diminueraient ses forces agressives par le partage qu'il serait contraint à en faire pour maintenir dans l'obéissance des peuples turbulens après les avoir subjugués. Napoléon voyait lui-même cette anarchie comme un moyen sûr de hâter le triomphe de ses armes. Aussi avait-il fait dire par le *Moniteur*, sous la rubrique de son quartier-général de Schœnbrunn*: « Avant un an les Anglais seront chassés de la Péninsule, et l'aigle impériale flottera sur les forteresses de Lisbonne. Rien ne peut être plus avantageux à la France que de voir les Anglais engagés dans la guerre de terre. Au lieu de conquérir l'Angleterre par la mer, nous la conquerrons sur le continent. Nous souhaitons que lord Wellington commande les armées anglaises. Du carac-

* Moniteur des 29 septembre et 9 octobre.

« tère dont il est, il causera de grandes catastro-
« phes; soutenir l'Espagne contre la France,
« lutter sur le continent avec la France, c'est for-
« mer une entreprise qui ne lui rapportera que des
« désastres. Ce général de cipayes fait en toute
« lutte et il a raison. S'il commande encore long-
« temps les armées anglaises, nous pourrons nous
« flatter d'obtenir de grands avantages des bril-
« lantes combinaisons d'un général qui paraît si
« neuf dans le métier de la guerre. »

Quelques jours après la publication de ces diatribes ironiques, que des événemens mémorables rendent si curieuses, la paix avait été signée. Napoléon, rentré dans sa capitale, y préparait avec son activité accoutumée une nouvelle invasion en Portugal. Aussi, dans son discours d'ouverture du corps législatif*, on remarque les phrases suivantes : « Lorsque je paraîtrai au-
« delà des Pyrénées, le léopard** effrayé fuira vers
« l'Océan pour éviter la honte, la défaite et la
« mort. Le triomphe de mes armées sera le triom-
« phe du génie du bien sur celui du mal, de

* Moniteur du 4 décembre.

** Les armoiries de l'Angleterre ne portent point de léopard mais des lions, n'en déplaise à la fréquente erreur des écrivains français.

« la modération, de l'ordre et de la morale sur la « guerre civile, l'anarchie et les passions malfai- « santes; mon amitié et ma protection rendront, « je l'espère, la tranquillité et le bonheur aux « peuples des Espagnes. » Il y disait encore : « Je « protégerai la Porte, si la Porte s'arrache à la « fatale influence de l'Angleterre; je saurai la « punir si elle se laisse gouverner par ses con- « seils astucieux et perfides. » Montalivet exprimait avec quelques modifications la même idée quand, en parlant des provinces d'Illyrie et de Dalmatie occupées par la France, il faisait remarquer ce point de contact avec *l'empire de Constantinople, que la France, disait-il, par tant de raisons et d'anciens intérêts, doit vouloir maintenir et protéger.* Napoléon cependant l'avait sacrifié à Tilsitt, et l'eût démembré plus tard si l'Autriche ne se fût refusée aux propositions qui lui en furent faites.

L'affaire qui, à cette époque, absorbait presque toutes ses pensées, sans altérer cependant celles de puissance et de gloire, c'étaient ses soins pour la réalisation de son mariage, dont l'indispensable préliminaire était la prononciation de son divorce. Le prince Eugène fut donc appelé à Paris pour assister à la rupture du lien qui unissait l'empereur à sa mère, l'y préparer,

l'en consoler, car il voulait à cet égard conserver des mesures de décence ; il voulait aussi se placer à cette occasion à une grande hauteur dans l'opinion de ses peuples ; et pour récapituler les bienfaits dus à son pouvoir absolu, il commença par faire exposer * au corps législatif, par son ministre de l'intérieur **, la situation de l'empire ; c'étaient les travaux, aussi nombreux qu'utiles, relatifs aux ports, aux routes, aux canaux *** ; c'étaient des encouragemens donnés aux sciences, aux lettres, aux arts, à l'industrie, à l'agriculture, et là, à quelques exagérations près, il n'y avait qu'à louer. Il n'en était pas de même du commerce et du culte, en dépit des éloges prodigués à cet égard par le ministre, éloges qui furent appliqués sans mesure sur ce qui concernait la politique et la guerre. Quant à ce dernier objet, non content d'exalter les triomphes d'Eckmuhl et de Wagram, contre cette Autriche qui, selon lui, *devait son existence à la générosité de Napoléon*, il répète, sur la bataille d'Aspern, les mensonges des bul-

* Le 12 décembre.

** Montalivet.

*** Ce qu'il y a de remarquable et de trop peu connu, c'est qu'en seize ans de Restauration la paix permit d'exécuter près de deux fois plus de travaux de ce genre qu'il n'en avait été exécuté depuis Henri IV jusqu'à Louis XVIII. (*Note de l'Editeur.*)

letins impériaux, représente le prince Eugène victorieux sur la Piave où il avait été repoussé, les Anglais fuyant en Espagne où ils vainquirent, et insulte un prince autrichien qu'il dit aussi *arrogant qu'ignorant* (l'archiduc Ferdinand), trait également impolitique et inconvenant au moment où la paix vient d'être signée et où Napoléon va personnellement s'allier à son auguste famille.

Dans le tableau politique de l'empire, ce ministre expose : « que l'Italie tout entière était « soumise au même système ; que la réunion des « États romains avait été nécessaire à ce grand « résultat ; que l'empereur n'avait eu à choisir « qu'entre la création d'un patriarche et la sépa- « ration de la France de toute relation avec son « ennemi (le pape), et qu'il adopta la dernière « résolution comme émanant des droits inhérens « à la couronne impériale, ce dont il ne devait « compte à personne ; que la Hollande n'est « réellement, disait le ministre, qu'une portion « de la France comme alluvion de ses fleuves ; « que les Espagnes sentiront l'inutilité d'un in- « cendie que les Anglais ont allumé dans l'es- « poir d'empêcher la paix ; que si elles perdent « leurs colonies, l'indépendance de celles-ci est « dans l'intérêt bien entendu de toutes les puis-

« sances, et que la France ne s'y opposera pas, « pourvu qu'elles ne prennent aucun lien avec « l'Angleterre. » Exposé fait par la servilité à la crédulité ignorante et à la vaniteuse sottise, qu'on entretenait au prix de neuf millions que coûtait alors la police.

Il est à remarquer ici que, nonobstant des théories et des formes constitutionnelles extérieures, un gouvernement ne peut raisonnablement être caractérisé que par les instrumens le plus indispensablement nécessaires à son action ; or, quel nom donner à celui où la police domine sous la protection des armes? Quant au système continental, qui, sous prétexte de bloquer l'Angleterre, ne bloquait réellement que le continent et la France elle-même, en empêchant les neutres de charger dans ses ports, ce qui rendait les navires britanniques les seuls agens du commerce maritime et ses négocians les seuls arbitres des prix d'achat et de vente, maux auxquels ajoutait le trafic scandaleux et corrupteur des licences; quant à ce système continental, disons-nous, plaie que Napoléon s'était faite et qu'il ne cessait d'envenimer de ses propres mains, l'expérience démontrait qu'il avait été loin de ruiner la puissance rivale ; car un rapport présenté au gouvernement britannique prouvait

qu'elle n'avait exporté en 1806 que pour les sommes de trente-six millions sterling, et que, dans les neuf premiers mois seulement de 1809, la somme de ses exportations montait déjà à trente-neuf millions, en dépit des prohibitions ordonnées par la France.

Alors commençaient des démêlés entre l'Angleterre et les États-Unis, nouvel incident dont nous rejetterons le tableau complet à l'époque où il doit amener une lutte militaire entre les deux États. Rejetons aussi à cette intéressante époque celui des démêlés de la France et ces mêmes États-Unis, parce qu'alors seulement ils auront acquis une haute importance politique. Notons cependant que les chicanes mutuelles des deux cabinets de Washington et des Tuileries étaient d'autant plus mal conçues par celui-ci qu'elles tournèrent entièrement à l'avantage de l'autre ; car oubliant ce qu'il dut à la France lors de la guerre qui assura son indépendance, et continuant à se refuser au paiement de ce qui était légitimement dû par lui à ceux ou aux héritiers de ceux qui avaient soutenu le congrès de leurs fournitures et de leur crédit, il s'autorisait de ces chicanes pour priver et le commerce français des avantages stipulés dans le traité de cession de la Louisiane, et ses créanciers français de l'acquit-

lement de leurs droits et créances contre le gouvernement de l'Union, que ces mêmes stipulations avaient réservé, tout en soldant avec générosité des dettes en partie imaginaires, au prix exagéré de vingt millions.

Ce système continental contre lequel le gouvernement américain réclamait, sans songer à réaliser ses propres engagements, devint en outre pour ses négociants une source de fortune, en décuplant leurs profits, tant par la hausse prodigieuse des marchandises coloniales, que par les mille et mille ruses que le génie frauduleux des Américains mit en usage pour soutenir une cupidité sans morale et sans frein; elles furent même poussées au point de favoriser, au détriment de la France, le commerce anglais, ce qui résolut le problème, autrement insoluble, de l'accroissement des opérations britanniques. L'Angleterre, dont, en dépit des vœux de Napoléon, le système continental et la guerre de la Péninsule augmentaient la prospérité commerciale, venait de perdre le duc de Portland *, chef de son administration; et lord Wellesley avait été appelé au poste de ministre des affaires étrangères. Plus instruit que Canning des intérêts de l'Espagne, il pouvait, conjointement avec

* Le 30 octobre 1809.

lord Wellington, nommé président de la régence et généralissime des troupes portugaises par le prince régent *, imprimer une direction plus favorable à la guerre d'Espagne ; aussi Napoléon préparait-il contre l'armée anglaise une expédition dont il attendait un entier succès, distrait seulement de cette importante affaire par celle plus chère à son orgueil d'un brillant mariage, et par conséquent du divorce qui en était le préliminaire indispensable. Le 15 décembre, c'est-à-dire trois jours après qu'il eut fait exposer par ses ministres tous ses droits à la reconnaissance du peuple français, lui et l'impératrice Joséphine déclarèrent devant l'archi-chancelier Cambacérès, et en présence de tous les membres, hommes, femmes et alliés de la maison impériale, réunis en assemblée de famille, Lucien seul excepté, la résolution mutuelle de rompre leurs liens matrimoniaux. L'acte en fut rédigé ; il fut signé de tous et porté le lendemain au sénat conservateur où siégeaient les rois et princes, parens et alliés, parmi lesquels on distinguait le vice-roi d'Italie. Celui-ci, placé dans une situation fort pénible, manifesta plus de soumission aux ordres de son bienfaiteur et de son maître que de ten-

* Par décret de ce prince, du 6 juillet 1809, et en date de Rio-Janeiro.

dresse et de dévouement pour sa mère. Le sénat, selon sa coutume, se montra encore plus servile. Ce pouvoir qui, dans son adresse, se disait pénétré d'admiration pour le *dévouement* de l'empereur *aux devoirs qu'impose un trône héréditaire*, protesta de l'*éternel amour du peuple français* envers lui, au moment même où tous les sentimens se dirigeaient vers l'impératrice répudiée. Ce qui ajouta à l'intérêt qu'elle inspirait et qui devenait pour ainsi dire européen, c'est que Napoléon ayant exigé que tous les ministres étrangers allassent à cette occasion lui présenter leurs hommages, elle les reçut avec autant de dignité que de grâce, se montrant autant au-dessus de sa pénible situation que Marie-Louise fut constamment au-dessous de la sienne.

Parmi tous les souverains de la famille impériale appelés à la cour des Tuileries, il est à remarquer qu'un seul osa présenter à Napoléon les justes plaintes du peuple qu'il était, ainsi que tous les autres, chargé d'opprimer; ce fut le bon et infortuné Louis, à qui son frère ne pardonna point le généreux intérêt qu'il montra pour la Hollande et qu'elle paya d'une sincère reconnaissance. Cette démarche hâta peut-être la catastrophe qui devait punir à la fois, et ce pays des cris qu

lui arrachaient des maux réels, et le prince de sa bienveillante sollicitude.

Eugène Beauharnais aurait sans doute eu aussi à exprimer des plaintes, tant en son nom qu'en celui des peuples qu'il gouvernait; mais si ses griefs personnels s'évanouissaient devant une foule de bienfaits reçus, il connaissait depuis long-temps toute son impuissance à faire valoir les justes réclamations du peuple lombard. Ce peuple cependant avait dû voir oppression et insulte dans une simple suppression des allocations du budget en faveur des membres du corps législatif; manière de le faire disparaître sans honorer même son expulsion d'un décret impérial. Il voyait encore, avec une défaveur plus générale, détruire au profit du domaine public toutes les corporations ecclésiastiques, source de fortune pour les familles et de charité pour l'indigence; ce qui diminuait l'influence religieuse et accroissait le nombre des bandits devenus le fléau des campagnes; motifs de mécontentement auxquels se joignait l'indignation produite par les traitemens faits au pape.

Murat, moins soumis qu'Eugène quand il était loin de Napoléon, plus souple près de celui-ci quand il l'approchait, s'était beaucoup mieux concilié que Joseph et les grands et le peuple, par

ses manières franches et chevaleresques, qui cependant finirent par le faire nommer, grâce à son costume bizarre, *el re arliquino*. Mais comment eût-il pu les protéger efficacement contre celui dont la protection lui était nécessaire et la haine redoutable?

Pour Joseph, ce niais de politique systématique, si riche de parole, mais si pauvre d'action, imbu des idées prétendues constitutionnelles qu'il prônait avec d'autant plus de bonne foi que lui-même il en était la dupe, c'était un mannequin en butte au double mépris des peuples insurgés et des généraux français, dont les uns le repoussaient et les autres lui obéissaient rarement et fort mal.

Quant à Jérôme, tout lui semblait bon pourvu qu'il pût se livrer à des plaisirs sans décence et sans masque.

Voilà cependant les hommes dont une grande portion du continent subissait la puissance, à la voix de celui qui, de son indomptable volonté, dominait les souverains qu'il avait faits et ceux qu'il avait vaincus. Mais cet homme extraordinaire, entouré d'une famille si indigne de lui, secondé par la bassesse ou la crainte, ne doit peut-être pas être uniquement jugé sur les résultats patens de ses haines politiques. S'il ruina le com-

mercé européen pour briser le sceptre du crédit britannique qui lui suscitait partout des ennemis, ne voyait-il pas aussi des ennemis présens ou futurs dans l'extension immodérée de cette corporation cosmopolite du commerce? n'avait-il pas conçu un plan, gigantesque peut-être, de restauration sociale, à la réalisation duquel toutes ses actions coïncidaient? Car si ses passions étaient basses, son esprit pouvait errer dans les plus hautes régions d'une ambitieuse intelligence. Citons à cet égard la lettre suivante écrite à un homme d'état par un agent observateur. « Celui qui a suivi « pas à pas la marche politique de l'empereur « Napoléon ne peut plus se refuser à l'idée qu'en « étendant successivement sa puissance, médiatement ou immédiatement sur toute l'Europe, « son projet réel ne soit de constituer tout l'ancien continent en un seul et même État, n'ayant « qu'un chef, une loi, une direction; peut-être « aussi un culte, du moins extérieur, commun à « tant de peuples divisés jusqu'à lui sous ces « différens rapports. Non content de régner sur la « France, dont la révolution avait porté les frontières jusqu'aux rives de la Meuse et du Rhin, « ne l'a-t-on pas vu l'accroître, à titre de protection, de possession ou de suzeraineté, de l'Italie tout entière, de la Hollande, des provinces

« de Dalmatie et d'Illyrie, du Hanovre, de la West-
« phalie, de la Suisse, de la Confédération rhé-
« nane, des villes anséatiques, soumises déjà,
« quoique non encore légalement réunies, et
« d'une partie même de la Pologne? Ne l'a-t-on
« pas vu écraser la Prusse, rendre l'Autriche im-
« puissante à lui résister, livrer les Turcs à la
« Russie, et ruiner cet empire par la guerre con-
« tre les Turcs, après l'avoir isolé? soumettre
« servilement la Suède et le Danemarck à sa po-
« litique ruineuse? envahir enfin le Portugal et
« l'Espagne? et tout cela n'a été l'ouvrage que de
« cinq années d'intrigues ou de victoires! Qui
« donc s'abuserait encore sur le but vers lequel il
« tend? Ce qui lui reste à exécuter pour l'attein-
« dre, est-il comparable à ce qu'il a déjà fait avec
« tant de rapidité et avec des moyens moindres que
« ceux fortifiés aujourd'hui de tant de succès?
« Trois obstacles cependant se présentent devant
« lui : 1° la résistance inattendue de la Péninsule;
« mais il renversera celui-là si rien ne le distrait
« de la guerre entreprise contre un peuple dont le
« gouvernement lui était dévoué; 2° l'état com-
« pacte de la Russie, qu'il finira sans doute par
« attaquer, et contre laquelle il peut employer
« une arme terrible, l'insurrection des paysans
« serfs; 3° enfin l'Angleterre, que sa marine et

« son crédit ont rendue la dominatrice du com-
« merce de l'univers. La haine qu'il lui porte a
« visé juste en la considérant comme sa plus re-
« doutable ennemie ; mais pourra-t-il la frapper
« de même? Qui sait si ses vues, tant à ce sujet
« qu'à l'égard du commerce, n'ont pas pris aussi
« une direction *imprimée* par la prévoyance de
« l'atteinte qu'il pourrait porter à sa vaste
« puissance? C'est une question bien importante,
« nullement résolue encore, que celle du com-
« merce considéré sous le point de vue politique.
« Né des produits naturels dont il accroît la valeur
« vénale et facilite les placemens, n'enfante-t-il
« pas, dans son extension et à son dernier terme,
« deux vices sociaux aussi ruineux que corrup-
« teurs? D'une part, c'est la surabondance des
« producteurs sur les consommateurs, qui force
« à une infériorité de fabrication ; d'une autre,
« c'est la substitution du commerce stérile de
« l'or à l'écoulement vivificateur des produits de
« l'agriculture et de l'industrie. Nous ne noterons
« pas ici un troisième vice social qui consiste dans
« l'accroissement des études au-delà des moyens
« possibles de satisfaire les justes prétentions que
« leurs succès inspirent ; Napoléon sait y pourvoir
« en décimant la jeunesse savante par des guerres
« continuelles, en lui fournissant par les con-

« quêtes des fortunes pour la cupidité, des titres
« pour la vanité. Cette plaie ne se fera donc sentir
« que dans des jours de paix profonde, dont Na-
« poléon se garde bien de laisser poindre l'aurore,
« événement qui néanmoins arrivera tôt ou tard,
« par suite même des triomphes les plus gigan-
« tesques. Je ne noterai pas davantage l'inégale
« balance des produits et des consommations;
« après des maux inévitables un juste équilibre
« pourra s'établir; mais que dire de cette puis-
« sance nouvelle du capitalisme qui, née du com-
« merce qu'elle ruine, a succédé, avec toute son
« immoralité, à la puissance si morale de la fruc-
« tification du sol qu'elle opprime en en détour-
« nant ses capitaux? de cette puissance qui sacrifie
« l'avenir au présent, et le présent à l'individua-
« lité, cette lèpre contemporaine. Cette puissance
« égoïste, cosmopolite, qui s'empare de tout, ne
« produit rien et n'est intimement liée qu'à elle-
« même; souveraine des souverains qui ne peu-
« vent sans elle ni faire la guerre ni demeurer
« en paix; et qui s'enrichit également de leur
« prospérité et de leur ruine, des biens du peu-
« ple qu'elle partage, de leurs maux qu'elle ac-
« croît *? Peut-être Napoléon n'a-t-il vu, dans le

* Cette puissance ne faisait que poindre encore, mais tout annonçait son inévitable triomphe. Elle avait été pré-

« despotisme d'un crédit qui lui est étranger,
« qu'une arme redoutable entre les mains de son
« ennemi? Mais une plus haute pensée n'aurait-
« elle pas éclairé son esprit? n'entrevoyait-il
« point, par un lumineux instinct du génie, l'é-
« poque où, dominateur universel, il aurait à
« lutter contre cette dégradante puissance? ne
« songe-t-il pas déjà à la miner dans sa base com-
« merciale? J'abandonne cette notion, peut-être

vue dès 1789 par Nicolas Bergasse; elle préludait, par l'agiotage auquel se livraient des ministres même, en compromettant ainsi le secret des négociations diplomatiques. Ouvrard, cette tête si forte en finance, en eût saisi le sceptre sans Napoléon, et après lui il devait échoir aux Rothschild, ces souverains des souverains. Depuis qu'Adam Smith a dit : « *L'argent n'est autre chose que le mobile de la circulation.* » il n'a plus été considéré par les économistes que comme signe représentatif de la richesse, et le crédit comme une richesse réelle; de là la création des valeurs fictives également représentatives de cette même richesse; de là les banques, les papiers-monnaies et l'agiotage, fruit de l'abondance des effets publics; enfin l'aristocratie de la Bourse et la ressource des emprunts, banqueroute déguisée, car la multiplication du signe en atténue la valeur; multiplication dont le résultat définitif sera probablement une grande catastrophe financière, qu'on prétend éloigner ou prévenir par le système d'amortissement, véritable charlatanisme si ce n'est pas une friponnerie masquée; car si les fonds levés à cet effet, et

« romanesque, à l'examen de l'expérience inves-
« tigatrice ; mais je me résume en disant que Na-
« poléon a nécessairement le double projet d'at-
« teindre à la monarchie universelle, de ruiner
« avec le commerce toute profession indépen-
« dante et de détruire tous moyens de fortune
« autres que ceux émanés de lui seul. Ce qui doit
« lui faire redouter la paix, qu'il paraît toujours
« vouloir et ne peut désirer, c'est que son com-

qu'appauvrissent les frais d'administration, s'accroissent de l'intérêt composé, le même intérêt composé est enlevé aux contribuables qui le fournissent et en eussent pu faire un fructueux emploi. Enfin, l'on n'amortit jamais qu'à un taux plus élevé que celui auquel on emprunte ; ce système n'est donc qu'une prime accordée à l'agiotage. Il y a plus ; si ce fonds d'amortissement a pour objet de soutenir le crédit en relevant les effets en baisse, on a profité de leurs variations ; ce sera ou le tort de tromper les prêteurs, ou celui d'alimenter ce jeu de Bourse très ruineux à la fortune publique et privée, en détournant les capitaux de toute opération productive. Mais, pour en revenir aux cinq frères Rotschild, nous dirons qu'ils doivent la haute puissance financière dont ils jouissent à leur union, à leur activité, à leur génie, à leur probité ; par eux ce n'est plus l'opinion qui est la reine du monde, mais la monnaie sonnante ou fictive. Les gouvernemens de toute nature se courbent devant cette domination nouvelle, car ils ne peuvent plus rien sans elle ni contre elle.

(*Note de l'Editeur.*)

« merce, isolé par son système continental, est « menacé déjà d'une crise que la fin de la guerre « amènerait avec un éclat ruineux.

« Un objet qui distrait maintenant Napoléon « des vastes projets que je lui suppose, c'est le « mariage qui probablement se prépare. Votre Ex- « cellence, sans doute, en sait à cet égard beaucoup « plus que nous, réduits aux bavardages de ces « mystérieux habitués du palais qui savent ou veu- « lent paraître tout savoir. Ces gens-là parlent, les « uns de la fille d'un maréchal *, homme dont Na- « poléon prise bien plus la valeur que les talens et « dont il méprise le caractère, étranger transfuge « qui porta le fer et le pillage dans son propre « pays, fils d'un cabaretier dont l'origine humi- « lierait son orgueil ; d'autres désignent, soit une « princesse de Saxe **, mais elle est à peine âgée « de quinze ans et ne lui donnerait point un allié « puissant ou nouveau ; soit une princesse russe, « mais elle n'a pas encore quatorze ans ***, et l'âge « lui fut refusée à Erfurt, où l'union des deux

* Masséna.

** Marie-Amélie-Frédérique, née le 10 août 1794, fille du prince Maximilien et nièce du roi Frédéric-Auguste.

*** Anna Paolovna, née le 18 janvier 1795, depuis mariée au prince héréditaire d'Orange.

« empereurs était plus intime qu'elle ne l'est aujourd'hui; enfin l'archiduchesse Marie-Louise*, « dont l'âge et les convenances sont plus réelles, « l'alliance plus utile. Au reste, la cour des Tuileries met une extrême vanité à répandre que « les deux cabinets les plus puissans sollicitent « comme une faveur la main de Napoléon. Cependant qu'y gagnerait la Russie? quels avantages l'Autriche en retirerait-elle? »

Tandis que les opinions étaient en suspens sur l'issue des négociations qu'on prétendait avoir été entamées pour le mariage de l'empereur des Français, Frédéric-Guillaume, qui avait résisté aux instigations de tout genre émanées simultanément de l'Autriche, de l'Angleterre et du sein de son pays même, pour l'engager à se déclarer contre la France; lui qui, pour n'être point suspect à cette puissance, s'était empressé de condamner à mort le partisan Schill, de séquestrer les propriétés des princes d'Oels, de mettre en jugement quelques-uns de ses plus fidèles généraux, de faire surveiller tous les adhérens connus de l'insurrection germanique, de dissoudre la société de la Vertu et de s'emparer de ses archives; Frédéric-Guillaume s'applaudit de cette conduite

* Née le 12 décembre 1791.

prudente quand il apprit la signature du traité de Vienne, et, après trois ans d'absence, il rentra à Berlin le 23 décembre, seizième anniversaire du jour où il y avait fait son entrée avec celle qui alors allait être son épouse. Le roi et la reine y furent reçus aux acclamations universelles d'un peuple pénétré de reconnaissance et d'amour ; il en avait été de même à Vienne, lors du retour du vertueux empereur François II ; hommages flatteurs, douce consolation dans l'infortune qui avait accablé ces deux monarques.

Napoléon, malgré ses triomphes, malgré ses bienfaits même, était loin de recueillir en France ce sincère tribut d'amour que les deux grandes nations germaniques se plaisaient à payer à leurs souverains alors humiliés et vaincus. Mais il régnait ; mais, dans l'enivrement de leurs vanités serviles, de leurs passions ambitieuses et sordides, les chefs d'un peuple jadis noble et fier se courbaient humblement sous son pouvoir dominateur, s'effaçaient, pour ainsi dire, devant la splendeur de son nom ; car à compter des derniers mois de l'an 1799, c'est-à-dire depuis environ dix années, l'histoire de France n'était plus que l'histoire de Napoléon, de sa fortune, de sa gloire, de ses rapides succès, de sa prépondérance sur le corps politique de l'Europe continentale ; puis l'on n'é-

tait plus rien en France que par lui et pour lui; aussi nul souverain n'eut autant que lui le droit de proférer alors ces orgueilleuses paroles: *l'État, c'est moi.* Son gouvernement, tant au dedans qu'au dehors, était l'absolutisme dans la plus vaste acception de ce mot. Là avait abouti cette hypothétique souveraineté populaire, système hors de toute notion historique, que l'abstraite théorie ne saurait logiquement exposer*, que la pratique, cette seule et véritable politique expérimentale ne réalisera jamais; appât jeté à la vanité niaise par ceux qui tendent à tyranniser le peuple en son propre nom; échafaudage élevé par l'ambition qui le brise dès qu'elle est satisfaite; terme fatal et inévitable, car la souveraineté n'est réellement que l'action de l'autorité à laquelle on obéit forcément ou volontairement. C'était ainsi que toute au présent, point fugitif et impalpable entre deux immensités, la France broyée par sa révolution se voyait décimée sur les champs de bataille, après l'avoir été sur les places publiques sous le tranchant de ces haches même qu'elle aiguisa pour abattre tout ce qui s'élevait au-dessus de la multitude. D'erreur en erreur et de succès en succès, elle était, sans

* Voyez la pièce justificative B.

s'en apercevoir, passée d'une démocratie verbeuse et désordonnée à une soumission entière et muette, au despotisme militaire, résultat malheureux et inévitable d'un principe vicieux, preuve accusatrice de l'invincible ignorance des nations sur leurs vrais intérêts, le sort qui les menace et l'issue prochaine de leurs œuvres inconsidérées.

Mais l'orgueilleux potentat qui, remplissant alors le monde de son nom, avait su lui créer une place dans l'histoire de tous les peuples, appréciait-il mieux sa propre situation? connaissait-il réellement les ennemis que son ambition insatiable et peut-être obligée lui suscitait? prévoyait-il la lutte terrible qu'il pourrait avoir encore à soutenir? Non, certes! Le développement de ses forces militaires était immense; il faisait dans l'ombre des préparatifs maritimes très redoutables. En dépit des pertes nombreuses qu'il avait faites, ses ports renfermaient déjà quatre-vingt-deux vaisseaux de ligne, dont huit de cent vingt canons, et soixante-cinq frégates, dont quarante de quarante à cinquante canons *. La plus grande activité régnait dans la construction des bâtimens de guerre, car il voulait porter simultanément ses armes

* Voyez la pièce justificative C.

vers l'Angleterre et l'Irlande, ainsi que vers l'Égypte, contrée dont il projetait de se faire un point d'appui et de départ dans cette expédition de l'Inde qu'il n'espérait plus exécuter de concert avec la Russie. Il y destinait trente mille hommes d'infanterie, six mille de cavalerie, quatre mille d'artillerie, cinq cents voitures, deux mille chevaux de trait et cent vingt bouches à feu, comme on le voit par ses différentes lettres au ministre de la marine*. On y voit aussi que ses forces navales montaient à cent trente et un vaisseaux de ligne en joignant aux siens les vaisseaux hollandais, danois, espagnols et russes, qui, en 1811, devaient porter sur la Manche seule cinquante-quatre mille huit cents hommes et deux mille sept cents chevaux; en 1812, soixante-huit mille hommes et cinq mille chevaux, et si l'expédition n'avait eu lieu qu'en 1813, cent mille hommes et sept mille chevaux indépendamment du corps stationné à Cherbourg et destiné à tenir en respect une flotte anglaise qui devait bloquer ce port.

Tels étaient les projets et les espérances de

* Ces lettres au ministre Decrès sont datées de Bayonne, 28 mai 1808; de Saint Cloud, 27 septembre 1810; de la même résidence, 24 juillet 1811; mais ces projets arrêtés remontent à des dates antérieures.

Napoléon ; c'est pourquoi, malgré les erreurs déjà signalées de sa fausse politique, il se persuadait que rien n'était impossible à sa volonté. Cependant il n'avait su juger ni la valeur militaire des Anglais, ni la patriotique résistance des Espagnols, et il ne se faisait pas une idée plus juste des Russes et des Turcs; aussi le vit-on, au détriment de sa propre fortune, outrager ces deux peuples dont on parle tant et qu'on connaît si peu. C'est ce dont nous aurons à nous occuper dans le tableau des divers Etats européens, esquisse rapide, mais nécessaire à placer sous les yeux de nos lecteurs afin qu'ils puissent apprécier avec justesse les événements qui font la matière de ce volume.

L'Angleterre, cette terre classique du déisme dont les germes y furent développés et nourris par les révolutions qui amenèrent la chute des Stuarts ; dans le sein de laquelle prit naissance l'idée d'un contrat primitif, émanée des systèmes à directions opposées de Hobbes et de Locke, glaive à deux tranchans qui servirait également le despotisme et l'anarchie ; l'Angleterre, agresseur partout et vulnérable nulle part, marchait à pas de géant vers la consolidation de sa monarchie maritime et commerciale universelle, admirablement servie à cet égard par la haine que Napoléon inspirait aux Etats continentaux à sa solde,

et qu'à son propre profit elle dirigeait contre la France. Aussi aucune puissance navale et financière n'avait, depuis la plus haute antiquité, égalé celle de la Grande-Bretagne : elle était souveraine dans l'Inde seule de plus de soixante millions de sujets ; elle tirait d'un commerce qu'elle faisait presque exclusivement dans les quatre parties du monde les moyens de soulever facilement le poids de son immense dette, de faire et de solder la guerre contre sa puissante rivale. Les bénéfices de ce commerce s'accroissaient par des captures qui, indépendamment des corps de navires et autres *floating property*, s'élevaient à la somme de cent millions sterling (deux milliards quatre cent millions de francs), somme plus que double des dépenses de l'État, dont les produits annuels tant industriels qu'agricoles passent dix milliards de francs. Aussi l'Angleterre supportait-elle facilement ces charges immenses, quoique elles fussent accrues par l'énormité de son développement militaire à qui elle dut des succès, tant sur terre que sur mer, à l'occasion de l'insurrection espagnole*. Pitt, sur son lit de mort, avait prévu et espéré ces succès ; car il ne doutait point des vues ambitieuses de Napoléon

* Voyez la pièce justificative D.

sur la péninsule Ibérienne, ni des obstacles qu'il y rencontrerait de la part d'un peuple neuf encore, fier, brave, enthousiaste, dont le noble élan amènerait contre l'oppresseur du continent une guerre générale et populaire qui couvait déjà dans le sein des sociétés secrètes. « *C'est là que je l'attends,* » disait-il ; mais il mourut et ne vit pas ce qu'il avait si judicieusement annoncé. L'Angleterre, vivifiée plutôt qu'agitée par une opposition sur laquelle l'ignorance française spéculait, devait sa prospérité à ce que les théoristes nomment les abus de son gouvernement, quoique ces prétendus abus fussent le ciment qui en liait toutes les parties, puisque, grace à l'influence des grands propriétaires et de la trésorerie, la richesse, intéressée au bien public et préparée à la carrière politique, unissait entre eux trois pouvoirs dont la lutte aurait brisé les rênes de l'État. Le parlement britannique ne se compose donc que d'hommes mutuellement en harmonie et disposés à marcher simultanément au même but. L'une de ses plaies, cependant, était l'Irlande opprimée, mécontente et disposée à se jeter dans les bras de l'étranger ; mais la supériorité de la marine anglaise la couvrait et les dangers étaient moins grands de ce côté depuis la réunion des deux parlemens opérée par William Pitt. Deux

autres dangers plus grands encore eussent résulté : 1° de l'émancipation annuellement demandée des catholiques; car, en ouvrant la porte aux innovations, elle eût jeté dans l'opposition une masse énorme de mécontens ; 2° de la réforme parlementaire également sollicitée sans cesse. Cette réforme, qui devait désunir ce qui était uni, devait aussi conduire, par succession de temps, les trois branches de la législature à une lutte ruineuse, en y plaçant des hommes qui, n'ayant pas, comme les membres actuels de la chambre basse, la certitude d'y arriver, ne seraient nullement préparés par une préalable éducation politique au rôle qu'ils auraient à jouer, d'où il résulterait que les ministres devraient parler à des hommes peu capables de les comprendre et qu'ils ne comprendraient pas davantage ; source féconde de troubles et d'erreurs. Il se pourrait alors que ce beau système artificiel sur lequel, sans le connaître, Montesquieu a jeté tant d'esprit et dont Delolme a fait un véritable roman, disparût avec toutes les richesses qu'il créa, englouti dans un profond abîme d'anarchie. Mais pour amener cette catastrophe, il faudrait supposer, dans les chefs de l'État, l'absence de toute prévision et l'idée de sacrifier tous les intérêts à toutes les passions. Qui pourrait l'avoir, cette idée sinistre, surtout dans l'é-

tat actuel de l'Angleterre, sous un roi dont les infirmités physiques et morales excitent un si vif intérêt, et chez un peuple qui vient de célébrer avec un si touchant respect la cinquantième année de son avénement au trône*?

Cette année ne fut cependant pas aussi prospère pour la Grande-Bretagne que son grand développement de forces eût dû le faire augurer. L'expédition de Walcheren fut honteuse; l'Autriche son alliée était vaincue et humiliée; ses négociations avec l'Amérique n'eurent point le succès qu'elle en attendait sous la présidence de Madisson, successeur de Jefferson. Les États-Unis avaient prohibé tout commerce avec l'Angleterre et la France jusqu'à cessation par l'une et par l'autre de violation de sa neutralité, ce qui avait amené entre ce gouvernement et la Grande-Bretagne un traité de commerce et d'amitié. Mais le cabinet de Saint-James désavoua son ministre signataire, Erskine, trop libéral à l'égard des Américains, ce qui laissa subsister l'état d'inquiétude à cet égard. Cependant le gouvernement anglais accorda, pour se mettre en sûreté, un délai suffisant aux bâtimens des États-Unis qui, sur la foi du traité signé, avaient

* Le 25 décembre 1809.

été expédiés pour les Iles Britanniques; acte à la fois de loyauté et de saine politique, car les négocians de cette république favorisèrent bien plus son commerce que celui de la France. Napoléon jusqu'à cette époque avait en vain cherché à les tromper par des déclarations illusoires, dont le but était de les disposer à la guerre contre la Grande-Bretagne. Cependant il insinuait sans cesse à celle-ci le désir qu'il prétendait avoir de traiter avec elle, disant: *Arrangeons-nous; à vous la mer, à moi le Continent*, tandis qu'il tenait à la Russie ce langage: *Je vous livre l'Orient, livrez-moi l'Occident.* Mais si le jour de l'affranchissement de son pouvoir oppressif ne luisait point encore, celui des déceptions était enfin passé; l'Angleterre demeurait ferme dans la ligne politique qu'elle avait adoptée, et, malgré sa guerre nominale avec la Russie, elle n'en conservait pas moins des relations secrètes et indirectes avec cette puissance; ne négligeant cependant jamais les intérêts de son commerce, elle profita de cet état d'inimitié apparente pour ruiner le port de Kola* et en combler l'entrée, afin de nuire à la traite des fourrures et aux expéditions des baleiniers russes.

* Port à l'extrémité nord de l'empire russe.

Ce qui, en dépit de cette insulte, entraînait Alexandre dans ces relations occultes, c'est qu'il commençait à ne plus s'abuser sur les intentions ultérieures de Napoléon, qui, trompant également lui et la Turquie, était devenu un objet de méfiance pour l'un et l'autre. Ce qui justifiait celle de la Porte-Ottomane, c'était l'envoi d'un agent actif, ardent, enthousiaste de celui qu'il servait, (le chevalier de Lascaris), jeté avec des instructions qui flattaient son esprit aventurier, vers les différentes hordes de Bédouins, pour chercher à les réunir sous un seul chef, à les détacher entièrement du gouvernement turc, à les attacher à la France, afin de se frayer ainsi vers les établissemens anglais de l'Inde, dont cet agent devait explorer les frontières, une route jalonnée de peuplades guerrières et amies; car Napoléon qui avait dû renoncer à la coopération de la Russie dans le projet gigantesque d'attaquer à sa principale source le commerce anglais, n'en tenait pas moins à ce même projet en voyant qu'il ne pouvait le ruiner, comme il l'avait espéré, par le système continental.

Ce système, en effet, croulait de toutes parts: au midi, par la guerre péninsulaire; au nord de l'Allemagne, par la contrebande; en Russie, par les expéditions dites de Ténériffe, et qui, quoique ré-

ellement anglaises, étaient protégées comme brésiliennes par le ministre Bessera. Rien n'avait donc réalisé les prévisions du ministre Gaudin, qui, dans un rapport à Napoléon, du 7 septembre 1807, lui avait dit : « Par cette mesure l'Angleterre perd « la garantie de son avenir ; il n'y a pas de doute « que son système de finances ne s'écroule avec le « point d'appui sur lequel il se base ; le sort « de ce pays est facile à prévoir. » Mais ce que l'habileté financière ne prévoyait pas, c'est que les bénéfices des produits anglais exportés, qui, en 1804, ne montaient qu'à vingt-un millions sterling, s'élevèrent alors à vingt-six millions ; que la richesse croissante fit construire les docks de Londres, ainsi qu'une foule de bâtisses nouvelles, et qu'en 1809, plus de cent cinquante pétitions pour des clôtures de communes furent présentées au parlement ; preuve de l'abondance des capitaux. Le système continental n'avait donc produit autre chose que de favoriser un commerce frauduleux et immoral, aux dépens d'un commerce loyal, source de prospérité publique, et de jeter le négoce français dans l'isolement, germe d'une future et inévitable crise commerciale. Au reste, l'Angleterre continuait à surveiller les agens français dans l'Asie, instruisait la Porte-Ottomane de leurs menées, et

entravait le commerce de transit de la Russie dans la Perse.

Si maintenant nous passons de ces considérations à celles relatives aux États continentaux, nous dirigerons d'abord nos regards vers l'Allemagne, dans le sein de laquelle fermentait contre Napoléon une haine sourde, mais violente. Ce pays, par sa situation, son étendue et sa population, eût pu, si les États qu'il renferme avaient été réunis, suffire seul à changer la face du monde. Là durent commencer à s'établir le système hiérarchique, modelé sur celui de l'église chrétienne, le système représentatif consacré en principe par la féodalité, le système de liberté locomotrice créé par la réformation. Son influence morale est immense, malgré son morcellement dû à la construction géographique comme à ses divisions politiques et religieuses; en effet, avec une origine et une langue communes, l'Allemagne est naturellement partagée en deux portions distinctes par les monts qui, du Riesengbrig (mont des Géants) en Silésie, sont continués à travers la Bohême, et aboutissent au Rhin par le mont Taunus; ce qui sépare le nord du midi, non-seulement physiquement, mais moralement, car ces deux portions germaniques diffèrent de religion, d'opinion, de sol, de productions, d'intérêts, et

à leurs directions divergentes s'étaient joints des dissentimens politiques qui nuisaient à leur réunion dans un élan conservateur commun à tous. Le midi, plus favorisé de la nature, est plus stationnaire dans ses idées et dans ses mœurs; le nord, moins fertile, mais rapproché des côtes maritimes, voit se développer plus d'activité et d'industrie, plus de connaissances et d'erreurs. Cependant toutes les branches de l'antique race teutonique saluent le nom allemand avec un sentiment de respect, d'orgueil et d'amour. Ce sentiment avait été nourri et fortifié par une longue union des États germaniques sous le sceptre impérial, lien commun quoique flexible; la désunion religieuse prépara peut-être la désunion politique, et celle-ci donna à un ambitieux conquérant les moyens de rompre un joug léger pour lui en substituer un des plus pesans, en flattant les passions et les cupidités qu'il abusait. Mais une expérience chèrement acquise ne pouvait manquer de dissiper des illusions, sources de malheur et de honte, qui furent la juste punition des plus coupables erreurs; de rapprocher entre eux des esprits égarés, et de créer une opposition commune contre le commun oppresseur de tous. Cet événement était d'autant plus probable que Napoléon l'avait lui-même facilité par

la protection qu'il accorda aux usurpations sur la noblesse immédiate, les petits princes ecclésiastiques, les ordres religieux et militaires, moyens d'influence que la France posséda jadis dans l'empire germanique sur des hommes ou des corps incapables de résister à ses séductions ou à ses menaces, et qui empêchaient la concentration des intérêts et des actions purement nationales. Ces usurpations favorables à quelques souverains du second ordre formèrent des centres partiels où précédemment il n'en existait point; mais ces princes isolés, au lieu d'un protecteur, eurent un maître dont les exigences leur semblèrent bientôt insupportables. Ces deux causes concoururent simultanément à un concert de vœux contre celui dont la fausse politique avait rendu ce concours nécessaire et possible. L'Angleterre, la Russie, l'Autriche, la Prusse, quoique ces deux dernières frissonnassent encore au souvenir de leurs désastres, ne voyaient pas moins déjà cet élan germanique comme chose probable, dans un temps plus ou moins éloigné; elles voyaient aussi que la destruction de tant d'États bornés, faibles, nécessiteux, dont la cupidité entravait le commerce et l'industrie, donnerait à ces deux élémens de prospérité générale un élan qui dans l'état de paix rivaliserait avec la fortune de la

France, et c'est encore ce que Napoléon n'avait pas su prévenir *.

Quant au Danemarck, rendu impuissant par les événemens de Copenhague, trompé dans ses vues sur la Suède, attaché à la France, quoiqu'elle ne pût rien pour lui et qu'il ne pût rien pour elle, c'était un allié plus nominal que réel, placé entre la crainte de devenir la victime de Napoléon et sa haine contre l'Angleterre, qui ruinait son commerce après lui avoir enlevé son armée navale. Il s'était long-temps flatté d'un agrandissement dont l'occupation des villes anséatiques par la France le privait.

La Suède était plus heureusement située pour devenir, conformément à ses propres intérêts, utile ou nuisible à l'empereur des Français; mais celui-ci lui donnait de justes mécontentemens, quand il eût dû la ménager pour la détacher entièrement de l'Angleterre qui menaçait son commerce, et de la Russie qui seule pouvait lui faire obtenir en échange de la Finlande un dédommagement aux dépens du Danemarck.

A l'égard du Portugal, cet État, jadis utile à la France comme allié forcé et craintif, était devenu pour elle un ennemi plus dangereux qu'on ne l'eût

* Voyez la pièce justificative E.

pu croire, grace à l'assistance de la Grande-Bretagne, aux armées de laquelle il prêtait dans la Péninsule une solide base d'opérations militaires, ce que nous allons bientôt avoir à exposer.

Jetterons-nous aussi les yeux sur la Suisse, entrée si admirable à l'époque de son affranchissement, époque où l'on vit un peuple opprimé respecter dans ses tyrans la vie, la liberté et tous les droits acquis des vaincus. Ce peuple qui nourrit un état belliqueux dans le service de différens princes; qui ne chercha jamais à accroître son territoire aux dépens de ses voisins; dont l'esprit de liberté ne fut point agitateur au dehors; qui vit tous les souverains respecter sa sage neutralité; ce peuple, après avoir versé des flots de son propre sang en faveur de la France, s'était enfin vu, grace à l'appui de quelques brouillons, envahi, opprimé par cette même France intéressée plus que toute autre à s'attacher, sur sa frontière la plus vulnérable, une nation qui, par son intime liaison avec elle, suppléait à des forteresses coûteuses et contribuait ainsi à son libre développement maritime, et pourtant elle lui offrait un utile recrutement pour ses armées et un riche marché de consommation et de transit pour ses produits naturels et industriels. Aussi, après avoir long-temps dirigé leurs vœux vers la France amie, les Suisses

mécontens jetaient avec espoir leurs regards vers ses ennemis ; il ne fallait donc à Napoléon qu'un échec pour voir l'Helvétie se détacher de lui.

L'Italie ne présentait pas un aspect plus favorable aux intérêts de la France. Ce pays qui, s'il eût pu être réuni en un seul État, aurait, par la nature de son heureuse situation géographique, formé une puissance réellement formidable ; qui, baigné par deux mers et facile à défendre sur sa seule et courte frontière territoriale couverte par les Alpes, renferme dans son sein tous les germes de richesses naturelles et industrielles ; ce pays, doué de génie et réchauffé par d'anciens et brillans souvenirs, ne pouvait, malgré la communauté d'origine, de langage et de religion, s'agglomérer facilement en un seul corps. Napoléon parut d'abord chercher à opérer cette fusion de peuplades long-temps séparées ; bientôt il la craignit comme pouvant devenir funeste à l'exercice de son autorité absolue ; puis il outragea le culte public, les prêtres, le chef révéré de la religion ; de toutes parts les esprits et les cœurs commencèrent dans ce pays à fermenter d'une haine muette encore, mais ardente et persévérante comme le caractère des peuples qui l'habitent.

Nous ne parlerons pas ici de l'Espagne, où sa perfidie lui avait attiré une guerre dont il ne pou-

vait présager ni la durée ni l'issue ; nous ne parlerons pas davantage de la Prusse* ; elle n'eût pu soulever le poids de l'oppression qui l'accablait qu'à l'aide d'un mouvement général de l'Europe, dont l'époque prévue et désirée était incertaine encore, mouvement qui pût lui fournir les moyens soit de servir la France à des conditions favorables, soit de prendre les armes contre elle pour récupérer ce qu'elle avait perdu. Mais nous devons faire mention ici de la Porte-Ottomane et de la Russie, si peu appréciées l'une et l'autre.

Nous avons précédemment noté les avantages commerciaux dont la France jouissait seule en Turquie ; son commerce d'ailleurs enrichissait la Provence, le Languedoc, le Lyonnais, la Normandie. Les importations françaises dans les États ottomans, qui n'étaient en 1705 que de cinq millions de livres, passaient cinquante millions au début de la révolution ; ce qui prouvait, non-seulement à quel point cette alliance était

* Foy s'exprime ainsi (*Guerre de la Péninsule*, t. I^er^, p. 44) : « Napoléon fut pour les Prussiens sans générosité, sans pitié ; il avait débuté dans son entreprise par « insulter déloyalement une reine belle, héroïque et malheureuse ; des contributions et des exactions imaginées « par le génie de la fiscalité achevèrent dans le pays conquis ce que le pillage du soldat avait épargné. »

(*Note de l'Editeur.*)

utile, mais encore combien la richesse des Turcs s'était accrue. La conquête de ces contrées par les Russes eût fait cesser de si riches produits, ainsi qu'une navigation qui créait une pépinière de matelots; plus on perdait dans l'Amérique et dans l'Inde, plus il fallait tenir à cette source de prospérité. Puis la chute de Constantinople eût laissé la Russie sans rivale au Midi, ce qui lui aurait donné toute facilité à diriger ses forces vers l'Occident. Napoléon avait cependant répété après tant d'autres : *Il faut rejeter les Turcs en Asie;* et à Tilsitt il les livra à l'empereur Alexandre. Mais la chose était-elle exécutable autant qu'elle eût été impolitique? Si le trône des sultans était aussi fragile que généralement on le pensait, comment les deux formidables puissances qui l'avoisinent, l'Autriche et la Russie réunies, ne l'eussent-elles pas brisé? Le fatalisme, qui est l'esclavage de l'esprit, accroît la valeur militaire, et les ennemis de l'empire ottoman l'ont souvent éprouvé; on dit la nation turque dégénérée, c'est une erreur; elle est stationnaire, chose bien différente. Qu'il naisse donc chez elle un prince tel que Pierre-le-Grand ou Frédéric II; que ses armées soient de nouveau commandées par de nouveaux Koproli, et ses ennemis verront ce que peut un peuple enthousiaste

et valeureux ! Qu'on se rappelle les exploits récens d'Hassan pacha*, et qu'on parle avec moins de dédain des descendans d'Othman !

La Russie, contre laquelle la prudence des généraux turcs luttait alors sans des désavantages trop marqués, la Russie est théoriquement plus despotique que l'empire ottoman, car le prince y est la loi vivante, tandis que le gouvernement strato-théocratique du grand-seigneur est balancé par les lois religieuses, dans le *Multeka*, fondé sur les préceptes du *Coran*, dans les maximes orales du prophète et les décisions des docteurs du premier siècle de l'islamisme, code renfermant la loi religieuse, politique, civile, criminelle et militaire. Mais sans frein légal, le tzar, tout autocrate qu'il est, rencontre dans le christianisme qu'il professe, et dans les besoins de la civilisation qui l'assiégent, des obstacles moraux qui, indépendamment des vertus privées du souverain, rendraient ses sujets plus libres sous son gouvernement prétendu arbitraire, que d'autres peuples ne le sont sous des régimes prétendus libéraux. Cette liberté usuelle marche en Russie avec les progrès sociaux et y est intimement

* Entre autres son audacieuse expédition à Lesbos, contre les Russes.

liée, sans effort de la part de ceux qui obéissent, sans danger de la part de celui qui gouverne. Puffendorf, mort à la fin du dix-septième siècle, dans un ouvrage imprimé en 1682, représentait déjà la Russie comme un colosse que l'union de ses belliqueux voisins pourrait seule empêcher de devenir éminemment redoutable; elle n'offrait cependant alors à l'Europe, qui la jugeait uniquement sur la foi de quelques voyageurs égarés dans ses vastes déserts, qu'un chaos informe d'ignorance et de barbarie. Louis XIV, plus éclairé que la plupart des hommes politiques de son temps, se refusa à toute relation avec elle, prévoyant l'importance qu'elle acquerrait dès qu'elle serait unie d'intérêts à l'Europe civilisée; un grand homme opéra cette révolution si menaçante pour l'Occident. Que de progrès en tous genres n'a-t-on pas vu, depuis cette époque, faire à la Russie! Elle s'était accrue en silence avant Pierre I^er^; de son règne à celui d'Alexandre, on la vit s'accroître encore d'une étendue de vingt-six mille quatre cent vingt-deux milles carrés, et d'une population conquise de dix millions quatre-vingt-treize mille huit cent quatre sujets *. Indépendamment du progrès immense de sa propre population, qui croît chaque année de cinq cent

* Voyez la pièce justificative F.

mille ames, sa frontière aujourd'hui est à quatre-vingts lieues de Berlin, à quatre-vingt-quatre de Vienne, à soixante-dix de Constantinople, à cent cinquante lieues du Rhin. Son immense territoire, susceptible de tous les genres de culture et de toutes les espèces d'industrie, offre sur son plateau central, en partie industriel, un sol propre à la culture du chanvre et de la betterave si riche en sucre; dans le versant du Midi, d'Oufa à la Polésie, cinquante-sept millions d'hectares de terrain noir * propre aux céréales; c'est trois millions d'hectares de plus que l'étendue de l'ancienne France; et dans le versant du Nord, cinquante-deux millions d'hectares de bois, formant autour de Pétersbourg une couronne appuyée à l'Orient sur Cazan et à l'Occident sur Tchernigoff. Elle possède en Ukraine la meilleure espèce de mâts, en Livonie des lins de première qualité, en Géorgie des soies en abondance, en Sibérie des fourrures et des métaux précieux; sur les confins de ces vastes contrées, des bestiaux, matière d'un riche commerce de cuirs, et des troupeaux de chèvres propres aux tissus les plus fins**; ses

* Cette portion si fertile et si vaste de la Russie, est peuplée aujourd'hui de seize millions d'ames, et l'empire entier de soixante millions d'habitans.

** De la même espèce que M. Ternaux a transportée en France. (*Note de l'Editeur.*)

stèpes du Midi nourrissent des milliers de chevaux excellens, ce qui rendra long-temps sa cavalerie redoutable et ses transports faciles.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur ces aperçus statistiques généralement peu connus, et nous nous contenterons de copier ici les fragmens d'une lettre écrite de Pétersbourg à un homme d'état, sous la date du 20 décembre 1809.....

« Le plus grand tort des Russes et de leur gouvernement, c'est de ne pas connaître assez le « fort et le faible de leur puissance, de s'estimer « souvent trop ou trop peu. Pierre Ier avait jugé « son pays avec la plus instinctive sagacité; Paul « s'exagéra l'importance politique de sa puissance; Alexandre n'en sent peut-être pas assez « l'immense portée. Quant à Napoléon, il ne « connaît la Russie ni dans ses prodigieux élémens de prépondérance, ni dans ses vices sociaux les plus réels; ces derniers, très difficiles « à corriger, la rendent nécessairement agressive, comme toute nation dont l'administration « n'est encore ni régulière ni stable. Les autres « lui prêtent de formidables moyens de résistance; mais si elle n'a pas ce crédit intérieur, « le plus riche de tous, elle est affranchie du « moins de cet agiotage si nuisible à l'emploi productif des capitaux; puis elle supplée au crédit

« interne par celui que son exacte probité lui a « acquis à l'étranger, et l'Angleterre est prête à « lui accorder des subsides si, comme on peut le « soupçonner, elle est à la veille de se détacher « de l'homme dont le joug pèse aujourd'hui sur « l'Europe et qui l'attaquera bientôt elle-même. « Tout semble annoncer cette rupture : les levées « de troupes, le cri public d'un peuple que l'in- « terruption du commerce fait souffrir, la baisse « rapide du papier-monnaie, le mécontentement « visible de l'empereur, la faveur indirecte ac- « cordée aux importations anglaises. Mais on est « peut-être encore trop frappé du souvenir d'an- « ciens désastres, contre le renouvellement des- « quels cependant on a de si grandes ressources. »

En parcourant les détails du tableau ci-dessus esquissé, nous voyons que Napoléon avait de puissans et constans ennemis dans la Grande-Bretagne et la Péninsule ibérienne ; des ennemis secrets dans la Russie, la Suisse, la Suède et la Turquie ; d'équivoques amis dans l'Autriche et la Prusse ; que tous les peuples européens, tout le commerce du monde étaient vivement aigris contre lui. Son épée-sceptre en imposait pourtant encore à tous ; mais sans entrer ici dans l'aperçu des futurs contingens, toujours soumis à des chances plus ou moins accidentelles, nous

nous contenterons de citer ce fragment d'une lettre écrite de Paris à un homme d'état. « Je « viens de rencontrer un personnage remarqua- « ble par sa profonde sagacité, et qui eût fait une « brillante fortune militaire sans les écarts de son « esprit insubordonné ; il se nomme Paul-Louis « Courier. Il nous disait à un dîner chez le célè- « bre helléniste Clavier, son beau-père : Napo- « léon est un être extraordinaire, mais peu connu ; « j'ai voulu faire la campagne d'Autriche avec lui « pour mieux apprécier ses talens ; il a su fanatiser « ses soldats au point de faire marcher cinq cent « mille guerriers comme un seul homme. Son « système est parfait pour aller en avant ; mais s'il « jamais il recule, il est perdu ; c'est un général « *d'invasion*. Ce propos m'a paru utile à rapporter « à V. Exc., car il mérite d'être retenu et médité! »

1810.

Mariage de Marie-Louise. — Effet qu'il produit à Pétersbourg. — Charlatanerie qui le précède. — Espoir qu'il donne à Napoléon. — Légitimité. — Négociations secrètes de Labouchère. — D'Ouvrard. — Fouché remplacé par Savary. — Détrônement de Louis Bonaparte. — Jérôme. — Population de l'Empire. — Influence de l'Angleterre. — Comparaison de la Pologne à la Russie. Finances françaises. — Finances anglaises. — Parlement anglais. — Son budget. — Projet d'échange des prisonniers. — Napoléon le refuse. — Guerre de Moldavie. — Mort de Kamenski, remplacé par Koutouzoff. — Agence secrète de la Russie à Paris. — Rapport. — Ukase du 31 décembre. — Prusse. — Hardenberg. — Ses opérations. — Le prince d'Augustenbourg. — Bernadotte. — Lutte diplomatique. — La Suède déclare la guerre à la Grande-Bretagne. — Napoléon s'aliène la Suède. — Fausse politique de Napoléon à l'égard de la Suède. — Espagne. — Soult. — Cadix. — Junte. — Régence. — Le duc d'Albuquerque. — Cadix. — Le duc d'Orléans. — Ferdinand VII. — Kolli. — Joseph. — Murat. — Lucien.

Nous ne nous égarerons point ici dans le dédale vaniteusement romanesque des prétendues

négociations relatives au second mariage de Napoléon. Tout ce charlatanisme de l'orgueil tombe devant la révélation des articles secrets du traité de Schœnbrunn. Le public français en était cependant la dupe, comme il l'avait été de tant de jongleries révolutionnaires, et, quelles que pussent être à cet égard les notions acquises par les cabinets étrangers à la France, il est certain que les divers peuples de l'Europe y furent aussi complètement trompés que Paris et la France; témoin cette lettre écrite de Saint-Pétersbourg :

« Votre Excellence ne se fait pas d'idée de l'effet « qu'a produit ici l'annonce du mariage de Napo- « léon avec l'archiduchesse Marie-Louise. Je sors « de chez le duc de Serra-Capriola, qui en sou- « rit de pitié. Imaginez-vous que des gens que « vous connaissez, et que vous aviez crus aussi « sages que prévoyans, blâment amèrement l'em- « pereur et qu'ils l'injurieraient s'ils en avaient « le courage. Il s'est, dit-on, laissé prévenir par « l'Autriche. Il fallait se lier par le sang comme « par des traités avec celui qui couve le projet de « détruire la Russie; mais une telle union aurait « elle offert un moyen de salut, et ce vaste em- « pire n'en possède-t-il pas de plus puissans et « de plus sûrs? Stein se réjouit de l'événement; « l'impératrice-mère en triomphe; l'empereur se

« tait, et en sait bien plus sans doute que tous les « autres. Ceux qui aujourd'hui déblatèrent contre « le tzar l'approuveront probablement bientôt; « tel est ce monde, tel est surtout ce pays. Ce- « pendant les brouillons intriguent. Quant au « maître, il sait à quoi s'en tenir sur le compte « de son allié, et il secoue ses fers sans oser en- « core les briser. »

Ce qui rendit remarquable l'époque de ce second mariage de Napoléon, c'est que ce fut celle où son orgueil satisfait se persuada plus que jamais qu'il pouvait se livrer, sans rencontrer le plus léger obstacle, à l'extension immodérée de son pouvoir et aux vues gigantesques dont il n'avait cessé de repaître son imagination. Pour nous occuper d'objets d'une toute autre importance, nous ne ferons qu'indiquer ici le conseil où Napoléon parut discuter la question de savoir sur laquelle des trois princesses de Saxe, de Russie ou d'Autriche devait tomber son choix; la diversité des opinions de ses conseillers, qui finirent par voter pour le choix déjà fait; la demande officiellement adressée au prince de Schwartzenberg; l'envoi à Vienne de Berthier, la désignation du prince Charles pour épouser l'archiduchesse par procuration; le voyage de l'empereur à Compiègne, pour aller au-devant d'elle; son mariage civil à Saint-

Cloud; son mariage religieux, auquel les cardinaux ne voulurent pas assister, ce dont ils furent punis par l'exil; enfin, le bal donné par l'ambassadeur d'Autriche; l'incendie de la salle où il eut lieu et les funestes présages qu'on en tira, en comparant cette catastrophe à celle qui était arrivée lors du mariage de Marie-Antoinette. Quant aux charlataneries qui précédèrent toutes ces choses, elles avaient pour double but de voiler une stipulation antérieurement arrêtée, comme de flatter sa vanité et celle du peuple parisien; elles réussirent sous ces deux rapports.

Napoléon, qui espérait par son mariage ramener à lui tout le faubourg Saint-Germain, dont il avait la petitesse de redouter les impuissans sarcasmes, crut en outre que cette brillante union le rapprocherait de la légitimité, puissance mystérieuse, mais réelle, qui manquait à sa fortune et peut-être à celle de la France; cette légitimité que la théorie méconnaît parce que, ne gisant qu'en fait, elle se refuse à toute autre démonstration que celle qui résulte de l'expérience. Napoléon, disons-nous, pour parer d'un vif éclat cette solennité sur laquelle l'Europe entière avait les yeux fixés, y appela tous les rois et princes ses vassaux, à commencer par ceux de sa famille; gens si grotesquement enivrés du délire de la

ônomanie, famille dont les divers membres, ommes et femmes, se croyaient prédestinés de oute éternité à porter des couronnes, ne se douant point qu'ils n'étaient que des mannequins hargés d'ornemens royaux que leur illustre ère, sans lequel ils n'eussent jamais rien été, e voulait pas encore personnellement revêtir; hétives marionnettes qui regardaient le titre de urs souverainetés comme possédant un caracre indélébile qu'elles refusaient aux princes héréditaires remplacés par elles, quoique l'hédité, fondée sur le principe de la propriété, se unique et solide de l'état social, soit la véable légitimité qui en offre la plus vaste exnsion *; famille enfin qui, devant tout au seul mme de génie qu'elle eût produit, ne cessait se plaindre de celui sans lequel aucun de ceux i la composaient n'aurait trouvé en soi de quoi tir d'une profonde et abjecte obscurité. Néanins, à la honte de l'espèce humaine, ces médcrités si palpables n'en étaient pas moins asgées de flatteurs : mais le dépouillement de ces s de théâtre allait commencer, et c'était Louis,

* *Ce qui constitue le monarque héréditaire*, dit Benja-Constant (*De la conquête et de l'usurpation*), *ce n'est le trône qu'on veut transmettre, mais celui qu'on a le-* (*Note de l'Editeur.*)

le meilleur d'entre eux, qui devait en fournir le premier exemple.

Avant de parler de son honorable chute, entrons dans une intrigue secrète où il fut entraîné. Napoléon voulait indirectement savoir sur quelle base il pourrait traiter avec l'Angleterre ; il espérait, en faisant la paix avec elle, pouvoir écraser la seule puissance continentale qu'il redoutât ; car ses vivacités, parfois indiscrètes, avaient dès long-temps dévoilé ses sinistres projets à l'égard de la Russie. En conséquence, et d'après ses ordres, Louis Bonaparte écrivit à ses ministres, en janvier 1810, qu'il avait tout fait pour assurer l'*indépendance* de la Hollande, qu'il n'avait pu y *réussir*, et ne doutait nullement de l'intention arrêtée de la *réunir* à la France ; qu'il ne restait donc d'autres moyens de salut que dans la *paix maritime* ; que, pour y amener l'Angleterre, ils devaient lui représenter cette chance fâcheuse, mais de leur part seulement, en employant à cette mission un homme *d'un caractère sûr et discret*. Pierre César *Labouchère*, gendre de *Baring*, en fut chargé au nom des ministres hollandais ; il fut muni d'instructions, dont le but était de faire sentir au gouvernement anglais tous les dangers qu'aurait pour lui la réunion projetée, et d'ajouter que, si le cabinet de Saint-James retirait ses dé-

crets du conseil, de novembre 1807, Napoléon n'aurait plus de raison de *laisser subsister ses décrets de Berlin et de Milan*. A ces ouvertures, datées du 1er février, le marquis de Wellesley, dans une communication verbale du 12, répond à Labouchère que la sienne *n'offre pas même un motif de répéter les sentimens que le gouvernement anglais a souvent déclarés*. Que *la France n'a pas manifesté le moindre symptôme d'une disposition à faire la paix ou à se départir des prétentions qui ont rendue inutile la bonne volonté de l'Angleterre pour terminer la guerre*; que, *dans la guerre que celle-ci fait au commerce, le gouvernement français a été lui-même l'agresseur*; qu'on ne peut se relâcher de mesures conservatrices quand celles de l'ennemi sont encore en vigueur. Dans son compte rendu, du 18 février, l'agent hollandais regrette l'insuccès de ses démarches auprès du ministère britannique, et émet l'observation que *la question de paix et de guerre n'occupe qu'imparfaitement l'esprit public*; que *le système de restriction commerciale est inhérent au ministère actuel*, et que *vraisemblablement il le continuera*, car il regarde *ce système comme le meilleur moyen d'affecter les ressources de la France, et de combattre son influence sur le continent*. En effet, ce système appauvrissait l'empire français, et irritait contre son chef,

qui l'avait provoqué, toutes les puissances continentales; et la Grande-Bretagne spéculait sur les résultats qu'il devait produire. Son cabinet, d'ailleurs, voyait clairement que Napoléon avait besoin de la paix maritime, mais qu'il n'en voulait point une générale, conformément aux principes déclarés du gouvernement anglais, qui protestait être prêt à en conclure une assise sur des bases acceptables; ajoutant surtout que l'*Espagne* et le *Portugal* seraient *les obstacles les plus sérieux aux succès de toute négociation.*

Ce qu'il y eut alors de plus absurde dans la conduite de Napoléon qui, en politique, ne marchait jamais par la route la plus droite, c'est que, tandis que Labouchère traitait indirectement en son nom, il faisait employer par Fouché un autre négociateur. Aussi, dans les relations de ce ministre avec le baron de Kolli, personnage dont nous aurons plus tard à nous occuper, ce même Fouché lui parla de l'espoir d'une prompte paix avec l'Angleterre.

Ce nouveau négociateur (Ouvrard), parti pour Londres après le mariage de Napoléon, avait ordre de sonder les intentions du ministre britannique Wellesley, et de lui présenter, comme base de négociation, l'intention que l'empereur avait, en raison seule de l'union qu'il venait de con-

tracter, de se relâcher de son système à l'égard de Malte, de Naples, des îles Ioniennes, de la Hollande, et même de l'Espagne, sans néanmoins expliquer catégoriquement ce qu'il entendait par une modification à ce système; enfin de s'entendre à l'égard des États-Unis, en y envoyant une armée française, transportée sur une flotte britannique. Le cabinet de Saint-James ne vit dans cette démarche qu'une nouvelle et vague intrigue; les choses n'allèrent pas plus loin, et Napoléon s'en vengea sur ses propres agens. Ouvrard, qui protestait avoir été autorisé non-seulement par Fouché, mais par l'empereur lui-même, fut arrêté, ne s'en effraya nullement et fut bientôt remis en liberté. Pour Fouché, à qui Napoléon ne pardonnait pas d'avoir, sans prendre ses ordres, fait marcher tant de gardes nationaux contre Flessingue et choisi pour cette expédition un général dont il se défiait, il l'envoya dans un honorable exil à Rome, gouvernement bientôt remplacé par le gouvernement général de l'Illyrie; il voulut en même temps ravoir sa correspondance; mais le ministre disgracié prétendit l'avoir brûlée. Fouché eut pour successeur au ministère de la police générale * Savary, duc de Rovigo, homme qui n'avait que l'esprit de la

* Le 3 juin 1810.

petite police, servilement dévoué à son maître, incapable de le trahir, incapable également de le servir avec autant d'utilité qu'il l'eût fallu; mais Napoléon se croyait assez fort pour n'avoir pas besoin de grands talens dans les hommes d'exécution.

Nous avons cru devoir exposer tous ces détails dans leur stricte exactitude. Nous retournons maintenant à Louis Bonaparte. Ce prince, si bon, mais si morose, avait refusé en 1808 le trône d'Espagne, ce dont les Hollandais lui surent gré; marié malgré lui, il ne pouvait vivre avec sa femme qui lui donna pourtant plusieurs enfans. La reine Hortense était spirituelle, aimable, séduisante, et son époux, qui la négligeait, ne voulait pas qu'on s'attachât à elle comme on y était généralement porté; ce qui plaçait les courtisans dans la situation la plus critique, c'est-à-dire entre un attrait qui les poussait d'un côté et leur fortune qui les poussait de l'autre. Cependant Louis était aimé, car il s'était fait franchement Hollandais. Mais quoiqu'il eût défendu autant que possible les intérêts de sa nouvelle patrie, il n'avait pu lui faire payer ce qui lui était dû, Flessingue* avait même été promptemen enlevé par un général français, qui vint prendre

* Traité de Fontainebleau, du 11 novembre 1807.

le commandement de l'armée à la tête de laquelle s'avançait alors le roi, pour arracher cette place aux Anglais.

Ce général commandait sur la frontière batave un corps qui s'accroissait journellement et devenait menaçant pour l'indépendance de ce pays; sa force et sa position étaient motivées sur la nécessité de repousser les marchandises prohibées, dont les Anglais, lors de leur occupation momentanée de l'île de Walcheren, s'étaient empressés de jeter une masse énorme sur le continent. Mais des projets plus réels et plus funestes au pouvoir de Louis avaient déjà été révélés à ce monarque. Dans l'intention de les voiler encore, l'empereur lui avait donné le grand-duché de Berg *; mais afin de l'enlever à un peuple dont il s'était fait chérir, il le manda à Paris pour assister à la prononciation de son divorce avec Joséphine, et au mariage qu'il devait contracter ensuite. Louis, justement inquiet, hésita d'abord; cependant il fallut obéir et il partit. Le ministre de la guerre Krayenhoff avait été d'avis qu'il refusât de s'y rendre et préparât, contre toute agression probable, de formidables moyens de défense; mais d'autres avis l'emportèrent sur un conseil vigoureux et peut-être imprudent.

* Décret du 3 mars 1809.

Le roi Louis arrive près de son frère, ve bientôt qu'il y est véritablement prisonnier, pé nètre les vues de l'empereur à l'égard de la Hol lande, cherche à s'échapper et ne peut y réussi Presque toutes ses dépêches sont saisies ; il trouv cependant le moyen de faire parvenir à son mi nistre de la guerre l'ordre d'employer jusqu'à l ressources des inondations pour mettre le pays à l'abri de toute invasion ; ce projet est découvert, il faut y renoncer. Louis donne un contre-ordre et destitue même le ministre. Aussitôt le maré chal duc de Reggio est chargé d'occuper Berg-op-Zoom, Bois-le-Duc et Breda, qui, par un décret impérial, sont réunis à la France *, ainsi que tout le territoire situé entre la Meuse, l'Escaut et l'Océan. Louis ne put alors que défendre aux commandans des places menacées de les remettre au maréchal, fussent-elles demandées en vertu d'un ordre signé de lui, et de protester contre cette occupation qui pourtant eut lieu.

Les troupes françaises s'avancèrent de proche en proche jusqu'aux environs d'Amsterdam. Louis, pour éviter de plus grands maux, consentit enfin à ce que son frère exigeait, assista l'entrevue de Napoléon et de Marie-Louise, e

* Décret du 16 mars 1810.

libre après la cession des places, il se rendit en Hollande, trouva ce pays couvert des troupes du maréchal Oudinot, qui, ayant occupé successivement La Haye, Leyde et toute la Frise, prit le commandement des troupes hollandaises, au nombre de dix mille hommes, établit son quartier-général à Utrecht, et balança, si même il ne dominait pas, l'autorité du souverain.

Cette violente usurpation sur sa propre famille, qui commençait à ne le considérer qu'avec défiance, était, de la part de Napoléon, l'un des résultats du système continental, et prouvait l'impossibilité de le réaliser rigoureusement dans un pays qu'il devait ruiner sans ressource et où tous les intérêts militaient contre lui; intérêts actifs et pressans qui ne pouvaient céder qu'à une irrésistible force, néanmoins souvent impuissante et parfois corruptible.

Quant à Louis, se voyant enfin sans pouvoir et prêt à perdre jusqu'à sa liberté, au moment où le maréchal exigea l'occupation d'Amsterdam, il abdiqua un vain titre en faveur de son fils *, et partit le jour même où les troupes françaises devaient entrer dans sa capitale **. Napoléon, au-

* Le 1er juillet 1810.

** Le 4 juillet.

teur de sa fuite, parut s'en étonner, s'en plaignit hautement, et ayant fait venir le jeune prince, fils de son frère : « Venez, mon enfant, lui dit-il ; « je serai votre père et vous n'y perdrez rien ; la « conduite du vôtre afflige mon cœur ; sa maladie « seule peut l'expliquer. Quand vous serez grand, « vous paierez sa dette et la vôtre. N'oubliez ja- « mais, dans quelque position que vous place « ma politique, que vos premiers devoirs sont en- « vers moi, vos seconds envers la France ; tous les « autres, même envers les peuples *que je pourrai* « *vous confier*, ne viennent qu'après. » Cependant la Hollande fut incorporée à la France dès le 9 juillet. Le lendemain, Daru y arriva pour en organiser l'administration, sous le prince Lebrun, nommé gouverneur général de ce pays, et qui, par la bonté de son cœur et l'aménité de son caractère, adoucit dans les formes ce que les intentions de son maître avaient de rigoureux.

Tous ces détails nous ont paru nécessaires, comme faisant partie de l'histoire morale et politique de Napoléon, ainsi que de l'histoire de l'Europe, à qui le sort de la Hollande et cette nouvelle extension de la domination directe de la France n'étaient point choses indifférentes sous les rapports militaires, politiques et commerciaux. On y voit encore la tendance de la famille

impériale même à se détacher de celui à qui elle devait tout ; Murat nous en fournira bientôt un nouvel exemple. Il n'en était pas de même du roi Jérôme. Prenant le contre-pied de la conduite de son frère Louis, afin de ne point perdre une situation où il pouvait librement se livrer à ses goûts désordonnés, il était devenu la caricature de Napoléon ; mais loin d'imiter l'ordre sévèrement établi dans l'administration française, il ruinait le pays qu'on lui avait donné à exploiter. Ce prince, par ses désordres et les gaspillages de sa cour, le mécontentait en faisant disparaître la langue nationale des actes publics, et les maux que souffrait la Westphalie étaient accrus, d'un côté par Napoléon, qui exigeait impérieusement le paiement des sommes et la cession des domaines qu'il s'était réservés, d'un autre par le système continental, qui anéantissant le commerce et ses fructueux résultats, diminuait ainsi les ressources du royaume, tandis que les charges devenaient journellement plus pesantes. La réunion à la Westphalie de l'électorat d'Hanovre*, chargé d'une dette publique, appauvri par les dotations accordées à des guerriers et ministres français, attaché à l'Angleterre qui

* Du 14 janvier 1810.

y conservait des intelligences dangereuses, ne fit qu'ajouter à cet état de malaise, d'autant qu'il fallut y entretenir une police active et coûteuse, ainsi qu'un corps de troupes assez considérable pour prévenir une révolte; car la puissance directe ou indirecte de Napoléon avait déjà besoin de nombreux et puissans étais.

Cette puissance était pourtant alors des plus formidables en apparence. Ses armées immenses, et victorieuses sur presque tous les points, se recrutaient dans une population qui, sous les différens titres de possession ou d'alliance, s'élevait à près de la moitié de celle de l'Europe. En effet, sur cent quatre-vingt-deux millions* d'ames, que lui donnent les calculs les plus exacts, et dont il faut défalquer dix millions de Turcs, étrangers au système politique moderne, mais qui occupaient alors une partie des forces de la Russie, c'est-à-dire sur cent soixante-douze millions d'ames, soixante-douze millions lui obéissaient, savoir : quarante deux millions dans l'empire français avec l'extension qu'il lui avait donnée, six millions au royaume d'Italie, quatre millions six cent mille à Naples, Lucques et Piombino, un million cent mille en Illyrie, deux millions cent mille dans le royaume de

* Ce calcul est conforme à celui du célèbre écrivain Humboldt.

Westphalie, onze millions parmi les principautés de la Confédération du Rhin, un million six cent mille en Suisse, trois millions six cent mille au grand-duché de Varsovie.

Si maintenant, à cette énorme population, rendue aguerrie et complètement soumise à une seule et même volonté, l'on veut opposer les cent millions d'ames qui couvraient le reste de l'Europe, on rencontrera l'immense Russie, momentanément alliée de Napoléon; l'Autriche, effrayée et affaiblie; la Prusse, ruinée et encombrée de troupes françaises; la Suède, faible et encore agitée; le Danemarck, la Bavière et la Saxe, unis à la France; l'Angleterre, sans autres alliés que *les peuples* héroïques de la *Péninsule*, occupée en grande partie par les armées françaises et livrée à l'anarchie; enfin on ne trouvera que des nations divisées entre elles, et toutes frappées de découragement, à l'exception des populations de la Grande-Bretagne, de l'Espagne et du Portugal. L'empereur des Français pouvait donc s'enorgueillir encore de sa vaste puissance; mais il se trouvait placé au milieu de peuples généralement mécontens, et d'une famille divisée, plus embarrassante qu'utile, entre un état possible de paix dont l'effet pouvait lui devenir funeste, et un état de guerre sans terme fixe où

le dernier triomphe le mettrait chez lui en
d'une population nombreuse, inquiète,
tieuse, qu'il n'aurait aucun moyen d'oc
de décimer ou de satisfaire, et où le pr
échec détruirait sa réputation et comprom
sa fortune. Deux puissances, les deux seul
fussent encore intactes, pouvaient, par leu
nion franche, intime et constante, amen
grand et dernier événement, secondées q
seraient bientôt dans leur lutte par le reste d
tinent qui y était secrètement et très sincèr
disposé : c'étaient l'Angleterre et la Russie
nous avons précédemment esquissé le t
statistique. La première opposait depuis di
ans, aux effets du terrible levier des réqui
et conscriptions, le levier du crédit publi
puissant et moins facile à user ; elle était par
même à élever la force de ses armées au
de celles de Napoléon, sans nuire comm
l'agriculture, à l'industrie, aux sciences, a
tres et surtout à la liberté individuelle. I
eût fourni des soldats braves, sobres, nom
soumis, inséduisibles, respectant leur sou
à l'égal de la Divinité et aimant vivemen
patrie, dont le territoire pouvait, par la nat
climat, devenir funeste aux entreprises d
nemi.

Nous ne répèterons pas ce que nous avons déjà dit à l'égard du développement militaire de la Grande-Bretagne, des qualités du soldat anglais, enfin des ressources financières de cet État, fondées sur un commerce qu'avaient accru les moyens même employés pour sa ruine; État enrichi par la guerre, qui altère la fortune de tous les autres; exerçant son influence sur tous les cabinets ennemis de la France par le besoin qu'ils ont de lui, sur la grande masse des négocians par les intérêts qui lient leur fortune à la sienne, sur tous les producteurs et consommateurs européens. En effet, l'Angleterre, réglant le taux des marchés et ayant besoin de riches acheteurs, fait en sorte, par le bas prix de ses produits et le prêt de ses capitaux, que tout prospère en ce qui ne peut altérer sa propre prospérité; il en résulte chez elle une morale double et une double politique. Grande et généreuse en tout ce qui peut lui être personnellement utile, déviant de ces qualités dans ce qui pourrait lui devenir nuisible, c'est l'égoïsme national bien entendu, dont la sagacité ne sacrifie cependant à soi-même que ce qu'il lui est profitable d'y sacrifier; car, il faut l'avouer, dans les États bien gouvernés, le mépris de la morale usuelle et vulgaire, en faveur de leurs intérêts nationaux, passe trop souvent pour le

chef-d'œuvre de la vertu politique. L'Angleterre, grace à sa situation géographique, à son commerce, à sa prospérité, voit sa population s'accroître annuellement presque autant que celle des États-Unis et de la Russie *. N'ayant avec celle-ci aucuns motifs réels de rivalité, aucun point de contact ni sur terre ni sur mer, elle devait donc, pour l'intérêt réciproque des deux peuples, la considérer comme une alliée naturelle qui avait besoin de ses produits industriels et dont les produits bruts lui étaient nécessaires; elle était enfin très intéressée à la ménager comme contre-poids à la puissance de Napoléon; puis, lors d'un succès définitif dans une lutte nouvelle, ces deux formidables États ne pouvaient avoir sur ses résultats aucune cause de contestation. Voilà ce que l'empereur des Français ne considérait pas; car lui et les siens ne connaissaient nullement la Russie, et il croyait s'être assuré un puissant point d'appui par la création du royaume de Pologne.

Jetons donc ici les yeux sur ce pays, si puissant jadis, belliqueux sans cesse, mais sans cesse

* De 1790 à 1811, la population anglaise a passé de huit millions six cent soixante-quinze mille ames à dix millions cent cinquante mille six cent quinze, dans la seule portion du territoire britannique généralement nommée l'Angleterre.

ongé par une lèpre d'anarchie qui devait finir par l'effacer du tableau des nations. Napoléon, qui voulait l'opposer à la Russie ; qui, à la paix de Tilsitt, n'avait qu'ajourné ce projet, et qui, pour donner suite à ses vues hostiles contre le tzar, avait conservé les places prussiennes de l'Oder ; avait recommandé aux députés polonais à Bayonne, en avril 1808, de demeurer inoffensifs et calmes jusqu'au jour où se présenterait une occasion favorable d'agression. Rassuré par la soumission du cabinet russe, et croyant le vaste empire du Nord occupé et affaibli par sa guerre contre les Turcs, il ne voyait pas combien une nation peu nombreuse, sans lien, sans unité, ruinée, attaquable sur tous les points, cernée par trois grands États intéressés à sa destruction, lui serait peu utile contre la puissance écrasante d'un peuple nombreux, brave, homogène, ennemi armé depuis des siècles, et lancé sur la Pologne à la voix et sous la direction d'un seul homme. Il ne voyait pas que si cette Pologne n'avait pu, en raison de ses vices d'organisation politique, devenir pour l'Europe avant son morcellement, durant son héroïque, mais anarchique indépendance, un bouclier assez fort contre les invasions des hordes asiatiques, ni acquérir une civilisation assez propagandiste pour les courber sous le joug

des idées et des mœurs occidentales, elle éta sous ce double rapport très inférieure à la Russi inattaquable sur la plus grande étendue de so périmètre, et à qui un siècle avait suffi pou opérer l'un et l'autre de ces effets, et cela san obstacle et sans éclat. Après avoir ainsi et faci lement vaincu ce qui pouvait nuire à ses progrè sociaux, ce corps puissant pouvait il fléchir de vant celui qui lui était si prodigieusement infé rieur, qui n'avait pu et ne pourrait être pour l'Eu rope une barrière contre la barbarie orientale

Que reste t il d'ailleurs de cette Pologne? qu fut elle et qu'est elle encore? La Pologne n fut jamais un corps compacte; peuplée avant 177 de vingt millions deux cent vingt mille ames cette population se composait de huit million cinq cent soixante mille catholiques romain seulement, de trois millions sept cent quarant mille grecs unis, et elle était en outre habité par trois millions quatre cent trente mille grec non unis, deux millions cent cinquante mill protestans, deux millions cent dix mille juifs cent quatre vingt mille raskolniks, secte de l'é glise russe, et cinquante mille musulmans. Quan à sa population, réduite au grand duché de Var sovie, elle n'était plus que de trois millions si cent mille ames, dans laquelle se trouvaient sep

cent mille juifs, c'est-à-dire près d'un cinquième de sa masse, sept cent mille protestans qui en formaient un autre cinquième, et six cent mille grecs ou raskoluiks, c'est-à dire deux millions de dissidens sur un total de trois millions six cent mille ames; population disséminée sur un sol souvent aride ou couvert de marais, et encore sans administration régulière.

Comment avait-on eu l'idée de mettre cette population en lutte contre une masse de cinquante millions d'hommes, dont quarante millions placés sur un territoire prodigieusement fertile, ayant la même origine, le même culte, la même langue; où la civilisation est plus dans la partie qui dirige que dans celle qui est dirigée; où l'autorité, quoique absolue, n'influe sur le peuple que comme protectrice, ce qui fait de l'obéissance un sentiment presque religieux; où le paupérisme et l'agiotage sont inconnus, ce qui empêche la ruine de l'agriculture et enlève des instrumens aux troubles; où la puissance héréditaire des seigneurs sur leurs serfs est balancée par leurs intérêts même et surveillée par le souverain? Le pouvoir est un et fort en Russie; il y est aveuglément obéi, il y est conservateur; or il n'y a de pouvoir réellement solide que celui qui se trouve en harmonie avec la tendance nationale,

émané des vrais intérêts nationaux et placé dans les mains d'un seul, assez fort pour être à la fois le maître de punir ou de pardonner.

C'était pourtant là ce peuple que, sans le connaître, menaçait la pensée de Napoléon; c'était cette puissance-là qu'il voulait rejeter en Asie, en s'aidant de la pauvre et faible Pologne dont il écoutait les vœux intempestifs au détriment de ses véritables intérêts. Cette Russie, qu'il sentit le besoin de respecter encore après sa sanglante victoire sur elle à Friedland, il espérait la ruiner par une guerre qui ne lui avait enlevé qu'une légère portion de son immense population si rapidement croissante! et pourtant la Russie pouvait porter ses énormes forces sur le peu d'étendue des seuls points vulnérables de ses frontières, et, à défaut d'un premier triomphe, elle pouvait aussi contenir ses ennemis, après la courte saison favorable aux opérations militaires, à l'aide de son bouclier et ses flèches de glace, ressource à laquelle, comme nous le dirons, on ne pensa que plus tard.

Mais rien ne semblait impossible à *celui* qui avait vaincu à Marengo, à Iéna, à Wagram; son dernier triomphe, celui de sa vanité dans une illustre alliance, lui procurait un faux air de légitimité, tandis qu'au contraire il ruinait la base

sur laquelle avait été fondée sa fortune. Puis il lui restait à subjuguer entièrement l'Espagne, où ses lieutenans faisaient de toutes parts de rapides progrès.

Cette guerre cependant lui devenait onéreuse; elle lui avait déjà coûté deux cents millions et employé quatre cent mille hommes *; il voulait donc que le pays en fît les frais, comme en Allemagne, où la guerre nourrit la guerre; car sans cette ressource et les recettes extérieures qui commençaient à devenir difficiles à réaliser, il ne pouvait subvenir aux charges de son administration et de ses armemens ou constructions de vaisseaux. Son commerce, presque tout de consommation, devenait peu productif; les licences ne faisaient réellement rien exporter; ce qu'on obligeait d'expédier était jeté à la mer et ne compensait pas les importations. Au fait, Napoléon ne se connaissait en rien de relatif aux finances largement considérées. Minutieusement exact dans sa partie proprement économique, il croyait encore au roman de la balance du commerce que la moindre réflexion fait tomber, et tenait rigoureusement à ne point laisser sortir

* Lettre du duc de Santa-Fé (Azanza) à Urquijo, du 19 juin 1810, où il lui rend compte de la notification qui lui a été faite par le ministère français.

la monnaie sonnante, qui supplée les effets de change; comme si l'or, qui n'est qu'un moyen de circulation, constituait une véritable richesse; sans s'apercevoir que l'Espagne, celui des États de l'Europe qui en possédait le plus, n'en était pas moins le plus pauvre de tous, tandis que l'Angleterre, pauvre en monnaie métallique, les surpassait tous en richesse réelle, car les signes ne sont pas des capitaux.

Cette Angleterre, sur laquelle Napoléon portait constamment ses regards, et où il spéculait sur les agitations bientôt étouffées des luddistes qui voulaient empêcher dans les manufactures l'emploi des machines *, avait *ouvert son parlement* le 23 janvier *par un discours* vivement censuré à Londres et grossièrement insulté à Paris **. La position des ministres y était difficile, vu la manière dont on avait conduit la guerre et entamé les négociations; l'opposition prétendait qu'on n'avait pas suffisamment encouragé ni sou-

* Très faux calcul de l'ignorance; car, la concurrence faisant baisser le prix des produits industriels, les machines, en diminuant les frais de fabrication, pouvaient seules permettre d'employer les ouvriers qu'on conservait; sans elles on eut donc été forcé, sous peine de ruine, de fermer tous les ateliers.

** Moniteur du 31 janvier 1810.

l'Autriche dans sa levée de bouclier; qu'au
l'un développement de forces utile à son
, on avait tenté cette expédition de l'Es-
dont l'issue ne répondit point aux frais
e coûta et aux espérances qu'on en conçut,
u'on eût, à la vérité, détruit les arsenaux
essingue. On se plaignait aussi de la con-
du cabinet à l'égard de la Suède; mais on
it la victoire de Talavera qui flattait l'or-
national; on représentait la prochaine as-
lée des cortès comme preuve de l'énergie
nole, et l'on présageait les plus grands avan-
de l'issue des négociations encore incer-
s avec l'Amérique. Les adresses des deux
bres furent pourtant modérées; mais une
ête fut demandée sur l'expédition de l'Es-
; elle passa à une faible majorité, et lord
m se démit de l'emploi de grand-maître de
lerie. Enfin le budget fut voté pour 1811;
ntait à la somme de cinquante millions cinq
soixante-six mille livres sterling (un mil-
deux cent treize millions cinq cent quatre-
-quatre mille francs), dépenses couvertes,
le revenu annuel accru depuis le budget
dent, par un impôt de guerre de dix-neuf
ns cinq cent mille livres sterling (quatre cent
nte-huit millions de francs) et un emprunt

de huit millions de livres sterling (cent quatre vingt-huit millions de francs). Quant aux subsides pour l'étranger, c'étaient quatre cent mille livres sterling à la Sicile, neuf cent mille au Portugal et un crédit de trois millions pour les dépenses imprévues, pierre d'attente montrée aux cabinets qui voudraient s'unir à celui de Saint-James: en tout la somme de quatre millions trois cent mille livres sterling (cent trois millions deux cent mille francs); de plus on empruntait pour l'Inde; et malgré l'immense dette britannique, il était plus facile alors de trouver cinq cent millions à Londres que dix à Paris, où le gouvernement, quelque puissant qu'il fût, était totalement sans crédit, ainsi que tous les régimes révolutionnaires à la durée desquels les capitalistes n'osèrent jamais croire. Mais Napoléon, qui levait des tributs avec ses soldats et entretenait ses soldats avec ces tributs, battait monnaie à l'aide de la conscription, trésor qu'il croyait tellement inépuisable qu'il se refusa constamment à un traité d'échange des prisonniers, aimait mieux conserver les Anglais inutilement retenus que de faire cesser les maux de ceux qui l'avaient servi*, et qu'il avait tant de

* Telle est l'opinion consignée par Gentz dans ses Mémoires. (*Note de l'Éditeur.*)

facilité à remplacer, croyant faire aussi aisément des matelots que des soldats ; le gouvernement anglais faisait cependant des efforts continuels à cet égard, témoin la négociation infructueuse de Mackensie à Morlaix, avec M. Dumoustier* ; mais il espérait, en déblatérant ainsi mensongèrement contre le cabinet de Londres, sur un refus supposé de traiter, parvenir à irriter à la fois les Français et les Anglais contre le ministère britannique. Celui-ci, cherchant néanmoins à alléger les fers de ceux que le sort des armes avait mis en ses mains, autorisa les échanges particuliers auxquels le gouvernement français consentirait ; il se vit ensuite forcé, faute de lieux fermés propres à empêcher les prisonniers de s'évader, d'avoir recours aux pontons, mesure rigoureuse à laquelle il substitua plus tard un vêtement entièrement jaune, et le gouvernement anglais fit seul les frais de leur entretien auxquels Napoléon ne subvenait point. Le nombre de ces prisonniers ainsi délaissés allait cependant s'augmenter encore ; mais avant de dire où et comment, portons nos regards vers le Nord.

La guerre continuait entre les Russes et les

* Voyez la pièce justificative G, pièce historique très importante.

Turcs dans les hospodarats. Là, Kamenski n'osait se porter en avant sans être maître de Silistrie, Routchouk, Giourgewa, Nicopolis, car il n'était pas assez fort pour bloquer toutes les places qui couvraient le Danube en même temps qu'il tenterait un mouvement hasardeux. On portait son armée à cent mille hommes, mais elle ne s'éleva jamais à la moitié de ce nombre, et les Turcs, bien conseillés par des agens français, gardaient le point central et important de Choumla, défendaient toutes les positions tenables, forçaient les Russes à se diviser pour ne pas voir leurs communications coupées, leurs convois interceptés, leurs faibles détachemens enlevés, tandis que, dans un pays entièrement dévasté, ceux-ci ne pouvaient atteindre la grande armée turque dans son formidable camp retranché, ni s'ouvrir par sa défaite les gorges praticables du Balkan.

Cependant, dès le mois de mars 1810, les Russes passèrent dans une grande île située entre Routchouk et Vidin, et de là sur la rive droite du Danube, d'où ils furent repoussés; Kamenski n'effectua réellement son passage que du 24 au 25 mai, et fit attaquer simultanément Tartukai, Silistrie, Hazardjik et Routchouk. Quelques unes de ces places étaient tombées dans le courant de juin. Les Turcs demandèrent un armistice qu'on

ne voulut accorder qu'à condition de la remise des forteresses de Varna et de Choumla, comme garantie de la cession des deux provinces ; c'était s'ouvrir les portes de Constantinople. On s'y refusa donc, et Kamenski tenta l'attaque du camp de Choumla, y perdit infructueusement beaucoup de monde, manœuvra sans succès pour faire sortir le grand-visir de son camp qu'il bloqua* aussi inutilement qu'il l'avait attaqué, et se reporta sur Routchouk qui ne se rendit au comte de Langeron que le 26 septembre, ainsi que Giourgewa ; la saison ayant rendu toute opération militaire impossible, il laissa sur la rive droite du fleuve trois divisions à Silistrie, Routchouk et Nicopolis, puis établit son quartier-général à Bucharest où, après une campagne aussi sanglante que malheureuse, il mourut de fatigue et de désespoir, et fut remplacé par Koutouzoff.

L'empereur Alexandre avait vu, durant cette campagne si infructueusement coûteuse, les Ottomans guidés par des officiers français, et sans cesse près d'être secondés par le maréchal Marmont, commandant en Illyrie. Il se mit donc en mesure contre toute autre attaque vers sa fron-

* Le 28 juillet.

tière occidentale, en y portant, d'une part, une division de son armée demeurée en Finlande; d'une autre, cinq des neuf divisions qui formaient l'armée de Moldavie, prévoyance lumineuse, non encore dans l'intention de faire la guerre, mais pour éviter qu'on la lui fît.

Le système continental ruinait en Russie et les particuliers et l'État; la baisse du papier-monnaie se faisait sentir à tous et principalement au gouvernement comme le plus grand des consommateurs; les expéditions masquées de Ténériffe ne remédiaient point assez à tous ces maux. Ce qui les accrut, ce fut une ruineuse opération de finance, car l'emprunt conclu avec Pichler où deux roubles en assignation de banque étaient comptés comme un rouble en argent, taux inférieur à la valeur de celui-ci *, et les six pour cent accordés aux prêteurs, en portaient réellement l'intérêt de vingt-huit à vingt-neuf pour cent; ce qui, loin de relever le signe fictif, ne fit que le discréditer davantage. Il n'y avait donc plus que la guerre qui pût sauver la Russie d'une ruine croissante; et ce qui la rendait inévitable, c'est que Napoléon en concevait le projet et qu'Alexandre sentait avec crainte et douleur

* Manifeste impérial du 27 mars 1810.

qu'elle lui devenait indispensaire.

Les justes soupçons que l
loyauté de l'empereur des R
entretenir à Paris des agens **secrets, étrangers** à la légation russe et même aux missions du très actif et très intelligent Tchernichelff. Celui-ci rendait cependant à son maître les services les plus utiles, et dans l'ambassade russe, sous le chef le plus médiocre, commençait à paraître un homme, le comte de Nesselrode, qui devait un jour occuper un rang distingué dans la diplomatie européenne.

Mais dès les premiers jours de janvier 1810, l'empereur Alexandre avait reçu un rapport sur ces trois questions : 1° *La révolution française est-elle finie?* 2° *Est-il probable que la dynastie de Napoléon se maintienne sur le trône de France?* 3° *Quel bien a produit cette révolution?* Or, voici comment ces agens y répondaient :

1° La révolution française a tout renversé autour d'elle et menace aujourd'hui la Russie ; la solution de cette question intéresse donc tout le *monde civilisé*, ce qui oblige, en parlant de cette révolution, à en examiner les *causes* et à en prévoir la *durée*. Mais s'il est difficile d'apprécier au juste le *passé*, il l'est bien plus de présager l'*avenir* avec justesse.

Comment arriver à la vérité en interrogeant des hommes qui presque tous *sont acteurs ou victimes*? Quant à *l'opinion publique*, il n'y a plus *en France que celle du gouvernement*, et les heureux même *rougissent* autant de leur fortune qu'ils sont *alarmés* de l'instabilité de ses *bases*; puis les écrits sur la révolution ne font luire aucune lumière pure; il faut donc s'en tenir à des observations personnelles et faites de bonne foi. Il me semble, par exemple, que la France n'a plus à craindre de ces commotions qui menacent d'une dissolution totale, quoique d'excellens observateurs croient cela possible, vu 1° l'infériorité de l'instruction saine et réelle; 2° les progrès de l'immoralité; 3° l'habitude de ne voir aucune barrière contre l'ambition; 4° le jeu plus actif des passions; 5° l'accroissement de la force turbulente; 6° la légèreté indigène. Mais je crois qu'une *autorité sage, légitime et philanthropique conduirait aisément un peuple qui soupire après le repos.* Les changemens révolutionnaires ont *porté sur les mots comme sur les choses*; mais le *nouvel ordre de choses offre-t-il quelque garantie pour sa durée? Le gouvernement actuel peut-il devenir héréditaire?* Non, car sans de bonnes *institutions fondamentales, le gouvernement français n'est qu'un arrangement provisoire*, et point un état *fixe e*

uable; car *la révolution suit encore sa marche*, quoique l'on croie ici sa puissance entièrement dirigée au dehors; *triste et douloureux présage* pour l'Europe! Cependant, supposons que *Napoléon vienne à manquer*; qui serait en état de soutenir *l'édifice politique qu'il a élevé?* Ce ne serait point une *constitution* tellement *défectueuse* qu'elle a besoin d'un homme *extraordinaire* pour la faire marcher; car, faite par *la violence et la passion*, elle ne sert qu'à *couvrir des jongleries* défendues par son *armée*, *sa garde et les commandans de ces prétoriens* dont la *fortune est inséparablement liée* à la sienne. Tout le reste n'est uni que par lui et pour lui; il abat tout ce qui nuirait à son pouvoir, effraie ou séduit tout ce qui y mettrait obstacle; il aime et veut la guerre. Doué de *qualités éminentes*, il lui manque *cette élévation d'ame, cet amour de l'humanité* qui font accorder aux hommes *le titre de grands*. Parti d'un *rang obscur pour arriver* au trône, loin de considérer *l'espace qu'il a parcouru*, il ne voit *que celui* qu'il pourrait parcourir *encore*. Son *ame ardente, fermée à tout mouvement de générosité, s'enivre des projets les plus gigantesques*; il ne voit dans les *immenses ressources de la France que des moyens de courir à de nouveaux exploits*; la France n'est qu'une armée,

mais la masse propre aux armes diminue, et l'on ne peut guère trouver pour la conscription un remplaçant à moins de six mille francs. Il a déjà immolé à son ambition plus d'*un million cinq cent mille hommes; la guerre d'Autriche vient de lui en coûter cent vingt mille; la conscription est toujours anticipée*, elle consomme les moyens hostiles de la France. Tout cela peut-il *être considéré comme stable et passer sans aucun changement à l'hérédité?* Il en est de même des finances; les revenus ne peuvent subvenir aux frais de l'État *sans les recettes extérieures;* car la guerre seule a absorbé en 1809 la somme de six cent quarante millions, dont trois cent cinquante uniquement *ont été supportés* par le trésor public. Cependant les charges exorbitantes de l'administration, si la France perd ses *recettes* extérieures, « amène-« raient avec le temps un changement dans son « gouvernement. Ce qui me fait présumer le plus « un changement futur dans le gouvernement, « c'est la non-existence de liens moraux entre « les gouvernans et les gouvernés. Si la maison « de Bourbon cessa de régner, c'est que son gou-« vernement cessa d'être respecté; celui de Na-« poléon n'est pas méprisé, parce que l'on ne « méprise jamais ce que l'on craint; mais il « pourrait tomber, parce qu'il est généralement

« odieux, parce qu'il est violent, compromet « tous les intérêts et froisse toutes les affections « individuelles. A quoi tient donc cet ordre de « choses? A la terreur du retour des désordres « qu'il a fait cesser, à l'énergie de Napoléon, à « ses talens, à l'éclat de ses faits militaires qui « flattent la vanité nationale, à la crainte que « l'empereur inspire. Non, la révolution n'est « pas finie, et cet ordre de choses ne peut du- « rer après Napoléon, ni peut-être de son vi- « vant. »

2° *Est-il probable que la dynastie de Napoléon se maintienne sur le trône de France?* Cette question est peut-être déjà résolue par ce qui précède. Napoléon *conquérant* et non *législateur*, *personnel dans ses vues, n'a pour objet que la puissance et la gloire*; son régime, *purement militaire*, tire sa *force de lui seul;* rien n'y attacherait *après lui.* Ce n'est pas ainsi qu'une *dynastie* se fonde. Son héritier aurait-il l'éclat qui fit sa fortune? la vigueur qui la maintient? Son nouveau mariage ne pourrait-il pas être aussi stérile que celui qu'il vient de rompre? Aura-t-il des enfans mâles? Son fils régnerait-il facilement par les mêmes moyens qui sont les seuls élémens et les soutiens de sa puissance? A défaut de successeurs directs, quel pouvoir obtiendraient ses frères, personnages si

médiocres, à *l'exception de Lucien*, qui lui-même serait très déplacé dans un régime militaire? Les hommes qui sont aujourd'hui si dévoués au père le seraient-ils également au fils ou aux frères? Ne voudraient-ils pas les dominer ou les abattre pour accroître ou assurer leur propre fortune?

3° *Quels biens la révolution a-t-elle produits?* Il en est de réels, mais sont-ils en proportion avec les sacrifices qu'ils ont coûtés? La France n'a-t-elle pas plus perdu que gagné? Que de sang répandu pour arriver à un gouvernement militaire! Si la suppression des féodalités et le morcellement des grandes propriétés ont perfectionné l'agriculture, la liberté civile manque de son nécessaire appui, la liberté politique. Puis l'ambition, la cupidité, l'immoralité, l'égoïsme se sont accrus des actes violens de la révolution et de leurs succès. Enfin, le mépris ou l'indifférence pour le culte et ses ministres atteint et corrompt la multitude; ce n'est pas le gouvernement militaire qui peut ramener à la religion. Aussi que de crimes! et combien ne se sont-ils pas multipliés durant et par la révolution! Si *les sciences exactes ont fait des progrès*, *la littérature*, *la critique*, *l'histoire*, *la morale*, *la politique* ont souffert une dégradation très sensible; en un mot, la révolution qui n'est pas finie, qui ne promet

ni ne permet la durée du gouvernement actuel, qui a produit plus de maux que de biens, n'a rien constitué et ne peut rien constituer de solide, mais n'en est pas moins menaçante par elle-même et surtout sous son présent chef.

Voilà comment les agens russes voyaient et peignaient la France dans un rapport secret où il était successivement et négativement répondu aux trois questions posées, rapport qu'un employé prussien était parvenu à se procurer et qu'il envoya à l'un des plus fidèles serviteurs de son roi; ce rapport, outre l'extrait que nous en avons donné, renfermait des détails précis sur l'administration, l'armée et les finances françaises, source d'effroi d'un côté, d'espoir de l'autre.

Mais ce qu'il y avait de plus pressant pour la Russie, c'était de parer aux maux les plus prochains, c'est-à-dire d'empêcher l'introduction des marchandises étrangères dont le prix ne pouvait être soldé par l'exportation des produits nationaux, et l'empereur Alexandre y pourvut par un nouveau tarif* qui, dans ses dispositions, frappait surtout sur les marchandises françaises et favorisait les produits anglais; car cet ukase ouvrait les ports d'Arkhangel, Riga, Reval, et Saint-

* Du 30 décembre 1810.

Pétersbourg aux marchandises coloniales, transportées sur bâtiments *non anglais*, ou venus de Ténériffe, voile transparent d'un commerce réel avec la Grande-Bretagne, ce qui irrita violemment Napoléon.

La Prusse, inondée de troupes françaises, surveillée par des douaniers français, pressurée par des agens fiscaux de cette puissance, n'avait pu également parer à sa ruine. Il fallait, avant tout espoir d'indépendance, satisfaire aux tributs violemment imposés et dont la rentrée était vivement exigée. L'on n'avait fait à cet égard que de vains efforts. Frédéric-Guillaume III s'était bien déterminé, dès le 17 décembre 1808, à annuler la loi de Frédéric-Guillaume Ier, qui déclarait inaliénables les domaines de la couronne, et cette annulation avait été signée de tous les princes de la maison royale. Mais cette mesure nuisait à l'indépendance du monarque et faisait craindre qu'une première violation de la loi fondamentale ne conduisît à des innovations subséquentes. On chercha donc subsidiairement d'autres ressources dans un emprunt en Hollande de trente-deux millions de florins, en offrant, outre toute espèce de garantie, la reconnaissance d'une ancienne dette de quatre millions huit cent mille florins, ainsi que de partie des intérêts échus,

dette contractée par les États de Silésie au temps où cette province appartenait à l'Autriche et que la Prusse n'avait pas acceptée. Mais le bruit ayant couru de la destruction définitive de la Prusse, cette négociation financière ne put être continuée que sur la déclaration formelle, et honteusement sollicitée, que Napoléon lui permettrait de subsister encore. Cependant la faculté de traiter en Hollande allait promptement être enlevée au roi par la réunion de la couronne de Louis Bonaparte à celle de l'empire français. L'on s'était cependant procuré, le 12 février, un million et demi de rixdalers dans le sein de la Prusse même, déjà si obérée; mais il avait fallu y employer la force à défaut d'offres libres, et déclarer que les versemens qu'on ferait en monnaie de billon donneraient cinq pour cent d'intérêts et seraient remboursés en deux ans, par tirage au sort, en favorisant de préférence les prêteurs volontaires. Cette ressource si faible, qui répugnait au cœur du roi, ne pouvait se reproduire dans un État ruiné et sous un gouvernement sans crédit. On le voyait à bout de voies et moyens, on ne savait plus à quoi s'arrêter pour éviter l'anéantissement complet dont on était menacé, et que devait rendre prompt et facile la masse de troupes dont on était entouré.

La nécessité de mettre à la tête du minis prussien un homme assez habile pour comb d'utiles opérations de finance, et ayant asse crédit pour les exécuter, fit désirer au roi le tour du baron d'Hardenberg, retiré dans domaine de Tempelberg depuis dix-huit m Mais il fallait en obtenir la permission de l'e pereur des Français, qui haïssait d'autant plus ministre qu'il l'avait plus vivement outragé. I comte de Saint-Marsan, ambassadeur de France en sentit le besoin pour les intérêts même d son maître; il en obtint l'aveu, et Hardenber nommé chancelier d'état le 6 juin 1810, réu en cette qualité l'administration intérieure extérieure du royaume.

Hardenberg était déjà âgé de plus de soixan ans; on parut craindre que cet âge et ses m heurs n'eussent affaibli sa tête et altéré la vigue et l'activité qu'on lui avait connues et dont aurait besoin plus que jamais; mais il eut le bo heur de dissiper ces craintes répandues peut-êt par une ambition rivale. Marchant dans la vo tracée par le baron de Stein, dont les opératio avaient déjà produit de sensibles améliorations il commença par prolonger d'un an le délai qu vait accordé aux débiteurs l'ordonnance de 180 Quoique le roi éprouvât alors, dans la per

d'une épouse justement chérie *, le coup le plus funeste dont son cœur pût être frappé, qu'Hardenberg partageât avec son maître et tout un peuple la profonde douleur causée par cet événement inattendu, qui enlevait une mère à l'infortune et au ministre une protectrice, l'un et l'autre, surmontant par devoir le sentiment qui les oppressait, se livrèrent avec ardeur à ceux qu'exigeait d'eux l'intérêt public.

Altenstein, Dohna, Beyme, quittèrent les finances, l'intérieur et la grande chancellerie; quant à Scharnhorst, s'il parut écarté plus qu'il ne le fut réellement de la direction de la guerre, c'était une satisfaction accordée aux répugnances de Napoléon, et il n'en travailla pas moins avec le chancelier d'état, qui correspondait indirectement par lui avec les sociétés secrètes, sur lesquelles il fondait pour l'avenir un grand espoir, quoique le monarque en redoutât l'intempestive explosion.

Ces sociétés en effet prenaient tant d'extension, elles étaient composées d'un si grand nombre de gens distingués et d'une foule si active, qu'elles avaient besoin d'une direction sage; elles avaient leurs propagandistes, leurs écrivains;

* Morte à Charlottenbourg le 19 juillet 1810.

Gneisenau, officier des plus distingués; Massenbach, savant théoricien militaire; le judicieux Savigny; l'érudit Humboldt, frère du célèbre voyageur; l'estimable Tichbarn, le chevaleresque baron de Nostiz en faisaient partie. Ce dernier, décoré par la feue reine d'une chaîne d'argent, avait formé la *réunion de Louise*, qui comprenait jusqu'à des femmes du premier ordre; et Scharnhorst avait conçu pour le Tugendbund un plan militaire propre à en opérer la levée en masse. Il fallait donc nécessairement que ces sociétés fussent guidées par la sagesse éclairée et patiente, non par une effervescence active et ruineuse.

Quant aux nouveaux ministres, c'étaient Sack à la police, Schuckelmann au culte, à l'instruction publique, au commerce et à l'industrie; Segebarthe aux postes, Heydebreck aux revenus de l'État, Kircheisen à la justice, le comte de Golz aux affaires étrangères, Hake à la guerre. Le trésor fut confié à l'Abbaye, Stagemann et d'Oelsen; enfin le conseiller Klewitz fut nommé secrétaire d'État. Cette administration, qui obtint les suffrages de l'opinion publique, donnait de l'unité au pouvoir directeur et supérieur du baron d'Hardenberg.

Ce ministre put donc avec facilité, par une

suite d'ordonnances qui se succédèrent rapidement, opérer ce que l'on avait en vain tenté depuis trois ans. Il commença par déclarer que « la moitié de la contribution militaire « imposée par la France serait payée à la fin de « l'année, et qu'on ferait en sorte que le pays « fût libéré du paiement de l'autre moitié; « mais que, pour tirer des domaines de la cou- « ronne dont la vente était arrêtée le plus « grand parti possible, il serait indispensable « d'établir de nouveaux impôts, qui seraient al- « légés par une équitable répartition et porte- « raient sur les propriétés précédemment libres; « que la banque et la société du commerce re- « commenceraient à payer les intérêts des capi- « taux, à dater de 1811, et que les créanciers « régnicoles ou étrangers recevraient, pour les « intérêts échus, des obligations payables à épo- « ques fixes; que tous les engagemens relatifs « aux emprunts seraient remplis le 1er juillet « 1812, époque où toutes les dettes de l'État « auraient été couvertes, et que les dettes mili- « taires des provinces ou communes seraient « promptement vérifiées et successivement amor- « ties. »

La franchise avec laquelle le roi parlait à son peuple, en ne lui cachant pas le mal dont il lui

montrait le remède, releva aussitôt le crédit, d'autant qu'on vit se succéder rapidement des ordonnances conformes à cette déclaration, savoir* : une taxe générale sur les consommations, en remplacement d'impôts supprimés ou diminués ; un impôt sur les objets de luxe ; la saisie** des biens des monastères, chapitres et bailliages, à l'exception de ceux des hospices et des établissemens d'éducation ; liberté du commerce, sauf une taxe*** proportionnée à l'importance de l'industrie exercée ; réorganisation de l'impôt du timbre****, ce qui en accrut les produits sans le rendre plus pesant. Les banalités, les monopoles, les services oppressifs, les corvées furent abolis ; quelques-unes de ces réformes portaient atteinte au principe de la propriété ; plusieurs n'eussent pas été, en d'autres temps, conformes aux idées économiques du chancelier d'état ; mais les circonstances où l'on se trouvait, les engagemens pris, la nécessité de diminuer le poids des charges sous lesquelles on succombait, furent généralement sentis ; aussi les riches subirent-ils leurs pertes avec résignation, tandis qu'on satisfaisait

* Le 28 octobre 1810.

** Le 30 octobre.

*** Le 2 novembre.

**** Le 30 novembre.

le plus grand nombre des sujets prussiens, à qui il fallait rendre confiance, courage et activité par un surcroît de liberté, en dédommagement de l'obligation où l'on avait été * de confisquer les marchandises anglaises et de nuire ainsi au crédit et à la fortune des négocians. Mais les exigences de Napoléon ne s'en accrurent pas moins de jour en jour, et l'impossibilité de résister à ses ordres oppressifs combattait les opérations régénératrices du baron de Hardenberg.

Tandis que la Russie préparait déjà contre la France des moyens de défense, et que la Prusse s'occupait d'opérations publiques ou secrètes ultérieurement restauratrices, un nouvel ennemi de Napoléon allait se montrer dans le Nord. Le prince Charles-Auguste d'Augustenbourg, nommé héritier du trône de Suède, s'était fait chérir du peuple par sa générosité charitable et par des formes noblement populaires; mais il avait des ennemis parmi la noblesse et surtout dans les familles puissantes des Fersen et des Piper, amies du roi détrôné et adversaires de tout ce qui liait leur pays à Napoléon. Le prince Charles-Auguste étant mort d'une chute **, on publie qu'il a été empoisonné; le peuple, qui croit toutes les accu-

* Le 10 mars.

** Le 28 mai 1810.

sations défavorables à ceux qui sont placés au-dessus de lui, mû d'ailleurs par les partisans de la France, soupçonne coupable d'un crime imaginaire le franc et fidèle sujet de la légitimité, le comte de Fersen. Au convoi funèbre du prince héréditaire il est insulté ; il veut parler ; on prend ses gestes pour des menaces, la foule s'élance sur lui. Vainement la force armée tente de le défendre ; on l'entraîne, et il périt le 20 juin 1810, au dix-neuvième anniversaire du jour où il avait fait échapper de Paris Louis XVI et sa famille.

Parmi les généraux du second ordre que la révolution française avait produits, l'on distinguait Bernadotte, que Napoléon détestait depuis les événemens du 18 brumaire. Quoique décoré du titre de prince de Ponte-Corvo, on le croyait républicain, parce qu'il s'était constamment lié à toutes les factions turbulentes. Son républicanisme ne consistait pourtant qu'en une haine profonde pour toute autorité supérieure à lui, comme pour celle qu'il ne pouvait lui-même exercer. Dévoré d'ambition, il y avait fait servir en France sa conduite et ses discours révolutionnaires ; hors de France, il adopta un tout autre rôle et séduisit les Suédois, qui ne doutaient pas de la libéralité de ses opinions et y applaudissaient, en se rappelant qu'il avait manifesté autant de condescendance que d'é-

quité dans son administration, lorsqu'il commandait en Poméranie, chose neuve encore parmi les généraux français. Cependant le prince d'Augustenbourg avait été appelé à la succession du trône de Suède, en dépit des espérances de Bernadotte et des vues de l'empereur des Français sur le partage de ce royaume entre le Danemarck et la Russie; Alexandre fit alors échouer ce dernier projet et la nécessité des circonstances frustra les espérances du prince de Ponte-Corvo, quoique ce fût lui qui, de son chef, eût en 1809 fait cesser les hostilités, à la demande du maréchal comte de Klingspor *. Mais à la mort du prince d'Augustenbourg, les Suédois, sentant le besoin d'avoir pour chef un homme capable de commander leurs armées, firent insinuer à Bernadotte les vœux formés généralement dans leur pays en sa faveur, à l'exclusion du roi de Danemarck porté par Napoléon. En effet, la diète ayant été assemblée à Oërébro, le prince de Ponte-Corvo, sur la demande du roi, faite le 18 août 1810, fut élu prince héréditaire à condition, conformément *aux lois fondamentales*, qu'il déclarerait *avant son arrivée, faire profession de la doctrine évangélique luthérienne, et qu'il signerait l'acte de ga-*

* Lettre de Dresde du 30 mars 1810.

*rantie dressé pour feu son altesse royale le pr Charles-Auguste**. L'élection eut lieu et l'act fut dressé le 21 août; Bernadotte fut, en ou adopté par Charles XIII, ce qui lui conférai double titre à la succession au trône de Su

Mais ces titres ne suffisaient pas encore réalisation de la fortune du Prince de Ponte-Co il fallait que Napoléon consentît à l'en la jouir. Or, ce monarque était, à cet égard, en p à deux sentimens opposés : celui qui résultait l'avantage d'éloigner de lui, de son administ tion et de son armée, un homme lié avec tous ennemis patens ou secrets, tels que Carnot, Fo ché, Sieyès, Talleyrand, qui étaient, se croyai ou se disaient républicains, soit par intérêt, s par vanité; et celui que lui inspirait la crainte rendre indépendant de son pouvoir, et nuisi peut-être à ses vues, un homme qu'il savait être contraire. A ces deux sentimens s'en j gnait un très pénible encore; c'était l'appréh sion qu'on pût croire ce choix dicté par la Franc ce qui alarmerait vivement les cabinets eu péens, particulièrement celui de Saint-Péte bourg qu'il voulait ménager encore, et où l'él tion de Bernadotte causa un moment d'effr

* Bernadotte était né catholique et il abjura; son épou ne voulut pas suivre son exemple.

Toute la diplomatie française fut donc employée à détruire une telle opinion ; elle la combattit même assez hautement, ce qui ne pouvait que mécontenter le nouvel élu. Napoléon, avait précédemment donné ordre à son chargé d'affaires, Désaugiers, de s'opposer à cette élection ; mais quand l'acte qui la constatait arriva, il le fit publier dans le *Moniteur*, sans rien dire à Bernadotte sur son départ. Cependant, lors de sa demande de lettres-patentes portant annulation de son serment de fidélité, il éprouva une violente irritation, car il eût voulu que le nouveau prince royal lui restât subordonné, comme il dominait déjà les autres souverains couronnés par lui. L'empereur exige le serment qu'il ne fera jamais la guerre à la France ; le prince s'y refuse, se regardant déjà comme sujet suédois et non comme général français. Napoléon alors, après avoir un moment hésité, lui dit : *Allez donc, et que nos destinées s'accomplissent !* Bernadotte part ; arrivé à Hambourg le 11 octobre, il y reçoit de la part du roi de Prusse des félicitations apportées par le prince le Wittgenstein, qu'il avait soustrait aux persécutions de Davoust et de Daru ; il est reçu avec tous les honneurs dus à son rang sur le quai d'Helsingborg, et n'arrive que le 2 novembre à Stockholm où il est sur-le-champ nommé généralissime de

terre et de mer. Il s'occupa dès lors avec ardeur des besoins de l'État ; mais, d'une part, il désirait affranchir la Suède des traités qui la ruinaient en la liant au système continental, dont un long séjour au Nord de l'Allemagne lui avait démontré les vices et les funestes résultats, système désastreux pour un pays qu'il empêchait de vendre ses produits et de se procurer ceux qui lui étaient d'une indispensable nécessité, deux maux qui frappaient à la fois sur le riche et sur le pauvre ; d'une autre part, il sentait tous les obstacles qui s'opposaient à ses vues saines et restauratrices. Il chercha donc tous les moyens de tirer sa nouvelle patrie de la pénible situation dans laquelle elle était engagée.

Napoléon, secrètement irrité et ne se faisant pas une idée assez juste de l'intérêt qu'il pourrait avoir à ménager le gouvernement suédois, abandonna promptement les formes amiables qu'il avait feint d'abord ; le duc de Cadore (Champagny), qui se croyait aussi fin que son prédécesseur parce qu'il était tout aussi faux que lui, mais qui ne savait pas comme lui voiler son insuffisance d'un air de dignité, ni parer de formes polies les âpres boutades de son maître, entama avec le baron de Lagerbjelke, ministre de Suède et même avant que Bernadotte eût été rendu à

poste brillant qui lui était échu, une lutte diplomatique relative au système chéri de l'empereur. Ce dernier voulut même en traiter personnellement avec le baron * en présence de son ministre des relations extérieures, et montra dans une déclamation de cinq quarts-d'heures, en phrases coupées, confuses, brusques, toute la fureur dont il était animé. A travers mille divagations, il y disait : « La Suède me prend-elle pour dupe? « point d'état mixte, point de sentimens, des faits. « Vous gardez un agent anglais; vous avez des bâti- « mens dans tous les ports d'Angleterre ; des bâti- « mens anglais assiégent Gothembourg; vos îles « servent de magasins à leurs marchandises ; vous « transportez leurs denrées coloniales en Alle- « magne, j'en ai fait saisir à Rostock ; vos affaires « m'empêchent de reposer en paix. Eh bien ! res- « tez avec les Anglais. Vous m'assurez que la Suède « aime mieux rester avec moi ; mais des preuves, « vous dis-je, des preuves ! Le commerce d'ex- « portation, c'est le cheval de bataille. Où est-il « donc le pavillon neutre? il n'y a plus de neutre ; « l'Angleterre n'en reconnaît point, je ne veux « plus en reconnaître. La Suède est la cause de la « crise que j'éprouve, elle m'a fait plus de mal

* Dépêche du 26 octobre 1810.

« que cinq coalitions ensemble. *Choisissez*... deux
« coups de canon aux Anglais qui approchent de
« vos côtes et la confiscation de leurs marchan-
« dises, ou la *guerre avec la France*. Je puis vous
« faire attaquer par les Russes et les Danois; je
« puis confisquer tous vos bâtimens sur le conti-
« nent; et je le ferai si, *dans quinze jours*, vous
« n'êtes pas en guerre contre l'Angleterre. » Na-
poléon dit au duc de Cadore, pâle et tremblant
de frayeur, d'expédier un courrier pour la Suède;
il engagea le baron à en faire autant, et lui dé-
clara que si, *cinq jours* après la demande offi-
cielle de son ministre Alquier, le cabinet de
Stockholm n'acquiesçait pas à son ultimatum, ce
ministre quitterait la Suède et que la guerre com-
mencerait. « Voyez, poursuivit-il, ce que les autres
« puissances ont cru devoir faire; la Russie, la plus
« forte de toutes, n'a obtenu la paix avec moi
« qu'à condition de déclarer sur-le-champ la
« guerre à l'Angleterre; l'Autriche, puissance du
« premier ordre si la France n'existait pas, a fran-
« chement pris son parti. J'ai assez long-temps
« été dupe de la Prusse comme de la Suède; elle
« vient enfin de reconnaître, par la catastrophe
« de la Hollande, qu'il fallait se déterminer. Elle
« a adopté l'état de guerre. Le Danemarck l'a
« fait depuis long-temps; mais à quel titre puis-

« exiger de ce pays ce que je ne puis obtenir de « la Suède? Eh! me dis-je, *je ne sais si je serai « toujours bien avec la Russie? Ne sera-t-il pas « un jour du plus grand intérêt pour moi d'avoir « dans le Nord une puissance amie,* forte de ses « propres moyens ainsi que de mon alliance? « A-t-on cru en Suède pouvoir s'unir avec l'An- « gleterre parce que *j'aime le prince royal?* J'aime « le roi de Hollande; je suis cependant brouillé « avec lui. Si vous étiez sur mes frontières, j'en « agirais comme avec la Suisse; j'y ai fait marcher « des troupes et le gouvernement a confisqué les « marchandises anglaises; que la Suède fasse de « même. Le temps du doute est passé; le cin- « quième jour expiré, M. Alquier part, et je vous « donne vos passeports. Guerre ouverte ou ami- « tié constante, voilà mon dernier mot! »

Bernadotte à qui l'on n'eût pas permis même le genre de commerce que la France faisait à l'aide des licences, qui voyait qu'en définitive il serait obligé de se brouiller avec Napoléon, mais qui répugnait à une lutte avec son ancienne patrie, écrivit à l'empereur* pour protester que le commerce anglais n'était pas toléré en Suède; que des juifs et des contrebandiers seuls s'y li-

* Le 11 novembre.

vraient ; que des mesures étaient prises pour faire cesser. Il lui fallait sentir que le pouvoir était très limité ; qu'il y avait des dispositions qu la constitution ne permettait pas de *froisser* qu'on tenterait au reste tout ce qu'il serait pos sible *pour seconder le système continental.*

Alquier cependant, par une note passée le 1 novembre au baron d'Engestroem, prétendait que les stipulations du traité de Paris* avaient été mal interprétées ; que le commerce le plus actif continuait avec l'Angleterre ; que S. M. l'empe reur et roi y voyait *une des causes qui empêchaien la conclusion de la paix, aggravaient et prolon geaient les malheurs de la guerre ; que S. M. de vait à sa dignité de ne pas souffrir plus long temps une infraction si éclatante au traité, et qu rendrait inutiles les sacrifices et les efforts du con tinent.* Que l'empereur son maître l'avait charg de *prendre S. M. suédoise de déclarer la guerre l'Angleterre, de saisir ses bâtiments, de confisque les marchandises anglaises ou coloniales sous quel que pavillon qu'elles eussent été importées, ayan ordre, dans le cas contraire, de prendre congé.*

Le ministre suédois, dans sa réponse **, nia les faits avancés dans la note française, proteste

* Traité du 6 janvier 1810.

** Réponse du 18 novembre à la note du 15.

ait de la loyauté de son souverain, exposait l'impossibilité de surveiller une côte très étendue, parlait du change qui perdait cinquante pour cent à Hambourg et plus encore à Paris, ce qui attestait la pénurie du commerce suédois, mais concluait en annonçant la déclaration de guerre contre les Anglais et la saisie de leurs marchandises.

Bernadotte de son côté écrivit le 19 novembre à Napoléon; il lui disait à quel point la Suède était affligée des notes qui ne lui laissaient d'autre alternative que de rompre ses liens avec la France ou d'être *à la merci d'un ennemi formidable, sans aucuns moyens de le combattre*; que le conseil n'avait pu se dissimuler: 1° que la guerre avec l'Angleterre causerait la capture des navires chargés de fer pour l'Amérique; 2° qu'à la suite d'une guerre malheureuse les magasins et arsenaux étaient vides et que les fonds manquaient; 3° qu'il fallait cependant des sommes considérables qu'on n'avait pas, pour mettre à couvert la flotte de Carlskrone; 4° que pour entretenir l'armée il faudrait une nouvelle taxe qui ne pouvait être établie sans le consentement des états-généraux; 5° que le sel, objet de première nécessité, n'avait été jusqu'ici fourni que par l'Angleterre; que, néanmoins, *fermant l'oreille aux cris de la misère publique*, l'état de guerre avait

été résolu, mais *uniquement*, disait-il, *par déférence pour votre majesté.*

Dans une autre lettre du 3 décembre, Bernadotte exposait à Napoléon que cet état de guerre détruisait la principale branche du revenu public; que le roi ne pouvait, de son plein gré, établir un nouvel impôt; qu'il avait besoin que la France vînt à son secours; qu'il offrait à S. M. *des bras et du fer*, demandant *en retour* ce que la *nature lui a refusé.* Enfin, par une lettre du 19, il renouvelait ses doléances et ses demandes. La seule réponse à cette lettre fut l'annonce* qu'on recevrait dans les ports français et ceux au-delà de la Baltique les produits suédois avec une modération des neuf dixièmes sur les droits établis; mais qu'on espérait que le roi fournirait à la France *douze mille matelots.* Dans la note du 31 décembre, le baron d'Engestroem, répondant à la note précédente, exposait que, parmi ses produits, la Suède avait dans ses magasins pour 20,000,000 de fer, et que si l'empereur voulait les acheter cela soulagerait le commerce, que l'état de guerre avec l'Angleterre empêchait de se livrer à de telles exploitations. Que, quant à la levée de douze mille matelots, *les lois constitu-*

* Note du 26 décembre.

tionnelles lui en ôtaient le pouvoir, qu'il pouvait seulement laisser aux officiers de la marine la liberté d'aller servir S. M. impériale et royale.

Ces détails nécessaires à la connaissance de l'histoire attentivement considérée, au moment où les plus grands événemens se préparaient, prouvent combien la Suède, son roi et le prince royal désiraient ne pas rompre les liens qui si long-temps unirent ce pays à la France; qu'ils y sacrifièrent leurs intérêts les plus chers; ils prouvent aussi à quel point l'entêtement de Napoléon était aveugle. Il ne veut écouter aucune objection; toutes les idées constitutionnelles le choquent, et il prétendrait les violer chez ses alliés comme chez lui; le refus des matelots demandés par lui l'irrite, quoique motivé sur des lois que le monarque suédois ne peut enfreindre. Ce commencement de négociations entre la faiblesse qui s'immole et la force qui abuse de son empire annonce déjà, sans qu'il s'en doute, une rupture inévitable et peut-être prochaine, dès que les circonstances la rendront possible, d'autant que Bernadotte, précédemment son ennemi, pourra masquer sa vengeance d'un voile de respect pour ses devoirs, en servant les intérêts du peuple qui l'a accueilli; aussi était-il probable qu'il saisirait la première occasion favo-

rable pour tourner ses armes contre l'oppresseur de sa nouvelle patrie.

L'on voit dans cette lutte diplomatique nourrie d'orgueil et de haine, que Napoléon prévoyait la possibilité d'une rupture avec la Russie, soit qu'elle résultât du besoin que l'empire aurait de lui faire la guerre, soit que lui-même il devînt l'agresseur; mais ce qu'on a peine à concevoir, c'est que, dans l'éventualité de ces deux cas, il pût croire la Suède favorable à ses vœux en la tyrannisant, utile à ses vues en consommant sa ruine. La raison, la prévoyance devaient plus que jamais lui faire sentir le besoin d'un allié, qui, sans ses outrageantes exigences, ne se fût pas séparé de lui. Dans son donquichotisme anti-commercial, il ne voyait pourtant d'une part que sa redoutable puissance, de l'autre que la réalisation de son système désastreux; puis il commençait à être aigri par les événemens de la Péninsule qui, après avoir brillamment débuté, commençaient à prendre un funeste aspect. Quittons donc ici le Nord, où des nuages menaçans s'amoncellent, et jetons un coup d'œil sur le midi de l'Europe, car là aussi sa puissance est vivement attaquée.

Tandis que Suchet et Victor soumettaient tout de l'Ebre au Tage, Soult se préparait à subju-

guer l'Andalousie et à s'emparer de Cadix; mais ce général si impétueux était dominé par la nécessité d'attendre les secours promis, et dont l'arrivée fut retardée par le besoin qu'on eut de porter des forces considérables contre l'expédition anglaise de Walcheren. Wellington, d'ailleurs posté près de Badajoz, pouvait avec ses vingt mille hommes menacer le flanc droit de l'armée française, défendre les débouchés de la Sierra-Morena et faire échouer l'expédition commandée; mais le général anglais quitta les bords de la Guadiana pour couvrir les forteresses de Ciudad-Rodrigo et d'Almeida. Soult alors força les défilés de *Despena-Perros* *, couverts de retranchemens et regardés comme impénétrables; il devint ainsi bientôt maître de toute l'Andalousie, à l'exception de Cadix. Ce qui l'empêcha de surprendre cette place importante, c'est que l'armée avait mis dix jours à franchir trente lieues, d'Andujar à Séville; que Joseph avait perdu deux jours devant cette dernière ville; que ces lenteurs permirent au duc d'Albuquerque de s'y porter par une marche rapide avec un renfort de six mille cinq cents hommes, et de mettre en état de défense l'île de Léon, en rom-

* Écrase-Chiens.

pant le pont de Zuazo, ce qui rendait Cadix inattaquable au moment où, le lendemain 5 février, le maréchal duc de Bellune se présenta devant la place. Le siége fut donc transformé en un blocus, à l'effet d'empêcher le débarquement sur la côte des troupes renfermées dans la ville, de nuire à la contrebande faite par les Anglais et au ravitaillement de la place, de couper les conduites d'eau, de fermer par terre l'entrée à toute espèce de secours, enfin de fatiguer la population par des feux continuels de projectiles; mais on ne put y réussir complètement, harcelé sans cesse, comme on l'était, par la Romana, Balesteros, Blacke et Freire, qui mettaient en mouvement les populations environnantes, fatiguaient les troupes, tuaient ou blessaient un grand nombre de soldats, et cela avec une courageuse constance que ne put vaincre l'ordre donné par Soult de fusiller tout individu pris les armes à la main; ordre du 9 mai, auquel, par représailles la régence répondit par celui de pendre trois Français pris pour chaque Espagnol fusillé.

Soixante-dix mille Français occupaient alors l'Andalousie, mais vingt-cinq mille seulement bloquaient Cadix. Cette place, indépendamment des six mille cinq cents hommes du duc d'Albuquerque, joints aux dix-huit cents qui formaient

la garnison, avait reçu six mille sept cents hommes des milices voisines, auxquels se réunirent quatre mille Anglais, ce qui portait le nombre de ses défenseurs à dix-neuf mille. Elle avait encore pour moyens de défense, outre ses fortifications, les deux flottes anglaise et espagnole. Enfin, le royaume de Ferdinand VII ne consistait presque plus qu'en la ville de Cadix et l'île de Léon, où la junte s'était retirée.

La retraite de cette junte avait été une déroute et une déroute honteuse; elle avait, dès le 18 avril 1809, déclaré « qu'elle ne changerait jamais « de résidence, à moins que le lieu de son sé- « jour ne fût menacé; que, dans ce cas, elle l'an- « noncerait d'avance au public en lui faisant con- « naître le lieu de sa translation; que ce lieu se- « rait choisi conformément à la plus grande faci- « lité qu'il offrirait pour veiller à la défense de « la patrie; enfin, qu'elle n'abandonnerait jamais « le continent espagnol tant qu'il y resterait en- « core un seul point où elle pourrait s'établir. »

Mais quand Séville fut menacé, la junte se trouva partagée entre la crainte d'alarmer le peuple en se retirant trop tôt et celle de compromettre sa sortie en tardant à l'effectuer; elle n'osa pas même en préparer les moyens et en assurer préalablement le succès, car elle avait pour ennemis et les

Espagnols éclairés qui la méprisaient, et la masse populaire aux coups de laquelle le seul mot de trahison l'eût livrée. Elle se contenta donc de parler en termes vagues de la possibilité de son départ à l'effet de régler l'ouverture des cortès; mais la terreur qu'inspirait l'ennemi extérieur l'emportait sur l'ennemi interne. Elle annonça, le 15 janvier 1810, sa réunion dans l'île de Léon pour le 1er février, tout en laissant à Séville, pour l'expédition des affaires, une partie de ses membres, et le plus grand nombre se hâta de s'éloigner du 24 au 25, non sans d'imminens dangers, car la populace exaspérée les insulta; des paysans en arrêtèrent quelques-uns et furent près de les immoler; enfin, ce ne fut qu'à travers mille peines et périls qu'ils parvinrent à leur destination.

Là n'était point encore le terme des travaux que les membres de la junte devaient essuyer. Leur but était de conserver le pouvoir, et l'opinion publique, qui appelait une régence, pénétra par la crainte jusque dans le sein de la junte, qui fut forcée d'en nommer une et de lui remettre l'autorité qu'elle eut voulu conserver jusqu'à la réunion des cortès. La junte se vit même contrainte à déclarer qu'aucun de ses membres ne ferait partie de cette régence; c'était le vœu du peuple comme celui du gouvernement anglais. L'on se-

rôle, outre la nomination de cinq régens (dont l'un représenterait les Indes), le serment à prêter par la régence, l'envoi des lettres de convocation pour les cortès, les formes d'élection pour les députés suppléans d'Amérique ou d'Espagne ; la création d'une *députation des cortès* en remplacement de celle formée dans le sein de la junte, et dont l'objet serait de présenter aux députés assemblés des projets déjà préparés, projets qui pourtant n'ont jamais été publiés. Quant aux membres même de la régence, ce furent le très respectable évêque d'Orense, dom Francisco de Saavedra, le général Castagnos, dom Antonio Escanoz enfin pour les Indes, quoiqu'il n'y fût pas né, dom Esteban-Fernandez de Léon, qui fut bientôt remplacé par Lardizabal.

Pour en finir avec cette junte que ses partisans ont tant vantée, que l'étranger ne connut jamais bien, et qui durant seize mois administra les affaires de l'État, nous dirons que le conseil de Castille, réinstallé avant la prise de Séville et réfugié à Cadix, accusa cette junte centrale, fit saisir ses papiers et séquestra les biens de ses membres, dont elle fit emprisonner plusieurs. Elle adressa à cet effet au marquis de Las-Hormajas un ordre royal portant « que S. M. ayant « eu connaissance que l'on disait dans le public

« que les membres de la junte centrale empor-
« taient une grande quantité d'effets précieux, il
« prévenait la junte suprême de Cadix que, de
« concert avec le commandant de l'escadre, elle
« eût à faire visiter leurs équipages, et à prendre
« en conséquence les mesures nécessaires. » Cette
junte municipale ayant hésité à obéir, la régence
confirma cet ordre, en disant que « s'il se trou-
« vait quelques individus de la junte centrale sur
« lesquels tombassent les soupçons du peuple,
« elle les fît connaître et qu'ils fussent arrêtés ;
« mais qu'il fallait, dans le cas contraire, leur
« laisser continuer leur route. » La junte expose,
le 14 février, les inconvéniens de cette mesure,
et la régence, après en avoir délibéré, déclare
que « S. M. avait de justes motifs pour prendre
« des mesures contre don Lorenzo-Calvo et le
« comte de Tilly. » Cet arrêté, pris le 19, publié
le 21, fut aussitôt exécuté ; on arrêta en outre
que « tous les membres de la junte centrale se-
« raient responsables envers la nation réunie en
« cortès, et obligés de lui rendre compte de leur
« administration ; qu'en conséquence il leur se-
« rait délivré des passeports pour leur province
« mais non pour l'Amérique, ces personnes de-
« vant rester à la disposition du gouvernement
« sous la surveillance spéciale des capitaines g

« néreux, et de manière que plusieurs d'entre « eux ne pussent jamais être réunis en un même « lieu. » Il en résulta que, soit dans leur fuite, soit dans le séjour qui leur fut assigné, la plupart furent fouillés, dépouillés, insultés, persécutés, considérés comme des brigands et des traîtres.

Quant à la régence, composée d'hommes les plus honorables, elle se trouvait dominée par la junte municipale de Cadix, ramas de petits bourgeois sans expérience, la plupart marchands, étrangers à tout ce qui n'était pas calculs sordides, étonnés, enivrés d'une existence inattendue, et aussi avides de pouvoir que d'or. Le duc d'Albuquerque qui la présidait, homme de talent et d'honneur, le sauveur de Cadix dont il commandait la garnison, personnage très déplacé dans cette turbulente administration, se plaignit à la régence des malversations qu'elle commettait, en demanda la répression, mais sans succès de la part d'une autorité trop faible pour lutter contre celle que créa et que soutint la populace. Pour le soustraire à l'ingrate vengeance de ses vils ennemis, il fut donc envoyé en Angleterre où il mourut de désespoir et de honte, sort que plus tard devait éprouver la Romana, homme si distingué par ses profondes connaissances et ses éminens services. Cuesta ayant été appelé au

conseil, une lutte furieuse et constante s'établit entre les partisans de la junte et ceux de la régence.

Avant de voir cette régence, pouvoir illégal né d'un pouvoir illégal, en appeler à la nation contre ceux qui l'avaient établie, et subir elle-même, de la part de la puissance qu'elle créa, les maux qu'elle fit souffrir à ses propres auteurs, il n'est pas hors de propos de décrire ici les lieux où la junte se réfugia, où siégea la régence, où furent convoqués les cortès, car l'île de Léon et Cadix, sur lesquels l'Europe fixait alors ses regards où se concentraient les espérances de tous les cabinets opprimés, offrent deux noms éternellement inséparables de l'histoire d'Espagne et de celle de notre âge.

Cadix, qui, avec Alicante et Carthagène, sont les seules villes qui eurent l'honneur de ne point tomber sous les coups des armées françaises, était la plus importante de ces cités vierges; elle est située à l'entrée d'un isthme défendu par des écueils, des bancs de sable, des châteaux fortifiés et unis à la ville par des chaussées taillées dans le roc; cet isthme couvre une rade spacieuse, par laquelle on pénètre dans la petite rade que forment du côté de la ville le château de Puntales, construit à six cents toises de la place, et

du côté opposé, celui de Saint-Louis, à l'entrée du canal de Trocadéro. Cadix communique à l'île de Léon par une chaussée de deux mille toises, rendue impénétrable à l'ennemi par les défenses de la *cortadura* (coupure). Quant à cette île, formée par la rivière de Santi-Petri, couverte par des marais salans impraticables, hérissée de fortins et de batteries, elle devenait un asile sûr, dont la retraite sur la ville eût d'ailleurs été facile.

Cadix renferme une population de cent cinquante mille ames, hommes de toutes nations, appelés ou fixés dans ses murs par le commerce. Il s'y était joint alors une foule d'indigènes qui, fuyant les chances désastreuses de la guerre, ne prirent jamais part à l'héroïque résistance que la nation espagnole opposait aux armées françaises. Ces gens exaltaient, en déclamations faciles et sans dangers, l'insurrection populaire, qui dès l'origine fut tout autant dirigée contre les idées politiques modernes que contre une perfide invasion; mais ces idées, proscrites par la masse agissante, avaient déjà pénétré dans la junte centrale, et firent explosion au sein des réunions tumultueuses dont Cadix et l'île de Léon devinrent le théâtre. Les maximes révolutionnaires de la Convention na-

tionale française y furent accueillies avec faveur, et tandis que le peuple armé combattait pour la souveraineté du roi, la souveraineté populaire était hautement proclamée par la populace inactive de Cadix.

La régence, effrayée de cette direction démocratique imprimée aux esprits de la multitude et ne pouvant la vaincre, chercha à se donner un chef propre à diriger les opinions dans une voie plus salutaire. Nous avons vu précédemment le prince Léopold et le duc d'Orléans, appelés par Castagnos, être, par l'influence anglaise, obligés de s'éloigner. Le dernier de ces deux princes, après avoir laissé en Espagne son fidèle agent, le chevalier de Broval; après avoir touché à l'Angleterre et sauvé sa mère exilée, d'abord à Barcelone, puis à Minorque; après avoir épousé à Palerme la princesse Marie-Amélie *, reçoit enfin, en mars 1810, l'invitation de se rendre en Catalogne pour y prendre le commandement d'une armée **. Arrivé à Tarragone, où il ne trouve aucun ordre relatif à la mission qui lui avait été annoncée, il se rend à Cadix, où ses services sont définitivement refusés, malgré les instances et les intrigues de ses entours qui ne

* Le 25 novembre 1809.

** Voyez la pièce justificative II.

parlaient plus d'un commandement d'armée, mais d'une régence; enfin, après avoir long-temps patienté et après avoir adressé vainement un mémoire apologétique, en date du 28 juillet, le prince reçoit brusquement l'injonction de partir dans les vingt-quatre heures. Ses amis en accusèrent Wellington, qui s'en disculpa dans la correspondance qu'il entretint avec Dumouriez en 1812 et 1813 *. Quant au prince, il ne revint à Palerme au mois de septembre, époque de la réunion des cortès, que pour être témoin en Sicile de troubles politiques dont nous aurons à nous occuper.

L'Angleterre, de son côté, voyait avec peine l'anarchie qui dévorait l'Espagne et l'effet de l'agitation des esprits dans la ville de Cadix. Elle avait voulu lui rendre son roi pour faire cesser à la fois et le jeu funeste des factions, et les prétentions des princes qui convoitaient la couronne de cet anarchique État. Ces prétentions ouvertement déclarées étaient celle du prétendant (Louis XVIII) **, du roi de Naples, bien plus

* Voyez la pièce justificative I.

** Cette réclamation avait été présentée à Londres par le comte, depuis duc de Blacas, aux premiers députés des Asturies, et celle du roi de Naples par le prince de Castelcicala.

proche héritier, et de la princesse de Portugal, qui seule avait un parti puissant et dont l'ambition fut seule accueillie par quelques hommes importans, entre autres par Souza, qui fit reconnaître ses droits à une éventuelle hérédité du trône espagnol.

Ferdinand VII, dont tant de concurrens sollicitaient de son vivant même la succession, végétait renfermé avec les infans (don Antonio, don Carlos * et don Francisco) dans le château de Valencay qu'ils louaient à un prix énorme; ils avaient été obligés de le meubler à leurs frais, et on leur faisait payer jusqu'aux légumes du jardin. Cependant le traitement qui leur avait été assigné par le traité de Bayonne, indignement réduit et inexactement réalisé, ne mon-

* Don Carlos, né le 29 mars 1788, doué d'un caractère ferme et d'un esprit profondément religieux, avait le sentiment de ses devoirs et de sa dignité comme homme et comme prince; de mœurs douces, il était capable de la plus grande énergie dès que les circonstances l'exigeraient, et son éducation avait été en harmonie avec ses qualités morales et intellectuelles. Studieux sans pédantisme, il manifesta ses connaissances dans les langues savantes par une excellente traduction de *Salluste*. Aux événemens d'Aranjuez il se montra fils respectueux et sujet soumis; Bayonne le vit aussi prévoyant que ferme, Valencay courageux et résigné. (*Note de l'Editeur.*)

tait plus, au 1er janvier 1810, qu'à deux cent mille francs, et plus tard qu'à cent cinquante mille. Ces princes en outre étaient sévèrement surveillés, dans leurs courtes promenades par des gendarmes qui écartaient les curieux et inquiétaient les simples voyageurs, dans leur intérieur par des espions qui rendaient compte de leurs discours; le tout sous le commandement d'un nommé Berthémy par qui passaient leurs correspondances, et ces correspondances, falsifiées au gré du maître, leur faisaient dire ce dont ils ne se doutaient pas. Telle est la source de tant de lettres composées à Paris, tracées par d'habiles faussaires, envoyées à Valencay pour y être timbrées et ensuite publiées dans le *Moniteur*.

Fatigué cependant de l'intérêt que, malgré les calomnies sur le caractère et les mœurs de ces victimes, on semblait prendre à leur sort, Napoléon écrivit à son ministre : « Occupez-vous « de ravir à ces princes une estime que je juge « contraire à mes intérêts et à l'honneur de ma cou« ronne. » Conformément à cette injonction, Fouché leur envoya des beautés suspectes, mais ce genre infâme de séduction demeura sans effet.

Le ministère anglais, instruit, en dépit de la police française, des persécutions sans nombre essuyées par les princes espagnols, connaissant

les intentions réelles de Ferdinand VII, et sachant que tout ce qu'on publiait sur lui ou comme de lui était faux, chercha les moyens de rompre les fers de cet infortuné monarque. S. A. R. le duc de Kent avait en vain sollicité cette dangereuse mission ; elle fut confiée au baron de Kolli, homme adroit, ferme et déjà éprouvé, en qui lord Wellington et le marquis de Wellesley avaient la plus entière confiance, et on le chargea pour Ferdinand d'une lettre du roi d'Angleterre *.

Nous ne suivrons pas l'émissaire depuis son départ de la Grande-Bretagne jusqu'à sa prison de Vincennes, où sur la dénonciation d'un faux frère il fut enfermé ** et tenu au secret, tandis que, sur son refus de trahir l'Angleterre et le roi d'Espagne, on envoyait vers ce dernier un faux Kolli; mais le roi, secrètement averti de cette trame dont l'objet était de le compromettre et de découvrir ses moyens de correspondance, repoussa l'espion sans vouloir l'écouter. Cependant, pour tromper l'Espagne, la France, l'étranger, et surtout le gouvernement anglais sur le sort et les vues réelles du prince, on supposa des lettres flatteuses écrites par lui à Napoléon, en les anti-

* Voyez la pièce justificative K.

** Le 24 mars 1810.

atant ; mais ce qu'il y a de curieux à remarquer, 'est que le rapport du sieur Berthémy au sujet le l'arrestation du faux Kolli, faite sur la dénonciation du roi, et après lui avoir été confronté, est daté du 6 avril 1810, et que la lettre prétendue écrite à Fouché par le monarque, et qui prouve qu'il n'a point encore été question entre lui et son geôlier de ce personnage qu'il lui dénonce, est du 8, deux jours après l'annonce d'une confrontation qui n'avait pas encore eu lieu ; inadvertance de police où les dates seules accusent l'intrigue et en désignent les auteurs *.

Tandis que Ferdinand ne pouvait correspondre librement avec ses héroïques et fidèles sujets, Joseph, roi nominal des Espagnes et des Indes, maître de toute l'Andalousie, à l'exception de Cadix, continuant son rôle niais d'incurable rêveur politique, s'était avancé jusqu'à Sainte-Marie ; là, entouré d'habitans séduits ou effrayés des quatre royaumes de cette province, il leur annonçait son intention de rassembler les cortès à Grenade, d'y admettre les membres de la junte centrale, alors bannis et dispersés, les évêques, les grands, les chefs militaires, les riches capitalistes, et de leur soumettre la ques-

* Fouché déclara, le 20 mars 1814, que tout cela était une *fable* imaginée par la police.

tion de savoir si ce corps, vraiment national, consentirait ou non à accepter la constitution de Bayonne et sa propre intronisation. Il prétendait ne vouloir régner que par et pour le peuple; inévitable jonglerie faite avec une bonne foi visible et qui ne pouvait satisfaire ni les Espagnols opprimés, ni Napoléon, qui alors n'eût pas permis à son frère d'abdiquer. Au reste, des parlementaires envoyés avec cette proposition ne purent entrer dans Cadix où ils n'eussent pas été favorablement accueillis. Quant à Napoléon, cette conduite de Joseph était si peu dans ses idées que, loin de songer à se désister de ses prétentions sur l'Espagne, il fit déclarer par son ambassadeur Laforest son intention de réunir à la France les provinces situées entre l'Ébre et les Pyrénées. Cette notification occasionna l'envoi à Paris d'Azanza et d'Alménara, chargés de déclarer à l'empereur, au nom du roi Joseph, que dans le cas où cette usurpation s'opérerait, il abdiquerait la couronne, et que tous les ministres espagnols donneraient à l'instant leur démission.

Un autre motif de querelle avait lieu entre les deux frères. Napoléon, sous prétexte d'assurer la soumission des provinces, y avait, sous le titre de gouverneurs généraux, investi les chefs

le ses diverses armées de tous les pouvoirs civils et militaires, ce qui y rendait nulle l'autorité royale dans les lieux même où elle se trouvait forcément reconnue, mais où les esprits étaient subsidiairement aliénés par d'indispensables vexations dans la levée faite à main armée d'impôts arbitrairement établis ou répartis; l'on mécontentait ainsi ceux même qui eussent voulu demeurer paisibles et neutres. Deux notes passées à l'ambassadeur français, les 8 et 17 de mars, démontraient tous les dangers de cette mesure et de l'usurpation projetée. Joseph insistait d'autant plus à cet égard qu'il voyait d'une part tous les souverains de l'Europe continentale le reconnaître, lui envoyer des ambassadeurs et recevoir les siens; que, d'une autre part, depuis le gain de la bataille d'Ocagna, une foule d'Espagnols étaient venus lui faire leur soumission, et qu'au fait il ne restait presque plus que Cadix où résidât l'ombre d'un gouvernement autre que le sien.

Joseph, croyant ou voulant paraître régner, avait, dès sa rentrée à Madrid, envoyé dans les provinces des commissaires chargés de les pacifier; mais ils purent d'autant moins y réussir qu'ils avaient contre eux l'esprit du peuple, et qu'ils étaient contrariés dans leur mission par les

autorités militaires françaises, et ils se conduisirent d'ailleurs parfois avec une violence qui irrita et une ineptie qui excita le mépris. La régence de son côté inondait l'Espagne de ses agens insurrectionnels; mais quoique leur conduite ne fût pas moins blâmable que celle des Joséphins ils obtinrent des succès uniquement dus à l'avantage d'agir dans le sens des passions populaires.

Joseph ne s'en était pas tenu à ces mesures qu'il aurait voulu rendre douces et conciliatrices; une junte créée par lui * avait reçu la mission de poursuivre les adhérens de Ferdinand VII, de les juger, de les faire exécuter promptement et *sans appel*. Le moindre cri séditieux, le port seul d'un poignard, la plus innocente relation de famille avec des insurgés, conduisaient au gibet un grand nombre de victimes, et le gouvernement national répondit à ces actes rigoureux par la création d'un tribunal de *sûreté générale*, qui, rivalisant avec celui de l'intrus, fit quelquefois mourir en secret les individus qu'il avait condamnés; exécrable émulation d'horreurs!

A travers ces sanglans conflits, des agens anglais, autorisés ou non, cherchaient indirectement à aliéner l'esprit et le cœur du roi Joseph;

* Le 24 août 1810.

ls lui parlaient des dégoûts que la guerre d'Espagne inspirait au gouvernement britannique, et lui insinuaient la possibilité de conserver la couronne en se détachant de Napoléon qui la lui avait donnée. Sa fidélité en eût souffert, mais il se fût cru absous par le respect qu'il professait pour les idées théoriques dont il était imbu. Nous parlerons plus tard des négociations qui eurent lieu à cet égard, et nous nous contenterons de dire ici que si des orages contre Napoléon se formaient dans le Nord, le Midi à cette époque n'était pas exempt de nuages menaçans, d'autant que Murat, qui voulait ne point éprouver le même sort que Louis Bonaparte, rêvait déjà sa future indépendance. Quant à Lucien Bonaparte, échappé alors à son frère et arrivé à Malte avec sa famille *, il s'y embarqua pour l'Angleterre ; ainsi, la famille impériale était alors presque entièrement désunie.

* Le 24 août 1810.

Napoléon. — Ses bienfaits. — Sa puissance. — De la presse. Nouvelles bastilles. — Majorats. — Il veut amalgamer l'ancien et le nouveau régime par des mariages. — Domaines publics, extraordinaires, privés. — Apanages. — Espagne. — Soult. — Cortès. — Leur illégale formation. — Leur conduite à l'égard de l'Amérique. Jugement sur les cortès. — Masséna. — Invasion du Portugal. — Astorga. — Ciudad-Rodrigo. Almeida. Busaco. Coimbre. — Marche sur Lisbonne. — Lignes de Torres Vedras. — Intrigues de Souza et du patriarche. Wellington dénoncé à son gouvernement. — Inaction de Masséna. — Sa retraite. — État de son armée. — Soult. — Bataille de Gebora. — Bataille de Fuentès-Onoro. — Évacuation d'Almeida. — Bataille d'Albuera. — Pertes des colonies. — Le Valais. — Villes anséatiques. Reine d'Étrurie. — Souscriptions anglaises pour le Portugal. — La Prusse. — Projet contre la Russie. Louis Bonaparte. — Murat. — Tchernicheff.

Toute puissance nouvelle et subitement dominatrice ne peut facilement résister à l'envie rivale des uns, à la haine politique ou secrète des autres, à la satire souvent injuste de plusieurs, à la sombre défiance du plus grand nombre de ceux qui sont forcés de lui obéir. Pour se

oustraire entièrement au choc de tant d'écueils, l faut qu'elle se manifeste avec éclat par de brilans succès, de hautes vertus, une générosité prodigue, et une fermeté de caractère qui domptent ou séduisent jusques à la pensée ; car ce n'est que sous l'égide de la gloire, de l'estime, de l'intérêt ou de la force qu'elle échappe aux traits de l'ambition froissée, de la vanité souffrante, du ridicule ou du mépris.

L'éternel ennemi de toute puissance nouvelle est ce tyran bizarre qu'on nomme l'opinion, être moral dont les caprices errent constamment dans des directions souvent contradictoires. En effet, la masse populaire qui en est l'instrument ou la source, croit tout, hors ce qu'il lui serait le plus utile de croire, exalte ou maudit tour à tour ses propres idoles, égorge aujourd'hui celui qu'hier elle eût encensé, espère plus qu'elle ne le doit et supporte ses maux moins qu'il ne le faudrait, punit les chefs élevés par elle des aberrations même dans lesquelles elle les entraîna, nage sans cesse dans un océan de mensonges et de superstitions, que celles-ci soient politiques ou religieuses.

Napoléon en connaissait l'instabilité, et il la dompta. Certes, il s'était précédemment couvert d'un grand lustre ; il avait répandu sur la France

d'incontestables bienfaits en l'arrachant à l'anarchie, en lui donnant une administration régulière, en parant l'histoire du peuple sur lequel il régnait d'un immortel vernis de gloire; mais le pouvoir qui avait opéré ces étonnans succès était-il de nature à se maintenir dès qu'une main aussi forte que la sienne ne serait plus là pour comprimer les passions ambitieuses, vaniteuses ou cupides qu'il avait lui-même éveillées, passions qui, lors d'une paix tardive, peut-être, mais nécessairement inévitable, ne fût-ce que par l'effet d'un dernier triomphe, ne concevraient plus de moyens de se satisfaire que dans la loterie ruineuse et sanglante des agitations politiques, ce qui ajouterait à l'avidité des uns, à la misère des autres, à l'immoralité de tous?

Napoléon régnait arbitrairement, ce qu'il devait à ses antécédens, aux circonstances, à l'imprévoyance générale, à ses entours, aux instrumens qu'il trouva créés, et dont il sut faire un habile emploi; il le leur devait presque autant qu'à ses talens incontestables et à sa volonté de fer. Ce qu'il concevait surtout à merveille, c'est que pour devenir et demeurer le dominateur de l'étranger, il fallait commencer par être entièrement le maître chez soi; aussi avait-il fait tout ce qui pouvait y contribuer. Après s'être

défait de tous les hommes capables de lui porter ombrage ou les avoir attachés à sa fortune, il sut, par la création des tribunaux spéciaux jugeant sans appel, par des armées de gendarmes et par une active police, tenir dans le respect et la crainte tout ce qui conservait ou eût été tenté de manifester un esprit perturbateur, que d'ailleurs il parvenait à distraire par l'ivresse de ces triomphes guerriers, qui n'élèvent et n'honorent que quelques-uns aux dépens de tous.

Mais ce n'était point encore assez ; la presse, regardée à tort ou à raison comme le palladium des libertés publiques, inquiétait son orgueil et pouvait nuire tant à sa réputation qu'à son pouvoir. La presse anglaise le fatiguait, et il en avait en France interdit l'entrée ; la presse française lui parut dangereuse, comme elle l'avait été à tous les gouvernemens qui précédèrent le sien, et elle attira ses regards ; ce n'était point assez d'enchaîner les personnes, il voulut garrotter les pensées ; il brisa donc cette arme révolutionnaire en persécutant les écrivains. Déjà, dès le 17 janvier 1800, un décret consulaire avait restreint le nombre des journaux ; un décret impérial du 5 août 1810 décida que, Paris excepté, il n'y en aurait plus qu'un par département, qu'il paraîtrait sous la surveillance du préfet, et

que celui-ci pourrait, dans les grandes villes, autoriser, mais provisoirement, la publication de feuilles d'annonces et de journaux d'agriculture ou de littérature, bien entendu qu'il n'y serait nullement question de politique. Ce décret fut mis à exécution sans exciter le plus léger murmure de la part des hommes même pour qui la liberté de la presse avait si long-temps été une espèce de religion, et il ouvrit la porte à des chicanes inquisitoriales de la part de la bassesse ambitieuse contre tous ceux des gens de lettres qui conservaient un caractère noble et libre, car il fallait non-seulement ne point attaquer le souverain, mais encore lui prodiguer les plus lâches éloges.

Ce décret avait été précédé d'un autre rendu* contre la liberté individuelle, sur l'avis du conseil d'état, dont le pouvoir n'était nullement constitutionnel. Celui-ci établissait dix bastilles qui renfermèrent bientôt plus de six cents personnes, arbitrairement et quelquefois haineusement incarcérées par suite de rivalités ou de vengeances particulières. Cette mesure acerbe était présentée comme un acte de générosité envers ceux qui paraîtraient assez dangereux pour

* Du 5 mars 1810.

tre punis, mais point assez coupables pour qu'on les traduisît devant les tribunaux ; mesure d'ailleurs utile à la tranquillité de l'empire et à la sûreté de l'empereur.

L'exil, moyen tyrannique un peu plus doux, fut également employé, non-seulement contre les écrivains, mais contre des femmes, pour des propos ou des plaisanteries qui pouvaient choquer le souverain. La délivrance de ces lettres de cachet d'un nouveau genre, et les rapports par lesquels elles furent demandées absorbèrent souvent le temps et les soins du ministre de la police Savary.

Napoléon, tout en refrénant d'un côté, voulait d'un autre séduire et ses amis et ses ennemis; il s'était assuré la subordination du sénat par la création des sénatoreries *, ce qui avait formé des simulacres de grands seigneurs d'une nouvelle espèce; il avait fait des princes, des ducs, des comtes, des barons comme il fit des rois; mais des titres sans territoire ne sont que de vaines appellations; il créa donc des majorats en faveur de la vanité héréditaire, par un décret de la même date que celui qu'il lançait contre la liberté individuelle, rappelant et

* Le 4 janvier 1805.

appliquant les principes de son décret du 4 ; 1809. Son intention était que les familles hommes qu'il décorait fussent attachées au idée saine dans une monarchie, mais impr cable dans le système légal qui gouverna France, car la loi politique n'a de fondem solide que dans la loi civile et un code qui, ses dispositions démocratiques, dissout la fam empêche nécessairement la création durable familles placées au-dessus de toutes les autre est certain qu'il eût voulu réformer dans la lé lation française tout ce qui, à cet égard, s'op sait à la réalisation de ses vues restauratrices la société monarchique; mais il ne le put p l'osa, et les majorats, institution dérogatoire loi commune, condamnée par l'amour pate odieuse aux cadets de famille, contraire aux i générales de l'époque, les majorats qui eus flatté quelques vanités en en choquant un grand nombre, ne prirent nullement faveur.

Napoléon voulait aussi amalgamer autant possible l'ancien et le nouveau régime, par mariages de certains de ses généraux ou mi tres avec des demoiselles de maisons illustres il le fit avec son despotisme ordinaire; ainsi l torité paternelle impérieusement violée se tr vait placée entre l'abjection d'un consentem

bravé ou les dangers d'un noble et courageux refus.

Aveuglément obéi dans l'intérieur en y violant les lois et les droits les plus sacrés, l'empereur méconnaissait également au dehors la religion des traités ; s'étant débarrassé de ses deux principaux ministres, Fouché et Talleyrand, devenus dès lors ses ennemis secrets, si toutefois ils ne l'avaient pas été déjà avant leur disgrace, et voulant manifester hautement sa puissance, il enleva à la Bavière le Tyrol méridional, peuplé de deux cent soixante mille ames, et le réunit à son royaume d'Italie, en le nommant département du Haut-Adige, ce qui ajouta au mécontentement de ses courageux habitans. Il créa alors, dans ce royaume comme en France, un domaine royal inaliénable, un domaine extraordinaire, fruit des droits acquis par des traités publics ou secrets, et un domaine privé, formé de ses propres acquisitions et transmissible à ses héritiers ; puis il régla par un statut constitutionnel* la dotation de sa couronne et celles des princes et princesses d'Italie ; enfin par un autre de même date, il fixait à un million l'apanage du prince vice-roi.

* Le 15 mars 1810.

Ces soins ne détournaient pas Napoléo
ceux qui concernent la réalisation de son
tème continental; aussi continuait-il à ordo
le brûlement des marchandises anglaises au
dans et au dehors de ses Etats, ce qui, loi
nuire à l'industrie britannique, ne faisait qu
imprimer un nouvel élan d'activité, car ces
duits déjà exportés, n'étant plus demeurés sa
priété, ne devenaient une perte que pour les a
teurs; il en résultait même dans les prix de
marchandises une hausse qui retombait su
consommateurs; mais il se laissait louer su
objet ainsi que sur tant d'autres. Commen
sentait-il pas combien ses grandes et brill
actions le plaçaient au-dessus de tant de
flagorneries?

Ce qui nourrissait alors l'orgueil de Napol
c'était le succès de ses armes dans la Pénin
dont la soumission entière lui semblait proch
et qu'il se flattait de voir bientôt évacuer pa
Anglais. Soult, l'un des plus habiles de ses g
raux, avait déjà envahi toute l'Andalousie, à
ception de Cadix. Arrivé devant cette plac
adressa à la junte et au gouvernement, une
mation* dans laquelle il disait : *Le roi notre*

* Du port Sainte-Marie, 6 février 1810.

don Joseph Napoléon, après avoir vaincu à
gna, a été reconnu avec acclamation comme leur
par les royaumes *de Cordoue, Jaën, Grenade*
Seville. S. M. animée des nobles sentimens qui
stituent son caractère, veut bien oublier et par-
ner toutes les offenses. Son unique but est de
re son peuple heureux; elle demande, en con-
uence, que les habitans de Cadix députent pour
ter et conclure avec elle. Notification à laquelle
unte répondit dès le même jour par cette
le phrase : *La ville de Cadix, fidèle aux prin-*
s qu'elle a jurés, ne reconnaît d'autre roi que
Ferdinand VII. Quant à la demande, faite
le maréchal, que ses prisonniers fussent
conformément aux usages de la guerre,
sa réponse personnelle à cette sommation, le
d'Albuquerque, après avoir protesté que les
agnols ne poseraient *jamais les armes* qu'ils
ssent reconquis l'exercice de *leurs droits lé-*
imes, et après avoir conseillé au maréchal de
point *sacrifier inutilement ses troupes* devant
forteresse qui n'aurait *rien à craindre d'une*
de de cent mille hommes, lui déclare que le
tement des prisonniers français sera tel qu'il doit
entre des nations civilisées, malgré *l'exemple*
bare donné par les troupes françaises qui *im-*
lent les prisonniers espagnols quand la fatigue

les empêche de les suivre dans leurs marches

O-Farril écrivait aussi à ses anciens frères d'armes : *La dynastie précédente, par décrépitude ou par l'effet de cette décadence inséparable des choses humaines, avait entièrement tari la source de la force et du pouvoir ; à son sang même était invinciblement attachée l'inimitié d'un voisin dont le pouvoir ne connaît ni ne rencontre aucune résistance* ; il leur conseillait en conséquence de faire leur soumission.

Mais ces tentatives d'O-Farril et de quelques autres de ses complices ne leur valurent qu'un décret de proscription ; et la junte suprême d'infâme trahison alla jusqu'à promettre, dans sa proclamation du 16 mars, une pension de quatre mille piastres à celui qui livrerait, *mort ou vif*, *les Espagnols dégénérés qui supportent honteusement l'usurpateur*. Par cette même proclamation elle déclara : 1° qu'elle ne *reconnaissait pour souverain unique et légitime de la France que le comte de Provence, avec le titre de Louis XVIII* ; 2° qu'elle considérait Napoléon comme *usurpateur de cette monarchie et ennemi de la paix de l'Europe, aspirant à subjuguer toutes les puissances continentales* ; perfide envers le trop *confiant Ferdinand VII* ; injuste détenteur *de Naples* ; entré *violemment en Espagne pour opprimer une na-*

tion généreuse; 3° qu'elle déclarait la guerre de nouveau *aux deux frères* et confirmait en outre les *récompenses promises* aux défenseurs de l'État, ajoutant la promesse de commanderies, propriétés, noblesse et titres honorifiques à celui ou à ceux qui livreraient ou immoleraient l'empereur *Napoléon* ou le *prétendu roi Joseph*, acte de haine et de vengeance qui, à la gloire du peuple espagnol si impudemment outragé, ne trouva point d'exécuteur. Nous remarquerons encore que si des tentatives d'assassinat furent fréquemment renouvelées contre l'oppresseur du continent, elles n'eurent jamais lieu que par quelques fanatiques nés dans la rêveuse Allemagne, et que les religieux peuples du Midi, plus perfidement opprimés encore, n'en fournirent aucun exemple. Notons en outre que le nom de Louis XVIII, oublié de tous les cabinets, est ici proclamé pour la première fois.

En dépit de l'exaltation générale, Soult, qui unissait une surveillance active à une extrême bienveillance, rendait par son système militaire et administratif l'occupation moins pesante et la subsistance de ses troupes plus facile. Séville et son riche arsenal que la junte avait négligé d'évacuer, des magasins de métaux utiles également demeurés intacts,

de belles fonderies, des chantiers de construction, l'abondance du salpêtre, lui donnèrent, ainsi que l'exploitation des mines de plomb de Linarez, tous les moyens de compléter le matériel de son armée. Il était aussi parvenu, sinon à pacifier entièrement l'Andalousie, du moins à se concilier l'esprit d'un grand nombre de ses habitans. Cependant les armées espagnoles toujours battues en plaine ne cessaient pas d'être redoutables en guérillas; car, après une défaite, les partisans, en troupes ou individuellement, harcelaient continuellement les Français, profitant de toutes les anfractuosités, de tous les défilés, de tous les lieux favorables, pour leur faire éprouver des pertes. Intrépides dans leur activité meurtrière, tireurs adroits, on les rencontrait partout, et leurs coups étaient si sûrs qu'ils désignaient d'avance sur qui ils les dirigeaient, et l'effet ne manquait jamais; aussi les hôpitaux se remplirent-ils bientôt d'un grand nombre de ceux dont les blessures n'avaient pas été subitement mortelles. Ce n'est donc que vers la fin de 1810, que les routes furent balayées de manière à assurer l'arrivée des subsistances tant pour l'armée que pour les habitans paisibles, et la libre communication soit avec Madrid, soit avec les provinces occupées par les troupes françaises.

Négligeons ici les détails de ces luttes partielles et sanglantes sans résultats importans; laissons le roi Joseph se débattre à Madrid entre les mouvemens naturellement bons de son cœur et la nécessité de recourir à des moyens rigoureux de salut; laissons-le suivre les processions, genre de spectacle si cher aux Espagnols, et se rendre ainsi très ridicule à leurs yeux, bien loin de les ramener à lui; laissons-le au sein d'une ville où la nullité du commerce et la pénurie des subsistances, où des vexations sans nombre le faisaient haïr, et comme usurpateur et comme la cause première de tous les maux qu'elle éprouvait, et reportons la vue sur Cadix, plutôt bloquée qu'assiégée. En effet, le spectacle que présentait alors cette cité et l'île de Léon est d'autant plus nécessaire à considérer attentivement que les travaux des cortès forment une partie essentielle de l'histoire contemporaine, puisqu'ils influèrent non-seulement sur les destinées de l'Espagne, mais peut-être même sur celles de l'Europe présente et future; spectacle qui, jusqu'ici, n'a point été présenté sous son véritable jour.

Les circonstances dans lesquelles ces cortès furent convoqués en rendaient la réunion difficile. Le premier titre légal de leur convocation

se trouve dans le décret de Ferdinand VII, rendu le 6 mars 1808, et par lequel il investissait le conseil de Castille, ou toute autre cour royale de province, du droit de les assembler dans les formes *consacrées par les lois*. Ce fut en vertu de ce décret que la junte centrale annonça leur réunion, mais elle joignit à cette annonce un réglement par lequel *ces mêmes lois* étaient violées. La junte dissoute et conspuée fut remplacée par une régence qui ne put empêcher la junte municipale et ses partisans, placés dans les plus importans emplois, de la forcer à une convocation dont sa sagesse éclairée et prévoyante redoutait les résultats. Ses prévisions à cet égard furent bientôt justifiées, car les cortès offrirent le tableau le plus bizarre et le plus alarmant. A défaut de députés envoyés par les provinces que les Français occupaient, on nomma, pour représenter ces provinces, des individus qui y étaient nés, mais qui habitaient Cadix et l'île de Léon, admis il est vrai comme suppléans, mais revêtus des mêmes droits que le très petit nombre des députés légalement élus *. Deux choses sont à

* Voici quelle fut la composition de ces cortès : 1° les députés des seules provinces non occupées par les Français; 2° les députés des diverses juntes qui purent se rendre à Cadix; 3° les députés des villes non conquises encore

quer ici : c'est que les mandats des seuls
ores des cortès véritables représentans de
provinces portaient l'injonction *de repousser*
vasion inouie de Bonaparte et de rassembler
yens de soutenir la guerre afin de conserver
ne de Ferdinand jusqu'à ce que ce monarque
idu à ses peuples, mandats sur la teneur des-
on modela ceux des députés suppléans;
en outre, que le premier acte des cortès fut
rment prêté *au roi*, ainsi qu'il était alors
nu, et celui de *maintenir les lois telles*
ne existaient dans les différens codes. Mais au
ment même où les cortès attestaient ainsi
délité au souverain légitime, elles annu-
en quelque sorte leur serment en décla-
u'en elles résidait *la souveraineté nationale*.
oret pouvait néanmoins avoir un côté spé-
, et, dans un premier élan, il entraîna tous
ffrages; car il semblait propre à la fois à
les prétentions de Napoléon et de Joseph;
per de nullité les actes que le roi ferait
urrait faire au détriment de ses propres
et à poser une barrière insurmontable de-

macées; 4° les suppléans en grand nombre des pro-
d'Espagne et d'Amérique, tous représentans dé-
t sans élection légale, mais choisis dans la tumul-
cité où ils s'étaient réfugiés.

vant les vues ambitieuses des prétendans à une couronne non-vacante, puisqu'en même temps on reconnaissait Ferdinand VII comme seul roi légitime. Mais si ce décret fit des dupes parmi les gens à courte vue, la régence en jugea sainement la portée; aussi fut-elle dissoute et remplacée par une nouvelle régence entièrement composée de membres dévoués au parti qui la nomma. La liberté de la presse, déjà établie, reçut une sanction nouvelle et légale; son déchaînement l'entraîna dans le sens des meneurs de la junte et des cortès. Un journal prit le titre du *Robespierre espagnol*, et Cadix fut inondé de traductions d'ouvrages les plus immoraux, les plus irréligieux, et les plus violemment perturbateurs. Une commission de neuf à dix membres, choisis parmi les hommes les plus exaltés, fut chargée de rédiger une constitution nouvelle, en s'aidant des lumières de don Antonio Romanellos, celui-là même qui fabriqua, par ordre de Napoléon, la constitution de Bayonne; étrange rapprochement entre l'œuvre de l'usurpateur et celle de ses adversaires.

Il serait difficile, sous quelque point de vue qu'on la considérât, de trouver légale la conduite des cortès; car si cette assemblée, fruit d'une succession d'illégitimités patentes, viola ses mandats et ses sermens en bouleversant les lois

xistantes, en substituant la souveraineté du peuple à la souveraineté royale reconnue héréditaire, elle viola également les principes sur lesquels elle fondait son pouvoir constituant; car la presque totalité de la nation espagnole était étrangère à sa formation, et une population de cent cinquante mille ames, composée en partie de gens de toutes nations, ne pouvait légitimement régler les destinées de dix à onze millions de régnicoles, qui n'avaient, avec cette réunion turbulente, que peu ou point de relations. La nécessité, arme de tous les pouvoirs oppressifs, sembla aux cortès un titre suffisant; mais un tel titre doit être justifié par des services réels, par des actes utiles. Examinons les siens, en commençant par les relations de la métropole avec ses colonies.

Nous avons dit précédemment la longue et cruelle oppression subie par l'Amérique du Sud; sa résistance aux tentatives militaires de l'Angleterre et de la France; son refus de recevoir les agens de Napoléon et de Joseph; sa fidélité à Ferdinand VII; ses riches envois de secours à la junte de Séville, quoiqu'elle ne vît pas clairement où se trouvait le siége réel du gouvernement royal, que les diverses juntes provinciales se disputaient. Nous avons exposé les premiers troubles qui agitèrent ces belles contrées, où

l'on avait célébré avec tant d'enthousiasme la victoire de Baylen, l'héroïque résistance de Saragosse, la fuite de Joseph, la guerre d'Autriche et le triomphe de Talavera; tout donnait aux Américains l'espoir flatteur d'une prompte réintégration du roi légitime, quand la paix de Schœnbrunn, la rentrée de l'intrus dans la capitale de l'Espagne, la défaite d'Ocagna et la fuite de la junte centrale firent disparaître de si douces espérances. Bientôt ils apprirent la soumission de l'Andalousie, la dispersion de la junte, la création d'une régence et la convocation prochaine des cortès; ils reçurent alors de la part de cette première régence, dont les membres étaient si respectables et le pouvoir si faible, une déclaration dans laquelle il était dit : « Vous avez long-« temps gémi sous un joug oppressif; nous plaçons maintenant vos destinées *dans vos pro-pres mains*. Vous avez été le jouet des vice-« rois; dès ce moment votre sort ne dépend « plus d'eux. »

Caraccas, capitale de la province de Venezuela, prit à la lettre cette déclaration; redoutant de voir l'Espagne, déjà réduite presque à la seule ville de Cadix, tomber irrévocablement sous le joug français, elle ne voulut pas, dans ce cas, suivre le sort de la métropole; elle sentit enfin

qu'elle avait le droit et le besoin de s'occuper de sa propre prospérité, ce que la déclaration de la régence semblait reconnaître ; elle se détermina en conséquence à former une junte suprême au nom de Ferdinand VII, le 19 avril 1810. Buenos-Ayres suivit son exemple, et son congrès, assemblé le 22 mai, créa une junte qui fut installée le 25. Le Chili, le 18 juillet, et la Nouvelle-Grenade, le 19 septembre, en agirent de même, tout en reconnaissant la suprématie de la régence de Cadix, mais réservant aux natifs l'administration intérieure de la province, ce à quoi les gouvernans de l'Espagne ne voulurent point consentir. Cependant une semblable révolution avait eu lieu au Mexique le 1er novembre, et toutes les colonies du Sud, sans former un tout, se trouvaient déjà en opposition d'idées comme d'intérêts avec leur métropole.

La province de Venezuela avait été la première à imprimer aux colons américains l'élan libérateur dont elle était animée, mais sans exprimer encore le désir d'une entière indépendance, car elle fit part au gouvernement espagnol de ses opérations, qui consistaient en l'abolition du tribut des Indiens, de la traite des nègres, des entraves mises au commerce, à l'industrie, à l'agriculture et à la liberté locomotive ; elle conti-

nuait à envoyer les fonds destinés à aider l'Espagne dans la lutte qu'elle soutenait contre l'ennemi commun. Pour éviter même de déplaire au gouvernement de Cadix, elle repoussa les services de Miranda, qui avait été dès l'origine et qui était encore l'agent de l'Angleterre ; mais, nonobstant toutes ces choses, les hommes qui se montraient démocrates à Cadix et voulaient être despotes dans les colonies, mus par le commerce dont la prétention était de conserver le monopole qui l'enrichissait, forcèrent le gouvernement à déclarer Caraccas en état de blocus et ses habitans rebelles à la patrie.

Ainsi, par la cupidité mercantile des négocians de Cadix et par l'impuissante tyrannie des cortès, commença cette guerre sanglante que de prétendus royalistes rendirent atroce dès son début. La province de Venezuela fut la première qui résista à l'oppression en levant le drapeau de l'indépendance ; elle regardait la régence comme une autorité illégale et envoya en Angleterre une députation dont faisait partie Bolivar, si célèbre depuis par ses talens, son caractère et ses services. Le gouvernement britannique, incertain sur les intentions réelles de ceux qui avaient député vers lui, se contenta alors de déclarer sa stricte neutralité dans la guerre des colonies avec la métropole,

mais à condition néanmoins que les Américains demeureraient fidèles à Ferdinand VII *. C'était le vœu des colons comme du cabinet de Saint-James ; mais ils voyaient avec inquiétude que ce cabinet déviait des principes de Pitt, qui, antérieurement, avait fait des démarches pour les porter à assurer leur indépendance.

Les cortès s'attirèrent bientôt l'animadversion de toutes les colonies de l'Amérique du Sud par la manière dont furent traités dans leur sein les députés de cette partie du Nouveau-Monde ; ils y étaient grossièrement insultés et arbitrairement réduits au silence. Les démagogues de Cadix ne voyaient pas que cette espèce de guerre civile leur nuisait doublement en tarissant la source des secours pécuniaires qu'ils recevaient, et en employant à leur propre ruine des troupes nécessaires à la conquête de leur indépendance.

Cette guerre, qui avait pris le caractère le plus révoltant par l'oubli de tous les principes reçus entre les armées belligérantes modernes, fit concevoir à l'Angleterre le dessein de la faire cesser et d'ouvrir en même temps de nouveaux marchés à son commerce, ainsi que de donner plus d'ensemble aux opérations militaires dans la Péninsule.

* Lettre de lord Liverpool au général Layard, du 20 juin 1810.

nale ; elle entama donc avec les cortès trois négociations ayant pour objet : 1° la permission d'un commerce libre avec l'Amérique espagnole, 2° l'offre de sa médiation entre la métropole et ses colonies, 3° la demande que toutes les armées espagnoles fussent mises sous le commandement en chef de Wellington. Mais ces trois propositions furent repoussées. Les Espagnols, qui voulaient conserver le monopole du commerce de l'Amérique, regardant la médiation comme une reconnaissance implicite de l'indépendance de ses colonies, crurent indigne du caractère national de placer ses généraux sous la dépendance d'un étranger ; plusieurs d'entre eux s'y refusèrent formellement, entre autres Ballesteros. Le gouvernement anglais déplut alors aux deux partis opposés : aux Américains qui auraient préféré une déclaration d'indépendance à l'offre de cette médiation ; aux cortès, qui ne voyaient dans cette médiation qu'un acte de supériorité, tandis que c'était simplement une mesure de sagesse.

Ce ne furent cependant pas les seuls torts qu'on eut à reprocher aux cortès ; car, abstraction faite d'une constitution illégalement décrétée et dont l'effet le plus remarquable, quoique le moins remarqué, fut de rompre le lien qui unis-

sait entre elles les populations rurales et urbaines, agricoles et industrielles, et de semer ainsi des germes féconds de troubles publics, les prêtres et les moines, dont la conduite fut si héroïque à Saragosse, à Gironne ainsi que sur tant d'autres points de la Péninsule, et dont les prédications influèrent si puissamment sur l'élan général, qui d'ailleurs étaient si indignement persécutés alors par les Français sans que leur patriotisme s'en ralentît, trouvèrent de nouveaux persécuteurs dans ceux mêmes qui, sans leur prodigieuse influence, n'eussent peut-être pas obtenu la puissance dont ils abusaient. Les plus éminens services, le zèle le plus cordial, la vertu la plus pure ne purent soustraire à leurs coups le vénérable évêque d'Orensée, renvoyé de Cadix, privé de son siége et obligé de se réfugier en Portugal, où il ne cessa même pas d'agir et d'écrire en faveur de la cause pour laquelle il était en butte à la haine et de Napoléon et des cortès.

Ces cortès abolirent l'inquisition ; mais ayant rendu la presse libre, excepté sur les matières religieuses (réserve faite contre leurs principes * pour ne point choquer l'esprit du peuple), ils avaient substitué à ce tribunal des défenseurs de

* Torreno l'avoue dans un de ses pamphlets.
(*Note de l'Editeur.*)

la religion par qui furent remises en activité la plupart des lois rigoureuses de ce Saint-Office, lois tombées en désuétude depuis l'avénement de la maison royale de Bourbon ; ce qui n'en avait plus fait qu'une institution de police et une censure de mœurs *.

Ces opérations, au moins inopportunes, aliénèrent l'esprit du clergé et refroidirent celui du peuple d'une manière très sensible, et, sans des circonstances alors inattendues, la Péninsule, par l'effet de cette conduite aussi imprévoyante que tyrannique, fût peut-être retombée sous le joug français.

Napoléon jouissait de tant d'aberrations politiques qui divisaient les opinions, au moment où il était si nécessaire qu'elles se groupassent pour marcher simultanément au même but, car il voyait déjà nombre d'Espagnols se soumettre à son frère, soit par opposition à la marche suivie par les cortès, soit dans la crainte de tomber sous les coups arbitraires et proscripteurs de ces nouveaux tyrans. L'on peut donc affirmer que si l'Espagne vit renaître son indépendance, ce ne fut pas par les cortès, mais en dépit des cortès, qui s'en attribuèrent la gloire. Il est juste pour-

* C'est l'opinion de Bourgoing, dans son Tableau de l'Espagne.

tant de dire ici que cette assemblée offrait au moins alors une ombre de gouvernement espagnol, qu'au sein de l'anarchie générale l'on n'eût pu rencontrer ailleurs que dans Cadix. Là seulement se trouvait une autorité que les cabinets européens pussent reconnaître, avec qui ces cabinets pouvaient traiter et qui pouvait traiter avec eux; mais ces choses sont loin de devenir un motif de justification pour une conduite coupable au dedans, impolitique au dehors, qui divisa les forces de l'État, prépara l'émancipation des colonies, attiédit les passions qu'il fallait échauffer, et mécontenta l'Angleterre, le plus ferme appui de l'Espagne.

Napoléon ne pouvait devenir maître de toute la Péninsule qu'après en avoir expulsé l'armée anglaise, qu'il ne connut jamais bien et dont il affectait de mépriser le chef, quoique ce chef eût déjà triomphé trois fois des généraux de ses armées, et notamment du général Soult, qui ne put lui échapper que par une activité, une fermeté, une décision incomparables, unies à des talens supérieurs. Napoléon avait donc préparé contre le Portugal une expédition dont il attendait un succès complet pour ses vues usurpatrices, et il la combina avec une prudence admirable; car sur les cent dix mille hommes destinés à cette opé-

ration militaire, quarante mille, stationné
ligne d'attaque, devaient en fortifier la l
en suivre le mouvement, tandis que l'arm
vasion, forte de soixante-dix mille homm
marcherait en avant qu'après s'être e
d'Astorga, de Ciudad-Rodrigo et d'Almei
venues places d'armes et moyens d'appu
une retraite. Il crut devoir mettre à la
cette formidable armée le maréchal M
dont la réputation était devenue européen
puis la bataille de Zurich, et qui lui avait
les plus utiles services dans la guerre d'Au
espérant surtout que le caractère plus que
de ce général préviendrait ou dompterait
d'insubordination qu'il voyait se manife
son absence parmi ses généraux.

Masséna était républicain, parce que c'ét
la république qu'il avait fait sa fortune; il
mait de l'empire que ce qui avait pu l'acc
mais il ne pardonnait pas à l'empereur
avoir, à la demande du vice-roi d'Italie *,

* Masséna avait déposé chez un banquier de G
fruit de ses rapines, consistant en 3,000,000 de
Napoléon, sur la demande d'Eugène Beauharnai
saisir. Il fallut donc retirer, pour satisfaire le dépo
les reçus qu'il en avait donnés. Lamarque fut ch
les lui demander, il les remit en lui disant : « T
« généraux, depuis Romulus, font leur fortune

sur ses pillages trois millions qu'il espéra sans doute recouvrer dans l'expédition de Portugal. Il vint donc prendre le commandement de l'armée, et déjà affaibli, moins par l'âge et les fatigues de la guerre que par la débauche qui altérait ses forces physiques et morales, il eut à y lutter, non-seulement contre un ennemi plus jeune et strictement obéi de ses subordonnés, mais en outre contre des généraux aussi indisciplinés que Ney, Junot et autres, qui s'étudièrent à le contrecarrer et à le ridiculiser.

Quand on sut en Russie le nom du général chargé d'envahir le Portugal, le comte de Saint-Julien, ambassadeur d'Autriche à Saint Pétersbourg, s'exprima en ces termes sur le compte de Masséna : « Je le connais pour avoir fait la guerre « contre lui, il est fort au-dessous de sa réputation ; sa valeur est féroce, mais c'est une ivresse aveugle et sans une vaste intelligence ; que « Wellington lui oppose un mur de fer, il s'y brisera, comme cela lui est arrivé à diverses reprises en 1799 contre le général Hotze devant

ant leur sang pour leur pays ; l'empereur croit donc que nous nous battons pour l'affermir sur le trône et donner un royaume à ce foutriquet de vice-roi d'Italie? »
(*Mémoires de Lamarque*, t. 1, pag. 8a1.)
(*Note de l'Editeur.*)

« les retranchemens de Feldkirch ; » jud prévision qui allait bientôt se réaliser !

Tout concourait cependant à faire croi manquable une expédition combinée sur grande échelle ; Gironne était rendue, Ca vestie, toute la Vieille-Castille occupée, G et Malaga soumises, la Lusitanie envelopp toutes parts, et tandis que Soult insulte rive gauche du Tage, Masséna devait m sur Lisbonne par la rive droite de ce fleuve

Pour s'opposer à un développement de si considérables, Wellington n'avait alor son commandement immédiat que vingt mille quatre cents Anglais* et trente-un Portugais, dont la valeur, en face de l'en n'était point encore éprouvée. Il s'était do bli de manière à couvrir Almeida, et con ses mouvemens conformément au systè défense arrêté à Séville, dans l'hiver de entre lui et Henri Wellesley.

* *État de l'armée anglaise de Wellington, en 18*

Le général Spencer.	6,000 hom
Le général Hill.	5,000
Le général Picton.	3,000
Le général Cole.	4,000
Troupes légères de Crawford. . .	2,400
Cavalerie de Cottan.	3,000
Total.	23,400

Le premier succès de l'armée d'invasion fut la prise d'Astorga par Junot, le 6 mai 1810. Ciudad-Rodrigo, battu depuis long-temps, succomba dès le 21 juillet, après un mois de tranchée ouverte. Vers la fin de ce mois les Anglais se retirèrent derrière La Coa, et Almeida se rendit le 27 août après avoir été détruit par l'explosion d'un magasin à poudre qui fit de cette ville un sépulcre et de ses fortifications un monceau de décombres. Wellington eût peut-être pu retarder ou empêcher la prise de ces deux places, en y jetant des garnisons anglaises ou en courant le risque des combats pour les débloquer ; mais il avait adopté un autre système, moins meurtrier et plus sûr. En effet, dans le cas même d'un succès toujours incertain, son armée eût nécessairement essuyé des pertes fort considérables, et qu'il n'aurait pu réparer, tandis que l'ennemi aurait attiré à lui les corps mis à sa disposition ; il aurait ainsi d'autant plus immanquablement compromis le sort du Portugal qu'il savait que le cabinet anglais eût rappelé alors dans leurs foyers le reste des troupes placées sous ses ordres. Il n'avait donc cherché qu'à retarder la marche de l'ennemi, se flattant que les places tombées en ses mains lui opposeraient une longue résistance.

Le gouverneur d'Almeida n'eut à cet égard

aucun reproche à se faire ; un accident imprév fut la cause de sa perte, et il obtint, dans sa dé tresse, une honorable capitulation que le généra français viola ; car cette capitulation portait qu les milices rentreraient dans leurs foyers e que les troupes de ligne demeureraient prison nières de guerre. Nonobstant ces stipulations Masséna retint trois cents miliciens pour en faire un bataillon de pionniers et incorpora les sol dats de ligne dans ses troupes, manque de fo qui autorisa les uns et les autres à déserter, e lord Wellington à déclarer leur engagemen rompu.

L'armée française avait déjà perdu cinq mois ; car ce ne fut que le 5 septembre qu'appuyée sur Astorga, Ciudad-Rodrigo et Almeida, elle fran chit les frontières du Portugal ; les communica tions alors se trouvèrent coupées de manière que Napoléon n'eut plus connaissance de ce qui s'y passait que par la voie des journaux anglais. Pour éviter les routes impraticables qu'avait suivies Junot, Masséna, qui ne se crut pas assez fort pour opérer, comme il lui avait été prescrit, sur les deux rives du Tage, trompé d'ailleurs par l'ignorance des transfuges portugais, Alora et autres, se dirigea sur Viseu et Coïmbre ; mais il trouva sur son passage le pays entièrement éva-

cué et dévasté par les habitans eux-mêmes qui obéissaient aux ordres donnés et se confiaient aux promesses de dédommagemens faites par Wellington. Trois partis se partageaient alors le Portugal : 1° le peuple dévoué sans arrière-pensée; 2° les fidalgos, amis de l'ancien régime purement et sans réforme; 3° les mécontens, partisans de la France. Ce fut sur le premier de ces trois partis, sur les ressources et le dévouement du pays, que le général anglais s'appuya pour défendre le Portugal, ce que le ministère britannique, et lord Liverpool surtout, ne croyaient pas exécutable. Cependant Masséna, déjà sans relations possibles avec l'Espagne même, car les milices portugaises, nommées *ordonnanzas*, couvraient le pays, enlevant ses courriers et ses convois, marcha lentement dans la direction de Coïmbre et rencontra l'armée de Wellington placée entre lui et cette ville, et n'occupant encore qu'en partie la forte position de Busaco, où l'intention de Masséna n'avait cependant pas été de livrer bataille. Le général anglais aurait pu y être attaqué avec avantage, avant que toutes ses troupes y eussent été rassemblées; c'était l'opinion du maréchal Ney. Mais Masséna mit une telle lenteur dans sa marche, que ce même Ney combattit le lendemain l'idée d'attaquer les alliés

dans une position devenue promptement pugnable. Le prince d'Essling, déjà en qu ouverte avec ce maréchal, le soupçonna d loir lui ravir l'occasion d'un triomphe fac le 27 septembre il commit l'énorme fa chercher à déposter l'armée britannique. en dépit de la vigoureuse attaque dirigée la gauche de l'armée anglo-portugaise maréchal toujours insubordonné, mais mais n'était plus brillant qu'au sein de imminens dangers, malgré les vigoureus tatives faites par le général Reynier sur la de l'ennemi et l'intrépidité de la brigade S Masséna échoua complétement en subissa perte de huit mille hommes et de cinq gé tués, blessés ou faits prisonniers.

Le général français chercha alors à t Busaco par son aile droite, et quoique dans cette marche de flanc, si dangereuse mauvais état des routes, il n'y fut point in par l'armée combinée qui ne songea qu'à sa retraite sur les lignes de Lisbonne, apr demeurée à Coimbre jusqu'au 1er octobre où Masséna y arriva. Il trouva cette ville en ment évacuée par les habitans et voulut, p empêcher le pillage, en interdire l'entrée troupes; mais Junot et son état-major violé

consigne; les soldats imitant cet acte d'indiscipline s'y portèrent en foule, et la dévastation de cette cité heureusement déserte en fut le résultat.

L'armée française quitta bientôt cette ville en y laissant cinq mille blessés qui furent pris le 7 par le colonel Trant, dont la conduite à leur égard fut aussi bienveillante que généreuse, acte d'humanité tout nouveau encore depuis le commencement de cette guerre, généralement faite d'une manière atroce*. Quant aux opérations précédentes, Napoléon** les fit représenter sous le jour le plus faux. Selon lui l'affaire de Busaco n'avait été qu'une attaque simulée pour tromper l'ennemi, couvrir le mouvement qui entourait la position, et cette attaque n'avait été faite que par deux brigades, tandis que l'armée marchait vers Coïmbre. Les cinq mille blessés pris dans cette ville, réduits au nombre de mille six cents, ne l'avaient été, disait-on, que par un *malentendu* et par suite d'un *faux mouvement du corps d'observation*. Joseph alla même jusqu'à repré-

* Lettre des prisonniers de Coïmbre au colonel Trant, pour le remercier de sa généreuse conduite à leur égard.

** Moniteur du 30 novembre 1810.

senter la défaite de Busaco comme une victoire *.

Ce triomphe de Busaco accrut la confiance que l'armée combinée avait en son chef ; elle fut même entière dans la population portugaise, dès que Wellington eut, le 10 octobre, atteint et occupé les fortes positions qui couvraient Lisbonne, positions défendues par trois lignes fortifiées qui avaient coûté sept mois de travail, et opposaient aux efforts de l'ennemi cent soixante-dix redoutes, six cents bouches à feu et soixante-dix mille hommes. La première de ces lignes s'étendait d'Alhandra sur le Tage, où des chaloupes canonnières étaient stationnées, jusqu'à l'embouchure du Zizandre sur la mer, et offrait un développement de neuf lieues et demie. La seconde, appuyée de sa droite au Tage et de sa gauche à l'embouchure du Santa-Lorinça en avait un de huit lieues ; et la troisième, partant de Passo-d'Arco sur le fleuve, atteignait la côte maritime à la tour de Junquera. Là, une nouvelle ligne construite sur une ouverture de quinze cents toises formait un camp retranché propre à couvrir un rembarquement, si l'ennemi parvenait à forcer les trois lignes successives ; acte

* Lettre apologétique du roi Joseph sur sa propre conduite.

udence pour un cas qui n'était nullement
mable, car les lignes de Torres-Vedras,
s sur une suite non interrompue de mon-
s hérissés d'artillerie, ne laissaient entre
ints fortifiés que trois débouchés défendus
s troupes assez nombreuses pour en fermer
ée.

qui avait forcé Wellington à se ménager des
ns sûrs de rembarquement, c'était moins
inte de l'ennemi extérieur que celle des
nis intérieurs; les populations lui étaient
ées, mais le patriarche, déjà précédem-
en lutte avec lui, et la faction Souza',
uaient contre le général sur qui reposait
ue espoir de salut. Tandis que lui et le mi-
anglais Stuart faisaient les plus grands ef-
pour nourrir l'armée, la ville de Lisbonne
fugitifs qui s'y étaient réfugiés, la faction
ganisatrice contrebalançait le général en le
çant à Rio-Janeiro et en Angleterre comme
amené la perte certaine du Portugal; et
l Wellington voulut opposer à l'ennemi sur
e gauche du Tage une ligne secondaire en
iant les hauteurs d'Almeida, pour empêcher
Masséna ne nuisît à la flotte anglaise en por-
le ce côté une partie de ses forces, il trouva
le patriarche et ses adhérens la plus funeste

opposition à ses vues saines et conservatrices.

Cependant le général français arriva le 10 octobre, c'est-à-dire plus de sept mois après l'ouverture de la campagne, devant ces lignes, que la lenteur de ses opérations militaires avait laissé le temps de rendre formidables; mais effrayé sans doute par l'échec qu'il essuya lors de son attaque de Busaco, on le vit avec étonnement et contre la nature de son caractère demeurer immobile sans tenter même de s'assurer si ces lignes n'offraient pas quelque côté faible.

L'armée alliée renfermée dans ses lignes s'était successivement accrue par des renforts venus d'Angleterre, de Cadix, de la Sicile et même de la Nouvelle-Écosse, ce qui avait fait monter le corps anglais à quarante mille hommes, et à trente mille le corps portugais; la Romana le rejoignit avec six à sept mille Espagnols. Quant à l'armée de Masséna, postée à Alenquer, Villa-Franca et Sobral, elle s'affaiblissait journellement par le manque de vivres, par les maladies résultantes de la fatigue, de la disette, de l'intempérie de la saison, par la désertion et les pertes que lui occasionnait un harassement continuel de la part des paysans armés, qui tuaient un grand nombre de ses maraudeurs. Dans l'impossibilité crue ou supposée d'insulter les lignes qui cou-

vraient Lisbonne, le prince d'Essling eût pu changer sa ligne d'opération, manœuvrer sur les deux rives du Tage, et en s'emparant d'Abrantès, place alors sans défense, en la fortifiant, tenir en échec son ennemi et lui couper toute communication avec les provinces portugaises du nord; il eût trouvé dans Abrantès même les moyens de se faciliter le passage du fleuve; on l'en pressa vainement, et il se porta le 14 novembre vers Santarem, Pernes, Torres-Novas et Tomar, sans être inquiété par les alliés; il fit commencer à Punhete sur le Zezere la construction d'un équipage de ponts, quand il fallait préalablement fabriquer jusques aux scies nécessaires à l'exploitation d'arbres qui n'étaient même pas encore abattus.

Masséna, en agissant de la sorte, n'osait-il point s'écarter des instructions qui lui prescrivaient impérieusement la prise de Lisbonne? Ce qui le ferait soupçonner, c'est qu'il crut devoir envoyer à Paris pour en demander de nouvelles. Le général Foy chargé de cette périlleuse mission eut besoin, pour gagner Almeida, d'une escorte de deux mille hommes; encore fallut-il de sa part, pour aller et revenir, un miracle journalier d'adresse, de constance et d'intrépidité.

Ce général reparut enfin à Torres-Novas, n
les instructions nouvelles qu'il apporta étai
devenues totalement inexécutables; elles c
aistaient dans l'ordre de manœuvrer à la fois
les deux rives du Tage, opération qui précédé
ment aurait pu et dû être exécutée, et d'att
dre ainsi la coopération des maréchaux Mor
et Soult, auxquels on ordonnait de marcher
soutien de l'armée de Portugal. Deux choses al
s'opposaient à la réalisation d'une combinai
pareille; d'abord Soult n'avait pas reçu les p
mières dépêches qui lui furent adressées et c
les guerillas interceptèrent; puis les rives
fleuve que Masséna devait atteindre avaient
garnies de batteries formidables, soutenues
les divisions anglaise et portugaise des génér
Hill et Freire, ce qui mettait l'Alentejo à l'a
de toute insulte. Masséna fut donc obligé de l
ler son équipage de ponts, et continua à re
immobile devant un ennemi qui le surveillait s
l'attaquer.

Masséna n'avait pu être rejoint par le gén
Gardanne, qui fut battu le 14 novembre à t
lieues seulement des positions occupées par l'
mée française; mais les débris de ce corps,
massés par celui du général Drouet, parvinr
à le rejoindre le 28 décembre, ce qui, en a

tentant ses forces de dix mille hommes, ne fit que rendre plus difficile la subsistance des troupes et plus insupportable la misère du soldat. On n'en publiait pas moins à Paris* que, dans cette armée sans vivres, sans paie, sans équipemens, *le soldat recevait régulièrement sa ration*, que *Lisbonne était sur le point d'éprouver les horreurs de la famine*, que les Anglais n'y *régnaient que par la terreur*.

Durant ces temps de détresse qui décimaient l'armée française, l'Espagne avait perdu l'un de ses plus honorables défenseurs. Le marquis de La Romana, dont l'intime liaison avec Wellington déplaisait au gouvernement de Cadix, reçut le 3 janvier 1811, à l'issue de son dîner, de la part de cette autorité inquiète et tyrannique, l'ordre de se rendre dans l'île de Léon. Cette injonction inattendue lui semblait une disgrace; il en fut frappé au point qu'il tomba mort d'une apoplexie foudroyante. L'Espagne et l'armée surtout le pleurèrent; Wellington, de son côté, déplora vivement la perte d'un homme aussi distingué par ses profondes connaissances que par son patriotisme et l'aménité de son caractère.

La position militaire de Santarem avait été

* Moniteur du 30 novembre 1810.

judicieusement choisie. La ville, bâtie sur une montagne élevée qui dominait à la fois le Tage et les contrées environnantes, était couverte sur son front par une rangée de monticules et de ruisseaux, à gauche par le fleuve, et à droite par des marais impraticables, défenses naturelles auxquelles on avait ajouté des batteries, ainsi que des abatis, la meilleure de toutes les fortifications de campagne. Cette position devint encore plus forte lors des inondations produites par les pluies d'automne et d'hiver. On ne pouvait donc songer à en déposter Masséna, ce qui d'ailleurs eût forcé à des sacrifices meurtriers, pour hâter seulement une retraite que le temps devait immanquablement amener sans effusion de sang. Aussi, aux maladies près qui ruinaient son armée, le général français y demeura avec sécurité, attendant et les secours promis et les circonstances qui pouvaient lui permettre de reprendre l'offensive; car le prince d'Essling savait tout ce qui se passait à Lisbonne par les espions qu'y envoyait le transfuge portugais marquis de Pamplona. Il connaissait l'existence et les vues de la faction à la tête de laquelle étaient le patriarche et Antoine de Souza, les vœux des fidalgos et la vieille opposition par laquelle les salutaires projets de Wellington étaient contrariés. Il espé-

rait donc qu'une révolte contre ce général pourrait avoir lieu, qu'elle forcerait l'armée anglaise à se rembarquer, qu'il serait à même alors d'occuper la capitale. On l'entretenait dans ces idées, et il y était confirmé par l'absence de toute tentative faite contre lui par l'armée britannique, ce qui lui persuadait que Wellington n'osait rien entreprendre en raison des dangers politiques qui le menaçaient ; de là sa constance qui autrement serait inexplicable.

Mais après avoir vainement attendu la coopération des maréchaux qui commandaient dans le midi de la Péninsule ; après avoir épuisé, dans un espace de vingt lieues à la ronde, jusqu'aux moindres ressources d'un pays ruiné, et vu le nombre de ses malades s'accroître journellement ; enfin, après s'être assuré que Lisbonne demeurait calme, il fallut bien se résoudre à la retraite. Masséna la commença donc le 5 mars 1811 ; il était resté quatre mois dans l'inaction, et onze mois s'étaient écoulés depuis le début de sa campagne.

Le prince d'Essling se flattait que son mouvement rétrograde s'opèrerait paisiblement devant un général qui lui semblait timide, et qu'il croyait dans l'impuissance de quitter sans danger les lieux où ses ennemis acharnés conjuraient contre lui ; il en était si convaincu qu'il ne songeait nul-

lement à quitter le Portugal ; il envoya même le général Foy à son maître pour l'en assurer. Cette promesse, faite d'après les données les plus fausses, fut peut-être la cause des fautes qu'il commit en ne se reployant pas rapidement sur Almeida, base de ses opérations, comme le conseillait le maréchal Ney, et en livrant plusieurs combats, tandis que, dans un mouvement rétrograde, il est de règle d'éviter autant que possible toute espèce d'engagement. Aussi ruina-t-il ainsi les restes de son armée ; car, contre son attente, Wellington mit autant d'activité à sa poursuite qu'il avait manifesté de patience durant les quatre mois précédens.

Dès le 6 mars 1810, le quartier-général des alliés fut porté à Santarem, et les soldats de l'avant-garde anglaise disaient à ceux de l'arrière-garde de Masséna : « *Adieu, messieurs, bon voyage, nous allons vous reconduire.* » Nous ne ferons que noter succinctement ici l'escarmouche de Pombal, du 11 mars, le combat de Redinha, du 12 ; ceux de Casal-Nova, le 14, et de Fons-d'Aronce, le 15, journées dans lesquelles Ney se surpassa en activité, en intelligence, en intrépidité, et où il sauva d'une destruction complète l'armée dont il commandait l'arrière-garde.

Ney, toujours dur avec ses inférieurs, arrogant

avec ses égaux, en querelle avec ses supérieurs, ne pouvait cependant, par les plus utiles services, se faire absoudre de sa constante insubordination depuis les premiers jours de cette désastreuse campagne. Il en fournit un trait marquant; au moment où Masséna, qu'il avait manqué de faire prendre par sa désobéissance à Miranda-Corvo, voulant chercher les moyens de se maintenir en Portugal, lui donna le 23 mars l'ordre de marcher sur l'Égla pour s'ouvrir des communications avec le roi Joseph et le duc de Dalmatie; Ney refusa d'exécuter cet ordre, menaça de quitter l'armée, donna à ses troupes une autre direction, et, dans une entrevue avec son chef, se montra si impertinent que celui-ci lui ôta le commandement de sa division, à la tête de laquelle il fut remplacé par le général Loison.

Les maux causés par l'indiscipline de Ney n'étaient pas les seuls que Masséna eût eu à souffrir; c'était un système adopté depuis le début de la campagne par la plupart de ses généraux. Ney y mettait toute la fougue de son caractère, qui ne ployait que devant Napoléon; d'ailleurs, ses opinions, dans cette retraite, étaient plus saines que celles de son chef; mais Junot, Montbrun et autres obéissaient mal ou n'obéissaient point à ses ordres, ce dont nous pourrions citer plus d'un

exemple. Cependant le prince d'Essling voulait, à toutes forces, exécuter ses imprudentes promesses en ne faisant point sa retraite sur l'Espagne. Quoique privé du moyen militaire le plus puissant, l'obéissance, et de son plus utile appui un jour de bataille par le départ du maréchal Ney, il engagea encore le 30 mars une affaire à Sabugal, dernier choc entre les deux armées belligérantes dans cette retraite, et dernier échec essuyé par Masséna avant qu'il quittât le Portugal, dont il repassa la frontière le 5 avril. Il avait envahi ce royaume avec soixante-dix mille hommes auxquels dix mille s'étaient depuis réunis, et il n'en ramena que quarante-cinq mille dans le plus déplorable état de délabrement et de misère.

Wellington n'avait point cherché à ruiner les restes de cette armée, si brillante l'année précédente quand elle menaça le Portugal d'une entière destruction ; car Soult, ayant enfin reçu de Paris l'ordre d'aller en avant, était entré avec vingt-deux mille hommes dans l'Estramadure où commandait Mortier, général aussi mécontent de son chef que d'autres l'étaient de Masséna ; aussi Soult s'en plaignait-il amèrement à Napoléon, en lui demandant son rappel *, tant l'insubordination

* Lettre interceptée en date du 13 juillet 1810.

gagnait alors dans toutes les armées, où la plupart des généraux accoutumés à commander étaient irrités d'obéir*, tous jusqu'à Junot si servilement dévoué à son maître.

Le duc de Dalmatie, en vertu des ordres reçus, se porte le 6 janvier vers Olivenza qui capitule le 22; puis, il investit Badajoz; et durant le siége de cette place, il surprend le 19 février, sur la Gebora, l'armée espagnole et la bat complètement; le gouverneur de Badajoz, qui a encore huit mille hommes de garnison, des vivres et des munitions, se rend le 10 mars à une armée assiégeante de quatorze mille hommes seulement, demandant à sortir par la brèche qu'il faut élargir pour qu'il puisse y passer; et Soult rentre en Andalousie après avoir, en cinquante jours, remporté une victoire, pris quatre places fortes, et fait vingt mille prisonniers.

Après le départ de ce général, dont la renommée est bien plus grande en Europe et surtout en Angleterre que dans son propre pays, le maréchal Beresford reprit le 25 mars la forteresse de Campo-Mayor, et dirigea ensuite ses forces sur

* Madame d'Abrantès nomma elle-même, dans ses Mémoires, le dévouement de Junot, sébidisme.

(*Note de l'Éditeur.*)

Olivenza et Badajox, d'après les ordres de Wellington qui avait envoyé à son secours une forte division de son armée, et qui vint lui-même l'aider de ses conseils, malgré les embarras que lui suscitaient les dispositions absurdes de la régence et la mésintelligence des généraux espagnols. Olivenza se rendit le 14 avril, et Wellington, arrivé le 21 du même mois, ajourna le siége de Badajox pour se reporter vers le Nord et y resserrer le blocus, déjà commencé, d'Almeida, place que Masséna se préparait à secourir.

Ce général, pour s'en procurer les moyens, demandait continuellement au maréchal Bessières des approvisionnemens, des équipemens, des transports, de la cavalerie, dont, à cet effet, il avait le plus pressant besoin; et malgré ses instances vives et réitérées, il n'en pouvait rien obtenir *.

Privé des secours qu'il sollicitait et sur lesquels il était en droit de compter, Masséna ne s'en était pas moins avancé vers Ciudad-Rodrigo le 25 avril. Wellington, rendu à son armée le 28, se résolut, non à livrer, mais à accepter une bataille, quoique ses forces, diminuées par l'envoi d'une partie

* Lettres de Masséna au duc d'Istrie (Bessières), en dates du 29 mars; des 2, 3, 5, 15, 17, 22, 24 et 29 avril 1811.

de ses troupes au maréchal Beresford, ne consistassent plus qu'en trente-cinq mille hommes, dont quinze cents seulement de cavalerie, tandis que son adversaire avait sous ses ordres quarante mille hommes d'infanterie et quatre mille chevaux. Un premier engagement eut lieu le 3 mai et Bessières ayant enfin rejoint Masséna le lendemain, les Français attaquèrent les alliés le 5 à Fuentès-Onoro, et y furent repoussés après une alternative de succès et de défaites. Cet échec, éprouvé un an après la prise d'Astorga, eût peut-être été remplacé par une victoire, si la garde impériale, à qui l'on donna l'ordre de charger*, ne s'y fût refusé, et si Junot, Reynier et autres eussent franchement secondé leur général en chef. L'attaque de Fuentès-Onoro ayant été faite sans succès et la place d'Almeida ne pouvant plus espérer aucun secours, Bernier précédemment fait prisonnier à Vimiero et commandant alors dans la forteresse, militaire aussi intelligent qu'intrépide, fit le 10 mai, à minuit, sauter les fortifications, et parvint à s'échapper avec sa garnison. L'officier anglais dont la négligence avait rendu possible cette héroïque retraite fut frappé d'un tel désespoir qu'il s'en

* Ce fut le colonel O..... qui lui porta cet ordre.

punit en se brûlant la cervelle. Cependant la garnison, vivement poursuivie par les troupes anglaises, fut en partie coupée, et un tiers environ demeura prisonnier de guerre. Là se terminèrent les opérations militaires de Masséna, qui fut remplacé par le duc de Raguse (Marmont), conformément à un ordre de l'empereur transmis à ce général par Berthier*.

Soult, ayant promptement appris la défaite de Masséna à Fuentès-Onoro et craignant que les forces de l'ennemi se portassent vers les places d'Estramadure qu'il avait conquises, partit de Séville le 10 mars et annonça son approche le 14 par des salves d'artillerie. Sachant que les alliés ne devaient être rejoints par le général Blake que le 17, il attaqua Beresford dans la redoutable position qu'il occupait avec des forces numériquement supérieures aux siennes, mais d'une nature inférieure, par l'amalgame de trois nations diverses, comme elles l'étaient aussi en cavalerie et en artillerie. Nous ne décrirons pas cette sanglante bataille, livrée le 16 mai sur les bords de l'Albuera, où, dans la courte durée d'une heure et demie et sur un espace de quelques centaines de toises, l'armée française perdit plus

* En date du 20 avril 1811.

de sept mille hommes, trois généraux morts, deux blessés; et où le corps anglais, sur sept mille cinq cents hommes dont il se composait, en eut quatre mille cent cinquante-huit mis hors de combat, outre un général tué et trois blessés, ce qui, avec les pertes faites par les Espagnols et les Portugais, portait celles des alliés à six mille cinq cent quarante-sept hommes. Les deux partis s'attribuèrent la victoire; mais si le maréchal Soult emporta quelques trophées, il fut cependant obligé, dès la nuit du 17, de commencer sa retraite, abandonnant le champ de bataille au maréchal Beresford, et recommandant à sa générosité les blessés qu'il n'avait pu enlever. Wellington, arrivé à l'armée d'Estramadure peu après cette effroyable boucherie, commença l'attaque de Badajoz, qu'il fut contraint d'abandonner en apprenant la réunion des deux armées de Soult et de Marmont. Toutefois, ayant connu par une lettre interceptée du duc de Raguse le mauvais état du corps que celui-ci commandait, il se rassura sur ce qu'il pourrait entreprendre et prit ses cantonnemens, conformément au tracé d'une nouvelle ligne de défense dont il fit adopter le projet par les généraux Castagnos et Blake.

Les troupes anglaises avaient, depuis quatre campagnes, lutté honorablement contre celles

qui depuis tant d'années triomphaient sur tous les points du continent européen, en remportant d'éclatantes victoires contre les armées des peuples les plus belliqueux ; elles acquirent donc, ainsi que leur principal chef, l'estime des militaires français les plus distingués, juste tribut que tout homme d'intelligence et d'honneur se fait un plaisir, comme un devoir de payer à des adversaires dignes de lui. Cette dernière campagne surtout apprenait aux gouvernemens ennemis de la France comment ils devaient combattre Napoléon. L'insurrection des Espagnols et le dévouement des populations portugaises leur enseignaient aussi les moyens de ruiner ses armées à la suite même de ses victoires ; leçon qui ne fut pas perdue pour ceux qui eurent encore à lutter contre leur redoutable oppresseur.

Si désormais nous n'entrons plus dans le détail des travaux guerriers ultérieurs de lord Wellington, ainsi que nous venons de le faire à l'égard de ses opérations précédentes, c'est que l'histoire politique de notre âge doit attirer principalement nos regards ; mais il nous a fallu esquisser avec précision la campagne de Portugal en 1810 et 1811, vu l'immense importance de ses résultats, vu également les semences de désorganisation militaire qui y germèrent, enfin

re la nécessité dans laquelle cette campagne mit Napoléon de parer aux effets moraux de la déflotation de l'empire que lui avaient long-temps assuré ses armes, par une attaque indirecte contre l'Angleterre dans la personne d'un souverain déjà son secret allié. En effet, s'il prétendait que les désastres essuyés par Masséna, en lui ravissant l'espoir d'une nouvelle couronne, n'enlevaient cependant aucun fleuron à celle qu'il portait déjà, l'échec qu'il venait de subir en ternissait du moins l'éclat, torturait son orgueil et devenait une jouissance pour ses nombreux ennemis; puis cet échec à sa puissance réelle et d'opinion n'était pas le seul qu'il éprouvât alors.

Bien que les lieutenans de Napoléon fissent des progrès dans la Péninsule et particulièrement en Catalogne, toutes les parties conquises du territoire espagnol n'étaient cependant pas entièrement soumises; Cadix ne paraissait point devoir fléchir sous son sceptre, et la perte successive de toutes les colonies que la France avait possédées portait des coups funestes à son commerce. La Martinique capitula dès le 24 février 1809, Santo-Domingo le 7 juillet suivant, et le Sénégal le 14 du même mois; la Guadeloupe, dernier établissement colonial français des Antilles, s'était rendu le 6 février 1810 aux Anglais,

qui finirent par expulser leurs rivaux de l'Inde en s'emparant de l'Ile-de-Bourbon le 7 juillet 1810, et de l'Ile-de-France le 3 décembre de la même année. Cette dernière conquête fit retomber en leurs mains deux frégates que le capitaine Duperré leur avait héroïquement enlevées, ainsi que quatre frégates françaises, une corvette, deux bricks, vingt et un bâtimens de la compagnie des Indes, cinq navires américains et cinq chaloupes canonnières. Enfin la France ne possédait plus rien dans les deux Indes, car dès 1809 les Portugais occupèrent Cayenne et la Guiane, où tant d'innocentes victimes de la tyrannie directoriale avaient trouvé une mort lente et cruelle*; et pourtant, sans la révolution, cette colonie eût fini par enlever aux Hollandais une partie de leur riche commerce d'épiceries, culture déjà florissante quand le régime philosophique vint la ruiner.

Napoléon se vengeait de ses pertes maritimes et coloniales sur les États continentaux mais qu'était-ce que l'occupation du Valais, afin de mettre sous son immédiate domination le passage du Simplon dont il disposait déjà, et la réunion

* Les Portugais occupèrent cette colonie du 12 janvier 1809 au 6 novembre 1817, époque de la restitution qu'ils en firent à la France.

à son empire des villes anséatiques par un sénatus-consulte* qui portait à cent trente le nombre de ses départemens, quand à titre de protection il possédait depuis si long-temps, selon son *bon plaisir*, ces cités jadis florissantes et libres?

Son animosité ne ménagea pas même la malheureuse veuve du roi d'Étrurie; cette princesse, arrachée par de vaines promesses des États qui avaient été donnés à son époux, reléguée d'abord à Compiègne, et bientôt après séparée de ses parens, fut conduite en captivité à Nice, d'où elle chercha vainement à s'échapper; enfin confinée dans un couvent de Rome, loin de son fils mourant, elle vit, contre la foi des traités, son traitement réduit de jour en jour jusqu'à 1,000 francs par mois. L'Angleterre plus généreuse, votait alors 100,000 livres sterling en faveur des Portugais malheureux. Des particuliers y ajoutaient par souscription 100,000 autres livres sterling, ce qui procurait à ceux qui avaient souffert de l'invasion française la somme de 4,800,000 francs.

La Prusse, objet de la haine constante de Napoléon, n'avait pas cessé d'être opprimée, tant par lui que par ses agens. Le décret de réunion des villes anséatiques lui occasionna un surcroît de pertes, car une nouvelle démarcation des fron-

* Du 13 décembre 1810.

tières de l'empire français embrassait quelques enclaves prussiennes, ce que le cabinet de Berlin n'apprit officiellement que par la prise de possession de ces enclaves, le gouvernement français n'ayant pas même cru devoir lui en adresser la notification. Cette nouvelle ligne de frontière, qui forma le département de la Lippe et autres, embrassait tout le territoire compris entre l'Océan germanique et le confluent de la Lippe et du Rhin; elle courait jusqu'à Haltern et de là jusqu'à l'Ems, de l'Ems au confluent de la Verre et du Weser, enfin de Stolzenau sur le Weser jusqu'à l'Elbe, enveloppant ainsi l'État d'Oldenbourg, ce qui devait exciter une querelle sérieuse entre la France et la Russie; aussi la réunion de cette petite principauté avait-elle été long-temps ajournée. Le projet de l'empereur des Français fut alors de construire un canal de navigation qui eût joint l'Elbe et le Rhin à la Baltique; des ingénieurs envoyés à cet effet en firent même le tracé.

La Prusse voyait ses ressources diminuer à mesure que ses charges s'accroissaient; son ministère luttait péniblement, quoique avec constance, contre tous les maux dont il était assiégé, voulant pourvoir à l'indépendance de l'État par la route, sinon la plus courte, du moins la plus

sûre. Mais Napoléon, non content des tributs qu'il avait imposés au gouvernement prussien, entravait encore ses opérations financières et restauratrices. Le tarif décrété à Trianon le 5 août prohibait « tout commerce avec l'Angleterre et les colonies; imposait *sur toutes les marchandises, soit qu'elles eussent été confisquées ou trouvées sur des armateurs, ou même importées d'après une licence spéciale du gouvernement français* » une taxe qui emportait les deux tiers de leur valeur. Un autre décret du 19 octobre ordonnait la brûlure des produits manufacturés britanniques acquis par des particuliers, qui en avaient acquitté les droits, et la Prusse dut se soumettre à ces tyranniques mesures, qui ruinaient ses sujets. Pour soulager leur misère et rendre un peu d'activité à l'industrie, le roi permit l'importation des produits bruts étrangers sur lesquels la France exerça une surveillance inquisitoriale; il lui fut enjoint, pour surcroît de désastre, de mettre des droits énormes sur l'exportation de ses bois, dernière ressource que cette mesure lui enlevait. Non content de ruiner ainsi le gouvernement prussien, on voulut encore le flétrir en le forçant d'ouvrir ses ports à des bâtimens anglais pour en confisquer les chargemens et lui laisser tout l'odieux de cette mesure

sans même lui en abandonner le profit. De nouvelles routes militaires furent exigées, et tout annonçait le projet d'une guerre plus ou moins éloignée contre la Russie, qui, de son côté, se préparait à la soutenir, quoiqu'elle cherchât à en retarder l'époque.

Quant à Napoléon, mécontent de la fuite de son frère Louis, il lui faisait écrire par M. Otto*, son ministre à Vienne, qu'il fallait, en qualité *de prince français* et de grand dignitaire de l'empire, qu'il *fût rendu* en France *au plus tard le 1er décembre, sous peine d'être considéré comme désobéissant aux constitutions* de l'Etat *et traité comme tel.* Cette injonction demeura sans effet. Son beau-frère Murat obéissait encore, mais songeait déjà à séparer sa fortune de celle de Napoléon; ce qui lui en donnait l'idée et le désir, c'était ce propos, vrai ou supposé, de l'empereur : *Il faudra que je lui ôte Naples.* L'intrigue s'agitait près de lui pour lui faire prendre des mesures aussi haineuses qu'impolitiques, mais qui flattaient et son amour de l'indépendance et son espoir de devenir enfin un véritable roi.

En résumé, l'année 1810 avait été désastreuse pour Napoléon, qui ne s'en consolait que par l'expectative d'un triomphe réparateur dont le

* Lettre du 12 octobre 1810.

vœu couvait depuis long-temps dans le profond abîme de sa pensée ; conception hasardeuse qu'il croyait inconnue à tous, quoiqu'il en eût laissé échapper quelques indices par d'indiscrètes déclamations, comme l'éclair sillonne parfois avant l'orage la nuée sombre qui recèle la foudre. Dans ces cas il réparait ou croyait réparer son imprudence en usant de ses puissans moyens de séduction près de l'aide-de-camp de l'empereur de Russie, Tchernicheff, qui, sans cesse en course de l'une à l'autre des deux capitales de France et de Russie, ne l'avait presque pas quitté depuis les conférences d'Erfurth, jouant au fin avec un constant observateur aussi fin que lui. Napoléon surveillait et faisait surveiller cet observateur justement suspect ; il espérait, en découvrant et dévoilant les menées de cet habile agent russe, se ménager et un prétexte de guerre et les moyens ostensibles de déclarer qu'elle lui était faite contre son gré. Il ne cessa pas de suivre ce système, semblable en cela à un brigand qui accuserait d'intentions hostiles l'innocent voyageur forcé de se défendre, quand il lui aurait lui-même demandé la bourse ou la vie.

1811.

Napoléon. — Son caractère. — Le déchaînement de orgueil. — Champagny. — Bassano. — Oldenbo — Caulincourt. — Lauriston. — Le roi de Rome Le pape. — Prêtres romains. — Fraysinous. — Pi — Oldenbourg. — Concile. — Baptême du roi Rome. — Joseph. — Négociation d'Hamilton. — I rat. — Ministère de Bassano. — Suède. — Neipp — Alexandre. — Autriche. — Tugen-Bund. — vousl. — Lettre de Frédéric-Guillaume. — Lettre baron d'Hardemberg. — Calculs de la Prusse. — gleterre. — Parlement britannique. — Régence prince de Galles. — Réintégration du duc d'Yorck. Prise de Java. — Troubles de Sicile. — Benting. Le prétendant. — Tchernicheff. — Mots de Napol sur la Russie.

Quoique nous ayons légèrement anticipé s l'an 1811 pour exposer tout ce qui avait trai la campagne de Portugal et à ses résultats ul rieurs, nous devons remonter ici aux premi jours de cette même année afin d'y considérer d'y retracer, durant tout son cours, la marc politique de Napoléon. Commençons donc p porter nos regards, avec une scrupuleuse atte

tion, sur cet homme extraordinaire, objet de tant d'éloges ou de blâme, que ne jugèrent jamais sainement ni ses amis ni ses ennemis, parce que l'amour et la haine, l'intérêt satisfait ou blessé sont toujours également aveugles.

Nous avons précédemment parlé des bienfaits que Napoléon répandit sur la France et qui furent presque autant les fruits nécessaires du pouvoir central et dominateur rétabli par lui que les résultats de la manière dont il l'exerça. Nous vons dit quelle était sa situation politique et la pie dans laquelle elle dut l'entraîner, mais nous 'avons peut-être pas développé avec assez d'exension son caractère et l'influence qu'il eut sur les estinées de la France; remplissons cette lacune.

Napoléon était doué d'un caractère qui présenait les plus bizarres contrastes; tour à tour proligue et parcimonieux, indiscret et dissimulé, ouple et impérieux, son esprit vif et pénétrant ntrevoyait le vrai et s'élançait souvent au-delà. Son imagination vague et mobile voulait tout embrasser à la fois, mais sans une assez persistante attention, ce qui l'empêchait de voir les objets dans leur véritable jour et de les juger sainement; aussi, quoique ses premiers aperçus manifestassent la plus rare sagacité, il n'en résultait fréquemment en pratique que de funestes erreurs.

Voulant avant tout faire dominer la pensée de son ambition et de son orgueil sur celle de ses intérêts bien entendus et de sa lumineuse raison native, il faussait son intelligence par les moyens même qui eussent dû lui donner de la rectitude, en employant l'instrument logique des mathématiques, qu'il avait très bien étudiées, à la défense de ce qui flattait le plus ses désirs; il se croyait justifié d'avance par les éclatans succès qu'il avait si rapidement obtenus; aussi ne voulait-il ni rien ignorer ni rien apprendre, repoussant les conseils les plus salutaires (qu'on osait rarement lui donner), parce qu'il les regardait comme une insulte dégradante pour son pouvoir absolu. La flatterie seule entoura Napoléon dès qu'il se fut séparé des hommes forts qui lui avaient été si utiles, et il n'entendit plus qu'un concert d'admiration factice s'élevant de la foule ambitieuse des médiocrités serviles. Il méprisait profondément les hommes, injustice irréfléchie qui est, envers notre espèce, un tort d'autant plus absurde que c'est indirectement se flétrir soi-même. Il redoutait les talens, qu'il était cependant capable d'exploiter à son profit sans crainte ni danger, et croyait ne rien devoir à qui ne lui semblait pas pouvoir lui être bon à quelque chose. Cet homme plein de génie, mais sans

véritable grandeur, n'eût peut-être pas eu deux idées de suite et en mutuelle harmonie sans cette ambition romanesque qui lui montrait un but et l'y poussait*. Il ignorait trop que la gloire est passagère, mais que la vertu ne l'est point. Ce fut à la gloire, vers laquelle il concentra la plus grande somme de ses facultés intellectuelles, qu'il demanda tout son lustre, tandis qu'elle n'est réellement que la brillante et durable parure de la vertu. Enfin cet homme n'avait jamais senti battre son cœur**; il était dénué de cette magnanimité qui met également au-dessus de la bonne et de la mauvaise fortune; son caractère audacieux et méfiant n'était pas même éclairé par une politique assez prévoyante; il multipliait au dehors ses ennemis sans les rendre impuissans à lui nuire, et suspectait au dedans les amis qui lui étaient les plus dévoués, entre autres Duroc et Junot. Enfin, Napoléon jouissait orgueilleusement de l'idée que, sur presque toutes les parties du continent eu-

* Telle était l'opinion du général Dommartin, son camarade d'école. (*Note de l'Editeur.*)

** *Il avait une grande bonté dans l'ame, mais pas dans le cœur* (M^me^ d'Abrantès, t. V, pag. 196). Phrase difficile à expliquer. Un officier d'artillerie, qui l'avait connu plus que M^me^ d'Abrantès, disait que son cœur ainsi que sa tête étaient comme un boulet de canon. (*Note de l'Éditeur.*)

ropéen, son pouvoir atteindrait ceux qu'il regardait comme ses ennemis *. Mais l'instant où sa vanité fut sans borne et l'élan de sa volonté sans limites fut surtout celui où, après son dernier triomphe militaire sur l'Autriche, il crut s'élever au-dessus de lui-même par son union avec l'une des plus augustes maisons souveraines.

Napoléon ne fit guère depuis lors que des fautes ruineuses qui minèrent sa puissance, sans néanmoins obscurcir l'éclat de sa haute et juste renommée **. Tout en blâmant sa politique, dont on redoutait les effets, on le servait, on l'admirait encore, et tel qui déblatérait contre lui dans le faubourg Saint-Germain allait l'encenser

* « En 1806 il était malaisé de trouver dans toute « l'Europe un seul coin de terre où l'on fût à l'abri de « la vengeance de l'empereur quand elle voulait vous at- « teindre. L'Italie lui était soumise, l'Allemagne était « presque conquise à sa couronne, et depuis la paix de « Presbourg et jusque dans les steppes de la Russie, rien « ne pouvait être un refuge pour les malheureux proscrits. » (*Mémoires de la duchesse d'Abrantès*, t. XV, p. 2.) Qu'était-ce donc après Wagram ?

** « Nous avons assez souffert de ses fautes pour revendiquer ses qualités, dit le général Foy. » (*Guerre de la Péninsule.*) « La guerre, poursuit-il, est, pour ceux qui « commandent, la plus enivrante des passions. »

(*Note de l'Editeur.*)

aux Tuileries; il avait fatigué la constance et ...morcé la vanité de ce noble faubourg au point ...e les vieux haillons de cour étaient venus meu...er son palais; ce dont le royalisme prétendait ...bsoudre par sa fidélité aux renaissantes maxi...es et formes monarchiques. Au reste, ceux qui ont lu et médité l'histoire, en voyant Napoléon élever tout d'un côté et tout abattre de l'autre, sont tentés de penser que les hommes d'un génie transcendant et dominateur ne doivent être regardés que comme les instrumens d'une Providence rémunératrice ou vengeresse qui, jugeant les œuvres bonnes ou mauvaises des sociétés politiques et de ceux qui les gouvernent, précipite ces êtres exceptionnels sur un peuple ou à travers les nations pour les récompenser ou les punir, puis finit par briser la verge devenue nuisible à ses vues miséricordieuses.

Depuis la retraite de M. de Talleyrand, le duc de Cadore (Champagny), son successeur immédiat, homme qui réprouvait tous les principes politiques consacrés, et qui, à la vérité, n'en avait aucun de cette espèce, suffisait cependant au rôle de commis qui lui fut seul délégué tant que l'on continua à faire de la diplomatie à coups de canon. Son prédécesseur avait eu de la dignité; quant à lui il n'avait qu'une politesse pres-

que bourgeoise dans ses relations avec les t
tres étrangers et une finasserie peu adroit
voilait mal et n'adoucissait point assez dan
expressions les impérieuses volontés de son
tre ; homme honnête cependant, mais très
dessous de la place qu'il occupait. Le duc de
dore était pourtant un aigle, comparé à celu
lui succéda au commencement de 1811 ; c
duc de Bassano n'avait pas plus d'étendue
lui dans l'esprit et encore moins de véri
finesse. Maret, qui avait commencé sa for
comme journaliste, ne possédait réelle
qu'une étroite politique de café due à sa p
gieuse mémoire. Des missions sans succès
vaient pu éclairer son intelligence bouffie de d
mations de tribune ; mais la facilité avec laq
il sut saisir et rédiger promptement quel
idées lucides, à travers le chaos nébuleux du
lage de Napoléon, le fit regarder par cel
comme un être aussi supérieur qu'il se mon
instrument souple et docile ; puis il en éta
gardé comme un agent sûr, honnête et dé

Le début de son ministère fut l'envahisse
du duché d'Oldenbourg *, qu'il ne faut pa
tièrement lui reprocher, quoique cet acte
présaille peut-être de l'ukase du 19-31 déce

* 28 février 1811.

810, dût amener une querelle sérieuse avec mpereur de Russie ; mais il ne fut en cela que xécuteur d'ordres supérieurs et sans doute ieux, car il n'était point capable d'en juger effets.

A l'erreur de s'être affublé d'un tel agent, Napléon joignit bientôt celle de remplacer à Pébourg l'habile et clairvoyant observateur Caulaincourt, qui y était vu avec une faveur que stifiaient son ton et des manières de cour, par général Lauriston * qui n'y porta qu'une fanronnade soldatesque et choquante, disant tout aut, à la vue des troupes russes qu'on faisait anœuvrer devant lui : *Croyez-vous bonnement ue tout cela puisse jamais tenir en face de nos arées?* Dirigé par une politique éclairée, mais paente, le tzar ne l'en recevait pas moins bien, oiqu'il le vît entouré de gens insolens dans urs discours et leurs actions **, car il le jugeait ssi incapable de découvrir ce qu'on voulait

* En avril 1811.

** Un jeune secrétaire d'ambassade, nommé Longueue, voyé en courrier, voulut dépasser un courrier russe, osa même, pour le contraindre à lui céder le pas, lâer à cet homme un coup de pistolet, et l'on souffrit cette jure dont on espérait se venger bientôt.

lui cacher que le nouveau ministre des rela
extérieures l'était d'en rien prévoir.

Bientôt eut lieu la naissance tant désirée
héritier présomptif de Napoléon*, événe
qui, selon ses vœux, ruinait toute expectati
succession au trône dans le sein de son
tieuse, embarrassante et médiocre famill
donna à ce jeune prince le nom de roi de R
ce qui semblait infirmer ses solennelles pro
ses de séparer la couronne d'Italie de cell
France, faisait naître dans l'esprit de Mur
nouvelles craintes relativement à la conserv
de la sienne et enlevait au prince Eugène l'e
depuis long-temps conçu d'en posséder
C'était encore un acte en apparence irrévocab
sa mise en possession des États pontificaux.
transformer à cet égard le fait en droit, Nap
avait, en 1810, chargé l'un de ces écrivains
jours prêts à se courber devant toutes les
deurs révolutionnaires ** et à attaquer celle
ne le sont pas, de composer un ouvrage intit
Recherches historiques sur les anticipations
puissance temporelle des papes, comme il en
fait fabriquer, en 1804, un contre la maiso
Bourbon, par l'un des anciens décemvirs

* Le 20 mars 1811.

** Daunou.

ureur *, voulant à cette dernière époque ceindre la tiare, comme à la première époque il avait voulu ceindre la couronne de France.

Nos mémoires n'étant pas plus théologiques qu'ils ne sont essentiellement militaires, nous ne considérerons ici les affaires de Rome que sous le rapport de la politique, pour laquelle elles étaient alors d'une haute importance; mais nous présenterons à nos lecteurs l'intéressant et curieux tableau d'un saint vieillard persécuté par ambition, attaqué doublement dans sa puissance temporelle et spirituelle, résistant avec une courageuse et modeste constance à son haineux ennemi, et celui-ci rencontrant d'insurmontables obstacles dans une lutte qu'il crut fort inégale et où il finit par succomber.

En effet, Napoléon, non content d'usurper l'état de l'Église, voulait en usurper aussi ou en diriger le pouvoir religieux, que même il songeait éteindre à son profit, car il paraît avoir eu l'idée de confier l'éducation publique au clergé et de réunir en un seul corps les diverses communions chrétiennes soumises toutes à son pouvoir direct et suprême, ce qui l'eût fait régner à la fois sur les personnes et les consciences dès qu'il serait parvenu à se subordonner entièrement et le

* Barrère.

chef de l'Église et les prêtres qui en dépendent. Il avait donc, dès le 8 novembre 1804, au moment où il traitait de son couronnement avec le pape, fait écrire par l'archevêque de Besançon à quelques ministres protestans, pour les engager à se réunir à l'Église catholique, proposition qui effraya tous leurs co-religionnaires de France et d'Allemagne, que l'on repoussa respectueusement, mais généralement, et dont il eût été difficile d'augurer quelque succès, quand Leibnitz et Bossuet, qui désiraient si vivement cette réunion, n'avaient pu l'effectuer.

A défaut de la force, qui irrite les esprits et ne saurait les contraindre, Napoléon spéculait peut-être sur l'indifférence moderne et croissante en matière de religion; mais l'indifférence ne fait pas abandonner pour un autre un culte qu'on a cessé de pratiquer. Napoléon fit néanmoins traiter cette question de réunion par un jurisconsulte, le 10 novembre 1806, époque où il était en querelle ouverte avec le pape. Ce nouveau pamphlétaire semi-officiel invitait l'empereur à se déclarer le chef suprême de l'Église, à l'exemple des anciens empereurs, et lui disait : « Qu'il sera « grand, qu'il aura de droits à l'immortalité, l'auguste prince qui aura consommé la réunion « solide des Églises! Il étendra son empire au

« toute la terre, en régnant sur tous les cœurs. » La publicité donnée à cet écrit dans un temps où la presse n'était pas libre accusait assez la source d'où il émanait; aussi l'archevêque de Besançon, honteux d'avoir été la dupe des propagandistes, écrivait-il à cet auteur pour lui reprocher de vouloir soumettre les clefs au sceptre. L'idée que Napoléon avait conçue de créer pour lui-même une suprématie religieuse s'était fortifiée par ses conversations avec l'autocrate russe durant les conférences d'Erfurt; mais il avait échoué près de lui dans la demande qu'il lui avait faite de réunir les communions grecque et romaine.

Depuis plusieurs années l'empereur des Français était irrité de voir près de son autorité absolue un pouvoir rival qui influait sur les consciences d'un grand nombre de ses sujets et servait de motif ou de prétexte à des tracasseries suscitées à la fois par l'intrigue ou par un véritable zèle religieux. Il avait été vivement choqué du refus fait par les cardinaux d'assister à son mariage, ce qui supposait de leur part l'opinion qu'il n'était pas valide. Il n'avait pu obtenir de la plupart des ecclésiastiques romains qu'un serment d'obéissance, au lieu du serment de fidélité qu'il leur demandait dans la qualité qu'il s'attribuait de souverain légitime, et Rome fut ré-

voltée de la proclamation du général
directeur de la police, dans laquelle il
Le Saint Père est le vicaire de Jésus-Chr
grand Napoléon est le vicaire de Dieu. Il
encore un ennemi dans la personne du
Fesch, son oncle, qui protégeait les pè
fol (jésuites déguisés), institut que l'év
Gaud (de Broglie) cherchait à faire
comme corps enseignant, et qui proba
se fût conduit en valet jusqu'au jour où
pu agir en maître. Au reste, il n'est pa
que cette société se fût montrée hostile
léon ; en effet, la maison de Bourbon a
tellement aliéné l'esprit qu'un de ses pr
religieux disait alors à Saint-Pétersbourg
« servirons Napoléon avec zèle et fidé
« nous ne pardonnerons jamais à la m
« France de nous avoir chassés. »

Cependant les prêtres étaient respecti
vers Napoléon ; car il était dans les prin
l'Église catholique de se soumettre aux
ces établies, comme venant toutes de Di
sa miséricorde ou sa colère ; et cette sou
qu'alors quelques-uns blâmèrent, que
voulurent flétrir, n'était nullement abjec
part de ceux qui avaient subi avec tant de

* Du 2 février 1808.

les sanglantes proscriptions révolutionnaires. Napoléon n'avait en effet rien à en craindre; mais il redoutait des hommes dont il persécutait le chef révéré; aussi se défit-il des jésuites et fit-il taire l'abbé Frayssinous, dont les prédications, commencées en 1803, cessèrent en 1809. Napoléon avait, durant 1810 et au commencement de 1811, essayé infructueusement de traiter avec Pie VII. Fatigué de son opiniâtre résistance à ses demandes comme à ses ordres, il espéra pouvoir se passer de lui, et pour préparer les esprits à ce qu'il méditait, le prince primat, grand-duc de Francfort et archevêque de Ratisbonne, publia, sous son influence, un écrit intitulé : *De la paix de l'Église dans les États de la Confédération rhénane*, écrit qui fut généralement vanté dans les journaux français *. Là, après avoir, comme passeport, représenté les troubles que la puissance civile pourrait occasionner dans l'exercice du culte par ses lenteurs à donner des successeurs aux évêques décédés, M. de Dalberg disait que ces troubles existaient dans les États de la Confédération du Rhin par la vacance des siéges épiscopaux. Avec quelques formes de respect pour le Pape, il émettait le vœu que le protecteur de cette Confédération, d'accord avec le Saint Père, con-

* *Journal du soir* du jeudi 12 avril 1811.

vint *d'adopter pour ces pays le concordat français*, et, dans le cas où ce moyen ne réussirait pas, il proposait la convocation *d'un concile général composé d'évêques français, italiens, espagnols et allemands*, appelés *par S. M. l'empereur*. C'était ce que l'on désirait et ce qui eut lieu, après l'insuccès reconnu des travaux de la commission ecclésiastique et de l'envoi à Savone de ces mêmes travaux infidèlement publiés. Sans entrer dans aucun détail à leur égard, nous nous bornerons à rappeler ici que ces débats théologiques étaient alors d'une haute importance politique, et qu'ils sont historiques comme trait de la vie de Napoléon, comme embarras inextricables qu'il s'était lui-même suscités, comme lutte qu'il avait ou qu'il croyait avoir besoin de terminer à son profit; aussi ces débats attiraient-ils alors tous les regards à Londres, à Berlin, à Vienne et à Saint-Pétersbourg, tout autant qu'en Espagne et surtout en Italie, et l'attention générale s'arrêta également sur le concile, sa marche et son issue.

Ce concile fut réuni à Paris le 10 juin 1811, et sa première séance s'ouvrit le 17, quinze jours après le baptême du roi de Rome; il était composé de cent vingt évêques de France, d'Italie et d'Allemagne. L'objet qu'on s'y proposait est connu; mais, dès son début, l'archevêque de Bordeaux,

ur les demandes présentées, répondit *salvâ obedientiâ summo Pontifici debitâ*, et ce refus de se éparer de son chef religieux fut imité par les évêques de Troies, Gand, Tournai, Toulouse, ar le suffragant de Munster et autres, que Naoléon punit par l'exil ou la prison. Les évêques taliens même qui, grace aux intrigues du vicei, s'étaient voués aux intentions connues de lapoléon et étaient arrivés très disposés à les econder, voyant cette vive opposition, s'y réunirent. Les actes de ce concile, dont le pape ne oulut point reconnaître la validité, intéressaient eaucoup la communion romaine, mais peu le este de la chrétienté et ils n'intéressent nullement l'histoire. La politique y voyait cependant avec joie un échec au pouvoir et à l'orgueil de Napoléon, qui, le jour même* où le nègre Christophe, sa caricature, était couronné roi d'Haïti, faisait baptiser avec tant d'éclat le roi de Rome.

Cette cérémonie, solennisée autant par la vanité que par l'amour paternel, eut lieu en présence d'une partie de sa famille, déjà désunie et mécontente. On n'y vit ni Lucien, retiré en Angleterre, ni Louis, réfugié en Bohême après son abdication, l'un et l'autre pour échapper à un joug qui leur semblait odieux; mais Joseph s'y

* Le 2 juin 1811.

était rendu, homme aussi bon qu'on peut le demeurer dans une situation qui doit contraindre la faiblesse à des actes que le cœur désavoue. Ce prince, forcé d'obéir à une théorie sans harmonie avec sa position et contre laquelle il luttait en vain, n'obtenait d'obéissance ni de ses prétendus sujets ni de ses défenseurs; le paiement des impôts était refusé par la plupart de ceux-là, le peu qui s'en recouvrait était détourné par ceux-ci; et dans la pénurie où le plongeait le délabrement de ses finances, il était si peu en état de remplir les promesses faites à ceux qui le servaient que le conseiller d'État comte de Casa-Valencia écrivait à son épouse * : *On ne nous paie point; nous périssons.* Pour dédommager de leurs souffrances les personnes qui l'entouraient, il séquestra et leur distribua, non-seulement les biens de ceux qu'il considérait comme ses ennemis, mais jusqu'aux meubles et immeubles de tous les absens. Dans cette spoliation furent comprises les propriétés du prince de la Paix, propriétés qui, si on eût pu les atteindre toutes, eussent monté à environ quarante millions. Napoléon avait lui-même donné l'exemple de cette révoltante injustice en conférant le titre et le domaine d'Albufera au général Suchet, quoique cette

* Lettre interceptée du 18 juin 1810.

terre, qui donnait un revenu de trois cent mille francs, appartînt au prince et lui eût été conservée et garantie par le traité de Bayonne. Joseph marcha donc, à cet égard, dans la voie spoliatrice tracée par son frère; mais, tout en s'emparant du légitime avoir des particuliers, il se révoltait de voir qu'on attentât à sa récente autorité souveraine. Ce n'était pas sans raison, sous quelques rapports; car s'il était nécessaire que les armées françaises, qui seules lui conservaient un titre presque uniquement nominal, fussent assurées de leurs subsistances, auxquelles le prétendu monarque ne pouvait lui-même subvenir, il était donc de droit naturel qu'elles se les procurassent elles-mêmes. Cependant n'était-il pas scandaleux de voir les généraux français fouillant dans les *archives politiques* *, y enlevant *des traités, des titres de famille, des décisions des Cortès*, qui intéressaient *et la nation et les individus*, détruisant ainsi ou dispersant, selon leurs caprices, de précieux monumens historiques? Il était choquant, surtout pour Joseph, d'apprendre que les gouverneurs militaires, presque souverains dans les provinces de leurs commandemens, y faisaient

* Lettre du roi Joseph au marquis d'Almenara, du 27 septembre 1810.

prêter *serment* à l'empereur et rendre *la justice en son nom*, comme s'il n'y avait pas eu en Espagne d'autre roi que Napoléon.

Joseph d'ailleurs voulait vraiment le bien, sans songer qu'il était la cause, l'agent et même l'auteur, plus ou moins obligé, des maux dont gémissait l'Espagne. Sa principale erreur fut de croire qu'il pouvait tout ce qui était réellement dans son esprit et dans son cœur. Arrivé à Paris pour assister au baptême de son neveu, il avait demandé, sans succès, à l'empereur de ne point accroître l'irritation du peuple espagnol, renouvelant ainsi les réclamations déjà présentées en 1810 par le duc de Santa-Fé (Azanza), où ce ministre exposait * tous les dangers *d'un gouvernement purement militaire* au moment *d'organiser les provinces*, et quand il était si nécessaire *de faire entendre au peuple qu'il n'était pas question de le soumettre à la France.*

Joseph obtint, de bouche, mais non de fait, en 1811, que l'autorité militaire marcherait de concert avec les autorités du pays; car, à une époque postérieure ** et nonobstant cette promesse, Napoléon nomma des intendans pour la

* Note passée le 6 mars 1810.

** Le 2 mars 1812.

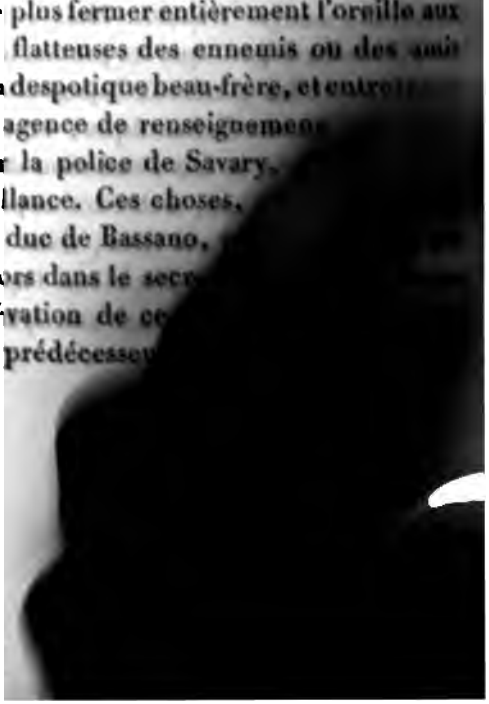
Catalogne, province où Suchet ne cessa d'exercer un pouvoir absolu et d'y percevoir* les impôts au nom et au profit de son maître, enlevant ainsi aux peuples de cette contrée la somme de soixante-treize millions de francs, ce qui nourrit la guerre par la guerre, comme, à l'imitation des anciens Romains, Napoléon l'avait fait en Italie et en Allemagne.

Ce que nous ne devons pas omettre ici, c'est que le ministre anglais Hamilton conçut, en 1811, l'idée de traiter avec Joseph. Les conditions proposées par le cabinet de Saint-James eussent été que la Grande-Bretagne reconnaîtrait le frère de Napoléon en qualité de roi légitime de l'Espagne et que celui-ci s'unirait avec l'Angleterre. Ce projet fut adressé au monarque que les Espagnols repoussaient, par la voie du comte Charles de Châtillon, émigré français. Mais cette négociation, fruit du dégoût que les juntes, les régences, les cortès et les généraux espagnols inspiraient au gouvernement britannique, et qui était de nature à flatter à la fois l'ambition de Joseph et ses idées théoriques, demeura cependant sans succès. D'ailleurs il eût fallu, dans le cas où le traité eût eu lieu, que Napoléon l'approuvât, ce qui aurait achevé de ruiner son système conti-

* De 1810 à 1814.

nental, ou que les Anglais parvinssent à chasser d'Espagne les troupes françaises. Puis, en se déshonorant par un perfide abandon de la cause de Ferdinand VII, le cabinet de Londres savait-il si, dans des circonstances aussi critiques, le gouvernement de Cadix ne se prononcerait pas contre lui, soit en persistant à ne point reconnaître Joseph, soit en se jetant dans les bras de la France ?

Tandis que ces intrigues s'ourdissaient et manquaient leur effet en Espagne, Murat, toujours souple devant Napoléon, boudeur et presque mutin hors de sa présence, voyant Bernadotte solidement placé sur le premier degré d'un trône indépendant, enviait le sort de son ancien camarade, rongeait son propre frein, désirait le briser et hésitait pourtant à le faire; mais il commençait à ne plus fermer entièrement l'oreille aux insinuations flatteuses des ennemis ou des amis forcés de son despotique beau-frère, et entretenait à Paris une agence de renseignemens [illegible] couverte par la police de Savary, [illegible] de sa surveillance. Ces choses, [illegible] ignorées du duc de Bassano, [illegible] se passait alors dans le secr[illegible] peens. L'élévation de ce[illegible] comme son prédécesseu[illegible]



soumission pour du zèle, sa vanité servile pour de la dignité, fut donc un des plus ruineux épisodes de la vie de Napoléon. Sous cet aveugle directeur nouveau des relations politiques, la diplomatie française retomba, mais en partie seulement, dans l'état où elle avait été lorsque le premier consul envoyait ses généraux faire au loin leur éducation monarchique au sein des cours, où ces hommes ignorans et grossiers portaient ce ton soldatesque contracté aux armées républicaines, dans lesquelles tout respect, toute équité, tous égards pour un ennemi semblaient un ridicule. Combien ce temps différait de celui où l'on se battait sans se haïr, où l'émulation des procédés les plus nobles avait lieu entre les militaires luttant au champ d'honneur, où, durant la guerre, les Anglais étaient aussi bien accueillis à Paris que les Français à Londres, où enfin les ambassadeurs étaient de vrais ministres de paix! Talleyrand, dont, au reste, l'esprit ne fut jamais qu'un riche lingot divisé en légères et brillantes paillettes, et sous le ministère duquel la diplomatie se fit constamment à coups de sabre, avait du moins rendu aux relations politiques, par son exemple et par d'heureux choix, une convenable et saine direction, et ces formes amiables qui accommodaient les souverains, sinon avec la poli-

maladie de Charles XIII*, employait la durée d'une autorité transitoire à régler tous les détails de l'administration militaire, ce qui devait éclairer le cabinet des Tuileries sur l'espoir de ce prince de s'assurer dans l'avenir une entière indépendance. Une saine politique devait s'appliquer à le ménager, à se l'attacher, à l'empêcher ainsi, en servant ses vrais intérêts, de céder aux vœux de l'Angleterre, qui cherchait à le ramener à elle comme moyen de rouvrir dans le Nord des débouchés à son commerce patent ou interlope. Le duc de Bassano, au nom de son maître, ne cessait cependant de tracasser le gouvernement suédois, et toute l'année 1811 se passa en altercations irritantes entre les deux États, ce qui fit prendre aux relations secrètes de la Suède avec l'Angleterre et la Russie un caractère inaperçu du cabinet des Tuileries, quoique les rapprochemens entre ces trois cours fussent activement négociés par le comte de Neipperg, ambassadeur d'une puissance qui était pourtant alliée de Napoléon par le sang et par les traités. En dépit de ces menées autorisées ou non par l'Autriche, l'intelligent Tchernicheff, aide-de-camp de l'empereur Alexandre, avait opéré, dans cette année 1811, un rapprochement d'un autre genre entre Napoléon et le

* Du 7 mars 1811 au 6 janvier 1812.

prince royal de Suède, et une correspondance presque amicale s'était établie de l'un à l'autre; mais plus le prince cherchait à éviter les dangers d'une rupture, plus l'empereur des Français mettait d'obstacles à un état de paix solide et durable. Nous verrons cependant que le tzar n'avait alors en vue que de reculer l'époque d'une lutte qu'il regardait comme inévitable et à laquelle il se préparait.

Le gouvernement autrichien était loin de recueillir, dans une parfaite sécurité, les fruits des grands et pénibles sacrifices auxquels il s'était soumis. Aussi, depuis la paix de Schœnbrunn, ne cessait-il d'entretenir secrètement en Prusse et dans les États de la Confédération du Rhin, mais contre le vœu des princes, l'exaltation anti-française des classes moyennes, et d'y propager les principes de la société toujours subsistante du *Tugen-Bund*, dont l'intervention l'avait effrayé en 1809. De là résultait en Allemagne et surtout en Westphalie une sourde fermentation que Frédéric-Guillaume tentait d'autant plus vainement d'étouffer que plusieurs de ses ministres la favorisaient. Les sociétés secrètes se multipliaient en dépit de la double police de Napoléon et de Jérôme, et l'impéritie administrative de ce dernier contribuait à recruter chaque jour la masse déjà

considérable des mécontens ; car, malgré le charlatanisme d'une prétendue caisse d'amortissement qui augmentait le poids des impôts, la dette s'élevait rapidement au-dessus des ressources du pays, pressuré par Daru et tyrannisé par Davoust. Ce maréchal, revenu de nouveau au commandement de l'armée d'Allemagne, homme aussi dur qu'il était ambitieux, ne pouvait, en dépit d'une police active, barbare et objet général de haine comme de terreur, rompre toutes les trames qui s'ourdissaient de toutes parts. Il avait pourtant fait de Magdebourg une vaste Bastille qui ne se désemplissait point. Nul n'était à l'abri de ses coups, ce qui n'empêchait pas les initiés de se réunir, de correspondre par des agens sûrs, d'exciter les soldats westphaliens contre les soldats français, de colporter et de distribuer des armes, quoiqu'on arrêtât souvent et qu'on fusillât par arrêts prescrits d'avance à des commissions militaires nombre de ces intrépides agens, et qu'on laissât pourrir sans secours dans des prisons ceux contre lesquels il n'y avait que de simples suspicions. Cette manière de régner sur des sujets, et même sur des alliés, rendait le nom français odieux dans toute l'Allemagne et jusque chez ceux qui avaient appelé et encensé le pouvoir dominateur de Napoléon.

Frédéric-Guillaume n'en demeurait pas moins fidèle aux engagemens que l'empereur des Français l'avait forcé de souscrire et qu'il ne cessait d'aggraver dans leur exécution; car au moment où il annonçait le paiement de la première moitié de ses contributions et demandait en conséquence la remise de Glogaw, non-seulement on s'y refusait, mais l'on présentait un compte supplémentaire et usuraire d'intérêts, et l'on portait à plus du double les garnisons des trois autres places occupées par les troupes françaises, ce qui accroissait encore les charges imposées à la Prusse par des traités déjà onéreux. Obligé de tout souffrir pour ne pas compromettre jusqu'à l'existence de son trône, le roi cherchait tous les moyens de calmer la haine de celui qui se plaisait à l'opprimer. Sur une insinuation, qui pouvait être considérée comme un ordre, il écrivit, le 14 mai 1811, au général Kruseamarck, son ministre à Paris : « Je profite avec plaisir de l'in-
« terpellation de S. M. l'empereur des Français
« pour lui proposer, à cette fin et pour tous les
« cas, une alliance offensive et défensive en vertu
« de laquelle, dans toutes les guerres *qui ne se-*
« *raient pas étrangères aux intérêts de ma monar-*
« *chie*, et où la France se trouverait engagée,
« soit en Allemagne, soit sur les confins de la

Prusse, celle-ci mettrait à la disposition de la France un corps de troupes auxiliaires *proportionné à ses facultés*, de la force duquel on conviendrait encore plus particulièrement. De son côté, S. M. impériale garantirait l'indépendance et l'intégrité de l'état actuel des possessions prussiennes, et m'assurerait sa puissante assistance et les secours nécessaires toutes les fois que je me croirais dans le cas de les réclamer. Elle ferait de plus, par sa haute intervention, entrer dans cette alliance les membres de la Confédération du Rhin et le duché de Varsovie. Les troupes auxiliaires prussiennes *n'agiraient que réunies* dans un seul corps *conduit par un officier supérieur de leur nation, et obéiraient à ses ordres spéciaux*. Ce corps serait employé de préférence à la défense de la Prusse et de ses frontières, mais il concourrait à l'exécution du plan général d'opérations. Sous ce rapport, il serait sous les ordres immédiats de S. M. l'empereur et roi, ou sous les ordres du commandant en chef que S. M. impériale préposerait à l'armée entière. Le cas de guerre échéant, on conviendrait de ce qui concerne la marche et le passage des troupes d'après les besoins et les circonstances du moment; mais en attendant, les troupes françaises qui entre-

« raient dans mes États ou les traverseraient ne
« pourraient marcher que par leurs routes mili-
« taires, stipulées conformément aux conventions
« subsistantes. L'épuisement des ressources de la
« Prusse me mettant dans l'impossibilité de suf-
« fire aux frais que me causeraient ces nouveaux
« engagemens, à moins qu'il ne plaise à l'empe-
« reur de me *faciliter les moyens de les remplir*; mes
« engagemens ne pouvant d'ailleurs être regardés
« comme solides que tant qu'ils seront fondés
« sur une confiance entière et mutuelle, à laquelle
« je crois avoir acquis tous les droits par ma
« constante déférence pour S. M. impériale, par
« mon inviolable attachement à son système po-
« litique, et surtout par l'offre de mon alliance,
« qui, faite dans les conjonctures présentes, ne
« saurait plus laisser subsister aucun des motifs
« d'ombrage qui ont dicté quelques-uns des ar-
« ticles de la Convention du 8 septembre 1808,
« je compte ne pas me livrer à un vain espoir en
« me flattant : 1° que S. M. impériale aura égard
« à ma juste réclamation de la restitution de Glo-
« gaw, qui, aux termes des traités d'évacuation,
« doit avoir lieu maintenant que la première
« moitié des contributions se trouve complète-
« ment acquittée. Ce n'est pas faute de confiance
« que je fais cette demande dans l'instant même

« où des liaisons plus étroites vont unir, j'espère,
« plus particulièrement mes intérêts à ceux de
« l'empereur ; elle est motivée par les frais énor-
« mes que m'occasionnent l'entretien et l'appro-
« visionnement des forteresses sur l'Oder. Cette
« charge est tellement au-dessus des forces de la
« Prusse, elle est si impossible avec la dépense
« qui résultera de mes nouveaux engagemens,
« que S. M. impériale ne saurait me donner une
« preuve plus signalée de ses dispositions bien-
« veillantes et de sa confiance qu'en trouvant
« les moyens de soulager ma monarchie de ce
« fardeau. 2° Que, pour le cas où le corps auxi-
« liaire dût être mis sur pied, S. M. l'empereur
« voudra bien m'accorder une remise propor-
« tionnée de contributions et *leur cessation en-*
« *tière* dès que la guerre éclatera. En effet, la
« Prusse serait absolument hors d'état d'en faire
« les frais et de payer en même temps une con-
« tribution si onéreuse. 3° Enfin que S. M. im-
« périale n'insistera plus sur l'article de la Con-
« vention du 8 septembre 1808, qui empêche
« *l'augmentation de l'armée prussienne*, augmen-
« tation évidemment indispensable à mesure des
« besoins que j'aurai de plus de troupes pour le
« but convenu et pour la défense de mes États.
« 4° Quant aux avantages que la Prusse, en cas

« de succès auxquels elle aurait contribué
« l'emploi de ses forces et de ses ressourc
« pourrait se promettre, soit en acquisiti
« territoriales, soit en indemnités d'un au
« genre, je m'en remettrai avec confiance
« justice et à l'amitié de mon auguste allié. I
« il est un point dont j'aurais à cœur de conv
« d'avance avec lui; la situation géographiqu
« la Prusse étant telle qu'une partie de son t
« ritoire doit nécessairement être exposée, si
« à devenir le théâtre de la guerre, du moin
« en éprouver tous les embarras, je désire
« assurer à ma famille un asile où elle fût à l'a
« des événemens qui en résulteraient. Je
« flatte donc que l'empereur voudra bien, n
« seulement consentir lui-même, mais a
« s'employer, partout où il sera besoin, à
« qu'une partie de la Silésie, avoisinant les É
« autrichiens, soit déclarée neutre pour cet
« fet, afin qu'en cas de nécessité je puisse a
« les miens y fixer mon séjour pendant la du
« de la guerre. »

Cette lettre, que nous avons citée tout tière parce qu'elle prouve l'épouvantable sit tion de la Prusse à cette époque et la néces où Frédéric-Guillaume fut alors d'immoler intérêts de son peuple ce que son cœur lui

préférablement inspiré, renferme encore quelques traits remarquables; c'est que le roi, en flattant Napoléon d'une alliance utile, cherchait les moyens d'accroître ouvertement la masse de ses troupes, de les placer sous les ordres de ses propres généraux en cas de guerre, d'être déchargé de contributions accablantes, de récupérer une forteresse importante, et d'assurer, à tout événement, l'indépendance de sa personne et celle de sa famille; enfin de ne nuire en rien aux intérêts de sa monarchie. Une autre lettre du baron d'Hardenberg, ou plutôt un ordre transmis par ce ministre au général baron de Krusemarck, en date du 30 août, n'est pas moins curieux; il y était dit : « Si les motifs de ménagement pour la « Russie, qui ont engagé l'empereur Napoléon à « surseoir à toute explication sur les propositions « d'alliance que le roi lui a faites dans le cours « du mois de mai dernier, ont pu à cette époque « paraître plausibles à Sa Majesté, il n'en est pas « de même aujourd'hui que les préparatifs guer- « riers de la France contre cette puissance ont « pris et prennent encore tous les jours un carac- « tère plus imposant, et que S. M. impériale, « trop grande pour dissimuler, ne cache pas à « la cour de Saint-Pétersbourg elle-même le but « éventuel de ces mesures. La crainte de lui ins-

« pirer à contre-temps de l'ombrage n'ayant point
« fait suspendre cette explication, comment arri-
« verait-il qu'elle retardât entre la France et la
« Prusse cette union plus intime, l'objet des vœux
« du roi, union qui, soit qu'il ne s'agisse que d'une
« démonstration tendante à assurer le maintien
« de la tranquillité du Nord, soit qu'en effet les
« choses en viennent à une rupture entre les deux
« cours impériales, offre dans l'une et l'autre al-
« ternative des avantages manifestes à la France?
« Tel était le raisonnement sur lequel le roi fon-
« dait l'espoir que, maintenant du moins, l'em-
« pereur Napoléon daignerait, en réponse à nos
« susdites ouvertures, entrer en explication avec
« lui. »

Après s'être étendu sur quelques détails étrangers à l'objet de l'alliance, le chancelier d'État continuait en ces termes : « Ce ne sont pas nos
« embarras financiers, quelque graves qu'ils
« puissent être, qui sont l'objet principal des
« sollicitudes du roi; c'est notre situation poli-
« tique, dont celle de nos finances n'est, après
« tout, qu'une conséquence nécessaire. Tout est
« en armes autour de nous : d'un côté, les ar-
« mées russes bordent nos frontières; de l'autre,
« l'attitude de l'armée varsovienne, censée diri-
« gée contre la Russie, peut l'être également

« contre la Prusse. L'armée saxonne est mise en « cantonnement dans notre voisinage, de ma- « nière à pouvoir, dans deux marches, atteindre « la résidence du roi. Dantzig seule renferme « une autre armée. Au lieu de dix mille hommes « stipulés par les traités, la France en a fait suc- « cessivement arriver vingt-trois mille dans nos « trois places de l'Oder, où leur entretien coûte « chaque mois aux caisses de l'État la somme « exorbitante de deux cent cinquante mille écus. « Au moment où j'écris, la garnison de Stettin « s'élève à dix-sept mille cinq cent quarante-six « hommes. Représentez-vous, mon général, « combien Sa Majesté doit être profondément « affectée lorsqu'au milieu de tout cela elle ap- « prend qu'il n'est, dans ces diverses armées qui « nous assiégent, qu'une opinion, qu'une voix « sur la destruction de la Prusse.

« Fort de sa confiance en S. M. impériale, le roi « peut sans doute personnellement rejeter loin « de lui les soupçons que provoquent de telles « rumeurs; mais est-il le maître d'empêcher « qu'une opinion hautement prononcée au sein « de ses États par les généraux eux-mêmes ne « devienne l'opinion publique? Dépend-il de lui, « tandis que là où vous êtes il ne se fait rien pour « les calmer, d'arrêter ici les funestes effets de

« cette opinion, sur le crédit de la Prusse au
« dedans et au dehors? Osera-t-il, dans l'incerti-
« tude où le laisse la France, sans secours, mal-
« gré l'offre réitérée et le désir constant de Sa
« Majesté de mettre tous ses moyens à la dispo-
« sition de l'empereur à des conditions sur les-
« quelles il serait si facile de s'entendre; osera-
« t-il, dis-je, respecter assez peu les alarmes de
« son peuple pour ne prendre aucune mesure
« éventuelle pour sa défense? Une sécurité pous-
« sée trop loin serait sans doute condamnable, et
« l'empereur, dont le roi ambitionne par-dessus
« tout l'amitié effective et l'estime, le blâmerait
« alors à juste titre. Nous armons donc, puisque
« les circonstances en imposent impérieusement
« le devoir au roi, et que mieux vaut, comme j
« l'ai dit à M. de Saint-Marsan, mourir l'épée
« la main que de succomber avec opprobre; mai
« c'est pour la France que nous armons si elle
« veut d'un allié fidèle, et si, s'arrangeant d
« gré à gré avec nous, elle préfère sincèrement
« notre libre assistance à cette lutte dont la vu
« de ses guerriers nous menace, lutte qui, de
« part du roi, ne pourrait jamais être que cel
« du dernier désespoir. Voilà, mon cher gén
« ral, ce que j'ai exposé avec franchise à M.
« Saint-Marsan, en lui donnant au même tem

« des renseignemens authentiques sur les moyens
« que nous avons de rendre notre alliance utile
« à son auguste souverain. Il sait que toutes nos
« forteresses sont ou vont être dans un état de
« défense respectable; il sait que le signal nous
« en étant donné, il ne nous faudrait que peu
« de temps pour mettre cent mille hommes sur
« pied. Le comte de Saint-Marsan a paru pénétré
« de la loyauté de nos déclarations et les juge
« propres à faire un effet favorable sur l'esprit
« magnanime de l'empereur. Il y a trois jours
« qu'il lui en a rendu compte par un courrier.
« J'ai pensé qu'il était à propos de ne point vous
« laisser ignorer ceci pour votre instruction par-
« ticulière; mais n'envisagez ce que je vous en
« dis que comme une communication confiden-
« tielle; elle ne vous appelle à faire aucune dé-
« marche de votre côté, puisque tout ce que j'ai
« dit dans l'épanchement de mon cœur à M. de
« Saint-Marsan, prenant dans votre bouche un
« caractère officiel, serait censé peut-être don-
« ner une teinte de menace à des conversations
« qui ne l'ont nullement eue, et dans lesquelles
« le roi souhaite vivement que l'empereur ne
« puisse pas un seul instant méconnaître la pu-
« reté des intentions qui les ont dictées. »

Cette pièce officielle peint beaucoup mieux

« cette opinion, sur le crédit de la Prusse a
« dedans et au dehors? Osera-t-il, dans l'incert
« tude où le laisse la France, sans secours, ma
« gré l'offre réitérée et le désir constant de S
« Majesté de mettre tous ses moyens à la disp
« sition de l'empereur à des conditions sur le
« quelles il serait si facile de s'entendre; osera
« t-il, dis-je, respecter assez peu les alarmes d
« son peuple pour ne prendre aucune mesu
« éventuelle pour sa défense? Une sécurité po
« sée trop loin serait sans doute condamnable,
« l'empereur, dont le roi ambitionne par-dess
« tout l'amitié effective et l'estime, le blâmer
« alors à juste titre. Nous armons donc, puisq
« les circonstances en imposent impérieusemt
« le devoir au roi, et que mieux vaut, comme
« l'ai dit à M. de Saint-Marsan, mourir l'épé
« la main que de succomber avec opprobre; n
« c'est pour la France que nous armons si
« vent d'un allié fidèle, et si, s'arrangeant
« gré à gré avec nous, elle préfère sincèrem
« notre libre assistance à cette lutte dont la
« de ses guerriers nous menace, lutte qui, d
« part du roi, ne pourrait jamais être que c
« du dernier désespoir. Voilà, mon cher gé
« ral, ce que j'ai exposé avec franchise à M
« Saint-Marsan, en lui donnant en même te

« des renseignemens authentiques sur les moyens
« que nous avons de rendre notre alliance utile
« à son auguste souverain. Il sait que toutes nos
« forteresses sont ou vont être dans un état de
« défense respectable; il sait que le signal nous
« en étant donné, il ne nous faudrait que peu
« de temps pour mettre cent mille hommes sur
« pied. Le comte de Saint-Marsan a paru pénétré
« de la loyauté de nos déclarations et les juge
« propres à faire un effet favorable sur l'esprit
« magnanime de l'empereur. Il y a trois jours
« qu'il lui en a rendu compte par un courrier.
« J'ai pensé qu'il était à propos de ne point vous
« laisser ignorer ceci pour votre instruction par-
« ticulière; mais n'envisagez ce que je vous en
« dis que comme une communication confiden-
« tielle; elle ne vous appelle à faire aucune dé-
« marche de votre côté, puisque tout ce que j'ai
« dit dans l'épanchement de mon cœur à M. de
« Saint-Marsan, prenant dans votre bouche un
« caractère officiel, serait censé peut-être don-
« ner une teinte de menace à des conversations
« qui ne l'ont nullement eue, et dans lesquelles
« le roi souhaite vivement que l'empereur ne
« puisse pas un seul instant méconnaître la pu-
« reté des intentions qui les ont dictées. »

Cette pièce officielle peint beaucoup mieux

que la précédente la situation très critique dans laquelle la monarchie prussienne et son roi se trouvaient alors placés. Elle démontre aussi que Frédéric-Guillaume, à cette époque, n'avait ni ne pouvait avoir, pour échapper à la chute complète dont on le menaçait, d'autre plan de salut qu'une alliance, au moins passagère, avec la France; car il fallait pourvoir aux dangers les plus prochains et les plus inévitables. Dans une guerre heureuse contre la Russie, le roi pouvait raisonnablement espérer des dédommagemens pour les pertes qu'il avait faites. En effet, Napoléon eût été intéressé à rendre fort un allié qui venait de lui être utile; mais si, méconnaissant de tels services, il brisait l'instrument qu'il avait employé, on retardait du moins ainsi une catastrophe si facile au moment où l'on traitait; on s'était mis d'avance en état, par un armement formidable, de lutter contre les effets d'une ingratitude qui eût révolté la Prusse entière, et armé peut-être, dans toute l'Allemagne, les adeptes nombreux des sociétés secrètes. Enfin, dans un cas dont l'on n'osait pas encore admettre la possibilité, en dépit des espérances communiquées par le baron de Stein, l'amitié, comme la politique, ne pouvaient manquer d'inspirer à l'empereur Alexandre une conduite généreuse qui était dans ses in-

térêts comme dans son cœur. Voilà ce que le chancelier d'État pensait de la situation présente et éventuelle de la Prusse. Ils étaient passés ces temps où, guidée par le héros du dix-huitième siècle, la Prusse lutta avec autant de succès que d'héroïsme contre la presque totalité du continent. La monarchie du grand Frédéric avait, après le traité de Bartenstein, été abandonnée de toutes parts lors de celui de Tilsitt. Il fallait donc, malgré les sentimens intimes du roi et la religion politique de son ministre, se soumettre à un système sauveur pour l'instant et sans accroissement de périls pour l'avenir.

Napoléon ne s'abusait pas sur les espérances présentes et les vues ultérieures de la Prusse; de là tant d'hésitation avant de répondre à des ouvertures qui semblaient néanmoins lui être favorables. Il connaissait les menées actives de Stein et ne doutait pas de ses relations secrètes avec Hardenberg; aussi les négociations entamées par le baron de Krusemarck ne marchaient-elles qu'avec une lenteur que nécessitaient alors des négociations entamées avec la Russie et dont nous parlerons plus tard. Il hésitait donc à garantir l'existence de la monarchie prussienne.

Les choses, d'une autre part, n'allaient pas toutes au gré de ses désirs. Les têtes romaines

fermentaient, et quoique Napoléon fît beaucoup en faveur de la ville pontificale, la moindre gêne qu'on y éprouvait semblait à ses habitans un tort des plus graves. Par exemple, il voulait faire ressortir l'antique Rome de ses décombres, ce qui forçait à des excavations qui interrompaient les voies publiques, rendaient inhabitables certains quartiers et menaçaient de ruine quelques édifices particuliers. Rien ne dédommageait de ces embarras, d'autant que tout cela était exécuté avec despotisme. Il protégeait les arts, mais l'on eût mieux aimé qu'il protégeât les propriétés et les personnes. Enfin il imagina que la propagande, placée sous son égide impériale, pourrait être dirigée dans l'intérêt de son ambition; mais la propagande, toute religieuse dans son essence, exige un zèle que l'on ne peut créer; pouvait-elle donc servir celui qui tarissait la source dont émane ce zèle? Enfin la haine ferma les yeux sur les encouragemens donnés à l'industrie et à l'agriculture comme sur la bonification opérée relativement à l'administration. La fermentation qu'on remarquait à Rome n'était pas étrangère à quelques autres parties de l'Italie; aussi l'empereur des Français avait-il cru nécessaire de s'assurer des otages en forçant, sous couleur de générosité, quelques grandes; fa-

milles à envoyer leurs enfans dans les établissemens français d'éducation publique, ce qui brisait les cœurs et aliénait les esprits.

Un autre sentiment moins pur, mais aussi puissant peut-être, agitait la Hollande. Là, en dépit de l'administration bienveillante du prince Lebrun, la ruine générale et particulière s'était considérablement accrue depuis l'établissement de la domination directe de la France, et de jour en jour le mécontentement, devenu plus vif, y faisait jeter les yeux, avec l'espoir d'un prochain affranchissement, vers la Grande-Bretagne qui y entretenait des agens secrets, ce qui forçait, comme en Hanovre et en Allemagne, à solder, aux dépens de ces pays, une police inquisitoriale et un grand nombre de troupes, double source d'épuisement et de haine. Puis le paupérisme faisait des progrès effrayans sous sa domination; on comptait en 1810, à Rome, trente mille pauvres sur une population de cent quarante-sept mille ames; à Amsterdam, quatre-vingt mille sur deux cent dix-sept mille habitans; à Venise, soixante-dix mille sur cent mille seulement, et Berlin n'en comptait que douze mille sur cent quatre-vingt mille ames.

Si Napoléon tournait ses regards vers la Péninsule, il voyait le Portugal, d'où il ne lui était

revenu que d'informes débris, restes d'une brillante armée, couvert entièrement par une armée anglaise toujours victorieuse ; en Espagne, Cadix était défendue par son inexpugnable situation et par une garnison nombreuse. Son frère, à la vérité, semblait régner à Madrid ; mais l'influence de Madrid sur le reste de l'État est presque nulle, car cette ville n'eut jamais avec les provinces de lien solide que leur attachement commun à la monarchie et le respect pour le prince, nœuds qui, depuis l'invasion, n'attachaient plus qu'à Cadix ou à Valençay. Il n'en était donc pas de cette capitale comme de Paris, Vienne ou Berlin, et c'est ce que Napoléon n'avait pas calculé. Puis les communications entre l'Espagne et la France devenaient journellement plus difficiles. On repoussait facilement les troupes de guérillas, mais elles renaissaient et reparaissaient sans cesse, enlevaient les courriers et massacraient les escortes des convois dont elles s'emparaient ; témoin la surprise par Mina, dans les gorges de Salinas, de ces nombreuses voitures et fourgons envoyés par Bessières, et les horreurs que commirent alors les guérillas qui se recrutaient partout, et même parfois de soldats français chassés de leurs corps, ou déserteurs*, qui rentraient ensuite en France

* Naylies, *Mémoires sur la guerre d'Espagne*, pag. 335 et 336.

chargés du butin qu'ils avaient fait sur leurs propres compatriotes. Au reste, il n'en est pas des Espagnols comme des Allemands. L'on n'avait chez ceux-ci affaire qu'à des gouvernemens timides et à des armées qui, une fois battues, ne laissent au prince aucune ressource; dans la Péninsule, au contraire, c'était une nation tout entière qu'il fallait vaincre et retenir dans la soumission. Au Nord on trouvait des peuples accoutumés au joug; au Midi c'étaient des hommes indépendans et fiers. C'est encore ce que le monarque français n'avait pas su distinguer. Quelques reconnaissances forcées et partielles de son pouvoir usurpateur l'avaient aussi abusé, parce qu'il ne se faisait pas une juste idée du caractère espagnol, amalgame des élémens les plus bizarrement contrastés. Les fils des anciens Ibériens, croisés par des races africaines, sont à la fois, et selon les circonstances, les temps et les lieux, actifs ou paresseux, généreux ou féroces, loyaux ou fourbes; faut-il le dire enfin? valeureux ou lâches. Amis solides, ils se montrent ennemis implacables, et ils joignent aux minutieuses pratiques de la religion le dévouement et l'enthousiasme qu'elle inspire et la constance qui la nourrit.

Ce qu'il y avait de plus fâcheux encore, c'était que, quand les généraux manifestaient une dan-

gereuse insubordination, la désertion com
çait parmi les soldats *, et les Anglais en av
déjà recueilli un grand nombre, ce qui, j
ceux qui se réunissaient aux guérillas, laiss
grand vide dans les divisions françaises. T
désorganisait dans les armées françaises au
des monts; Suchet seul y obtenait alors de g
et véritables succès, mais non sans éprou
vives résistances, et Tarragone renouvelait
ces actes d'immortel héroïsme dont Saragos
Girone avaient fourni l'exemple. Nous cr
donc devoir en parler ici.

Tarragone, ceinte en grande partie p
fortes murailles de construction romaine
terrassement, et renforcée de quelques red
extérieures, fut attaquée, à la fin d'avril 181
une armée composée de quarante mille ho
d'infanterie et de six à huit mille hommes
valerie, traînant avec elle cent bouches
elle fut totalement investie le 4 mai. Nous
taillerons pas les opérations tant d'attaqu
de défense; celle-ci fut active et remarq
par de fréquentes sorties, celle-là fut rég
et vigoureuse. Contréras, laissé dans cette
par le général marquis de Campo-Verde
abandonna la ville en promettant de la sec

* Voyez pièce justificative M.

u'il n'exécuta point, n'avait en caisse que six
piastres (trente mille francs); mais les ha-
s y pourvurent avec générosité, l'aidèrent
urs bras comme de leur fortune, et le cler-
altraité alors par les cortès, ne s'en montra
oins animé du plus grand zèle sous les or-
l'un gouverneur dont l'énergie, le caractère
talens inspiraient une confiance générale.
ntrépide militaire se défendait depuis deux
, et avait déjà repoussé quatre assauts, quand
juin, ne pouvant plus résister, mais ne vou-
oint capituler, il cherche à faire échapper
nison qui ne peut y réussir et est refoulée
la ville. Emportée enfin par un cinquième et
er assaut, cette place est livrée au meurtre
pillage, malgré tous les efforts des officiers
ais. Ce qu'il y eut d'odieux alors, c'est que
néral Suchet maltraita Contréras et le me-
du gibet; mais il chercha ensuite à le dé-
r du parti de Ferdinand VII, et, sur son
, on l'envoya en France, où, traité comme
nier d'État, il ne put briser ses fers qu'au
encement d'octobre 1812 et ne se réfugia
ngleterre qu'en juin 1813. C'est ainsi que
ité le célèbre défenseur de Tarragone, ville
ût sans doute échappé aux maux qu'elle
it si elle avait été secourue, comme elle

pouvait l'être, par les armées espagnoles et pa
les stations anglaises.

L'Angleterre, durant cette même année, pré
sentait un tableau que nous ne devons pas écar
ter des regards de nos lecteurs. Dès le 31 dé
cembre 1810, il avait été arrêté, dans une con
férence des deux chambres, que, vu l'état d
santé du roi, le prince de Galles serait appelé
la régence sous la réserve qu'il ne pourrait don
ner d'emploi à reversion, accorder de pensio
que sauf confirmation de la part du roi so
père, et créer de nouveaux pairs qu'après u
laps de temps déterminé; car l'esprit de liberté
présidait à cette mesure. Le bill de régence ne
passa que le 5 février 1811, et S. A. R., voulan
montrer qu'elle ne considérait son autorité qu
comme transitoire, ouvrit le parlement, non e
personne, mais par une commission au nom d
roi, se refusa à toute augmentation dans l'état d
sa maison, et conserva les ministres déjà en place
Le cabinet continua à marcher dans la voie poli
tique qu'il avait suivie jusque-là, selon les opi
nions toujours dominantes de Castlereagh et d
Perceval, dont les inspirations étaient une per
pétuelle évocation de l'ombre de Williams Pitt
Une demande en faveur de l'émancipation de
catholiques fut renouvelée et rejetée, ce qu

donnait à Napoléon l'espoir, bientôt évanoui, d'un soulèvement en Irlande. Des émeutes d'ouvriers, brisant des machines, trompèrent également ses désirs; et quand il s'applaudissait de quelques embarras survenus dans le commerce de la Grande-Bretagne, il ne voyait pas que leur cause naissait, non de son système continental dont les effets les plus réels furent les symptômes déjà remarquables en France d'une future et inévitable crise commerciale, mais de la profonde ignorance des négocians anglais, qui firent d'énormes pertes en portant dans l'Amérique du Sud une grande quantité de marchandises qui ne pouvaient y trouver de placement *.

Le duc d'York fut réintégré le 25 mai dans les emplois dont il s'était démis, ce qui eut lieu à l'applaudissement du public et surtout de l'armée. Du reste, tout prospérait dans l'État; car le dénombrement fait alors prouva que depuis 1801, époque où la population anglaise montait à dix millions neuf cent quarante-deux mille six cent quarante-six ames, elle s'était accrue d'un

* *John Mawe*, dans son Voyage au Brésil, donne de curieux détails sur les fausses spéculations de ceux de ses compatriotes qui portèrent dans ces contrées pour plus de cent millions de marchandises, dont les retours ne s'élevèrent pas à vingt-cinq millions.

million six cent onze mille huit cent quatre-vingt-deux ames; ce qui la portait en 1811 à douze millions cinq cent cinquante-quatre mille cinq cent vingt-huit habitans, accroissement prodigieux dans un espace de dix ans. Tout prospérait également au dehors; tous les bâtimens de guerre français tombaient successivement entre les mains des marins anglais; il en était de même des colonies, et lord Minto (Helyot), en annonçant la prise de Java, écrivait de Batavia, en décembre 1811 : *La Grande-Bretagne n'a plus d'autre seul ennemi depuis le cap de Bonne-Espérance jusqu'au cap Horn.* Les Anglais avaient aussi trompé l'espoir, conçu par Napoléon, d'un soulèvement en Sicile, où il cachait ses menées secrètes en faisant circuler le bruit que la reine de Naples y préparait des *Vêpres siciliennes* contre les troupes anglaises. Mais, outre que cette princesse, toute irritée qu'elle était de la conduite du gouvernement britannique, ne fut jamais capable de concevoir une telle atrocité, elle n'aurait pas même eu le pouvoir de l'exécuter; car il faut, dans ce cas, avoir à ses ordres la populace comme instrument dévoué, et la reine n'était pas populaire dans cette île; ce ne sont que des ennemis qu'il faut livrer à la haine publique, et les Anglais étaient considérés alors comme de généreux

rotecteurs; une telle rage doit être spontanée universelle, ce qui certes ne pouvait avoir lieu. tte prétendue connivence de la reine de Naples c Napoléon, et le désir supposé de se jeter s ses bras, n'est donc qu'un absurde roman. Les Siciliens, mécontens de la cour, avaient ontré beaucoup moins de zèle en sa faveur au cond qu'au premier séjour qu'elle fit à Palerme. général anglais Stuart, qui préserva alors la ile des attaques de Murat, avait demandé pour défense le concours des troupes napolitaines. reine s'y était refusée, ce qui choqua vive- ent les Anglais. De tous côtés les Siciliens oyaient avec peine les emplois, les faveurs, les inistères exclusivement donnés aux Napoli- ins, et ce qui n'était d'abord que méconten- ment finit par devenir opposition. On voulut ncre cette irritation par des rigueurs intempes- es; la police fut tracassière; des arrestations rent lieu, et la haine s'accrut. Quelques pri- nniers d'État furent mis en jugement; les têtes rmentèrent, et les Anglais, qui craignaient que s mécontens n'appelassent les Français, s'op- posèrent aux mesures acerbes du gouvernement. Ce fut dans ces circonstances que le parlement de 1810 s'assembla; les besoins d'une cour pro- digue nécessitaient un surcroît d'impôts; on re-

fusa une partie de ceux qui étaient demandés, l
l'on proposa un mode égal de répartition pa
ceux qu'on accordait, acte généreux des bare
en faveur du peuple. La cour osa alors établir
bitrairement (en février 1811) un impôt sur l
sommes payées d'après les actes publics; a
produit devint nul, parce qu'on ne contracta pl
que par actes sous seings privés. Elle créa u
loterie de biens fonds ecclésiastiques, et pe
sonne n'en prit les billets; elle mit en vente d
domaines royaux, et nul ne voulut en achet
Les remontrances des barons contre ces actes i
légaux, quoique faites en termes respectueux
parurent une insulte dont le gouvernement, e
dépit des sages conseils du duc d'Orléans, t
vengea en déclarant ces remontrans dignes d
blâme et en en faisant arrêter plusieurs l
19 juillet. Les Anglais, qui entretenaient à leu
frais dix-huit mille hommes et une armée navale
pour la défense de la Sicile, à laquelle ils payaie
en outre un subside annuel de quatre cent mill
livres sterlings (neuf millions six cent mille francs)
qui avaient d'ailleurs découvert une correspon
dance entre des conjurés napolitains, et Maubé
général au service de Murat, devait interveni
dans cette querelle. L'amiral Bentinck, arriv
dans cette occurrence en qualité tant de mi

nistre que de chef des forces britanniques, cher-
he à calmer les esprits, démontre à la cour de
alerme les dangers de sa position et réclame la
berté des détenus. Il n'obtient rien de ce qu'il
emandait, mais il acquiert par ses démarches
nciliatrices une haute popularité, et voulant,
ns sa mission de paix, mettre autant de sagesse
e de loyauté, il repart pour Londres afin
y chercher de nouvelles instructions, revient
romptement, et obtient enfin, après de longues
nférences appuyées par un corps de troupes
tionnées aux portes de Palerme, que le roi
quitte les rênes de l'administration, qui sont re-
ises au prince héréditaire avec le titre de vi-
aire général du royaume. Ce prince déclare
ussitôt l'amiral Bentinck généralissime des ar-
ées napolitaines*. Tel fut l'état des choses
n Sicile durant le cours de l'année 1811, et cet
xposé réfute complètement les assertions des
fidés de l'empereur des Français.

Napoléon avait fait sans succès de nouvelles propositions au prétendant (Louis XVIII). Ce n'était plus, comme précédemment, l'offre d'une couronne, mais celle de quelques millions pour payer ses dettes et d'une pension pour lui et les siens, à condition qu'il quitterait l'Angleterre;

* Le 16 janvier 1812.

car il redoutait que le cabinet de Saint-James n profitât de l'absence qu'il méditait pour rallume au nom de ce prince, dans les provinces d l'Ouest, des étincelles de troubles. Toutes se vues se portaient alors sur une expédition loin taine pour l'exécution de laquelle il faisait de préparatifs immenses et qui nuisaient à ses af faires dans la Péninsule, où les cortès s'occu paient presque exclusivement de leur œuvre con stitutionnelle.

Pour se faire une idée de la direction des es prits dans cette illégale assemblée, il suffit de noter les bases fondamentales de la constitution qu'on préparait et qu'on faisait précéder* d'un discours préliminaire jadis destiné à servir d'in troduction à un recueil des lois espagnoles or donné par Charles IV, mais semé alors de lieux communs philosophiques. Les voici : *L'Espagne appartient au peuple espagnol et n'est le patrimoine d'aucune famille* (ce qui détruisait tout droit d'hérédité), et par une inconséquence pa tente, *le gouvernement d'Espagne est une monar chie héréditaire ; les cortès font les lois et le roi le exécute. Sa personne est inviolable et sacrée : sanctionne les lois* (on en excepte la constitutio

* Le 7 août 1811, mais la constitution ne fut promu guée que le 19 mars 1812.

qui le dégrade); *il ne peut refuser sa sanction que dans les sessions consécutives, et est obligé de la donner sur la demande faite dans une troisième; il déclare la guerre et la paix, nomme aux emplois civils et militaires sur la proposition du conseil d'État, dirige les négociations, surveille l'emploi du revenu public. Il n'apportera aucun obstacle au rassemblement des cortès, qui seront composés d'une seule chambre; ne suspendra ni ne gênera leurs séances; ne pourra voyager, se marier, abdiquer sans leur permission. Don Ferdinand VII est déclaré roi d'Espagne par les cortès; en cas de minorité, une régence surveillera l'éducation du prince des Asturies; elle se composera de deux des plus anciens députés des cortès, de deux conseillers d'État; et le conseil d'État de quarante membres, dont quatre grands d'Espagne, quatre ecclésiastiques, douze Américains et vingt Espagnols.* Nous ne suivrons pas plus loin dans leur voie ces législateurs révolutionnaires qui, malgré la vicieuse composition des cortès, rencontrèrent pourtant dans leur sein de nombreux opposans à leur constitution; nous remarquerons seulement que ceux qui s'étaient rassemblés, qui avaient exercé leur autorité législative, dirigé bien ou mal les armées et des négociations, nommé les généraux et les administrateurs, exalté les peuples au nom

prestigieux de Ferdinand VII, dont ils reconnurent la légitimité et les droits héréditaires, fabriquaient sans son concours, sans réserve et sans acceptation future, une charte constitutive qu'ils imposèrent arbitrairement d'avance, et comme unique source de son pouvoir légal, à celui-là même au nom duquel elle était faite et promulguée.

Cette œuvre d'inexpérience, cette source de révolutions et de désordres importait fort peu alors à Napoléon, trop occupé de ses vues hostiles contre la Russie; mais il avait près de lui un judicieux observateur qui recueillait ses indiscrétions, qui scrutait sa pensée; c'était Tchernicheff. Celui-ci était parvenu à connaître le nombre, la marche, la destination des troupes françaises, et, dans ses fréquentes allées et venues il informait exactement son maître de tout ce qu'à cet égard il lui était utile de savoir. Les projets médités par l'empereur des Français étaient d'autant plus faciles à pénétrer que ce prince qui avait dit, vers la fin de 1809, à l'ouverture de la session législative : « Mon allié et ami l'empereur de Russie a réuni à son vaste empire la « Finlande, la Moldavie, la Valachie et un district de la Gallicie. Je ne suis jaloux de rien de « ce qui peut arriver de bien à cet empire; me

timens pour son illustre souverain sont ccord avec ma politique ; » ce prince, di- nous, s'exprimait d'une manière fort diffé- dans le cours de l'année 1811, quand, re- elant ses capitulations avec les Suisses, le- me nouvelle conscription de cent vingt mille nes et augmentant la masse de ses troupes frontière orientale de la Prusse, il dévoi- nsi ses intentions : « Dans cinq ans je serai maître du monde ; il ne reste plus sur le tinent que la Russie, mais je l'écraserai. »

1811.

La Russie. — L'Empereur Alexandre. — Sa situation. — Lettre à ce sujet. — Finances. — Armée. — Barclay de Tolly. — Plan de guerre. — Ses dispositions. — Mémoire sur l'armée française. — Opinion de Moreau sur Napoléon. — Armfelt. — Ministère secret. — Ses correspondances. — Projet d'émancipation des paysans. — Projet d'établissement de quatre sénats. — Idées constitutionnelles. — Pologne. — Lettre à ce sujet. — Projet présenté par le comte Oginski et le prince Lubomirski. — Négociations entre la France et la Russie. — Elles demeurent sans effet. — Guerre de Moldavie. — Ses succès. — Lettre de Vienne. — L'Autriche. — La Suède. — L'Angleterre. — Guerre de Perse. — Espagne. — Italie. — Koutouzoff. — Romanzoff.

Nous allons nous occuper ici presque exclusivement de la Russie, autant néanmoins que dans l'état actuel de l'Europe il est possible d'isoler les intérêts d'un état de ceux de tous les autres. Mais, comme nous aurons à exposer les moyens conservateurs conçus ou adoptés par l'empereur Alexandre, et conséquemment ses plans préparatoires sur la source desquels l'ignorante opinion s'est généralement égarée; com-

me nous aurons à dévoiler des négociations peu ou point connues, choses qui échappèrent alors à la sagacité de Napoléon et à l'intelligence bornée de son ministre; enfin comme les résultats politiques et militaires d'une pensée observatrice et prévoyante furent immenses, et que cette pensée est encore un mystère historique, nous croyons, en levant le voile qui les couvre, devoir prendre pour point de vue Saint-Pétersbourg. C'est donc du cabinet russe principalement que nous ferons jaillir les traits de lumière propres à éclaircir ce qui se rapporte aux événemens secrets ou publics des années 1811 et 1812.

Commençons par considérer la situation dans laquelle l'empereur Alexandre était alors placé, la nature de ses intérêts, de ses vues, de ses ressources; les espérances et les craintes qui se balançaient dans son esprit, ce qu'il semblait augurer d'une lutte nouvelle et ce qu'il faisait pour atteindre le but dont il cherchait à détourner les regards de son véritable ennemi, sans cesser un moment d'y fixer les siens. Avant d'entrer dans tous ces détails, transcrivons les fragmens d'une lettre écrite de Saint-Pétersbourg par un agent russien depuis long-temps établi dans cette capitale, et dont nous avons déjà cité la correspondance : « ... J'ai déjà écrit assez en détail à Votre

« Excellence sur les ressources prodigieuses de « ce vaste empire ; je ne lui ai pas caché davan- « tage les vices administratifs qui en gênent le « développement. Elle me demande aujourd'hui « ce qu'il faut penser des mesures prises ici pour « se montrer dans une situation respectable, ce « qu'il faut aussi penser de l'opinion aigrie par « la souffrance publique et particulière. Je com- « mencerai donc par affirmer, ce que l'étranger « aurait peine à croire, qu'il n'y a point ici de « véritable opinion publique, mais des velléités « et non de ces volontés fortes qui ailleurs en- « traînent dans leur propre direction les gouver- « nemens même les plus absolus. Les proprié- « taires souffrent et se plaignent ; qu'importe ! « L'autorité peut sans crainte laisser baverder à « ce sujet ; elle est trop impérieuse et trop re- « doutée ; nul n'oserait s'élever contre elle. Puis « les plaintes n'ont point ici d'organe légal ; car « le sénat est sans crédit, sans puissance ; il n'est « rien, ne se permettrait aucun avis, et dans le « fait ne s'intéresse à rien. C'est donc avec éton- « nement qu'on lit ici, dans des écrits étrangers, « tant de romans sur l'importance de ce timide « corps de jugeurs.

« Parlons maintenant des finances ; celles « de la Russie sont aujourd'hui dans un dés-

« brement complet. J'ai détaillé à Votre Ex-
« cellence les effets de l'emprunt fait à Pickler,
« qui produisit à grands frais des résultats
« tout contraires à ceux qu'on en attendait. Les
« négociations de Rall n'ont pas été plus heu-
« reuses ; Rall est banquier et non financier ;
« mais l'on croit encore ici que celui qui sait re-
« muer de l'argent pour son propre compte est
« capable de servir les intérêts de l'État quand
« ce ne sont que les siens seuls qu'il a en vue.
« L'on s'est enfin adressé à sir Francis d'Ivernois,
« qui écrit tant et d'une manière plus sédui-
« sante que solide sur les finances de la France.
« C'est uniquement un théoricien, et, qui pis est,
« un homme qui voudrait subordonner les inté-
« rêts de la Russie à ceux de l'Angleterre ; aussi
« finira-t-on par recourir à des émissions d'assi-
« gnats, ajoutés aux cinq cent soixante-dix-sept
« millions déjà émis* depuis que Catherine II créa
« le papier-monnaie, assignats auxquels redon-
« nera quelque faveur le commerce de la Grande-
« Bretagne se rétablissant sous le voile transpa-
« rent dont il est couvert ; et plus tard on aura
« recours aux subsides du cabinet de Saint-James.
« Mais il faudrait préalablement être déterminé
« et s'être mis en mesure d'entamer la lutte que

* Voyez la pièce justificative N.

« semble désirer et redouter également l'emp
« reur Alexandre, lutte cependant à laquel
« tout indique qu'il sera prochainement forc
« Pour la soutenir, la Russie possède des soldi
« dont les dernières guerres contre Napoléon o
« manifesté la constante intrépidité ; il ne lei
« manquait alors qu'une formation et une in
« truction plus parfaite, ainsi que des généraux
« plus audacieux et plus habiles. Les troupes ru
« ses ont acquis aujourd'hui une partie de ce
« avantages si nécessaires devant une armée c
« des généraux tels qu'en possède la France ; il
« sont dus aux soins du général Barclay de Tolly
« ministre actuel de la guerre, homme aussi dis
« tingué comme administrateur que comme mi
« litaire. Il s'est donc autant occupé de la réform
« des abus administratifs que du perfectionne
« ment des manœuvres. C'est sans contredit l'of
« ficier le plus capable de diriger une armée avec
« succès, d'un sens droit, d'une intrépidité froide,
« d'une audace prouvée par son héroïque passage
« du golfe de Bothnie. Voilà celui qui, en cas de
« guerre, serait le plus utile à employer en chef ;
« mais il est Livonien, tort immense aux yeux des
« Russes qui, quoique toujours bien servis par
« les étrangers auxquels ils doivent leurs meilleurs
« officiers, n'ont généralement foi qu'aux natio-

« naux, et un Livonien même est pour eux un « étranger. Ce sentiment, je dois en passant le « dire ici, contribuera plus qu'on ne pense « à empêcher que les Polonais s'unissent ja- « mais à eux de cœur et d'ame. Quantà Barclai, « il est douteux qu'il puisse être employé comme « il serait utile qu'il le fût ; trop de généraux sont « ses aînés de grade ; les commandera-t-il ? et, s'il « les commandait, en serait-il obéi avec ce zèle « ardent et sincère sans le concours duquel on ne « peut rien d'utile ? Alexandre d'ailleurs osera-t-il « braver à cet égard les usages reçus ? On lui obéira, « mais mal, et il n'a pas, pour se faire craindre, « le bâton (doubina) de Pierre-le-Grand. Ce « créateur de l'empire russe, en substituant les « rangs sociaux à ceux de naissance, choisissait « avec sagacité et élevait subitement ceux qui lui « semblaient supérieurs aux autres. La place alors « donnait le rang, maintenant c'est le rang qui « conduit aux places ; aussi le prince ne peut-il « accorder dans le civil les emplois supérieurs « qu'à des hommes qui, ayant lentement percé « à travers les quatorze classes *, ont souvent ré- « tréci dans des emplois inférieurs l'intelligence « dont la nature les avait doués. De là tant de « ministres si médiocres, tandis que, dans le

* Voyez la pièce justificative O.

« avec un état immense de tromper sur le
« il ne s'en trouvait plus la moitié au mo
« il fallait les employer; effet de la viel
« ministration de ce pays, et chose sur
« mes précédentes lettres ont donné d'e
« nombreux détails. Ce dont il faut au
« convaincre, c'est qu'on acquiert beauc
« de notions justes sur ce pays dans le
« de la haute société que par de sales i
« secrètes avec des gens d'un ordre infér
« vendent le mensonge pour la vérité,
« souvent ils ne connaissent pas. Le 1er
« jour où l'on distribue les graces, est
« ment précieux à saisir, car la vanité d
« vient alors indiscrète; il faut cependa
« fier de ce que l'amour-propre ou l'intér
« dit sur les personnes et les choses;
« Russes, ne voulant paraître rien ignore
« dent hardiment sur ce qu'ils ne savent
« quelquefois se plaisent à vous tromper

ans qu'ils vous haïssent. Au fait il est difficile de arler ici librement de la Russie sans y froisser uelques susceptibilités, car le Russe ressemble à une jolie femme qui, si vous la comparez à Vénus, croirait qu'il manque encore uelque chose à son éloge. Des hommes de ens, et j'en ai rencontré nombre de cette espèce, s'élèvent fort au-dessus de ce patriotisme le bas étage; je ne citerai ici que l'empereur lexandre. Ayant eu l'occasion de causer avec ui, ce qu'il permet facilement, je lui vantais vec raison ses vastes moyens de puissance; il e répondit: *Ne nous faites pas si beaux, il 'y eut jamais de tableaux sans ombres.* Certes! se trouve des ombres dans celui de la Rusie, mais il s'y trouve aussi de grandes et belles arties qui l'emportent de beaucoup sur ce u'on y remarquerait de défectueux. La force éfensive de cet empire est prodigieuse; sa orce agressive le serait également si l'on pouait y déraciner quelques abus qui l'atténuent. . E. M. le baron de Stein voit, je pense, beaucoup plus à cet égard ce que l'on pourrait aire que ce que peut-être on fera. Quant à moi, observateur intéressé sans doute, mais pourtant impartial, qui sais tout ce dont on serait capable et les obstacles qu'on rencontre-

« rait, j'aurais peine à croire qu'on entrepr
« ce qu'un système d'alliance n'a pu opér
« passé rend timide pour l'avenir; la gue
« Turquie ronge les ressources. L'on a
« placé entre l'espérance et la crainte; ce
« voulut empêcher la dernière guerre d'A
« et qui empêcha la Prusse d'y prendre pa
« qu'il existât encore une barrière entre la
« et lui, verra peut-être ces Etats, qu'il p
« alors diriger contre Napoléon, obligés d
« vre ce prince dans une guerre faite à la
« Ceci n'est point un conseil; qui oserait e
« ner à Votre Excellence? c'est un pénible
« peut-être une vaine crainte! »

L'empereur Alexandre connaissait à me
tous les dangers de sa position, comme tc
vices de son administration civile et mil
Long-temps il avait espéré que Napoléon,
s'être élevé au plus haut degré de puissan
jouirait paisiblement; cet espoir était enfin
Sson pays se ruinait, et l'ukase du $\frac{19}{31}$ d
bre 1810, que l'esprit des traités entre le
Etats ne condamnait pas plus que le sy
français des licences, fut le premier acte
dépendance qu'il se permit. La Russie to
tière applaudit à cette mesure utile au com
et à sa propriété foncière, car plus de deu

is anglais, sous le pavillon de Ténériffe, nt alors dans les ports russes et accrurent e des capitaux en enlevant une grande de produits bruts. En vain Romanzoff a-t-il d'en confisquer une vingtaine pour e aux exigences de Napoléon; d'autres, ulièrement le respectable amiral Mord- manifestèrent un avis contraire, et ce fut lui du tzar. Déjà ce même amiral Mord- ncien ministre de la marine sous le règne erine II, et alors membre du grand con- l'empire, avait présenté à l'empereur re un plan d'opérations militaires en cas re contre la France. Voici quel en fut et en quoi il consistait.

ic de Serra-Capriola était, depuis près ante ans, ministre de Naples en Russie; n n'avait pas cessé d'être le centre d'une e opposition contre l'empereur des Fran- nt les offres les plus brillantes n'avaient duire, et il sacrifiait à ses devoirs de su- une fortune de quatre cent mille livres s. Mais il n'avait plus de relations diplo- s avec le tzar depuis que le cabinet russe connu le roi Joachim; il n'allait même cour, quoique décoré du premier ordre ire, et quoiqu'il fût lié par son mariage

avec les plus illustres familles russes. Cet hom
dont les lumières naturelles s'étaient accrue
une longue expérience des affaires, voyait
croyait voir que l'empereur Alexandre avait p
à se décider pour une guerre libératrice
néanmoins sa situation exigeait. Le duc, ve
fin de 1810, causant sur ce sujet avec l'un de
amis qui avait constamment suivi de sa pen
la marche politique et militaire de Napoléon,
pria de rédiger pour lui seul un mémoire re
à l'état présent des choses. Nous allons don
un rapide extrait de ce mémoire, dont l'épigra
annonçait l'esprit et l'objet*.

Après avoir exposé la situation réelle et les
térêts réciproques de la Russie et de la Franc
après avoir prouvé par des faits les vues host
de celle-ci et les dangers de celle-là, ainsi que
injures multipliées qu'elle avait eu à souffrir;
fin après avoir démontré la nécessité qui po
sait Napoléon, *non-seulement à effacer dans*
Nord les échecs qu'il avait essuyés dans le Mi
mais à conquérir de nouveaux moyens pour subj
guer l'Espagne, l'auteur posait le problème po
tique et militaire suivant : *étant donnés les véri*
bles intérêts comme les forces réciproques, détermin

* To be, or not to be, it is the question.
(Shakespeare, *Hamlet.*)

le plus propre à assurer son indépendance.
soudre ce problème il peignait dans un
article, d'une part la puissance formida-
a France, la vigueur et l'élan de ses ar-
e génie et les avantages de situation de
i les commandait ; d'autre part, l'insuffi-
s finances françaises pour subvenir aux
a immense développement militaire sans
rs des tributs imposés à l'étranger, et qui
nt le jour où Napoléon *rencontrerait* enfin
tance insurmontable. Dans un deuxième
exposait, sans les exagérer, les moyens
ance que posséderait la Russie, *indépen-*
des alliés qu'elle pourrait recouvrer, et
ait combien sa position était plus avan-
que celle de *la France en* 1789 ou de
e en 1808. Le troisième article rappelait
ite constante de l'ennemi, influant durant
ur la crainte de la guerre, durant la guerre
marche que rendait rapide l'absence to-
magasins et de leurs escortes, ce qui
rvait la disponibilité de toutes ses forces
iser tous les moyens de résistance. L'au-
traçait d'avance sa ligne d'attaque, soit
olensk, d'où il menacerait les deux ca-
soit sur Kief, où il ruinerait à son profit
nde partie des ressources de la Russie.

Dans une telle situation *que faut-il faire?* c mandait-on au quatrième article; et la répo à cette question était : *L'ennemi lui-même l diqua; il veut ruiner comme allié un État qu' flatterait alors de détruire facilement par ses mes;* il faut donc *abjurer* une *alliance perfide veut une guerre rapide et fructueuse; il faut le cer* à en faire une qui soit *ruineuse et lente* craint de *s'éloigner* pour long-temps de la *Fra ce qu'il redoute* on doit le lui *rendre nécessa* Il faut surtout ne pas *livrer le sort de l'empir hasard d'une bataille;* il faut *opposer la pati à la fougue,* éviter les fautes commises à Au litz et à Friedland; faire une guerre de *posi* avec de *grands corps* hérissés *d'artillerie,* assu de poste en poste ses moyens de *retraite,* op tion dans laquelle des masses compactes peu être *repoussées, mais non pas mises en déro inonder* le pays de *Cosaques* pour *s'éclairer,* j insulter *les flancs* de l'ennemi, enlever *ses d chemens et ses convois,* le forcer à se concen sur un sol ruiné; ne jamais *se diviser devan adversaire brave, actif, entreprenant;* former *armées de réserve* propres soit à seconder l'ar principale, soit à couper *sa ligne d'opérati* faire ainsi *user* à l'ennemi *les quatre ou cinq* *de l'été,* et *attendre* pour agir contre lui ceux

où la longueur *des nuits* facilite *les opérations roupes légères* et rend la campagne pénible ir *pour des soldats accoutumés à des climats tem-*. Le cinquième article était nourri d'exem- de guerres défensives savamment exécutées, n y citait comme modèle la campagne faite par lord Wellington. Le sixième article pro- it comme moyens principaux un accord préa- avec l'Angleterre, la reconnaissance du ernement de Cadix, une paix prompte avec urquie, des négociations avec l'Autriche et russe, des relations amicales avec la Suède ontente de la France, et comme accessoires diversions maritimes en Italie, en Hollande, lanovre. On citait dans le septième article de arquables exemples de diversions de ce genre, ans le huitième l'on embrassait le plan tout er d'opérations militaires à exécuter pour ner pas à pas l'ennemi aux lieux où sa perte endrait inévitable. On calculait dans un neu- article la masse de troupes nécessaires à n de ce pl guerre, en prenant non ce oyait en avoir, mais avait Le dixième et der- avait assurer aux États l'intég territoire, en cas ils pri une guerre sou-

tenue pour les intérêts de tous les trônes. Un supplément à ce mémoire en développait avec plus de précision les articles 6, 8 et 9, et recommandait également de ne point compromettre, par un élan de fausse gloire, le but essentiel de la guerre qu'il ne fallait jamais perdre de vue.

Dans un second mémoire relatif à l'armée française, on prouvait la nécessité de la guerre tout en rendant à ses troupes la justice due à leur héroïsme, et à leurs généraux le tribut d'estime qu'ils méritaient ; en appréciant le génie militaire de ce conquérant dont la France ne saurait abjurer la gloire, seul dédommagement des maux sans nombre qu'il lui a causés, mais sans dissimuler ses erreurs militaires même, telles, par exemple, que son imprudente incursion dans la Carinthie où, coupé de toutes ses ressources et n'ayant aucun secours à espérer, il eût été perdu sans la terreur exagérée de la cour de Vienne. Aussi concluait-on qu'il fallait spéculer sur son audace inconsidérée et en agir avec lui comme Wellington venait de le faire contre Masséna. C'était là le point de vue principal de l'auteur. Nous ne rapportons donc pas ce qu'il disait sur le caractère de tout temps belliqueux du peuple français, sur le mérite militaire de ses armées et les talens de ses généraux ; mais nous citerons

sur Napoléon un mot remarquable de Moreau : *C'est*, disait-il, *un général audacieux, mais sans prévoyance, qui ne résisterait pas à une longue suite de malheurs.* Ce mémoire était terminé par des détails précis sur le système de guerre agressive de Napoléon et sur celui de retraite qu'il fallait lui opposer,

Le duc de Serra-Capriola ne s'abusait pas relativement aux vues secrètes des cabinets de Vienne et de Saint-James, qui, tous deux, aimaient beaucoup mieux voir sur le trône de Naples un usurpateur que le roi légitime, car l'un y pressentait un prétexte de régner en Sicile comme protecteur, et l'autre y entrevoyait l'espoir plus ou moins éloigné d'en chasser cet usurpateur pour dominer sur la plus grande partie de l'Italie, ambition que la maison d'Autriche a toujours conservée. Le ci-devant ministre de Naples ne concevait donc de moyens de salut pour son maître que dans la restauration de la branche aînée de la maison de France, et de possibilité que cette restauration eût lieu autrement que par la chute de Napoléon. Ce plan de guerre lui sembla devoir amener ou hâter du moins cette catastrophe. Ne pouvant le remettre personnellement à l'empereur Alexandre, il le confia, sans en prévenir l'auteur, à l'amiral Mordvi-

noff, l'homme le plus justement considéré de toute la Russie. Celui-ci se hâta de le présenter dans les premiers jours de janvier 1811 au tzar, qui en adopta vivement les idées comme projet, non d'attaque, mais de défense, dans le cas où, contre son gré, la guerre lui serait déclarée. Le ministre Barclai, consulté à ce sujet, examina ce plan de guerre, l'approuva, et le projet de retraite une fois arrêté, il combina selon cette base d'opérations toutes les dispositions administratives et militaires. Lui, Mordvinoff et Serra-Capriola restèrent seuls, à cet égard, dans la confidence jusqu'à l'arrivée du baron d'Armfelt, auquel on crut utile de communiquer les résolutions secrètes de l'empereur. Ce général suédois, né en Finlande, où toutes ses propriétés étaient situées, était devenu sujet russe par la réunion de sa province à l'empire. Ami intime du feu roi, affectionné à Gustave IV qu'on venait de détrôner, la manière dont il repoussa les tentatives de séduction conçues par Romanzoff l'avait fait accueillir d'abord avec défaveur ; mais grand propriétaire et accrédité dans une province nouvellement conquise, le secrétaire d'état Speranski, homme éclairé et fort au-dessus de ces étroites susceptibilités, le crut nécessaire et lui procura la présidence du bureau de Finlande avec le titre

de ministre, ce qui lui donnait l'entrée du cabinet impérial et un travail fréquent avec le souverain. Celui-ci prit bientôt une vive estime pour le caractère franc et chevaleresque de son nouveau sujet, qui aimait la France, mais haïssait Napoléon comme produit et continuation d'une révolution contre laquelle, à l'exemple de son premier maître, il ne cessa de se prononcer. D'Armfelt avait également puisé, dans les souvenirs de sa nation, dans les sentimens particuliers de Gustave III et dans ses relations avec des victimes du royalisme, un ardent dévouement pour la maison de Bourbon; et, quoiqu'il n'en fût point ainsi de l'empereur Alexandre, la confiance de ce prince en sa fidélité et son zèle en était augmentée.

D'Armfelt, quoique d'une imagination vive et d'une valeur brillante, savait ce qu'on pouvait redouter d'une armée française conduite par Napoléon; le projet de retraite eut son entière approbation. Il devint, en raison de sa position sociale, le chef d'une diplomatie secrète, et le duc de Serra-Capriola, en rapport avec toutes les cours anti-françaises et avec celles même en apparence amies de Napoléon, fut l'ame de ce ministère occulte, inconnu au ministère patent. Les négociations entamées alors en Autriche par le

commandeur de Ruffo, en Angleterre par le prince de Castelcicala, à Constantinople par le comte de Ludolf, coïncidaient avec les intelligences qu'entretenaient Stein et Arndt avec les sociétés secrètes d'Allemagne, Bessera avec l'Amérique du sud, Armfelt avec la Suède et les débris du corps de Schill, dont en 1807 il avait secondé les opérations, Zéa avec la régence de Cadix, car l'on ne négligeait aucun moyen d'une future union générale contre Napoléon. Les correspondances à cet égard avaient pour agens ceux du Tugen-Bund et des commis voyageurs dont on était sûr. Nous reviendrons ailleurs sur les résultats de ces menées anti-napoléoniennes.

Quant à d'Armfelt, dont l'ame de feu n'adoptait rien à demi, il chérissait également et une liberté sage et un système monarchique légitime et ferme; aussi s'occupait-il des intérêts de la Pologne et de l'émancipation des paysans russes, dont le servage n'avait commencé qu'au règne de Boris Godounof, homme de génie, mais usurpateur, qui adopta cette mesure pour plaire à la noblesse alors très puissante. Il commença par faire affranchir les serfs de la Carélie, dont la liberté, garantie par les traités de cession, fut arbitrairement violée. Cet affranchissement devait avoir lieu en Pologne puis dans le reste de l'em-

pire, et pour rendre plus facile l'administration de la justice, l'empereur projetait de substituer à son sénat, siégeant partie à Pétersbourg, partie à Moscou, quatre sénats placés dans ces deux capitales et dans les villes de Kieff et Kasan. Des idées conformes à celles dites constitutionnelles et puisées dans les opinions de son précepteur *La Harpe* ne semblèrent pas même lui être totalement étrangères. Des événemens d'un ordre majeur empêchèrent d'exécuter alors ces projets au grand avantage de l'indépendance nationale, comme nous le démontrerons plus tard.

Ce qui nuisit à l'exécution de ces projets hardeux, c'est qu'il fallait avant tout sauver l'État sérieusement menacé. Les craintes que l'on éprouvait alors rendaient nécessaire de connaître les vues et les vœux des Polonais que Napoléon flattait d'une complète indépendance et vers lesquels il dirigeait de grands corps de troupes. D'Artmfelt, par ordre de l'empereur, entretenait en Pologne des correspondances dont il rendait compte à son maître. Parmi les lettres qu'il reçut de ce pays, nous ne citerons que celle-ci, écrite par un militaire d'origine française, né en Saxe et passé au service polonais. « Vous me demandez mon opinion sur l'état moral de la Polo« gne actuelle; vous savez mieux que personne

« la dégradation dans laquelle l'avaient fait tom-
« ber ses convulsions anarchiques, causes de la
« ruine de son existence politique ; vous savez
« que son antique énergie s'était réfugiée parmi
« les femmes seules. Les ames ne se retrempent
« que dans des flots de sang versé durant les
« troubles civils ; mais ces troubles et la guerre y
« furent de courte durée. Les Polonais en proie
« à mille factions, loin de régénérer leur carac-
« tère, ne firent que l'avilir. Peu eurent une
« conduite franche, une détermination ferme et
« persévérante ; ce très petit nombre même, par-
« tagé en ennemis de l'anarchie ou de la soumis-
« sion, se prononça hardiment et constamment
« pour ou contre la Russie ; le reste n'était qu'un
« vil ramas d'intrigans ; mais ceux-ci, croyant
« s'absoudre en évoquant l'ombre de leur patrie
« et poussés par une jeunesse ardente et fière,
« se réuniraient au premier drapeau polonais
« paré du mot *indépendance*, ce qui entraînerait
« peut-être huit millions de sujets, sans compter
« ceux des deux autres puissances co-partagean-
« tes, et ouvrirait ainsi l'empire russe au génie
« désorganisateur qui, après une victoire, res-
« serrerait peut-être des chaînes que l'on veut
« rompre. La Russie a pourtant ici des partisans
« parmi lesquels se présente en première ligne

« un homme très remarquable, c'est le comte « Mouchinouski, grand propriétaire, d'une élo- « quence entraînante, la plus forte tête du pays; « il possède seul la confiance des ennemis de « l'anarchie et S. M. Impériale ne pourrait con- « naître avec exactitude que par lui la Pologne « intérieure, y surveiller les mécontens, y détal- « rer et y déjouer les intrigues étrangères, sup- « posé pourtant qu'il en fût encore temps. Quant « à la Pologne extérieure, elle se compose « d'hommes qui peuvent, selon la marche que « l'on suivra à leur égard, devenir extrême- « ment utiles ou funestes; c'est une foule d'offi « ciers de tous grades qui, ayant fait une guerre « aussi longue qu'instructive en Italie, à Saint- « Domingue, en Espagne, et ayant retrempé leur « ame dans le malheur, se sont infiniment « élevés au-dessus du caractère moral de leurs « compatriotes. Aujourd'hui mécontens (leurs « discours le prouvent et Dombrowski lui-même « ne s'en cache pas), ces hommes, à la tête des- « quels Poniatowski deviendrait dangereux et « sans lesquels il serait nul, n'auraient peut-être « besoin que d'un mot pour se détacher d'un « prétendu libérateur qui les a déjà trompés et « les tromperait encore. L'effet de ce mot serait « magique s'il passait par l'organe de Czarto-

« rynski, car la princesse mère d'un ministre,
« ami d'enfance de S. M. Impériale et digne de
« l'estime dont il l'honore, pourrait disposer de
« la Pologne entière le jour où elle l'entrepren-
« drait. Mais observez et redoutez le caractère
« de cette nation aussi inconséquente que bel-
« liqueuse ; un élan spontané la jette facile-
« ment dans des troubles publics sans cette
« perspicacité qui en fait saisir le but et cette
« ténacité qui le ferait atteindre. Exaspérée par
« des souvenirs que la dernière guerre a réveillés,
« sa haine a recueilli les propos injurieux tenus
« alors par les Russes, et leurs projets de spolia-
« tion demeurés pourtant sans effet sous un mo-
« narque généreux et juste, à qui les gens sages en
« savent gré. Si l'on n'aime pas la Russie, du moins
« estime-t-on l'empereur ; c'est un sentiment qu'il
« faudrait nourrir, en se défiant néanmoins de
« nombre d'intrigans toujours prêts à promettre
« le secours d'un crédit qu'ils n'ont pas et d'heu-
« reux résultats dont ils doutent, si même leur
« espoir n'est pas tout opposé à l'appât qu'ils
« présentent ; puis ces hommes changent souvent
« d'idées et de faction, selon les circonstances.
« Cependant il faut prendre un parti, et quel que
« soit celui auquel on s'arrête, songez bien à l'im-
« portance des Mouchienski et Czartorynski. Voilà

« les deux seuls pivots sur lesquels puisse utile-
« ment rouler le système conservateur et régéné-
« rateur de la Pologne, tout autre appui serait
« caduc. Telle est l'opinion des observateurs im-
« partiaux qui ont étudié ce pays, qui le connais-
« sent à fond et qui jugent froidement les cir-
« constances présentes. »

Quoique toutes les correspondances polonaises fussent dans le sens de la lettre ci-dessus, l'empereur semblait encore incertain, relativement à la Pologne; en froid déjà avec le prince Czartorynski, qui ne lui pardonnait point de n'avoir pas rendu à son pays une existence politique indépendante, les idées systématiques dont un instituteur suisse l'avait imbu lui faisaient voir dans le comte Mouchienski un partisan de la Russie, parce qu'il préférait la tranquillité à l'anarchie, et dans ceux qui partageaient ses sentimens, des traîtres pour lesquels il professait un profond mépris. Il repoussa donc les offres franches et dégagées d'intérêts ambitieux ou cupides de ces hommes, et accueillit beaucoup mieux, du moins en apparence, celles du comte Michel Oginski, auquel il permit de lui présenter ses idées sur ce qu'il y avait à faire relativement à cette Pologne, dont l'état moral était devenu inquiétant, depuis surtout la création du

duché de Varsovie. Oginski, répondant à la confiance de S. M., lui remit, en août 1811, un mémoire dans lequel, sans lui cacher la vérité, voilée cependant de formes respectueuses, il l'invitait à donner à la Pologne russe une organisation nouvelle qu'il lui présentait sous la forme d'un ukase, en onze articles, dont nous allons donner la substance. Le préambule portait qu'*après avoir posé les bases de l'organisation générale des ministères*, dans un *manifeste du 25 juin, voulant établir*, pour les provinces de l'Ouest, un *mode d'administration plus conforme aux besoins du pays*, il ordonnait que les gouvernements de Grodno, Wilna, Minsk, Witepsk, Mohilef, Kiovie Wolhinie, et Podolie, ainsi que les arrondissemens de Bialistok et de Tarnopol, *formeraient une seule province, sous le nom de grand-duché de Lithuanie*, lequel serait gouverné par un lieutenant de l'empereur, ayant sous ses ordres une chancellerie présidée par un ministre d'état et chargée de diriger les affaires du grand-duché; que l'administration intérieure serait soumise à un conseil nommé à cet effet, et qui réglerait ce qui aurait trait aux contributions, à la police, au culte, à l'instruction publique, à la justice, à l'armée, au commerce, à l'industrie, à l'agriculture; que la langue polonaise serait employée dans l'exp-

dition de toutes les affaires ; que le statut lithuanien continuerait à être la loi civile du grand-duché, et qu'un *tribunal suprême, siégeant à Wilna*, jugerait *en dernier ressort toutes les affaires civiles et criminelles* ; enfin, que les places dans l'administration ne pourraient être remplies que par des citoyens *domiciliés et propriétaires dans le grand-duché*.

A cette organisation de la Pologne russe, qui aurait fait, d'une population de huit millions d'ames, une nation à part, gouvernée d'après un mode différent de celui qui régissait le reste de l'empire, et indépendante du sénat dirigeant, le prince Casimir Lubomirski ajoutait une armée purement polonaise, dont Oginski remit le projet à l'empereur, en l'appuyant de tout son pouvoir. Dans sa lettre d'envoi le comte disait que la formation de l'armée lithuanienne devait être précédée d'une déclaration sur le sort réservé au pays ; que la noblesse et nombre de volontaires s'armeraient *contre les habitans du duché de Varsovie*, avec *enthousiasme pour* S. M., *dès qu'on verrait en elle le régénérateur de la patrie* ; que *la Pologne*, quoique partagée entre trois puissances, avait *toujours conservé son esprit national* et *désirait toujours le rétablissement de la patrie* ; que Napoléon, pour *l'électriser*, lui avait fait entre-

voir cette espérance; qu'il fallait donc *tourner contre lui l'arme* dont il se servait, *prévenir ses intentions*, rallier à soi *huit millions d'hommes* auxquels il comptait; que l'empereur devrait, pour y parvenir, se déclarer roi des huit provinces, ce qui serait *un coup de foudre* pour son ennemi; qu'il faudrait aussi promettre le rétablissement de la constitution du 3 mai, dans le cas où la Pologne se déclarerait en faveur de Sa Majesté Impériale; que, sans cette double mesure, la guerre pourrait avoir les plus *funestes résultats*. Le projet d'organisation militaire conçu par le prince Lubomirski consistait en une armée de ligne modelée sur la formation des troupes russes, mais distinguée par l'uniforme, la langue et un recrutement libre, en proportion avec la population; puis en une seconde armée de milice permanente et ne servant qu'en temps de guerre.

L'empereur balança les avantages et les inconvéniens du projet proposé, le fit examiner par le baron d'Armfelt, fit même rédiger d'avance, sous la direction de celui-ci, par le conseiller d'état Rosenkamp, une constitution pour la Pologne, mais en lui recommandant le plus profond secret; car, par suite des négociations relatives à l'envahissement d'Oldenbourg, il s'en était ou

vert de plus importantes entre les deux cabinets, non-seulement sur ce qui les divisait, mais même sur les intérêts généraux et particuliers de tout le continent. Le baron, devenu comte d'Armfelt, était l'ame de ces négociations. Des propositions ou concessions réciproques, il eût alors résulté le rétablissement d'un royaume et non d'une république de Pologne, réduit au territoire situé sur la rive gauche de la Vistule et de la Saue. La Russie, outre la conservation de tout ce qu'elle avait acquis par les trois partages, eût porté sa frontière jusqu'au grand fleuve de Pologne, depuis la mer jusqu'à l'embouchure de la Saue; elle eût étendu sa domination, en suivant le cours de cette rivière, jusqu'au-dessus d'Iaroslaff, coupé le Dniester à Stanislawoff, atteint le village de Colomna, sur le Pruth, dont elle eût suivi le cours, puis celui du Danube jusqu'à la mer Noire; sa frontière, ainsi plus resserrée et couverte de places fortes, eût réuni à l'empire russe la Prusse royale, la Moldavie, la Valachie et la Bessarabie, acquisitions garanties par la France, ainsi que celle de la Finlande. La Suède aurait été dédommagée de la perte de cette dernière province déjà conquise par l'acquisition de la Norvège, dont on indemniserait le Danemarck aux dépens des villes anséatiques qui lui seraient cé-

dées par la France; l'Autriche obtiendrait la Silésie et les provinces illyriennes en échange de la Gallicie rendue à la Pologne. Quant à la Prusse, ses pertes précédentes et nouvelles seraient couvertes par des indemnités prises dans les départemens formant la trente-deuxième division militaire, la France devant rentrer dans ses limites naturelles, le Rhin, les Alpes et les Pyrénées; la Confédération rhénane serait dissoute comme ayant atteint son but; les troupes françaises évacueraient la Prusse; la France, demeurée maîtresse de la Hollande et de l'Italie, l'eût été probablement bientôt de l'Espagne qui n'aurait pu supporter le poids entier de la puissance de Napoléon.

Ces négociations, dans lesquelles on découvre facilement les vues mutuelles des deux grands souverains du Nord et de l'Ouest, ne demeurèrent pas inconnues à la Prusse; elle tenait fortement à la conservation de son berceau, et crut parer aux dangers dont elle était menacée par la proposition, déjà mentionnée, d'une alliance offensive et défensive avec Napoléon, qui lui-même craignait de faire à la Russie de trop grandes concessions, au moment où la guerre de Moldavie avait été conduite d'une manière si malheureuse pour cet empire. De son côté

Alexandre, tout en voulant éviter une lutte nouvelle contre la France, renforcer sa puissance par une frontière plus redoutable et en éloigner les troupes françaises, était retenu par son amitié pour Frédéric-Guillaume; puis la guerre de Turquie lui offrait déjà l'espoir d'une paix prochaine et favorable. Nous devons donc jeter un coup d'œil sur ce qui se passait alors de très important pour lui sur les rives du Danube.

Le général Kontouzoff avait pris le commandement de l'armée de Moldavie, qui, après la mort de Kaminski, était provisoirement demeurée sous les ordres du comte de Langeron. Ce général en chef jouissait d'une haute considération que n'avait point affaiblie la perte de la bataille d'Austerlitz, livrée sans son aveu et conduite moins par lui que par la foule inexpérimentée qui entourait alors l'empereur. Son rôle était difficile, car on avait détaché de l'armée qu'on lui confiait quatre divisions, dont deux furent portées sur le Pruth et le Dniester, et deux autres envoyées en Podolie. Les quatre divisions d'infanterie et les deux de cavalerie qui lui restaient ne s'élevaient plus ensemble qu'à vingt mille hommes; aussi commença-t-il par raser quelques places pour ne point s'affaiblir par la nécessité d'y laisser des garnisons, et l'armée se mit en

mouvement dans le mois d'avril 1811. Nous ne détaillerons ni les dispositions militaires de Koutouzoff, ni celles du grand-visir Achmet, héroïque défenseur de Braïlof, qui était parvenu à réunir soixante mille hommes et soixante-dix-huit pièces de canons. Le général russe dut se borner à une défensive vigoureuse, tandis que son adversaire, déterminé à de vives et rapides attaques, se porta sur Routchouck, conservé par les Russes comme tête de pont. Pour sauver cette place, Koutouzoff passe le Danube du 1er au 2 juillet, bat les Turcs, et les poursuit jusqu'à leur camp retranché de Choumla; mais trop faible pour tenter de le forcer, il repasse le fleuve, et les Ottomans s'emparent de Routchouck, puis commettent l'énorme faute de traverser eux-mêmes le Danube le 3 août, et de se retrancher au lieu de poursuivre vivement leurs succès. L'armée russe, ayant alors reçu un renfort de deux divisions et de six pulks de Cosaques, prit enfin l'offensive. Son général, tout en tenant en échec le corps turc, qui ne songeait qu'à rendre inexpugnable le camp qu'il occupait, coupa ses communications, enleva les convois, et fit passer le Danube à huit mille hommes qui chassèrent de sa rive droite les Turcs forcés à se réfugier en désordre dans Routchouck, abandonnant armes

et bagages. Ceux qui étaient retranchés sur la rive gauche restèrent donc isolés, sans espoir de secours et usant les provisions de guerre et de bouche qu'ils ne pouvaient plus renouveler; aussi le grand-visir proposa-t-il un armistice pour travailler à une paix que, selon les usages turcs, un général assiégé n'avait pas le droit de conclure; et, profitant de ces pourparlers, il se sauva à Routchouck, évasion que les Russes favorisèrent pour qu'il fût en situation de traiter. Jalib-Effendi, laissé dans le camp, comme kiaja-bey (lieutenant du grand-visir), continua à se défendre; mais ayant usé toutes ses provisions et vu périr de faim, de maladie et de misère la plus grande partie de ses troupes, il se rendit à Giurjevo pour traiter de la paix sous la direction du général Koutouzoff avec Italinski, précédemment ambassadeur à Constantinople. Par une convention provisoire, signée le 28 oct., les Turcs sortirent, laissant armes et artillerie qui ne devaient leur être rendues que dans le cas où la paix serait conclue; dans l'hypothèse contraire, les troupes turques elles-mêmes seraient traitées comme prisonnières de guerre. Leur camp n'offrait plus qu'un vaste et infect tombeau; de trente-cinq mille hommes qui y étaient entrés, il n'en sortit que quatre mille, affaiblis, exténués, affamés.

Les conférences relatives à la paix se continuèrent au quartier-général de Boukarest; là, tout semblait présager la fin de la guerre, par suite des succès d'une campagne qui, commencée avec de faibles moyens, avait cependant été terminée par un triomphe éclatant, sous un général regardé comme l'un des militaires les plus distingués de l'époque et que l'opinion appelait d'avance à commander, s'il y avait lieu, contre le plus grand général du siècle.

Des avantages si imprévus, après les désastres de la campagne précédente, ranimèrent les espérances de l'empereur Alexandre; il mit alors plus d'activité dans ses préparatifs de défense, plus d'indépendance dans ses relations diplomatiques; il fortifia à grands frais le camp de Drissa et les bords de la Bérésina; car, passant d'une exagération à l'autre, on se flattait déjà de pouvoir arrêter l'ennemi sur la frontière essentiellement russe (ce qui, vu les événements, eût été le salut de Napoléon); on ne regardait donc plus le projet de retraite que comme une dernière ressource en cas d'échec. Ce projet, dont le mémoire ci-dessus avait donné la première idée, était cependant recommandé comme seule planche de salut par les correspondans étrangers du ministère occulte; nous ne citerons à cet égard qu'une lettre du commun-

ur Ruffo, qui lui donnait d'ailleurs, sur la nduite du cabinet autrichien, des espérances il ne se réalisèrent pas. En voici un fragment ora textuellement traduit sur l'original italien : Il paraît certain, disait ce ministre, que la cour de Vienne ne demeurera pas simple spectatrice des événemens qui se préparent, car on voit ses efforts pour éteindre la dette nationale ; aussi espère-t-on ici qu'elle agira mieux qu'elle ne l'a fait encore ; les mesures prises sont parfaites. Le nouveau ministre a une ame de fer, chose presque miraculeuse dans ces temps de pusillanimité universelle. S'il réussit et que le Nord agisse avec vigueur, l'équilibre se rétablira et l'Europe peut encore être sauvée ; mais si l'on en vient aux mains, il ne faut pas opérer légèrement. L'ennemi a pris pour axiome cette maxime de *Machiavel* : une *guerre courte et forte* ; on doit lui en opposer une *longue et fine*, de petits corps, mais nombreux ; point de batailles ; harceler ses troupes, épuiser son argent et sa patience. C'est ainsi qu'en agissent les Espagnols, et leurs affaires vont bien. Mais ce plan de campagne arrêté et suivi avec fermeté doit, en évitant de se compromettre, avoir pour principal objet d'enlever à l'ennemi ses vivres et ses convois, toutes

« ses ressources. Il faut donc qu'une forte armée « principale lui oppose successivement des positions respectables et soit secondée par des « corps de réserve ; il faut fatiguer l'ennemi, le « ruiner en détail, le désespérer ; telle est ici « l'opinion des militaires les plus distingués ; un « bon plan, disent-ils, est facile à exécuter, et « l'on doit trouver aisément une tête et un cœur « capables de le faire réussir. C'est qui persévère « vainc. Telle doit être la maxime de tout souverain opposé à un adversaire qui possède de « la sagacité et qui emploie des moyens supérieurs à sa véritable puissance. Songez que Napoléon dégarnit aujourd'hui l'Espagne pour « marcher sur vous, et que des cinq cent « soixante mille hommes qui composent l'effectif « de ses troupes, d'après un rapport exact du « commencement de mars dernier, il pourrait « vous attaquer avec quatre cent mille combattants. Pesez ; sérieusement ; autant de prudence que de fermeté, car il vous faut un succès décisif pour vous assurer un calmet qui « désire et n'ose s'unir à vous. »

Barclai tenait fortement à ces idées, ne se fiant pas autant que l'empereur Alexandre à la simple exactitude des états fournis sur la force de l'armée ; aussi agissait-il conformément au plan de

guerre précédemment arrêté. Le ministère occulte, de son côté, cherchait à rallier à la cause russe non-seulement les populations allemandes et l'Autriche, à qui l'on faisait craindre des mouvements en Hongrie et en Transylvanie parmi les co-religionnaires de la Russie, mais encore la Suède, en paraissant protéger le jeune Gustave-son, car il ne pouvait plus être question de son père, un monarque honteusement détrôné demeurant inhabile à ressaisir le sceptre; un projet à cet égard avait déjà été présenté par le baron Palhen, et appuyé par le comte d'Armfelt. Ce-lui-ci, ami dévoué de tous les princes malheureux, plaidait, quoique luthérien, la cause du pape; car, outre qu'il le considérait comme un souverain injustement détrôné, tout ce qui était héroïque enflammait son cœur, et il se sentait vivement touché de la fermeté constante d'un vieillard qu'il espérait arracher à sa prison par une diversion en Italie dont on lui avait promis le commandement, avec un pouvoir politique et militaire comme avec un crédit illimité.

Les principales négociations secrètes, dirigées par Serra-Capriola et d'Armfelt, avaient lieu avec l'Angleterre, quoique indirectement encore. Ces relations n'avaient jamais cessé depuis la paix de Tilsitt, en dépit d'une guerre qui, à la vérité,

n'avait point de champ de bataille ; témoin
scène parlementaire du 11 février 1808. Quan
lord Grey ayant fait, dans la chambre des pair
la motion « que les ministres eussent à produi
« les papiers propres à remplir les omissions qu'
« remarquait dans la correspondance avec le c
« binet de Saint-Pétersbourg, » lord Hawkesbur
depuis lord Liverpool, demanda qu'on excepti
cette communication une lettre de lord Hutchi
son, où ce négociateur privé rendait compte d'u
conversation avec l'empereur Alexandre, où
qu'une partie de la correspondance de lord G
wer. Canning répondit aussi, le 16 février, à u
demande faite sur le même sujet dans la cha
bre des communes, qu'on ne pourrait extra
trois phrases des dépêches de M. Alopeaus s
compromettre quelqu'un. Aussi l'Angleterre avi
elle constamment ménagé la Russie qui, de s
côté, venait d'ouvrir réellement ses ports
commerce britannique, chose que le cabinet
Saint-James reconnaissait en donnant dès le
quoique sans traité préalable, l'ordre aux co
mandans de ses stations maritimes dans la B
tique de secourir les Russes en cas de gue
contre la France.

La Russie attendait la prompte signature d'u
paix avantageuse avec la Turquie, ce qui n

erait ses moyens de défense sur la frontière
ouest; elle s'inquiétait peu de la guerre faite
la Perse, regardée comme le tombeau des
es russes. Le corps qui était employé dans
ontrées avait été commandé par le prince
ianof, bon militaire, qui y fut assassiné par
reine caucasienne, dans une entrevue se-
qu'elle lui demanda. A cette époque, ce
était passé sous les ordres d'un Italien de
naissance, mais d'un caractère peu estima-
déserteur jadis de l'armée piémontaise, puis
é du corps français du général Lauriston;
ne insolent et bas, mais d'un esprit intri-
et fin, que recommandait l'arrêt par con-
ce rendu contre lui à Milan, comme contre
les natifs émigrés du royaume d'Italie. Il
t fait une espèce de réputation militaire par
etance, par de grands mots vides de sens
s déclamations contre tout ce qui se faisait.
nt ainsi élevé rapidement jusqu'au grade de
enant général, puis au commandement de
ède de Perse, il vantait ses opérations dans
bulletins emphatiques, quoiqu'il ne fît
lement que des sottises. Nous ne donne-
s pas ici de suite à sa biographie, ayant plus
à parler encore de cet aventurier peu di-
du nom très illustre qu'il portait. Jetons ra-

pidement nos regards sur l'Espagne et l'

L'Espagne successivement dégarnie des tr
nécessaires pour assurer et maintenir sa sc
sion, commençait à respirer plus libremen
dix était loin de paraître devoir succombe
les efforts du maréchal Soult; le délabrem
l'armée du maréchal Marmont l'empêch
rien entreprendre; si en Catalogne seul
Suchet continuait à triompher de tout c
lui était opposé, les guérillas parcouraie
provinces, et le gouvernement de Madrid
ses faibles ressources diminuer de jour en
Cet état de choses avait permis à lord Well
de prendre ses cantonnemens d'une manièr
pectable et sûre, d'y reposer et renforc
armée considérablement diminuée, et a
tant par les maladies que par la fatigue
sa sage et passagère inaction déplaisait à
gence de Cadix, qui mécontentait elle
les Anglais, par sa tendance révolution
par son inepte administration, et par se
réels envers le gouvernement britannique
échangeait mutuellement des plaintes
plus ou moins justifiables de part ou
Henri Wellesley, qui ne mettait peut-ê
assez de liant dans ses relations diploma
était en querelle ouverte avec une régen

te et présomptueuse. Ce ministre pouvait
anablement être irrité que le général La-
, dont la lâcheté fit manquer l'affaire de
ss, où le général anglais Graham avait ob-
de premiers et brillans succès, eût été, non-
ment acquitté par un conseil de guerre,
décoré de la grand'-croix de l'ordre de
les III, *pour sa conduite habile*, dans cette
ion, ce qui était une insulte à l'armée bri-
que ; qu'on n'eût voulu prendre aucune in-
ation sur la reddition de la place de Badajoz
général Imas, malgré la demande formelle
a avait faite lord Wellington ; que les armes
unitions anglaises envoyées au général Aba-
n Galice, eussent été employées à armer et
er des corps qui, au lieu d'être dirigés contre
ançais, conformément aux intentions de ceux
s fournirent, l'avaient été contre les sujets
nols d'outre-mer ; que d'autres livraisons
es et de munitions faites à Cadix, et desti-
au général Balestéros et à ses braves com-
ns d'armes, ne lui eussent pas été remises ;
es vaisseaux de guerre espagnols radoubés
uipés dans les ports de l'Angleterre et à
ais, pour servir à la défense de la Péninsule,
nt été employés à transporter en Amérique
roupes plus utiles en Espagne, afin de sou-

communautés religieuses; car l'on considérait bien moins le remède que la cause de cette plaie sociale. Enfin, malgré les douces vertus du prince, malgré son désir de rendre heureux un État dont il espéra toujours porter la couronne, une mine était déjà creusée et chargée sous ses pas au moment où une guerre nouvelle et lointaine allait l'éloigner, de ceux qui, méditant sa perte, n'attendaient pour l'assurer que des circonstances favorables, quoique encore inespérées. On le voyait avec une douloureuse irritation, prêt à entraîner à sa suite l'élite des premières familles du royaume, enregimentée sous la qualification de gardes d'honneur, précieux otages, dont l'éloignement, comme celui des enfans jetés dans les instituts français d'éducation, froissait les cœurs de ceux à qui ils devaient le jour.

Tel était l'état moral du royaume d'Italie à la fin de l'année 1811. Le mécontentement qui y régnait était connu du cabinet de Saint Pétersbourg qui, tout en calculant les avantages qu'il en tirerait lors d'une invasion maritime dans ces contrées, s'exagérait cependant beaucoup trop les résultats qu'il pouvait produire. Mais il fallait avant tout qu'une paix conclue avec la Porte ottomane lui ouvrît les Dardanelles, paix sans laquelle ses préparatifs dans la mer Noire de

viendraient nuls. Les négociations y relatives se traînaient sans amener ou annoncer de prompts résultats, parce que le comte Koutouzoff, peu satisfait de ses triomphes dans une campagne où il avait détruit une armée ennemie triple de la sienne, commandée par un général doué d'une activité et de talens remarquables, espérait ajouter encore dans une nouvelle campagne aux brillans lauriers qu'il venait de cueillir. Ce qui s'opposait subsidiairement à cette indispensable pacification, c'est que le comte Romanzoff ne voulait pas croire à la possibilité d'une agression de la part de l'empereur des Français; il regardait ce prince comme un volcan qu'il fallait laisser s'apaiser et s'éteindre, et il était convaincu qu'on devait et pouvait demeurer en paix avec lui, en cédant à toutes ses exigences. Ce ministre n'eût pas, si on l'avait consulté, permis qu'on le provoquât par des dispositions même défensives; erreur inexplicable chez un homme sincèrement attaché à son pays et à son maître, qui aurait dû mieux qu'un autre connaître, comme ministre des affaires étrangères, les besoins politiques et sociaux, tant de la Russie que de l'Europe, et, comme ministre du commerce, la nécessité de s'affranchir d'une alliance ruineuse. Cette aberration morale lui faisait penser qu'en prolongeant

la guerre avec la Turquie, l'empereur Alexandre détournerait ses vues de toutes autres dispositions hostiles, et que Napoléon, satisfait de quelque condescendance en faveur de son système, s'abstiendrait de tous projets relatifs à une lutte, qui, cependant (et cet honnête ministre ne s'en doutait point), devenait d'autant plus inévitable que les deux monarques en avaient également besoin ; l'un parce qu'elle était dans ses intérêts de vanité et d'ambition, l'autre parce qu'il ne voyait, quoiqu'il la craignît, que cette seule ressource pour échapper à un état de choses qui ruinait son peuple, blessait sa dignité et compromettait sa puissance financière, fédérative et personnelle même.

1812.

Napoléon. — Sa position. — Ses projets contre la Russie. — Leur nécessité. — De la Pologne. — Intérêts liés des co-partageans. — Erreurs de Napoléon à cet égard. — Espagne. — Soult. — Joseph. — Jourdan. — Wellington. — Cortès. — Nouveau décret de succession. — Prusse. — Ses craintes. — Lettre du duc de Bassano. — Traité de la Prusse. — Articles secrets. — Conventions accessoires. — Traité de l'Autriche. — Articles secrets. — Négociations avec la Suède. — Offre de la Finlande. — Offres de médiation de l'Autriche. — Note d'Engestroëm à Neipperg. — Lettre de Bernadotte à Alexandre. — Turquie. — Angleterre. — Lettre à lord Castlereagh. — Réponse au duc de Bassano. — Etat du gouvernement anglais. — Assassinat de Perceval. — Nouveau ministère. — Lettre d'un agent prussien sur la cour de Russie. — Négociations du prince Kourakin. — Observations relatives aux neutres. — Amérique du Nord. — Pie VII. — Dresde. — Wilna. — Koutouzoff. — Tchitchagoff. — Paix de Bukharest. — Déficit dans l'armée russe. — Moreau. — Suite des négociations. — Mission du comte Louis de Narbonne. — Lettre de Romanzoff. — Réponse du tzar. — Irritation de Napoléon. — Son départ de Dresde. — Alexandre. — Il échappe à la mort. — Fête. — Départ. — Forces des deux armées opposées. — Rapport des agens anglais.

Certes, les projets hostiles et déjà connus de

Napoléon contre la Russie lui étaient sans doute commandés par sa situation personnelle, de l'élévation de laquelle, en s'arrêtant, il eût semblé descendre; et aussi par les échecs qu'il venait d'éprouver en Portugal; par les vues ambitieuses, mais utiles à satisfaire, de ses avides entours; par le besoin qu'il éprouvait d'étendre son autorité, en flattant l'orgueil national, pour détourner les esprits inquiets de la trop grande extension de son absolutisme; enfin par la nécessité d'occuper et de décimer, dans des guerres sans terme, une population embarrassante, en nourrissant d'illusions ses désirs exagérés. Mais il savait envelopper d'une pensée grandement politique ce que lui imposaient la nature, les appuis et les instrumens de la durée de sa haute fortune. Aussi présentait-il l'idée d'écraser le vaste empire du Nord, de lui arracher de riches provinces, de l'isoler d'abord, puis de faire concourir à son abaissement tous les États continentaux, comme un objet d'intérêt universel, en formant, par la résurrection de la Pologne, une insurmontable barrière à l'ambition des tzars.

Nous avons dit plus haut ce qu'étaient, physiquement et moralement considérées, la Pologne même ancienne et la Russie; nous avons dit aussi de combien d'élémens divers était formé

Etat avant d'être partagé entre les trois puis-
es. Quelque coupable qu'ait été cet acte aux
t de la morale, il n'en était pas moins un acte
prévoyance du génie; car le grand Frédéric
t trouvé son salut dans ce qui, selon les idées
aires, eût dû être la cause de sa ruine. En
:, rien de plus monstrueux en politique que
ion stable de trois puissances qui, rappro-
es par des frontières communes et pouvant
i se nuire mutuellement, semblent devoir
ssurément devenir ennemies. Ce phéno-
e social s'était cependant opéré, pour la pre-
e et probablement la dernière fois, dans le
l, entre la Russie, l'Autriche et la Prusse,
e à un intérêt commun de conservation. La
gne envahie par elles en était le lien durable,
a vitalité de la nationalité polonaise, objet
itation incessante pour ces puissances, en
rait la force; car si le feu de cette nationalité
venu à s'éteindre, une rivalité naturelle et de
ition eût pris naissance entre elles. Les trois
verains devaient donc en définitif redevenir
èrement alliés, la crainte eût-elle momenta-
ent rompu une alliance née de la nature
me des choses. L'empereur des Français n'en
cevait pas même le soupçon, car pour amener
tel résultat, il eût fallu qu'il éprouvât un

échec, et il était loin d'en admettre la possibilité. Il avait jusque-là battu toutes les armées opposées aux siennes, soumis tous les princes rivaux; mais il n'avait point jeté les yeux sur les peuples, sondé leurs mœurs, prévu de leur part des résistances que l'Espagne cependant lui montrait invincibles; puis il comptait sur sa fortune et son génie. D'ailleurs ses préparatifs militaires l'emportaient de beaucoup sur ceux qu'il eût jamais faits; et pour les rendre plus puissans, il voulait traîner à sa suite, outre ses sujets de l'Occident, la Prusse et l'Autriche; enfin paralyser l'Angleterre en la brouillant avec l'Amérique. Mais avant d'exposer les moyens de réaliser ces différens projets, en vue du plus gigantesque de tous, jetons encore un regard sur ce qui se passait en Espagne.

Malgré les succès obtenus par lord Wellington et les tentatives infructueuses de Soult contre Cadix, jamais peut-être les circonstances n'avaient été plus favorables à la soumission de l'Espagne, car tout y était désordre ou apathie. Hormis les troupes de guérillas qui pillaient et massacraient dans tous les lieux où ne se trouvaient pas des corps français, et particulièrement celles qui, commandées par Mina, en Navarre, étaient presque devenues une armée, on voyait

l'enthousiasme s'affaiblir dans presque tous les autres points de la Péninsule et les royaumes de Castille, Galice, Biscaye, Asturies, Léon, ne plus rien entreprendre en faveur de la cause commune ; on voyait les généraux divisés entre eux ; l'administration plongée dans un désordre complet ; les cortès et la régence méprisés, quoique l'infante Charlotte, princesse du Brésil, leur adressât des complimens flatteurs sur l'œuvre constitutionnel qu'ils venaient de décréter. Enfin, du sein de ce chaos il jaillissait un sentiment universel, c'était principalement celui d'une injurieuse défiance à l'égard du gouvernement et de l'armée britannique. Un sentiment semblable était éprouvé par les troupes anglaises et par leur chef, qui, n'ayant pu obtenir de la régence qu'on rétablît Almeida, fut obligé d'en faire sauter les fortifications. Tout autre eût désespéré du succès des affaires ; mais Wellington se raidit contre les difficultés qui l'assiégeaient, et Napoléon lui-même le tira de cette pénible situation en faisant évacuer la Péninsule par une grande partie des troupes françaises, pour les diriger vers le Nord. Déjà le général Victor, le reste de la garde impériale et plusieurs régimens de ligne étaient partis. Les bandes dévastatrices reparaissaient de nouveau, se multipliaient, s'accrois-

saient en nombre et en force ; la disette se faisait sentir dans les campagnes et à Madrid même ; les négociations avec l'Angleterre, dont nous avons parlé, étaient définitivement rompues, et le cabinet de Saint-James qui, dès l'automne de 1811, connaissait les projets de Napoléon et l'impossibilité où il serait de conserver en Espagne le nombre de troupes qui y eût été nécessaire, concevait l'espérance de voir ses armées y obtenir de nouveaux succès.

A défaut des forces que la France retirait de la Péninsule, il eût fallu que celles qui y restaient fussent réunies sous le suprême commandement d'un homme justement accrédité, propre à donner de l'ensemble et de la vigueur à des opérations militaires conçues et exécutées avec talent. Ce chef ne pouvait être Masséna, général usé de corps, d'esprit et de considération depuis les derniers désastres ; Soult était le seul homme capable, sous quelques rapports, de remplacer Napoléon, et par sa fermeté de se faire obéir des généraux employés sous ses ordres. Il fallait au moins que, sous un chef nominal et sans expérience comme le roi Joseph à qui son frère conférait le commandement général, ce même Soult, en qualité de chef d'état-major, eût réellement, et dans la plus grande latitude, la direction des affaires, car

lui seul réunissait aux talens du militaire et de l'administrateur les vues et le caractère de l'homme d'état. Mais par une de ces erreurs qui devait enfanter les plus grands désordres, ce fut le maréchal Jourdan que l'on choisit pour commander sous Joseph. C'était donner la médiocrité pour guide à l'inexpérience; cependant lord Wellington, ne pouvant plus être contenu par l'armée totalement délabrée du maréchal Marmont, concentra la sienne, du 5 au 8 janvier 1812, attaqua Ciudad-Rodrigo, et le 19 du même mois, ayant jugé la brèche praticable, il donna l'ordre ainsi conçu : *Ciudad-Rodrigo doit être emporté d'assaut ce soir à sept heures.* Cet ordre fut exécuté malgré une vive résistance, et *Badajos*, attaqué avec la même vigueur, succomba également le 7 avril.

Tandis que le général anglais poursuivait le cours de ses succès, les cortès proclamaient leur constitution* dont l'acceptation avait été munie de cent quatre-vingt-quatre signatures, et y ajoutaient un décret par lequel il était déclaré que *la situation où se trouvaient l'infant don Francisco de Paula et l'infante dona Maria Louisa, reine douairière d'Etrurie*, étant incompatible *avec le bonheur et la sûreté de l'Etat, l'infant don Francisco et sa descendance* étaient *exclus de la succes-*

* Signée le 18 mars et proclamée le lendemain 19.

sion à la couronne, et qu'à *défaut de don Carlos et ses légitimes* héritiers directs, le trône appartiendra à *dona Carlotta Joaquina*, princesse du Brésil et à ses descendans ; et à défaut de ses héritiers à *dona Maria Isabelle*, princesse héréditaire *des Deux-Siciles*, ainsi que ses héritiers légitimes, excluant de tous droits au trône des Espagnes *l'archiduchesse d'Autriche* dona Maria Louisa et sa descendance. Ce nouvel ordre de succession, arbitrairement établi, est d'autant plus remarquable, que, violant en quelque sorte celui qu'avaient adopté les cortès sous Philippe V, il semblait rappeler à cet égard les anciennes lois de la monarchie espagnole, en excluant un des princes de la maison royale en faveur d'une princesse devenue presque étrangère. Espérait-on opérer ainsi l'inexécutable réunion des deux couronnes de Portugal et d'Espagne?... Au reste, ces choses et les succès même des Anglais occupaient bien moins Napoléon que les préparatifs de sa hasardeuse expédition ; les négociations qui en faisaient partie nous ramènent ici vers la Prusse.

Cette monarchie, qu'à l'exemple du maître chacun injuriait, après l'avoir outrageusement pillée, et dont on se partageait en espérance les lambeaux ; cette monarchie, sacrifiée par ses al-

liés et dépouillée par son ennemi à Tilsitt, opprimée chaque jour davantage depuis lors, doutait de pouvoir conserver long-temps le reste de sa fragile existence. En effet, quoique les stipulations de cette paix de Tilsitt fussent accablantes, on y avait sans cesse ajouté, en ne se contentant pas même des tributs onéreux et rigoureusement exigés qu'elles imposaient, mais en refusant à ses justes demandes la remise des places qui y avait été promise. La Prusse voyait encore s'amonceler près d'elle et chez elle les troupes françaises, sous le vain prétexte de crainte d'entreprises hostiles par le gouvernement anglais. Le projet annoncé d'un grand entrepôt maritime à Lubeck eût mis toutes les côtes de la Baltique dans la dépendance de la France; puis dès qu'elle réclama un arrêté de compte, on hésita d'abord à le promettre et l'on finit par s'y refuser. Enfin l'usurpation de Stralsund et de l'île de Rugen* et la perte de la Silésie que Frédéric-Guillaume craignait de se voir enlever pour la donner à l'Autriche, le plaçant entre ce nouvel ennemi au midi, la France et la Russie à l'ouest et à l'est, devaient le laisser sans allié dans sa faiblesse, et n'ayant à choisir pour protecteur que l'empereur Alexandre, qui avait encore la générosité de lui laisser son libre ar-

* Le 20 janvier 1812.

bitre, mais dont il prévoyait l'impuissance à résister au formidable ennemi commun, et bien Napoléon qui pouvait si facilement l'écraser. Ses sentimens intimes le portaient vers le premier; une invincible nécessité le jeta dans les bras de l'autre. Nous avons dit ses propositions d'alliance et la lenteur qu'on avait mise à y répondre; le cabinet des Tuileries revint sur cette ouverture et le duc de Bassano écrivit à M. de Krusemarck : « Mon cher baron, le moment « de prononcer sur le *sort de la Prusse* est enfin « venu. Je ne puis vous cacher que cette question « est pour elle *une question de vie ou de mort*. A « Tilsitt, vous le savez, l'empereur avait déjà des « intentions bien sévères. Ces intentions sont « toujours *les mêmes* et ne peuvent être conte- « nues que dans le cas où la Prusse serait notre « alliée et notre alliée fidèle. Les momens sont « chers et les circonstances des plus graves. » Cette lettre renfermait une sérieuse menace et présentait cependant une espèce de garantie; il fallait donc se résigner à une entière soumission; elle eut lieu le 24 février, par un traité signé du ministre prussien et du duc de Bassano. Il portait : (art. 1er) alliance *défensive* entre l'empereur et le roi *contre toute puissance de l'Europe avec laquelle l'une ou l'autre des parties contractantes*

sera ou viendra à entrer en guerre; (art. II) garantie réciproque de *l'intégrité de leur territoire actuel;* (art. III) *les cas de l'alliance survenant*, les dispositions y relatives seront réglées *par une convention spéciale;* (art. IV) toutes les fois que l'Angleterre attentera au commerce par quelques dispositions contraires *aux droits maritimes consacrés par le traité d'Utrecht*, tous les ports seront interdits *aux bâtimens des nations qui laisseront violer l'indépendance de leur pavillon.* A ce traité purement défensif (où celui d'*Utrecht* est, par une étrange erreur d'ignorance ou d'impudence, cité comme base des *droits maritimes*) et qui devait être ratifié dans l'espace de dix jours, en était joint un autre de même date, mais secret, contenant les stipulations suivantes : (art. Ier) le traité de ce jour sera *offensif et défensif :* cependant (art. II) il est convenu dès à présent que, dans les guerres que la France pourrait avoir à soutenir au-delà des Pyrénées, en Italie et en *Turquie*, la Prusse ne sera point tenue à fournir son contingent, faisant cependant, sous les autres rapports, cause commune avec la France; (art. III) les présens articles ne pourront être rendus publics ni communiqués à aucun cabinet par l'une des parties contractantes que du consentement de l'autre. Le IVe article n'était rela-

tif qu'à la prompte ratification de ces traités, qui de *défensifs* étaient devenus *offensifs* et dirigés évidemment contre la Russie, avec indication d'une guerre possible contre la *Turquie*. Ces dispositions, qui bientôt ne furent pas ignorées du cabinet de Saint-Pétersbourg et du divan, étaient plus positivement encore exprimées dans trois conventions, également secrètes et signées le même jour. Elles avaient pour objet : la première, de régler la nature de la coopération de la Prusse avec la France contre la Russie; la seconde, les mesures à prendre par les deux puissances à l'égard de l'Angleterre; la troisième, de déterminer ce qui avait trait aux fournitures que la Prusse serait tenue de faire aux armées françaises lors de leur passage dans les États prussiens, ce qui ne pouvait manquer d'absorber les dernières ressources d'un pays déjà ruiné par la guerre de 1806 et 1807, par les contributions payées, par le séjour prolongé des troupes françaises et par le système continental. On promettait cependant que ces charges nouvelles seraient comptées en défalcation des tributs arriérés; mais outre qu'on ne voulut point solder, ni même reconnaître ce qui dans la teneur de ces fournitures excédait celle des tributs arriérés, Frédéric-Guillaume était obligé, par ces conventions

accessoires, de joindre à l'armée d'invasion vingt mille hommes et soixante pièces de canon, indépendamment d'une garnison de quatre mille hommes à Colberg, de douze cents à Potsdam, de dix mille dans les places de Silésie, et trois mille dans Graudens, c'est-à-dire la presque totalité des troupes que, selon les traités, il pouvait conserver sous les armes.

Ce fut par suite de cette alliance que le roi de Prusse publia, le 25 avril, un édit prohibant toutes les denrées coloniales venant de la Russie, et que, le 9 mai, le gouvernement de Berlin fut conféré au général français Durutte. Ce fut aussi en conséquence de ces mêmes traités de garantie illusoire et de soumission réelle qu'une armée de quatre cent quatre-vingt mille hommes d'infanterie et de soixante-dix mille de cavalerie se précipita sur le territoire prussien, et l'occupa à l'exception de la Haute-Silésie, Colberg et Graudens, car Berlin, Spandau, Pilau, et Kœnigsberg reçurent des garnisons françaises. Tout le pays fut soumis, comme en temps de guerre, aux vexations et au pillage dont on avait espéré l'affranchir, et tandis que le paysan était de nouveau tourmenté, ruiné, maltraité, le roi joignait aux forces de son terrible allié les vingt mille hommes promis dans la première des trois conventions ci-dessus citées,

quoiqu'on lui refusât le prix des fournitures délivrées.

Un nouveau traité fut signé alors et dans les mêmes vues entre la France et l'Autriche. Certes, la position de cette dernière puissance était bien différente de celle de la Prusse, dont les forteresses et le territoire même étaient déjà occupés par un ennemi qui menaçait de la faire disparaître de la liste des nations. Placée entre deux grandes puissances en armes, la Prusse devenait le théâtre nécessaire d'une lutte prochaine et ne pouvait conséquemment se maintenir neutre. Ces circonstances n'existaient point pour l'Autriche; car, malgré les pertes qu'elle avait subies par la paix de Schœnbrunn, elle formait encore un Etat puissant, conservait d'immenses ressources et se trouvait dans une situation géographique plus indépendante et moins menacée. Mais, portant ses vues plus loin que la guerre qui se préparait, et ne doutant pas que la Russie ne fût écrasée, l'Autriche songeait aux maux que pourrait attirer sur elle, lors de la ruine de cet empire, le refus de marcher contre lui; elle était en outre persuadée que dans le cas où Napoléon échouerait, elle se trouverait à l'abri de toute crainte du côté de la France, sans avoir rien à redouter de la part de l'empereur

Alexandre, intéressé alors à se rallier à elle. L'Autriche donc crut ne pas devoir rester neutre dans la lutte qui allait avoir lieu, et signa, le 14 mars, deux traités composés, comme ceux de la Prusse, l'un d'articles publics, l'autre d'articles secrets. Dans le premier de ces traités, les hautes parties contractantes (art. I), après des phrases banales d'amitié et d'union sincère, puis une garantie (art. II) de leurs territoires réciproques, se promettaient (art. III) de l'une à l'autre des secours contre toute invasion, attaque ou menace. Ces secours (art. IV) devaient être trente mille hommes dont vingt-quatre mille d'infanterie et six mille de cavalerie, constamment entretenus au grand complet de guerre, ainsi qu'une artillerie de soixante pièces de canon. Ces secours devaient de part et d'autre (art. V) être fournis dès la première réquisition, et réalisés deux mois au plus tard après qu'elle aurait été faite. L'intégrité de la Turquie était garantie (art. VI), quoiqu'elle eût été indirectement menacée par le traité signé quinze jours auparavant avec la Prusse, et l'on détruisait, dans ce nouveau traité, la garantie qui venait d'être promise à Frédéric-Guillaume, leurre offert à l'Autriche et petite ruse diplomatique de ses auteurs. L'article VII garantissait la navigation des neutres

conformément aux prétendues lois *maritimes* du traité *d'Utrecht*, et maintenait le système prohibitif à l'égard de l'Angleterre. Promesse (art. VIII) de ne pas rendre public ce traité, et obligation (art. IX) de le ratifier dans les quinze jours de sa date.

Quant au traité secret, il y était stipulé : (art. I) que les secours à fournir, conformément à l'article quatrième du traité précédent, ne regarderaient pas la guerre faite contre l'Angleterre au-delà des Pyrénées ; (art. II) que la guerre venant à éclater entre la France et la Russie, ces secours seraient fournis ; que les régimens devaient *dès à présent être mis en marche et concentrés, de manière qu'à dater du premier mai ils puissent, en moins de quinze jours, être réunis sous Lemberg, pourvus d'un double approvisionnement de munitions, d'artillerie ainsi que des équipages militaires nécessaires aux transports* de vivres pour vingt jours ; que l'empereur des Français (art. III) ferait de son côté des dispositions pour opérer *contre la Russie à la même époque* avec toutes ses forces disponibles ; que le corps autrichien (article IV) serait commandé par un général autrichien, mais agirait *dans la ligne prescrite par Sa Majesté l'empereur des Français et d'après ses ordres immédiats*, sans toutefois pouvoir être *séparé*, et qu'il serait *pourvu selon le mode établi pour les*

de l'armée française; que dans le cas (art. v) *le royaume de Pologne* serait *rétabli*, Napoléon ntissait à l'Autriche *la possession de la Gal-*, et que s'il convenait (art. vi) à Sa Majesté ichienne de l'échanger avec les *provinces il-nnes*, l'empereur des Français *s'engageait à tsentir*; qu'il s'engageait aussi (art. vii), *dans d'une heureuse issue de la guerre*, à procu- l'Autriche des *indemnités et agrandissemens*, me dédommagement des charges de sa *coo-tion*; qu'il regarderait (art. viii) toute atta- par la Russie contre l'Autriche comme lui t personnelle; que la Turquie (art. ix) se- invitée à accéder à ce traité, et que ce traité x) devrait demeurer secret.

ans ces deux doubles traités avec la Prusse Autriche, tout était conçu en faveur de la ce seule; car, qu'était-ce pour la Prusse ne garantie vaguement exprimée et qu'il fal- acheter par un complément de ruine sans ir de dédommagement? Qu'était-ce pour riche qu'une promesse d'*agrandissement* e d'avance par un armement coûteux et ée sur un projet de conquête d'une issue in- ine? Il est pourtant à remarquer que si, dans ité du 14 mars, on conserva quelques for- d'égalité à l'égard de l'Autriche, parce que

sa puissance, quoique affaiblie, était respectable encore, on s'en était totalement affranchi dans le traité du 24 février avec la Prusse, qui ne semble y avoir été considérée que comme un gouvernement devenu humblement sujet.

On voit, par ces actes diplomatiques, que la guerre contre la Russie était un projet définitivement arrêté. Aussi, dès qu'ils eurent été ratifiés, Napoléon se supposant menacé par l'empereur Alexandre, qui cependant ne cherchait qu'à demeurer en paix, requit les secours stipulés par la Prusse et l'Autriche. Il n'avait pas été aussi heureux dans ses démarches près des gouvernemens suédois et turc; nous parlerons plus tard de ce dernier, occupons-nous maintenant de ce qui a trait à l'autre.

Depuis la révolution qui, grace à la politique habile de l'empereur Alexandre, trompa les vœux de l'empereur des Français, celui-ci n'avait cessé de tourmenter le gouvernement suédois, qui le fut bien plus encore quand, malgré les intrigues des agens français tant à la diète d'Oërébro qu'à Stockholm et dans les provinces, Bernadotte eut été élu prince héréditaire. Ce prince cependant éprouvait une vive répugnance à tourner ses armes contre son ancienne patrie; aussi, dans une lettre adressée à Napoléon le 8 décembre 1810,

e lui avait-il demandé, pour que la Suède de-
eurât intimement unie à la France, que des
ecours en argent, chose que la destruction de
a commerce rendait indispensable; mais cette
verture demeura sans succès. Bernadotte, du-
nt la maladie de Charles XIII, géra les affaires
bliques, du 7 mars 1811 au 6 janvier 1812; il
ploya tout ce temps à régler ce qui avait trait
militaire et le mit sur un pied respectable.
pendant les troupes françaises entrèrent le
janvier 1812 dans cette Poméranie qui avait
rendue à la Suède en 1809. Le cabinet sué-
is, indigné d'un procédé aussi injuste qu'inat-
ndu, déclara qu'un tel acte et les excès com-
s dans cette province rompaient les engage-
ns pris par rapport au système continental, et
e les ports suédois seraient en conséquence
verts à tous les pavillons. Cependant Berna-
tte, dans une lettre du 11 mars, après s'être
int de la rudesse avec laquelle l'ambassadeur
France avait *heurté* l'orgueil national suédois et
rès avoir demandé l'appui de Napoléon, l'invitait
ettre *un terme* à l'effusion *du sang des hom-*
s, et lui proposait un *rapprochement* avec *l'em-*
reur Alexandre, se flattant de pouvoir y con-
ibuer; il gémissait de voir *la Suède à la veille*
séparer *ses intérêts de ceux de la France*, ou

d'être obligé lui-même de *sacrifier ceux de la patrie* qui l'avait *adopté*. Napoléon ne répondit qu'en faisant proposer à la Suède de lui garantir la rétrocession de la Finlande pour prix de son accession à la ligue contre la Russie. Vers la même époque le baron d'Engestroem, sur l'offre de médiation de l'Autriche, adressait au ministre autrichien, comte de Niepperg, une note où il était dit : « Que l'enlèvement de cent bâtimens suédois et l'invasion de la Poméranie justifiaient tous les engagemens que la Suède aurait pu prendre avec les ennemis de la France ; que, répugnant pourtant à se prononcer contre elle, Sa Majesté suédoise écouterait toutes les propositions conciliatoires ; que si elle acquérait la conviction des armemens de l'empereur Alexandre dans le but d'asservir l'Europe, elle n'hésiterait pas à combattre pour arrêter cette ambition ; mais que si la Russie n'armait que pour sa propre défense et n'obéissait qu'à une impérieuse nécessité, la Suède ne balancerait point à défendre les intérêts du Nord ; qu'une guerre entreprise pour reconquérir la Finlande n'était nullement dans les intérêts de la Suède et lui occasionnerait des dépenses qu'elle n'était pas en état de supporter ; que même le succès n'en balancerait point les dangers tant à l'égard

de l'Angleterre, qui brûlerait ses ports, que vis-à-vis de la Russie qui tôt ou tard s'en vengerait. Si donc la France, ajoutait-on, veut admettre *la neutralité armée* de la Suède et restituer la Poméranie, le roi accepte la médiation de l'Autriche et de *la Russie*. Persuadée que les préparatifs de l'empereur Alexandre sont purement défensifs et dans l'unique vue de préparer à son empire cette même *neutralité armée*, Sa Majesté désire l'établir de *concert avec la Russie* et s'engage à faire tous ses efforts pour qu'une rupture n'ait pas lieu avant qu'on ait pu réunir à cet effet les plénipotentiaires suédois, français, autrichien et russe, afin de terminer le différend existant entre le Nord et la France. »

Napoléon ne voulut entendre à aucun arrangement, et le prince royal de Suède qui, outre s devoirs imposés par les intérêts réels de la uède, avait à défendre jusqu'à sa propre perne depuis le complot tramé pour l'enlever et conduire en France, le prince royal, disons-us, fit remettre à l'empereur Alexandre par le mte de Lowenhjelm, son aide-de-camp, une ttre dont voici un fragment : « Les côtes de la Méditerranée, de la Hollande et de la Baltique, successivement occupées et l'intérieur de l'Allemagne cerné, ont dû faire entrevoir aux moins

« clairvoyans que les règles de la politique allaient
« faire place à un système qui réunirait une foule
« de nations sous un seul chef. Les monarques
« attendent consternés le développement de ce
« vaste plan. Au milieu de ce deuil universel, le
« regard des hommes prévoyans se tourne vers
« Votre Majesté ; déjà il s'élève et vous contemple
« avec la foi de l'espérance. » Des liens mutuels s'établirent par correspondance entre ce prince et le tzar ; il en résulta un accord secret, signé le 24 mars, par lequel la Russie s'engageait à aider la Suède dans la conquête de la Norwége en dédommagement de la Finlande, et l'on stipulait que le Danemarck serait lui-même dédommagé de cette perte par un accroissement de territoire en Allemagne. La Russie invitait l'Angleterre à accéder à ces arrangemens, et cette puissance y donna son adhésion le 3 mai.

Alexandre cependant se flattait encore de pouvoir éviter la guerre ; même désir et même espoir animaient aussi Bernadotte ; ils ne voulaient l'un et l'autre que se maintenir dans une *neutralité armée*. Aussi, le 20 mai 1812, M. d'Ohsson, chargé d'affaire de Suède à Paris, s'exprimait-il ainsi dans une note remise au duc de Bassano : « *Des vexations inouïes* étaient exercées sur les « bâtimens suédois par des corsaires français

croisant sur les côtes pour les capturer. Afin d'y mettre ordre on fit prendre celui nommé *le Mercure*, mis, *par égard pour* S. M. *l'empereur*, à la disposition du ministre de France, mais avec demandes réitérées de faire cesser ces désordres ; on ne répondit que par l'envahissement de la Poméranie. De nouvelles réclamations furent adressées de Stockolm les 4 et 7 février; elles ne parvinrent point, toute correspondance étant interceptée ; de plus on fit à Hambourg la recherche *des fonds qui s'y trouvaient pour le compte de la Suède* ; on vendit les *bâtimens suédois* dans les ports de Mecklembourg et à Dantzick; un plénipotentiaire envoyé en Poméranie fut repoussé ; on y commit des déprédations; on arrêta les fonctionnaires publics suédois; on confisqua les navires de commerce au profit de la France, et l'on écrasa le pays d'impôts. Telle fut la conduite du gouvernement français, tandis que les Anglais ménageaient le cabotage suédois. Sa Majesté ordonne donc au soussigné de déclarer officiellement à S. E. le duc de Bassano que le roi proteste formellement contre l'invasion française de la Poméranie, qu'il la considère comme une violation des traités entre les deux États, *qu'il ne se regarde cependant pas comme en état*

« *de guerre avec la France*, mais qu'il demande « une explication franche, au défaut de laquelle « il se croirait libéré de ses engagemens et *en* « *état de neutralité vis-à-vis de la France et de* « *l'Angleterre*. Le roi désire pouvoir allier *ses* « *affections pour la France avec le maintien de* « *l'indépendance du Nord*, et serait peiné d'être « forcé de sacrifier son *penchant* aux intérêts de « la patrie. » Cette note était juste, noble, conciliatrice; elle ne répondait à des outrages multipliés que par le désir d'une paix dont la Suède avait un impérieux besoin; elle démontrait que tout accord fait par cette puissance avec la Russie n'avait d'autre but que la *neutralité* qui était de droit commun; enfin elle professait l'oubli des injures en raison du *penchant* et des *affections* de la Suède *pour la France*. Napoléon venait de mettre le comble à des *vexations inouies* par un premier acte d'agression, et l'on se contentait de réclamer contre sa persévérance dans des actes tyranniques qui étaient réellement de sa part un commencement de guerre, quoiqu'on répugnât encore à la lui faire; si la Suède s'y décidait enfin, elle y serait entraînée comme un malheureux l'est au supplice. Cependant nulle réponse ne fut faite à cette office; l'empereur des Français, par cette conduite où les intérêts de la politique

étaient sacrifiés au délire de l'orgueil, perdait un allié utile, le forçait à se jeter dans les bras de ses ennemis et aliénait l'esprit d'une nation unie de cœur et d'habitudes avec la France depuis le règne de François 1er.

Les négociations de Napoléon avec la Turquie ne devaient pas avoir plus de succès; le divan n'était pas, il est vrai, disposé à s'unir avec la Russie, mais il montrait la ferme intention de terminer une guerre que Napoléon eût voulu prolonger, comme diversion favorable à celle qu'il allait entreprendre. Le cabinet ottoman n'avait pas besoin qu'on l'instruisît, comme le faisaient les Anglais, des dispositions secrètes de la France à son égard; il lui suffisait de se rappeler la violation des promesses faites par l'empereur des Français lors du traité de Tilsitt et des conférences d'Erfurth. L'expédition d'Égypte n'était pas effacée de sa mémoire; il savait les menées des agens français en Orient, et on lui faisait craindre que, la Russie une fois soumise, Napoléon ne portât ses vues sur le Bosphore pour tenter de là cette expédition contre les Indes dont son imagination n'avait jamais cessé de se flatter. Enfin les désastres de la campagne de 1811 étaient un malheur présent qui pouvait en amener de plus funestes encore; aussi continuait-il à

négocier à Bukharest, en dépit des offres séduisantes des agens français. Ainsi Napoléon, par sa fausse et perfide politique, voyait se soustraire à son influence les Suédois et les Turcs, quand il avait espéré s'assurer facilement de toutes les nations continentales pour les précipiter en masse sur la Russie.

Napoléon, tout en travaillant à susciter au cabinet de Saint-James un ennemi nuisible à son commerce par ses intrigues avec le nouveau président des États-Unis, voulut tenter à Londres des négociations; car une paix avec l'Angleterre, qui avait alors sous les armes huit cent sept mille hommes * de terre ou de mer, troupes réglées, milices ou Indiens enrégimentés, c'est-à-dire une masse de troupes égale à la vingtième partie de sa population de tout sexe et de tout âge; cette paix, disons-nous, eût enlevé aux Espagnols un soutien nécessaire et à la Russie un futur allié. Dans cet espoir, qui fut et devait être frustré, il fit écrire par le duc de Bassano à lord Castlereagh, le 17 avril, que *l'empereur et roi*, voulant *mettre un terme aux malheurs de la guerre*, l'autorisait à manifester à cet égard *ses dispositions*. Après un détail des maux causés à l'Europe

* *Annual register* de 1812, discours de M. Thornton, au parlement britannique.

par la guerre allumée *entre la France et l'Angleterre*; après avoir rappelé que Napoléon avait toujours désiré la paix et récapitulé ses diverses tentatives à ce sujet, ainsi que les refus constans d'en traiter avec lui, le ministre français déplorait les *calamités qui désolaient la Péninsule et les vastes contrées de l'Amérique espagnole;* puis, à la suite d'une protestation de sa loyauté, dont sa démarche, disait-il, était la preuve; il proposait, au nom de son maître, la base de négociation suivante. « L'intégrité de l'Espagne serait garantie; « la France renoncerait à toute extension du côté « des Pyrénées; la *dynastie actuelle* serait déclarée indépendante, et ce royaume régi par une « constitution nationale des cortès. L'indépendance et l'intégrité du Portugal seraient également garanties à la maison de Bragance, qui « continuerait à y régner. Le royaume de Naples « resterait au roi Joachim; le royaume de Sicile « serait garanti à la maison actuelle de Sicile. « Par suite de ces stipulations, l'Espagne, le Portugal et la Sicile seraient évacués par les troupes « françaises et anglaises de terre et de mer. « Chaque puissance garderait ce que l'autre ne « pourrait pas lui ôter par la guerre. » Le ministre terminait en disant : « Telles sont les bases de « conciliation offertes à S. A. R. le prince ré-

« gent; si cette quatrième tentative est sans suc-
« cès, la France aura la consolation de penser
« que le sang qui pourrait couler retombera tout
« entier sur l'Angleterre. » Lord Castlereagh répondit à cette ouverture que le prince régent, avant d'entrer en explication, croyait devoir *à son honneur* de s'assurer du sens précis attaché par le gouvernement français au passage suivant: *La dynastie actuelle serait déclarée indépendante et l'Espagne régie par une constitution nationale des cortès*; que si le sens de cette proposition est, comme S. A. R. le craint, que *l'autorité royale en Espagne et le gouvernement par les cortès* doivent résider dans la personne du frère de Napoléon et les cortès convoquées par lui, mais non dans celle du *souverain légitime Ferdinand VII* et l'assemblée des cortès investie de pouvoirs en son nom, *les devoirs et la bonne foi ne permettraient pas à S. A. R. de recevoir la proposition d'une paix fondée sur cette base;* mais que si les expressions ci-dessus s'appliquaient au gouvernement qui exerce l'autorité *au nom de Ferdinand VII*, le prince était disposé à traiter sur *la base proposée de concert avec ses alliés;* qu'il était donc nécessaire de s'entendre clairement avant toute discussion ultérieure. Je pourrais, disait le ministre britannique en terminant sa

ettre, justifier la conduite précédente du gouver-ement anglais en en référant à la correspondance ui a eu lieu et au jugement que le monde en a orté; quant au caractère que la guerre a pris, n niant que ses maux puissent être attribués au ouvernement britannique, je puis assurer Votre Excellence que Son Altesse Royale *les déplore incèrement et que son ardent désir est de voir les elations* entre les deux pays rétablies *sur les prin-ipes suivis dans les temps antérieurs.*

La paix, si Napoléon l'eût réellement voulue, ie tenait donc qu'à l'abandon de Joseph qui ne ouvait régner, et de Murat qu'il se proposait ui-même de détrôner; mais cela ruinait son sys-ème politique de domination universelle. Que lire pourtant d'un système qui, se refusant ir-évocablement à toute pacification possible, en-raînait lui d'abord, puis eût entraîné son fils dans n état éternel d'opposition à tous les intérêts :omme à tous les droits légitimes?

La conduite de l'Angleterre, en se refusant ux propositions de paix les plus utiles qu'on lui ût encore offertes, fut aussi noble qu'était ab-urde celle de Napoléon en présentant à son en-nemi des bases de pacification réprouvées par 'honneur. Le gouvernement britannique n'était ependant pas exempt alors d'embarras inté-

rieurs ; il avait apaisé les révoltes des ouvriers briseurs des machines par un bill qui déclarait leur délit *crime capital ;* mais la pénible dégradation du pouvoir royal dans les mains du prince régent était devenue plus sensible par l'issue des nouvelles négociations, pour la formation d'un ministère, auxquelles donnait ouverture le triste et inconcevable événement de l'assassinat de M. Spencer Perceval, le 11 mai, au moment où il allait entrer dans la chambre des communes. Dans les circonstances où se trouvait l'Europe, il fallait à la direction du cabinet de Saint-James de grandes connaissances politiques, une tête vaste, forte, capable de saisir et de combiner l'ensemble des rapports de l'Angleterre avec les autres Etats et de ceux-ci entre eux, surtout les modifications que la puissance de la France y avait apportées. Cependant la perte inopinée d'un élève de Pitt, tel que Perceval, avait été précédée de la démission du marquis de Wellesley, donnée le 16 janvier et acceptée le 19 février, époque où il fut remplacé par lord Castlereagh. Enfin le ministère reçut dans son sein, après diverses négociations sans succès, des hommes faibles, tels que lord Sidmouth et lord Harrowby. Sous ce ministère sans prévoyance, un bill en faveur des catholiques passa dans les deux cham-

bres, le 22 juin et le 1er juillet, ce qui ouvrait la porte à des innovations dont on ne pouvait prévoir ni le terme ni les résultats. Tous les yeux, en effet, étaient tournés alors bien moins sur l'avenir du gouvernement britannique que sur ce qui se passait dans le Nord.

Avant de parler ici de ces négociations illusoires entamées avec la Russie pour l'endormir jusqu'au jour où l'on espérait la frapper à mort, esquissons le tableau de la cour de Saint-Pétersbourg, du cabinet impérial, des factions françaises et anti-napoléoniennes qui s'agitaient alors autour du tzar; car l'on ne pourrait sainement juger l'époque où nous sommes parvenus, sans faire préalablement connaître les acteurs de ce drame sanglant où allaient être jouées les destinées de l'Europe. Nous citerons à cet effet la plus grande partie d'une dépêche de cet agent prussien, qui, comme on l'a déjà vu, ne partageait pas aveuglément les flatteuses espérances conçues et communiquées par le baron de Stein.

« Parmi les ordres reçus de V. E., j'avais celui « de lui peindre ceux qui ont réellement, qui « croient ou pourraient croire acquérir quelque « importance dans les circonstances actuelles. « Pour ne rien oublier et procéder avec rectitude, « je les partagerai en cinq catégories, compre-

« nant : 1° les ministres accrédités près le cabinet « de Saint-Pétersbourg ; 2° les principaux admi- « nistrateurs du gouvernement russe ; 3° ceux qui « semblent réellement y jouir d'un véritable cré- « dit ; 4° les militaires le plus en évidence ; 5° en- « fin les agens ou serviteurs du prétendant.

« A la tête de la première se trouve le duc de « Serra-Capriola, l'homme qui connaît le mieux « ce pays. Je ne répéterai pas ce que j'en ai déjà « dit, mais j'y ajouterai qu'il est devenu ici « une véritable puissance ; car depuis que la « France est l'objet de la terreur générale, tous « les ministres étrangers, à l'exception de celui « d'Autriche, ont ordre de se concerter avec « lui, et de suivre ses directions. *Bessera* ne voit « que par ses yeux ; de *Maistre*, dont le souverain « est réduit à la Sardaigne, quoique homme d'es- « prit et de savoir, est sans importance ; le besoin « de s'allier intimement avec Bernadotte en donne « une réelle à Lowenhjelm ; Zéa Bermudez, en- « voyé secret de l'Espagne, chez qui le zèle sup- « plée aux talens, serait nul sans l'influence « qu'exerce le duc de Serra-Capriola. Avant les « événemens de la Péninsule, l'Espagne était re- « présentée ici par le noble et loyal *Norogna* ; « elle l'est publiquement depuis par l'érudit et « inconsistant *Pardo*, traître à Ferdinand VII

« qu'il regrette, et fidèle à Joseph dont il a honte.
« En face de ces missions plus ou moins anti-
« françaises, nous voyons celle où la nullité
« bourgeoise du général *Hédouville* fit place à la
« légation dans laquelle *Caulaincourt* et *Rayneval*
« eussent été bien plus utiles à leur gouverne-
« ment, si celui-ci n'était pas un de ces hommes
« qui veulent être en mesure avec tous les futurs
« contingens, et celui-là dans une fausse position
« depuis le meurtre du duc d'Enghien. Le mi-
« nistre actuel (*Lauriston*) leur est très inférieur
« sous tous les rapports. Quant à la légation au-
« trichienne, je l'ai vue passer de l'honorable
« et véritablement grand seigneur prince de
« *Schwartzenberg* à l'honnête et ridicule comte
« de *Saint-Julien*, ayant pour surveillant le spiri-
« tuel *Sturmer*, puis tomber jusqu'à *Lebzeltern*,
« ministre actuel, mais aussi fin qu'habile et zélé,
« espèce d'aventurier politique. Quant à l'Angle-
« terre, elle n'a que des agens secrets, mais pris
« dans toutes les classes, et dont l'action frappe
« sur toutes les portions de la société, sur le com-
« merce principalement.

« J'aurai peu à dire sur les personnages placés
« à la tête de l'administration. V. E. connaît ce
« très médiocre, mais très respectable comte
« *Romanzoff*, ministre du commerce, dont il ne

« sait pas juger les besoins, et des affaires étran-
« gères, qu'il ne voit que sous un faux jour. V. E.
« sait son opiniâtre direction. *Soltikoff* lit beau-
« coup mieux dans les intérêts de son pays, mais
« sa timide modestie fait tort à un crédit dont il
« serait digne; *Gourieff* dirige les finances comme
« un travailleur laborieux, et *Koladavieff* lui est
« très inférieur dans l'administration de l'inté-
« rieur. Ce qu'il y a de mieux, c'est *Mordvinoff*,
« homme vertueux et désintéressé, mérite peu
« commun ici, homme qui sait beaucoup, peut-
« être trop; très anti-napoléonien, et très ami
« de sa patrie dont il déplore l'abaissement. Le
« reste mérite à peine d'être cité.

« Deux hommes, dans des positions person-
« nelles et morales bien différentes, semblent
« avoir maintenant le plus de crédit; ce sont le
« général *Aratcheieff*, généralement abhorré,
« mais sur qui repose la sûreté de l'empereur;
« puis le baron *d'Armfelt*, ardent ennemi de la
« France révolutionnaire et poussant à la guerre
« contre elle de tout son pouvoir. Bien vu de
« l'impératrice mère et de l'adorable impéra-
« trice régnante, d'Armfelt est lié avec le duc de
« Serra-Capriola et ceux qu'il dirige; il est en-
« thousiaste de *Stein*; il choie *Lavenhjelm* et
« même *Kacheloff*, repoussé jadis par Catherine II

« comme illuminé, et recherché aujourd'hui par « la faction anti-française comme lié à quelques- « uns des chefs du *Tugenbund*. Du reste, l'empe- « reur, sans réprouver aucune opinion, ne semble « encore en accueillir aucune ; bien fin qui le se- « rait assez pour pénétrer au fond de son ame.

« Si c'est avec espoir qu'Alexandre jette ses re- « gards sur son armée, ce n'est pas cependant « sans crainte. *Bennigsen* dans la dernière guerre « montra de la fermeté ; mais ce général, ardent « sans être audacieux, n'osa pas, à Eylau, écraser, « comme il le pouvait, l'armée française. *Kou- « touzoff* vient de faire une brillante campagne, « mais c'est contre des Turcs ; la balle qui tra- « versa sa tête d'une tempe à l'autre est pour ce « militaire un trophée que partout il porte avec « lui ; cependant il faut autre chose que cette ho- « norable blessure, il faut même plus qu'un es- « prit fin, rusé, adroit, pour être opposé à Na- « poléon. En écartant donc ici des sabreurs tels « que *Bagration, Miloradowitch, ce Bayard de « l'armée russe*, et autres, je ne vois de général « réellement recommandable que *Barclay de « Tolly*, digne d'une haute illustration par son « passage du golfe de Bothnie, et dont la valeur « froide et l'audace réfléchie est abondamment « nourrie d'expérience.

« La cinquième catégorie, celle relative aux « agens du prétendant (Louis XVIII) est trop in- « signifiante pour s'y arrêter. Le grand-duc Con- « stantin déteste les royalistes françois ; l'empe- « reur son frère les aime peu, depuis surtout les « vaniteuses incartades du comte de Blacas, et les « intrigues du chevalier de Vernégues dans la « maison du grand-maréchal Tolstoï. Parmi eux, « le plus honorable est le duc de Polignac, homme « bien différent de ce que l'ont voulu faire mille « pamphlétaires français ; mais il est souffert ici « et voilà tout ; il existe cependant à Pétersbourg « un agent secrètement accrédité d'un prince exilé « pour qui l'on ne voudrait rien faire, quand bien « même on en aurait le pouvoir ; mais le comte « de Briou ne saurait pas même faire passer ses « notes à l'empereur sans l'entremise du comte « d'Armfelt. Ce dernier est véritablement transpa- « rent ; aussi peut-on voir, dans le jeu mobile de « ses craintes et de ses espérances, que rien n'est « réellement arrêté relativement à une rupture « avec la France. » Cette lettre en rappelait une écrite dans la même vue et qui avait précédé le traité de la Prusse du 24 février. Des négociations continuaient alors entre la France et la Russie ; leur importance mérite que nous en parlions avec quelques détails.

L'empereur, se voyant déjà presque assiégé par la forte garnison française établie dans la république nominale de Dantzick et par celles des forteresses de la Prusse; considérant l'accroissement de l'armée polonaise, l'envahissement de la Poméranie et les intrigues de Napoléon à Constantinople et à Stockholm, ne commença à respirer qu'au moment où il reçut la première lettre de Bernadotte, qui fut suivie de la convention secrète dont nous avons parlé. Il savait tout ce qui se passait en Pologne sous la direction révolutionnaire du ministre français Bignon; il savait aussi ce que Napoléon rêvait à son égard; Caulaincourt avait en vain cherché à resserrer les liens des deux puissances en arrêtant un accord dans lequel il était déclaré que *jamais la Pologne ne serait rétablie*. L'empereur de Russie l'avait déjà signé; mais envoyé à l'empereur des Français, celui-ci refusa sa signature en disant qu'on devait s'en rapporter à sa seule parole, et qu'il ne pouvait rien présager sur l'avenir de la nation polonaise; il modifia donc cet accord, ce qui était un outrage et presque une menace adressée à l'empereur Alexandre. Le comte Schouwaloff n'avait apporté de Vienne que des potions calmantes, car le cabinet autrichien désirait d'autant plus la paix qu'il prévoyait avec

regret ne pouvoir éviter de prendre à la lutte une part active; mais Tchernicheff parti de Paris le 25 février, c'est-à-dire le lendemain du jour où le ministre prussien signa son traité, quoique porteur d'une lettre presque pacifique de Napoléon, en avait balancé l'effet par l'état qu'il s'était procuré de l'effectif de l'armée française, de sa direction et de l'ordre donné au maréchal Davoust de se porter vers les frontières russes. Néanmoins, le prince Kourakin exposait au duc de Bassano les justes craintes du Tzar et les moyens de les faire cesser; on ne répondait à ses notes que d'une manière évasive, et le ministre français adressait au comte Romanzoff une lettre, en date du 25 avril, dont il est nécessaire de donner ici la substance. Après avoir établi en principe que *toutes les nations* doivent jouir de *l'indépendance de leurs pavillons*, il avance que *toutes les puissances* ont le droit d'exiger que les nations *qui prétendent à la neutralité fassent respecter* la leur; et quoiqu'il parle de *l'engagement pris* par l'empereur Alexandre *de sommer*, de concert avec la France, *les trois cours de Copenhague, Stockholm et Lisbonne de fermer leurs ports aux Anglais*, il n'en déblatère pas moins contre *l'attentat* du gouvernement britannique à *Copenhague* et contre ceux qui, dit-il, se préparèrent *en Espagne par l'Angleterre*, en se servant

du *prince des Asturies* pour chasser son père *du trône*, il rappela qu'à Erfurth l'empereur des Français avait consenti à l'évacuation de la Prusse et à la réunion à son empire, par le tzar, de la Finlande, la Valachie et la Moldavie. Cependant, poursuivait-il, *la Russie abjure les principes* proclamés à Tilsitt; elle les élude par l'*ukase sur le commerce* qui ouvre ses *ports à tout bâtiment anglais* masqué *d'un pavillon étranger*. Quant à la réunion des villes anséatiques, elle était nécessitée par le besoin de réprimer toute communication commerciale avec l'Angleterre; celle du *duché d'Oldenbourg en était la suite; une indemnité avait été offerte, mais on* avait fait de cette affaire, si facile à régler, *une affaire d'état, où l'on avait vu pour la première fois paraître une protestation d'un allié contre un allié. L'ukase de* 1810 *avait fait connaître que les traités n'existaient plus; la protestation montra que le lien des deux puissances était rompu, et que la Russie jetait le gant à la France; quand les armées russes étaient nombreuses et menaçantes* sur leur frontière occidentale, *toutes les troupes françaises étaient en-deçà du Rhin, à l'exception de quarante mille hommes rassemblés à Hambourg pour la défense des côtes du Nord*, et il n'en était resté que quatre mille à Dantzik. Cependant, l'empereur des Français, persistant dans un désir d'arrange-

ment, voulait traiter sur les quatre points suivans: 1° l'existence du duché de Varsovie, qui était une des conditions du traité de Tilsitt; 2° la réunion d'Oldenbourg comme étant dans l'esprit du même traité; 3° une législation du commerce réglée sur les mêmes principes; 4° la révocation de l'ukase de 1810, nuisible à la France, favorable à l'Angleterre, et contraire aux stipulations arrêtées par les deux cabinets. La négociation devrait porter sur ces bases, et S. M. accueillerait toute convention qui ne tendrait *directement ni indirectement au rétablissement de la Pologne*; elle consentirait à une indemnité pour la réunion d'Oldenbourg, quoique la Russie n'eût *aucun droit de s'immiscer* dans cette affaire (comme si aux droits légitimes de possession héréditaire ne se joignait point l'article textuel du traité de Tilsitt). Dans son désir de concilier les intérêts de la Russie avec l'esprit du traité de Tilsitt, elle consentirait à un traité de commerce qui ménagerait les besoins réciproques des deux États. Si l'empereur Alexandre s'y refusait et si M. de Nesselrode, toujours annoncé depuis quatre mois pour traiter, n'arrivait pas, S. M. n'aurait plus qu'à *recourir aux armes*; ce que son *vœu* était de *prévenir*. Le ministre français terminait en disant : la dernière lettre de l'empereur, envoyée par le colonel Tchernicheff, est

demeurée sans réponse; cependant, *la paix dépendra encore de la résolution* du cabinet russe.

Cette résolution attendue était une soumission aux ordres de Napoléon; tel était l'esprit de la lettre du 25 février, telles furent les bases présentées dans cette longue et diffuse lettre du duc de Bassano. Dans toutes les négociations entre Alexandre et Napoléon, on ne voit de la part du premier que le désir de conserver son indépendance, de protéger un prince de sa maison, de faire, quoique par des moyens différens, ce que son allié exécutait par son système de licence; enfin d'éloigner de ses frontières les armées françaises qui avaient nécessité la réunion des siennes. Aussi le prince Kourakin passa-t-il, le 18-30 avril 1812, au duc de Bassano une note portant: « Il m'est ordonné de déclarer à Votre Excellence « que la conservation de la Prusse et *de son indé-* « *pendance de tout lien politique dirigé contre la Rus-* « *sie* est indispensable aux intérêts de Sa Majesté « Impériale. Pour arriver à un véritable état de « paix avec la France, il faut qu'il y ait entre elle et « la Russie un État neutre. La politique de l'em- « pereur mon maître tend à établir entre les « deux puissances des rapports solides et stables, « ce qui ne saurait avoir lieu tant que des ar-

« mées étrangères continueront de séjourner à « proximité des frontières russes. La première base « de toute négociation est l'entière évacuation « des États prussiens, une diminution de la gar- « nison de Dantzick et un arrangement avec le « roi de Suède. Quant au commerce, Sa Majesté « s'engage à ne rien changer aux mesures prohi- « bitives adoptées et observées en Russie contre « le commerce *direct* avec l'Angleterre, et à con- « venir d'un système *de licence à introduire à « l'exemple de la France*; elle s'engage à certaines « *modifications* désirées par la France dans le ta- « rif de 1810, et à conclure un traité d'échange « pour le duché d'Oldenbourg. Telles sont les « bases qui seules peuvent rendre possible un ar- « rangement entre les deux cours; mais si la nou- « velle ne parvenait que le comte de Lauriston « eût quitté Saint-Pétersbourg, il serait de mon « devoir de demander mes passeports. »

Cette note, passée après la connaissance ac- quise des deux traités de la Prusse et de l'Autri- che, était non-seulement fondée en droit et ré- digée avec modération, mais conforme aux vœux sinon réels, du moins officiellement exprimés du cabinet des Tuileries, et renfermés encore dans la lettre ci-dessus citée du 25 avril. La remise de

cette note avait été précédée le 27 d'une audience accordée par Napoléon au prince Kourakin, auquel il répondit dans des termes conciliatoires en apparence; aussi la demande n'était-elle que conditionnelle et pour le cas où Lauriston aurait quitté la Russie. Kourakin se croyait tellement en droit d'espérer une heureuse issue des condescendances de son souverain, qu'il passa, le 25 avril (7 mai), une nouvelle note, dans laquelle il disait s'étonner du silence gardé sur les *instructions* pacifiques *adressées par le baron de Serdobin*, qu'il avait franchement communiquées; il exposait que ces *offres* de l'empereur Alexandre (elles cédaient à presque toutes les exigences de Napoléon) pouvaient seules *épargner à l'Europe les malheurs* qui la menaçaient, et se plaignait qu'on se refusât à toute explication, exprimant la crainte qu'on préférât la guerre à toute modification et que le départ annoncé de l'empereur et roi ne rendît son propre départ indispensable. La réponse du duc de Bassano, en date du 9 mai, consistait en ces mots : « Je dois demander à V. E. si elle a des « pleins pouvoirs pour arrêter, conclure et signer « un arrangement sur les différends entre les deux « puissances. » La réplique de Kourakin, du même jour, témoignait sa *surprise* d'une question à laquelle *il croyait avoir* loyalement répondu en

indiquant d'une *manière positive* le dessein de son maître de *maintenir la paix*. Il ajoutait qu'il était prêt à signer une convention conforme à ses communications, ses instructions mêmes lui prévoyant qu'elle serait ratifiée par l'empereur Alexandre; mais il ne renouvelait pas sa demande de passeports, espérant encore parvenir à tout pacifier dans un rendez-vous qui lui était assigné par le ministre des relations extérieures. Ce ministre, néanmoins, sans égard à ce qu'exigeaient les convenances, était parti à la date même de sa lettre du 11 mai, jour où ce rendez-vous était fixé. L'ambassadeur russe, stupéfié d'une telle injure, se contenta de lui écrire pour demander enfin l'envoi de ses passeports, qu'il allait attendre à la campagne, en lui renouvelant l'expression de ses regrets de n'avoir pu remplir au gré de son souverain un ministère de paix, et demandant encore des réponses à ses diverses notes.

Ces négociations, ainsi que les traités faits avec la Prusse et l'Autriche, sont curieuses à rapprocher des constantes assertions du cabinet des Tuileries et de sa perpétuelle protestation d'avoir voulu éviter la guerre; en effet, l'on voit dans les correspondances de M. de Bassano avec Kourakin cet aveu remarquable que le traité de Tilsitt engageait les deux puissances à *sommer de concert la*

cours de Copenhague, de Stockholm et de Lisbonne à prohiber les marchandises anglaises; ce qui amena l'enlèvement de la flotte danoise. On y voit que l'empereur Alexandre se soumet successivement à toutes les exigences de Napoléon, hors celle de conserver une armée sur la frontière russe, et que Napoléon se refuse à tout ce qu'il avait lui-même demandé; c'est ainsi qu'il en avait agi en 1806 avec la Prusse. On y voit enfin que le duc de Bassano, non content de ne point répondre à la plupart des notes passées par Kourakin, se borne à des plaintes sur la non-arrivée de M. de Nesselrode. Cependant la mission de ce diplomate (homme aussi fort que Kourakin l'était peu) n'eût dû commencer qu'au moment où des bases de négociations auraient été convenues, et le ministre français rompt brusquement et de la manière la plus outrageante pour l'ambassadeur et le souverain qu'il représente. Quant aux deux traités ci-dessus cités, ils sont éminemment curieux par le rappel à de prétendus droits maritimes émanés du *traité d'Utrecht*.

Le duc de Bassano, dans un rapport du 16 mars 1811, avait déjà établi en principe que « les droits « de la neutralité maritime avaient été réglés so- « lennellement par le traité d'Utrecht devenu *loi* « *commune* des nations, et que cette *loi* avait été

« *textuellement* renouvelée dans tous les traités « subséquens ; » assertions mensongères fruit d'une impudence extrême, ou d'une profonde ignorance du droit public européen ; car il eût fallu, pour qu'une *loi* devînt *commune* aux nations, qu'elle fût unanimement acceptée de toutes à cette époque, et, depuis lors, de celles qui ne contractèrent point au moment du traité d'Utrecht. Certes, il n'en a point été ainsi ; il y a plus ; ce traité, ou plutôt ces traités, car il y en eut de particuliers entre toutes les nations belligérantes, ne renferment rien, pour la plupart, de relatif aux intérêts commerciaux ; la France et l'Angleterre, l'Angleterre et l'Espagne, la France et la Hollande, signèrent seules des traités de commerce. Le troisième ne fait à l'égard des *neutres* ; si le second n'en parle pas davantage, c'est qu'il n'infirme pas le traité de 1667, où les droits des neutres sont reconnus. Le premier est plus clair ; loin de contester leurs droits, il déclare que, en cas de guerre maritime, si l'une des deux nations restait *neutre*, *son pavillon couvrirait la marchandise appartenant* même *aux ennemis* de l'autre, et que l'on ne considérerait comme *contrebande* que les objets *applicables à la guerre*, choses dont la France et l'Angleterre étaient déjà convenues par les traités de 1655 et 1677. Mais en eût-il été autrement, de

stipulations particulières entre ces deux puissances n'auraient pu devenir *loi* pour toutes les autres. Enfin les mêmes principes renouvelés en 1716, réclamés par tous les gouvernemens en 1780, consacrés par le traité de commerce de 1786, démontrent tout ce qu'il y a de faux dans la double assertion du duc de Bassano. Les *droits des neutres* faisaient tellement partie du droit public européen que le traité de Whitehall, signé le 22 août 1689 entre l'Angleterre et la Hollande, y ayant attenté, la Suède et le Danemarck réclamèrent, se liguèrent le 17 mars 1693, et obtinrent non-seulement satisfaction, mais restitution des bâtimens qui leur avaient été enlevés.

L'absence de toute espèce de bonne foi dans les négociations de Napoléon avec la Russie se reproduisait dans celles qu'il ouvrait alors avec l'Amérique du Nord. Le cabinet britannique avait déclaré que si *les décrets de Berlin et de Milan* étaient révoqués, les ordres du conseil *du 7 janvier* 1807 *et du* 26 *avril* 1809 demeureraient également comme non avenus à l'égard des États-Unis, et cela par l'effet de la *présente déclaration;* mais les prétentions du cabinet de Washington, sous l'influence de la France, s'accrurent d'une telle condescendance, et quoiqu'il eût été proclamé, dans le rapport du duc de Bassano du 16 mars

1811, que les décrets prohibitifs avaient force de loi, le ministre des États-Unis donna connaissance, le 30 mai 1812, d'un prétendu décret du 23 avril précédent, par lequel ces décrets, toujours en vigueur depuis lors, étaient révoqués, et l'Angleterre révoqua de son côté les ordres du conseil le 23 juin. Cependant, cinq jours avant cet acte du gouvernement anglais, c'est-à-dire le 18 juin, et vingt jours seulement après la notification du décret jusque-là inconnu et nullement exécuté depuis la date qu'on lui assignait, les États-Unis, se refusant au rôle le plus utile à leur commerce, déclarèrent la guerre à la Grande-Bretagne, sans aucun avantage réel pour la France, où les acheteurs et les vendeurs de licences furent les seuls qui y gagnèrent, au détriment de la morale privée et des vrais intérêts commerciaux.

Napoléon, en quittant Paris, n'avait pas voulu laisser le pape à Savone. Craignant que l'ennemi ne fît une tentative pour lui enlever son prisonnier et s'en faire une arme morale contre lui, il ordonna que, malgré ses infirmités, il fût transporté à Fontainebleau. On arracha donc le vénérable vieillard de son asile durant la nuit; on le fit sortir à pied et déguisé, pour gagner la voiture qui l'attendait hors de la ville, et, après une route dont la rapidité accrut la fatigue, il arriva le 19

pût à sa nouvelle résidence. Quant à l'empereur des Français, il avait quitté Saint-Cloud dès le 9 mai, ne dissimulant pas, durant la route, son intention de rétablir le royaume de Pologne, ce qui renfermait l'idée de la guerre contre la Russie, aussi bien que celle d'un dépouillement partiel des deux souverains de Prusse et d'Autriche, ses alliés. Il arriva à Dresde, où il se vit environné d'un nombre d'ambitieux qui rêvaient tout haut des couronnes royales ou ducales, ou à de riches dotations, qui s'irritaient même de voir la Russie réunir la Finlande et s'avancer dans les Palatinats, traitant d'usurpation la conquête de ces provinces qu'ils se partageaient déjà en espérance, abusés sur les succès de leur maître par les pamphlets plus ou moins officiels répandus depuis deux ans relativement à la prétendue faiblesse de l'empire russe. Napoléon se vit aussi entouré de la haute société des princes courtisans accourus de toutes les parties de l'Allemagne. Enfin il fut encore visité par l'empereur d'Autriche, par le roi de Prusse, et par le grand-duc de Würtzbourg, qui lui feurrait d'un brillant établissement ; promettant en même temps la cession de la Silésie à l'empereur François II, qui ne voulait cependant pas l'échanger contre la Gallicie. Ainsi Napoléon se proposait, moins de deux mois après

la garantie donnée à Frédéric-Guillaume, de le dépouiller encore non-seulement de cette province, mais encore de la Prusse royale, ce qui l'aurait réduit au rôle des anciens margraves de Brandebourg. Les fêtes les plus brillantes, le luxe le plus éblouissant, célébrèrent ce dernier moment de la grandeur de Napoléon; et il en jouit avec une insolente ivresse, qui ne s'abaissa que devant la tenue, le caractère et la majesté de l'impératrice d'Autriche, à qui son orgueil involontairement humilié voua la plus franche haine.

Tous les serviteurs de l'empereur des Français ne partageaient pas son espérance, quand il leur disait qu'il irait à Moscou, qu'il brûlerait les fabriques russes, et qu'il n'accorderait la paix à l'empereur Alexandre que quand ce prince l'aurait demandée à genoux. Son expédition, dont il croyait le succès assuré, était blâmée, mais timidement, par le maréchal Berthier et quelques autres; il en était au contraire vivement applaudi par Murat, qui aimait passionnément la guerre, et par Davoust qui, ayant déjà gouverné momentanément la Pologne durant la dernière guerre, concevait l'espoir de la gouverner encore d'une manière plus sûre et plus durable. Enfin c'était un délire presque universel dans l'armée la plus belle et la plus nombreuse qui eût encore été mise sur pied. Pour

en faciliter les succès, Napoléon travaillait par ses émissaires à révolutionner la Pologne. Il voulut même en faire pénétrer un à Wilna, et ce fut le comte Louis de Narbonne qu'il choisit, en le chargeant de cette fameuse lettre du duc de Bassano, datée du 25 avril, dont nous avons parlé. Nous donnerons plus tard la réponse qui y fut faite, mais commençons par porter nos regards vers l'empereur Alexandre.

Ce prince s'était rendu à Wilna le premier mai, après avoir autant que possible pourvu aux intérêts de son empire; il y enchantait, par l'aménité de son caractère, sa politesse noble, la simplicité de sa vie et de ses manières, ceux-là même qui étaient les moins disposés à lui rendre hommage. Il ne voulait point la guerre, mais il se croyait en mesure de ne pas la redouter, et il en fut plus que jamais persuadé le jour où la conclusion de la paix avec la Turquie rendit disponibles les troupes russes retenues jusque-là sur le Danube. Remontons un peu au-dessus de l'époque où il se rendit en Lithuanie.

Le tzar avait eu beaucoup de peine à terminer cette guerre si inopportune alors; ce qui s'y opposait, c'était l'ambition de Koutouzoff, mécontent comme beaucoup d'autres que Barclay fût mis à la tête de la grande armée, où il allait avoir à

commander plusieurs de ses cadets de grade, innovation que l'empereur crut nécessaire au succès de ses armes. Ce mécontentement coïncidait avec la fausse politique de Romanzoff, qui mettait également obstacle à la paix. Koutouzoff, très approuvé par le ministre, recommença en février ses opérations, que contraria le dégel. Il avait rompu les négociations et enjoint de partir aux plénipotentiaires ottomans qui persistèrent à demeurer à Bukharest pour y attendre de nouvelles instructions. Alexandre se désespérait de voir qu'en dépit de ses vives injonctions adressées au général négociateur rien ne se terminait. Mécontent de Koutouzoff, peiné du refus que Michelson faisait de le servir, il cherche de tous côtés l'homme ferme qui pourra mettre fin à ses inquiétudes, quand le baron, devenu comte d'Armfelt, lui propose l'amiral Tchitchagoff, qui est occupé avec des instructions conformes au plan de campagne, déjà arrêté depuis plus d'un an; mais celui-ci se voit retenu par des lenteurs de chancellerie assez long temps pour qu'on ait le loisir d'expédier un courrier à celui qu'il doit remplacer, et qui se hâte de signer, le 16-28 mai 1812, une paix qui fait acquérir à la Russie une partie de la Moldavie. Plus de fermeté eût épargné cette perte à la Porte Ottomane; mais les

légations anglaise et napolitaine lui avaient persuadé que Napoléon, vainqueur de la Russie, tournerait ses armes contre la Turquie pour s'assurer un passage vers les possessions britanniques de l'Inde. Tchitchagoff arriva bientôt, prit le commandement de l'armée, chassa tous les agens de Koutouzoff, se mit en marche aussitôt après l'échange des ratifications par les deux gouvernemens, et se prépara à couper la ligne d'opérations des Français, dans une campagne sur le début de laquelle il ne restait plus à former aucun doute.

Koutouzoff, furieux contre Tchitchagoff et dans la plus complète disgrace, eut ordre de ne point paraître dans la capitale. Sa conduite n'avait pas été la seule des tribulations de l'empereur Alexandre. Parmi nombre de sujets fidèles, il s'était rencontré des traîtres dont quelques-uns furent renfermés ou éloignés ; et tel est le malheur des princes, trop souvent contraints à se défier de leurs entours, qu'on parvint à faire naître chez le tsar d'injustes soupçons contre un homme digne de toute sa confiance. Le secrétaire d'état Speranski, homme distingué par son savoir, son caractère et son zèle, jouissait auprès de son prince d'une faveur bien méritée, mais qui offusquait quelques ambitieux machinateurs de cour ; on le savait admirateur des talens de Napoléon, et

l'on s'en fit une arme contre lui; les Tolstoi, mus par le chevalier de Vernègues, le représentèrent au comte d'Armfelt comme agent secret de Napoléon et dangereux au salut de l'État; un homme, intrigant subalterne, qui lui devait en partie sa fortune et qui cherchait à l'accroître à ses dépens, rédigea un mémoire plein de terribles inculpations contre lui, et il fut envoyé en exil; mais plus tard l'empereur reconnut son erreur, s'en repentit, la répara noblement, et d'Armfelt fut à son tour disgracié pour prix du zèle inconsidéré qui avait causé cette injustice.

Ce même d'Armfelt fut alors chargé de visiter les trois lignes parallèles des magasins formés pour alimenter l'armée russe, et que, par l'un des vices de l'administration de cette époque, il trouva totalement dénués de moyens de transport; mais il arrêta du moins dans Rgia treize navires chargés de grains pour Dantzick, c'est-à-dire pour l'armée qui allait attaquer la Russie. Alexandre se reposait sur l'immense force qu'il supposait à la sienne; car son état militaire montait sur le papier à un million cent dix mille huit cent quarante-six hommes de toutes armes * et il venait encore d'ordonner une levée nouvelle **.

* Voyez la pièce justificative P.

** Ukase du 22 mars 1812.

Il avait en outre jeté depuis plusieurs années des millions dans la construction du camp retranché de Drissa et des défenses de Dunabourg, ainsi que dans la création d'une ligne fortifiée dont Borissof était la clef, et qui liait Polostk au grand marais de Pologne (Polésie). Il croyait, sur cette masse de plus d'un million d'hommes, en avoir alors à sa frontière cinq cent cinquante mille; aussi espérait-il n'avoir pas besoin de recourir au système de retraite pour préserver son empire d'une invasion, et en abandonnait-il momentanément l'idée, quoique Barclay, général en chef de ses troupes, y tînt plus que jamais en voyant l'inconcevable déficit existant dans ces forces qui se réduisaient là sous les armes à un effectif de cent quatre mille hommes. Barclay ne désespérait cependant pas du salut de l'empire. Ce qu'il avait le plus redouté, c'est que Napoléon se portât par la Gallicie vers l'Ukraine, province peu affectionnée alors, et dont le Nord tire la plus grande partie de sa subsistance, comme l'armée en reçoit la presque totalité de ses remontes. Tel, et on le savait à Saint-Pétersbourg, avait été le plan du polonais Dombrowski; mais Napoléon, à qui ce général l'adressa, n'admettait pas facilement un conseil et trouvait militairement utile de s'appuyer, pour point de départ,

sur les places de l'Oder; il choisissait la route la plus courte dans l'intention de marcher rapidement sur Moscou, et prétendait exécuter dans une seule campagne ce qui, dans l'autre hypothèse, en eût exigé deux. Aussi avait-on réuni les forces russes conformément à la direction connue des armées françaises et en spéculant sur le caractère aventureux de celui qui les commandait.

L'empereur de Russie venait de ravir à Napoléon deux alliés utiles, les Suédois et les Turcs. Il avait, durant la guerre de 1806 et 1807, fait faire la proposition de venir diriger ses armées au général Moreau, qui s'y était refusé; il faisait alors, sur la foi de ce Fauche-Borel dont nous avons déjà parlé, une tentative nouvelle auprès de ce général républicain, appuyé des intrigues d'un nommé Rapatel, son ancien aide-de-camp, et ce même Rapatel fut mis en rapport, par le baron de Stein, avec les généraux prussiens, initiés aux sociétés secrètes allemandes. Au milieu des grands et prochains dangers qui menaçaient alors le tzar, des fêtes avaient lieu à Wilna. Déployant, avec une coquetterie noble, tous ses moyens de séduction, il y était secondé par le mécontentement que semblait inspirer contre Napoléon le système continental, qui ruinait la Lithuanie en

empêchant la vente de ses produits et les retours en marchandises dont elle ne pouvait se passer ; double malheur auquel pouvait seule remédier une guerre heureuse pour la Russie. Puis ce prince répandait abondamment des graces, plaisait aux dames, était affable envers les hommes et augmentait le prix des faveurs qu'il accordait, par la manière aimable et flatteuse avec laquelle il les annonçait à ceux qui en étaient l'objet.

Quoiqu'on fût pour ainsi dire en présence, les négociations continuaient encore. Le duc de Bassano écrivit de Dresde, le 20 mai, à Lauriston, de se rendre au quartier-général de l'empereur Alexandre, bien que Kourakin renouvelât, disait-il, *sa demande de passeports*, que nous avons vu n'avoir été que conditionnelle ; il le chargeait de représenter au grand-chancelier qu'en *réclamant l'indépendance de la Prusse, on violait cette indépendance, puisqu'on exigerait la destruction des engagements politiques qu'elle avait contractés.* Ces engagements forcés étaient cependant contre la Russie, et ils ne devaient être payés que par un nouveau dépouillement. C'était une chose curieuse que d'accuser d'attentat à la liberté d'un malheureux condamné au supplice, l'acte de celui qui voulait l'arracher à ses bourreaux. Mais l'inten-

tion réelle du ministre, qui ne cessait de répéter que demander l'évacuation de la Prusse lui semblait un outrage à l'honneur français, son intention, disons-nous, était d'avoir à Wilna un honorable espion. Aussi la demande de l'ambassadeur fut-elle repoussée avec des formes polies par le comte Romanzoff, et le même refus avait été adressé, sur une semblable demande, à M. de Lebzeltern, ministre d'Autriche. Nous ne citerons pas les lettres réciproques du grand-chancelier, de Lauriston, de Soltikoff et de M. de Bassano, qui, jusqu'au moment de la rupture déclarée, exprimaient constamment de la part de la Russie un désir réel de pacification, et de la part du cabinet français une vive irritation de la simple pensée que l'empereur Alexandre exigeât la retraite d'une formidable armée qui menaçait ses frontières.

Nous avons dit que le comte Louis de Narbonne avait été envoyé à Wilna; homme d'esprit, homme de la haute société, remarquable par ses manières nobles et gracieuses; sa vie antérieure était cependant de nature à inspirer peu de confiance. Comblé de biens par Mesdames, tantes de Louis XVI, il ne les avait payées que d'ingratitude; ministre du feu roi, il se montra infidèle à cet excellent prince, joua avec toute la légèreté de son caractère un rôle révolutionnaire sans but et sans suc-

cès, sous l'influence de madame de Staël; ce qui ne l'empêcha pas d'être contraint à fuir son pays, où il ne rentra que pour se vouer à Napoléon, auquel il plut par la servilité des plus minutieuses niaiseries de cour. On l'avait essayé dans une mission diplomatique à Berlin, où ses manières et son ton le firent favorablement accueillir, quoiqu'il manquât d'aplomb : il avait espéré tromper le roi de Prusse et endormir son ministère : on crut qu'avec de la finesse et une séduisante amabilité il pourrait influer sur l'empereur Alexandre, ou pénétrer ses vues. Porteur des lettres du duc de Bassano, en date du 25 avril, il n'obtint du comte Romanzoff que celle-ci, en date du 7-19 mai. Nous la citerons presque en entier, comme un monument historique des plus précieux. « Le comte de Nar-« bonne m'a remis la dépêche que V. E. lui a « confiée ; je n'ai pas tardé à la mettre sous les « yeux de l'empereur. S. M. fidèle à la ligne de « conduite qu'elle s'est tracée, persévère dans « son système purement défensif, plus modéré à « mesure que le développement de ses forces la « met plus à même de repousser les prétentions « qu'on pourrait élever contre les intérêts de son « empire. Aimant à prouver combien elle a à cœur « d'éviter tout ce qui pourrait apporter dans ses

« relations un caractère d'aigreur, elle m'ordonne « de ne point réfuter les griefs que vous avez al- « légués, et de ne pas relever des assertions qui « reposent sur des faits dénaturés ou sur des « suppositions gratuites. Les dépêches adressées « au prince Kourakin par le baron de Serdobin « ont représenté sous son vrai jour la conduite « loyale que l'empereur a suivie dans tous ses « rapports avec la France. Ces dépêches ont aussi « donné sur le but de nos armements des expli- « cations confirmées à un point qui semble « encore avoir dépassé les espérances de l'em- « pereur Napoléon ; puisque, malgré les mou- « vemens menaçans de ses armées au-delà de la « ligne où, pour la sécurité de nos frontières, elles « auraient dû s'arrêter, tout chez nous se trouve « encore dans le même état qu'au départ du der- « nier courrier. En effet, pas un homme n'est « entré en Prusse ni sur le territoire du duché « de Varsovie, et aucun nouvel obstacle n'entrave « de notre part le maintien de la paix. Les dernières « instructions que le prince Kourakin a reçues « lui fournissent tous les moyens de terminer « nos différends. Nous avons appris avec plaisir « *l'accueil* que l'empereur Napoléon *a fait à nos* « *propositions* ; la réponse officielle que V. E. « y fera résoudra l'importante question de la paix

« ou de la guerre. La modération de celle que j'ai « l'honneur de vous adresser vous offre un sûr « garant que l'on ne manquera pas de saisir chez « nous toutes les nuances qu'elle pourra présen- « ter en faveur de la paix. Il n'y a pas à nos yeux « de sacrifices assez considérables pour obtenir « un aussi beau résultat. »

A cette réponse écrite, où étaient implicitement contenues les explications déjà données dans les notes du prince Kourakin, il en fut ajouté de verbales, relativement à l'évacuation et à l'indépendance assurée du royaume de Prusse. Sur les insinuations poliment menaçantes du comte de Narbonne, l'empereur Alexandre, qui avait porté ses concessions aussi loin que le lui permettaient les intérêts de son empire et le soin de sa propre dignité, répondit, après un exposé de sa conduite constamment pacifique, que s'il était forcé de repousser l'invasion d'un allié qu'il eût voulu conserver, « ce ne serait qu'au fond de la Sibérie qu'il pour- « rait se décider à signer une paix honteuse. » Cette fermeté sans jactance, cette inébranlable détermination que le tzar avait déjà publiquement annoncée avant son départ de Saint-Pétersbourg, n'empêcha pas ce prince de traiter le négociateur avec la plus haute distinction. Narbonne ne put à la vérité, comme cela lui avait été ordonné, communi-

quer avec les Polonais ennemis de la Russi
il partit, pénétré d'admiration pour Alexa
qui lui donna son portrait, enrichi de bril
Arrivé à Dresde le 28 mai, les notions résult
du rapport qu'il fit furent considérées co
une injure par Napoléon; qui, dès le lende
quitta brusquement la Saxe pour se mettre
tête de ses armées; car, dans le délire d
orgueil, il prenait pour un outrage tout
de se soumettre à ses plus injustes exige

Tandis que Napoléon se décidait à attaq
Russie, l'empereur Alexandre recevait à V
des hommages aussi libres que flatteurs.
plaire aux Polonais il avait acheté du général
nigsen sa maison de campagne située à la
de Wilna, afin, disait-il, de devenir gentilho
lithuanien et d'avoir le droit de porter l'unif
de la noblesse de cette province. Cette m
de campagne se nommait Zakret, et, pour y
ner une fête, on fit construire dans les ja
une vaste et élégante salle; mais l'architecte Se
n'en ayant point assez assuré les fondemens
croula avant l'heure où Alexandre, sa cour
état-major et tout ce qu'il y avait de plus d
gué dans l'armée et dans la société devai
rendre. Le malheureux Schultz, craignant
ne le soupçonnât d'intentions perfides, per

tête, et, dans son désespoir, il se précipita dans la Vilia où il périt *. La fête eut cependant lieu, elle fut brillante; l'empereur, qui venait d'apprendre le passage du Niémen par l'armée française, y fut aussi calme, aussi galant, aussi affable que dans les plus beaux jours de sa vie; et trois jours après, deux seulement avant l'entrée des Français à Wilna, il quitta cette ville, accompagné des vœux d'une grande partie de ceux qui, avant de l'avoir approché, n'eussent jamais pu se croire susceptibles du moindre sentiment d'intérêt pour un autocrate russe.

Ce qui forçait Alexandre à la retraite, c'est que sur l'effectif de douze cent mille hommes qu'il croyait avoir, il ne s'en trouvait sous la main que cent quatre mille, et que la totalité de ses armées, répandues depuis la Finlande jusqu'aux rives du Pruth, ne montait pas à plus du double, y compris l'armée même de réserve, tandis que son ennemi disposait d'une armée de plus de cinq cent mille hommes dont la plus grande partie était concentrée en face de lui. C'était la fleur des populations occidentales, et, pour caractériser cette masse

* Madame d'Abrantès ose, dans ses Mémoires, transformer en acte de vertu patriotique cette catastrophe qui n'eût été qu'un crime à la Fieschi.

(*Note de l'Editeur.*)

brillante et guerrière, on serait tenté de reproduire ici les expressions pittoresques d'Anne Comnène, qui, en parlant de la première croisade disait : *Il semblait que l'Europe entière eût été arrachée de ses fondemens pour se précipiter sur l'Asie.* Aussi, des agens anglais, après avoir visité les deux armées opposées, déclarèrent-ils, dans leur rapport au gouvernement britannique, que *la Russie était immanquablement perdue ;* ce qui semblait, à son égard, confirmer ce mot de Napoléon : *Je l'écraserai.*

1812.

Napoléon. — Moreau. — Bernadotte. — Frédéric-Guillaume. — Hardenberg. — Erreurs de Napoléon. — Sa première proclamation. — Déclaration du tzar. — Passage du Niémen. — Wilna. — Balachoff. — Cession de la Pologne refusée. — Proclamation du tzar. — Napoléon à Wilna. — Doctoroff. — Bagration. — Smolensko. — Varsovie. — Polonais. — Vandamme. — Schwartzenberg. — Yorck. — Rapatel. — Paolucci. — Fitche. — Moskou. — Rostopchin. — Sécurité de Moskou. — Patriotisme russe. — Paix avec l'Espagne et l'Angleterre. — Madame de Staël. — Milice. — Koutouzoff. — Barclay. — Paysans russes. — Conférence d'Abo. — Elisabeth. — Wismitinoff. — Borodino, ou la Moskowa. — Retraite des Russes. — Barclay. — Récompenses à l'armée russe. — Réflexions de Moreau sur la guerre. — Proclamation de Rostopchin. — Conseil de guerre de Fili. — Verechadin. — Retraite des Russes. — Entrée des Français à Moskou. — Perse. — Amérique. — Espagne. — Défaite de Marmont. — Levée du siége de Cadix.

En esquissant ainsi le tableau de cette campagne de Russie, dont les résultats politiques furent aussi prodigieux qu'inattendus, nous ne détaillerons les mouvemens militaires exécutés de part et d'autre qu'autant qu'ils deviendront néces-

saires à l'intelligence des faits importans que nous avons à exposer; car s'ils acquirent une gloire immense aux deux armées alors belligérantes, s'ils furent de nature à immortaliser quelques-uns des généraux français ou russes, ceux qui les guidèrent au champ d'honneur n'y développèrent cependant pas, sans en excepter même le plus célèbre des *gagneurs* de batailles, ces talens transcendans dont les illuminations sont un utile objet d'étude pour ceux qui se vouent au grand art de la guerre. L'empereur Alexandre, comme politique, et Barclay comme militaire, parurent seuls avoir sainement conçu, à cette époque, ce que la plus terrible lutte exigeait d'eux; quant à Napoléon, il y démontra tout l'incomplet du système stratégique qu'il croyait et disait avoir porté au plus haut degré de perfection.

L'Europe entière, et l'Amérique même, avaient les yeux fixés sur cette expédition, dont l'issue devait décider du sort de l'Europe continentale et influer peut-être sur celui de l'Angleterre; car la Russie une fois conquise, l'empereur des Français, acquérant dans ce pays de précieuses ressources en hommes, pouvait, d'une part, écraser l'Espagne, de l'autre se frayer par Constantinople, que le Balkan n'aurait pu défendre contre ses formidables armées, une route jalonnée déjà

rs l'Inde par les menées de Lascaris chez les rabes, toujours disposés à secouer le joug de la orte Ottomane. C'étaient en effet les Anglais que enaçait principalement cette expédition, con-mplée de loin par *Moreau*, qui voyait à la fois ns Napoléon son persécuteur et l'ennemi de tte liberté purement théorique, si différente uvent de la liberté réelle; vue de plus près en-re, mais avec crainte, par le prince royal de nède (Bernadotte), qui, quoique non en guerre ors contre son ancien chef, ne s'y préparait pas oins à tout événement. Grace à l'activité intel-gente de ce prince, la Suède était parvenue à créer une armée de ligne de trente mille hom-es, avec une réserve de cinquante mille, et ouze mille soldats de nouvelle levée; en tout atre-vingt-douze mille combattans, forces aux-uelles il fallait ajouter six mille matelots et trois ille canonniers de marine, ce qui les portait à nt un mille hommes, sans compter des corps nsidérables de milices prêts à marcher au pre-ier ordre.

Frédéric-Guillaume n'était pas dans une aussi vorable situation; secrètement rassuré par l'a-itié et la générosité d'Alexandre, si ce prince arvenait à résister aux armées de Napoléon, ce-ui-ci, en cas de succès, ne le laissait point sans

de vives inquiétudes. Le monarque prussien s'était retiré en Silésie, d'où il partit plus tard pour les eaux de Teplitz; ce fut alors qu'il écrivit au chancelier d'état Hardenberg la lettre suivante, en date du 11 août : « Comme durant mon absence il peut survenir des circonstances qui demanderaient une prompte décision, je vous autorise à prononcer en mon nom; j'ai donné aux chefs des autorités civiles et militaires des ordres à cet effet, et je ne doute pas que vous ne les suiviez exactement. Vous me ferez savoir deux fois par semaine tout ce qui pourra m'intéresser, à moins que des circonstances extraordinaires n'exigent une communication plus particulière, et vous me ferez aussi connaître les décisions que vous aurez prises en mon nom. »

Si Napoléon avait mis de l'imprévoyance dans quelques-unes de ses relations politiques, s'il n'avait su juger ni le caractère russe, ni la sourde mais réelle exaspération des Allemands, il faut pourtant avouer que ses dispositions militaires avaient, au premier abord, semblé admirables; jamais il n'avait fait de plus gigantesques préparatifs ni pris d'aussi prudentes précautions pour s'assurer de brillans succès. Sa base d'opérations était assurée par trois lignes de places fortes, sur le Rhin, l'Elbe et la Vistule, qui n'étaient sépa-

qué par des gouvernemens amis et des peu-soumis. Quant aux moyens de subsistances, consistaient en vingt mille voitures chargées cune de cinq cents rations et traînées par qua-le mille bœufs, surabondance de vivres pour mée; mais il fallait nourrir ces bœufs, et l'on oquait de fourrages, ou les abattre pour en r les viandes, et les Russes avaient enlevé ou ruit tous les magasins de sel. Enfin, chaque ision devait maintenir la discipline par les ar-s d'un tribunal militaire spécial jugeant sans sel; mais cette mesure devint sans effet le jour , par le manque de distribution, le soldat n'eut bisir qu'entre le supplice ou une mort cer-ne par la famine. Enfin les trois lignes de ces appuyaient au mieux une opération uni-ement relative à la conquête de l'indépen-ce polonaise; mais au-delà Napoléon ne pou-t s'en assurer une quatrième sans la prise de a, Smolensko et Bobrouisk; car Wilna et isk ne sont que des villes ouvertes. Un des nds défauts de Napoléon fut de n'avoir jamais dié avec soin ni l'esprit des peuples que gé-éralement il méprisait, ni celui des souverains uquels il se croyait trop supérieur pour avoir les craindre; puis il n'accueillait, de la part de s ambassadeurs, que ce qui flattait ses vanteux

désirs. Il manquait en outre à ceux-ci l'instrument le plus utile à leurs missions, la connaissance des langues, qui permet de pénétrer le sens de certains propos indiscrets et d'influer sur les populations, ce que l'on ne saurait faire à l'aide d'interprètes ignorans ou infidèles. Ce vice, étranger à toutes les missions rivales, avait toujours été celui de la diplomatie française, qui, en outre, nourrie alors de principes subversifs et de jactance, choquait les grands et travaillait à la ruine des peuples. Napoléon, en effet, n'avait pas prévu l'héroïque résistance des Espagnols, non plus que l'intrépidité guerrière des Anglais, et il ne soupçonnait pas plus le patriotisme exalté des Russes, ni celui qui fermentait au sein des populations allemandes. Comment, d'ailleurs, espérait-il pouvoir faire vivre, dans un pays que de mauvaises récoltes venaient de ruiner, cette masse de combattans et non combattans, suivie de tant de bagages? Il comptait sur les magasins de l'ennemi, qui les incendia; et, dès avant son entrée à Wilna, dix mille chevaux morts et laissés sur les routes répandirent dans les airs des miasmes putrides dont souffrirent ses nombreux soldats.

Les Polonais attendaient Napoléon comme un libérateur, et il commença cette guerre sans autre déclaration hostile que la proclamation sui-

vante, publiée le 22 juin dans son quartier-général de Wilkowiski. « Soldats, la seconde guerre « de Pologne est commencée. La première s'est « terminée à Friedland et à Tilsitt. A Tilsitt, la « Russie a juré éternelle alliance avec la France, « et guerre à l'Angleterre; elle viole aujourd'hui « ses sermens; elle ne veut donner aucune expli- « cation à son étrange conduite que les aigles « françaises n'aient repassé le Rhin, laissant par « là *nos alliés à sa discrétion*. La Russie est *entraî- « née par la fatalité*; ses destinées doivent s'ac- « complir. Nous croirait-elle donc dégradés? Ne « sommes-nous plus les soldats d'Austerlitz? Elle « nous place entre le déshonneur et la guerre; le « choix ne saurait être douteux. Marchons en « avant, passons le Niémen; portons la guerre « sur son territoire; la seconde guerre de Pologne « sera *glorieuse* aux armées françaises comme la « première; mais *la paix* que nous conclurons « portera avec elle sa garantie et mettra un terme « à cette orgueilleuse influence que la Russie a « exercée depuis cinquante ans sur les affaires de « l'Europe. » L'empereur de Russie répondit à cette proclamation par une déclaration du 25, dont voici quelques fragmens : « Nous avions « éprouvé depuis long-temps, de la part de l'em- « pereur des Français, des procédés hostiles, mais

« nous espérions les changer en employant des « moyens de douceur et de paix. Les offenses les « plus manifestes se renouvelèrent sans cesse avec « fureur malgré nos désirs de paix. Forcés à ras- « sembler notre armée, nous ne désespérions pas « cependant, en nous arrêtant sur nos frontières, « de parvenir à une réconciliation ; mais l'empe- « reur des Français ayant attaqué nos troupes à « Kowno, il ne nous reste d'autre ressource que « d'invoquer le Tout-Puissant, témoin et ven- « geur de la vérité, et d'opposer la force à celle de « l'ennemi. Guerriers! vous défendrez la religion, « la patrie et l'indépendance ! je serai avec vous! »

L'armée française avait marché sur Kœnigsberg par le Brandebourg, et sur Varsovie par la Saxe, avec une discipline qu'entretenait l'exacte distribution des vivres et la sévérité des chefs de corps; cependant le souvenir des anciens pillages et les charges nouvelles qu'il fallait supporter, la surprise surtout de Spandau, faisaient murmurer en Prusse, où l'on voyait avec peine un général français commander dans la capitale. Peu soucieux de la haine qu'il laissait derrière lui, Napoléon s'avançait, espérant à bon droit surprendre ses ennemis qui, dans une étendue de cent cinquante lieues, n'avaient à lui opposer que deux cents et quelques mille hommes, tandis qu'il se portait

de cette longue et faible ligne de défense avec quatre cent onze mille hommes, dont cinquante-six mille de cavalerie et neuf cent quatre-vingts bouches à feu, selon un état des hommes sous les armes, dressé le 1er juillet par un officier d'état-major *; car les états effectifs saisis et publiés par les Russes ne sont pas exacts. Cette armée ayant, au nombre de plus de trois cent mille hommes, traversé le Niémen, dans la nuit du 23 au 24 juin, tandis que quatre-vingt mille allaient le passer dans la direction de Grodno, Barclay fut contraint à se retirer, ce qu'il fit avec ordre, et le drapeau polonais ayant paru à Wilna, il y fut salué des cris de *vive Napoléon!* de la part de ce même peuple qui, trois jours avant, faisait retentir l'air du cri de *vive l'empereur Alexandre!*

* Gourgaud porte à trois cent vingt-cinq mille hommes de toutes armes les troupes qui passèrent le Niémen du 24 au 29 juin, quoique les états, dit-il, fussent de quatre cent mille hommes. Mais il n'est là question ni des trois divisions Victor, Loison et Durutte, ni de l'armée polonaise. Rogniat fait traverser le Niémen à quatre cent mille hommes, sans compter ces trois divisions et les bataillons de recrues, ni l'armée polonaise qui, avec les quatre régiments lithuaniens, montait à quatre-vingt-sept mille hommes. Un autre état que nous avons sous les yeux porte l'armée alliée à cinq cent dix-neuf mille hommes. Celui saisi à Moskou chez Berthier, est de cinq cent

Napoléon, arrivé le 28 juin dans la capitale de la Lithuanie, y reçut bientôt le général Balachoff, envoyé par Alexandre, pour faire encore des tentatives de pacification. Le rétablissement du commerce était indispensable à la prospérité de ses États; avec de la prudence et du temps, il ne pouvait manquer de l'obtenir; mais que de dévastations et de sang en seraient le prix! Pour éviter de si grands maux, il eut le courage de se résoudre aux plus énormes sacrifices, et son négociateur avait ordre de céder, pour atteindre ce but, la plus grande partie de ce que la Russie avait conquis depuis quarante ans, dans cette Pologne que Napoléon prétendait rendre à l'indépendance; cependant Napoléon s'y refusa,

soixante-quinze mille cinq cents hommes, y compris vingt mille quatre cent cinquante-un employés de toute espèce, avec onze cent quatre-vingt-quinze bouches à feu et deux mille sept cent soixante-huit fourgons. Enfin, les états déposés au bureau de la guerre l'emportent sur tous les autres, en attestant qu'il est entré en Russie jusqu'à six cent dix mille hommes. Le plus exact nous a semblé être celui dont nous avons fait usage, et qui fut recueilli par un ministre intéressé à être bien informé. Mais il est certain que, tout compris, combattans et non combattans, alliés et Polonais, Napoléon a porté en Russie près de sept cent mille bouches à nourrir, d'après l'estimation du général Rogniat. (*Note de l'Éditeur.*)

enant cette condescendance pour un acte de faiesse et de crainte. Il poussa l'indiscrétion sur ses ics réelles jusqu'à cette question insolemment miteuse : *Général, quel est le meilleur chemin ur arriver à Moskou?* et Balachoff lui répondit : *ire, il y en a plusieurs, même celui de Pultava.* Cette dernière et pénible ouverture ayant été ns succès, l'empereur Alexandre vit qu'il avait soutenir une lutte à mort, et s'y prépara avec ilant de prudence que de fermeté. Rendu au mp de Drissa, il fit partir des ordres à toutes s troupes, aux chefs des gouvernemens, au int-synode, à la ville de Moskou. Sa proclaation adressée à son peuple, en date du 18 juillet, est un exposé de la conduite de cequi, *la perfidie dans le cœur et la douceur sur lèvres, vous apporte*, y est-il dit, le ravage et *fers.* Il y convient que les armées ennemies nt *nombreuses et imposantes*, et montre la nécessité de rassembler de nouvelles forces dans ntérieur de l'empire « comme un second rempart, afin que dans chaque noble l'ennemi rencontre un *Pajarski*, dans chaque prêtre un *Palitzine*, dans chaque bourgeois un *Minine* *.

* Noms de trois patriotes russes qui sauvèrent leur ys du joug polonais durant l'interrègne qui sépare la nastie Rurik de la dynastie Romanoff.

« Noblesse russe, c'est toi, poursuivait-il, qui, « dans tous les temps, as sauvé la patrie; clergé, « ce sont vos prières qui ont fait descendre sur « la Russie les bénédictions du ciel; descendans « des valeureux Slaves, vous avez fait trembler les « tigres prêts à vous dévorer. Russes, rassemblez- « vous aujourd'hui; je laisse aux chefs de la no- « blesse le soin de réunir cette force nouvelle, et « de choisir ceux qui la conduiront aux com- « bats. »

Tandis que l'empereur Alexandre prenait l'engagement de s'ensevelir sous les ruines de son trône et de se retirer jusques en Sibérie plutôt que de céder, tant qu'un soldat ennemi serait encore sur son territoire, Napoléon se repaissait à Wilna de l'espoir de l'écraser. Il s'était refusé à l'indicible gloire de voir la Pologne revivre à son seul aspect, et vit bientôt l'enthousiasme que sa venue avait excité se refroidir, lorsque l'indépendance attendue par la Pologne ne fut pas proclamée, et que des réponses vagues prouvèrent que tel n'était pas l'objet de la guerre à laquelle elle allait se dévouer. Napoléon s'était privé de l'utile coopération de la Suède; il apprit que celle des Turcs lui manquait; mais il ne se doutait pas encore des ressources immenses de la Russie, des difficultés que lui apporteraient son étendue, son

climat et l'inébranlable détermination du tsar. Il connaissait même si peu le gouvernement du pays qu'il allait attaquer, que ce corps de simples juges, qualifié sénat, et divisé en deux tribunaux siégeant par moitié dans l'une et l'autre des deux capitales, lui semblait une autorité compacte, propre à balancer l'autorité souveraine, à l'entraver dans ses vues, et à contraindre l'empereur Alexandre à demander la paix. Cependant, si ce corps eût été de nature à exercer quelque influence, il aurait, à cette époque, vivement penché vers la guerre, par intérêt national, par vanité, et par l'entière confiance qu'il avait aux forces réelles de l'État. Ce qui désappointa encore Napoléon, c'est qu'il ne trouva plus d'espion, même en Pologne, et Schwartzemberg ne put s'en procurer dans la Volhynie qui demeura constamment calme. Quant à la Russie, toute sa population fut bientôt et contre lui et au service de ses adversaires. L'exaspération du pays contre l'empereur des Français et ses armées redoubla, en ce que, après avoir passé le Niémen, ses soldats, si disciplinés en Allemagne, où ils ne manquaient de rien, se livrèrent au pillage dès que les distributions de vivres commencèrent à cesser. Les réquisitions, les exactions, le maraudage, ne laissèrent désormais plus d'aisance au riche et de

pain au pauvre. On s'attendait du moins, comme dédommagement de tant de peines, à une solennelle déclaration d'indépendance; il n'en fut rien, car Napoléon avait à ménager à la fois les trois souverains d'Autriche, de Prusse et de Saxe. Tandis qu'il faisait éclater à Wilna son luxe et son orgueil, ses troupes marchaient et étaient dirigées dans le but d'envelopper quelques divisions russes, ce qui n'était pas chose facile dans un pays de plaine où, si l'on n'a point de position à défendre, on trouve du moins assez d'espace pour s'échapper; aussi Doctoroff parvint-il à se réunir à Barclay, en traversant les colonnes françaises avec autant de rapidité que de vigueur, et Bagration, malgré l'infériorité de son corps, qui ne consistait qu'en trente-cinq mille hommes, ne put-il être arrêté dans sa marche. Ce qui nuisait au succès espéré contre les divisions éparses de l'armée russe, c'est qu'avec une cavalerie déjà affaiblie par le manque de fourrages, on en avait contre soi une excellente et nombreuse, sans compter des nuées de Cosaques, voile épais au travers duquel l'œil du militaire pouvait difficilement pénétrer.

Négligeons une foule de combats sans importance, où les Russes, presque toujours battus, ne furent du moins jamais mis en déroute; sui-

vons Barclay qui, après avoir laissé vingt mille hommes à Wittgenstein, pour barrer à l'ennemi la route de Saint-Pétersbourg; après avoir abandonné son camp de Drissa, et, avec son armée si considérablement diminuée, avoir offert à son formidable adversaire l'espoir d'une grande bataille, s'était porté, tandis que Napoléon s'y préparait, jusqu'au-delà de Smolensko, par une marche exécutée avec ordre et rapidité, et se ralliait enfin avec le corps du prince Bagration. Celui-ci, pressé avec ses trente-cinq mille hommes, entre les quarante mille de Davoust et les quatre-vingt mille de Jérôme, défait par le premier qui le rejeta sur le second marchant trop vite ou celui-ci marchant trop lentement, avait réussi par une suite d'habiles manœuvres à passer le Dnieper, en face d'un ennemi plus fort que lui. Davoust en déversa tout le blâme sur Jérôme, que son frère voulut subordonner au maréchal; le prince s'en irrita comme d'une humiliante dégradation et quitta l'armée avec sa garde, laissant ses troupes à Junot, qui sut d'autant moins en tirer parti qu'il les mécontenta par son orgueil impérieux et brutal. Quant au prince, il retourna en Westphalie se vautrer dans les désordres dont il s'était déjà précédemment souillé.

L'armée française était enfin arrivée devant

Smolensko le 16 août, environ deux mois après le passage du Niémen, et sans avoir pu empêcher la réunion des divisions russes. Napoléon, qui pouvait se borner à bloquer cette place, la fit attaquer le 17. Les Polonais se conduisirent alors avec tout l'héroïsme de leur valeur héréditaire, et les Français, inutilement exposés au feu de la mitraille, y essuyèrent des pertes considérables. La ville cependant ne tint que vingt-quatre heures; car l'objet de cette courte résistance n'avait été que de ménager à Barclay le temps et les moyens d'assurer sa retraite. La garnison n'était nullement dans le cas de défendre la place; il la retira pour en renforcer son armée, qui s'élevait à peine alors à cent mille hommes devant un ennemi de moitié plus fort que lui. Déposté bientôt, il ne livra que de légers combats d'arrière-garde, entraînant avec lui les populations qui détruisaient tout ce qu'elles ne pouvaient emporter, tant l'exaspération était générale. Ce qui y avait donné lieu, c'est que le premier village russe où les Français parurent, et qui renfermait plus de deux mille ames (1), fut impitoyablement dévasté et les églises souillées, tandis que, d'une autre part,

(1) En Russie on ne compte que les hommes dans les états de population.

Napoléon fit fusiller des paysans révoltés contre leurs seigneurs, ne voulant pas se trouver au sein d'une dévorante anarchie populaire, et espérant séduire ainsi les nobles, seuls propriétaires du sol. Il est bon de remarquer encore que, loin de reconnaître en cette occasion les services rendus par les Polonais, il dispersa leurs troupes dans les différentes divisions, ne voulant point réunir en masse ces soldats belliqueux dont l'élan trop vivace pouvait nuire aux arrières-pensées de celui qui venait de se refuser à leur prompte indépendance.

Mais avant de suivre Napoléon dans sa marche hasardeuse vers le centre de l'empire russe, entreprise faite à la veille de la rigoureuse saison et après une campagne commencée trop tard, nous devons dire qu'elle le fut contre le vœu réel, mais timide, de la plupart de ses généraux. Les plus sages eussent voulu qu'on s'arrêtât à Smolensko et qu'on en fît une formidable place d'armes qui couvrît l'armée; on aurait employé l'hiver à organiser le gouvernement polonais, afin d'y puiser des ressources pour une nouvelle campagne; on se serait formé une base solide d'opérations militaires par la prise de Riga et de Bobruisk; on aurait balayé les corps de Wittgenstein, Tormasoff et Tchitchagoff, assuré la fidélité des alliés, et, tout

en reposant et réorganisant l'armée, l'on se serait mis en mesure de menacer à la fois les deux capitales, ce qui aurait contraint l'ennemi à diviser ses forces. Avant donc de peindre la marche sanglante de Napoléon sur Moskou; de contempler la situation de cette antique cité et de retracer les actes conservateurs du tzar, qui y précéda l'armée de son ennemi, jetons un regard rapide sur ces Polonais, victimes bien plus encore de leurs prétendus libérateurs que de ceux au joug desquels ils espéraient se soustraire; voyons si Varsovie eut plus à se louer de Napoléon que Wilna, où ce monarque avait laissé tout le corps diplomatique. Là, son ministre Bassano, entouré d'hommes aussi imprévoyans que lui-même, s'occupait de fêtes, de spectacles, et fabriquait des nouvelles aussi fausses que bouffies de fanfaronnades, tandis que son maître s'apprêtait à allonger de près de cent lieues une ligne d'attaque déjà beaucoup trop étendue, et cela avec une armée qui allait manquer de tout; en effet, il ne possédait réellement de solide base d'opérations que sur la Vistule et marchait ainsi sans que ses flancs fussent couverts, au risque de se voir couper de ses ressources, et n'ayant qu'une seule ligne de magasins, Smolensko, Minsk, Wilna et Dantzick.

L'abbé de Pradt, homme pétillant d'esprit, et

llement dénué d'expérience, avait été envoyé Varsovie dès le 24 mai, en remplacement du inistre Bignon, qui n'y joua qu'un rôle de ré- olutionnaire. La situation du nouvel ambassa- eur y était des plus difficiles. Il fallait faire spérer aux Polonais l'indépendance, sans néan- oins la leur promettre, et les porter indirecte- ent, en faisant cette demande, à ne paraître gir que de leur propre mouvement. Il fallait ussi que, sans accéder textuellement à leurs aux, on les décidât aux plus grands sacrifices en veur d'une cause qui n'était pas réellement la ur, et qu'ils épuisassent à cet effet les dernières ssources de leur pays, déjà ruiné par le système ontinental, le passage des armées et les pillages u trop célèbre Vandamme, qui, dirigeant la mar- he des troupes westphaliennes, se livrait aux lus effroyables exactions. Le grand-duché, quoi- ue accru de la Gallicie occidentale et de Craco- ie, n'était pas en état de fournir ce qu'on lui emandait; mais le mot de liberté exaltait les es- rits. Ce mot, bien ou mal entendu, est d'un ffet magique, surtout quand il semble signifier ndépendance nationale; et il devient aisément opulaire au sein d'une nation qui, jadis puis- ante et aimant la guerre, s'est vue indignement étruite et partagée. La Pologne, pourtant, avait-

elle jamais été réellement libre? L'est-on dans l'anarchie qui la dévora durant les trois quarts du dix-huitième siècle? L'avait-elle été quand Charles XII et Pierre Ier se disputaient l'avantage de lui donner un roi? L'était-elle sous le règne d'Anna-Ivanowna, durant la guerre de Sept-Ans, ou lorsque Catherine II la courbait sous le sceptre de Poniatowski? Tombée, dans sa faiblesse, sous la main des Russes, dont, en cas de guerre, elle nourrissait les armées, le prince Wiszenski n'avait-il pas raison de dire, lors du premier partage : « Nous l'avons tout entière sans qu'on y « songe, et nous n'en aurons qu'une partie en « nous faisant honnir? » Cependant il est si doux d'espérer que, voyant du moins renaître son nom, qu'on avait cru effacé de la liste des nations, jugeant sainement les vrais intérêts de Napoléon et ignorant ses secrètes pensées, la Pologne varsovienne se dévoua sans réserve, quoique menacée par les deux armées de Tormasoff et de Tchitchagoff. Elle avait pour seul appui le corps autrichien commandé par le prince de Schwartzemberg; mais elle était loin de soupçonner alors que le cabinet de Vienne, quoique ostensiblement en guerre contre la Russie, entretînt cependant encore des relations secrètes avec le tzar, et que n'ayant fait marcher que strictement ce qui avait

été promis par le traité du 14 mars, il conservât intacte la plus grande partie de ses forces, destinées à agir en raison des circonstances. Aussi le grand-duché, qui avait fourni aux divers corps de la grande armée quatre-vingt-cinq mille hommes et vingt-cinq mille chevaux, ne commença-t-il à concevoir des inquiétudes et de la méfiance qu'en voyant les mouvemens circonspects du général autrichien, sur lequel le général Regnier fut forcé de se reployer. A la vérité Schwartzemberg avait eu besoin de toute son habileté pour se maintenir, sans éprouver d'échec, devant la réunion des deux armées de Tchitchagoff et de Tormasoff.

A l'extrémité opposée de cette base si faible d'une trop longue ligne d'attaque, Macdonald, Oudinot et Saint-Cyr mettaient autant de talens et plus de vigueur dans leurs dispositions militaires. Sur les vingt-neuf mille hommes, dont trois mille de cavalerie, que le premier commandait, tout ce corps d'armée, à l'exception de six mille hommes seulement, était composé de Prussiens sous les ordres du général Yorck, l'un des principaux membres des sociétés secrètes allemandes. Ce général avait déjà été mis en rapport par le baron de Stein, avec le colonel Rapatel, ancien aide-de-camp de Moreau, et chargé par

l'empereur Alexandre de communiquer avec Yorck, qui s'était engagé à ne faire aucun mouvement offensif contre les Russes; il en résulta un événement peu important, mais assez curieux. Le marquis de Paolucci, dont la conduite en Perse fut si blâmable, avait reçu, par un second courrier, la défense de se présenter devant l'empereur, auprès duquel un premier lui portait l'ordre de se rendre. Paolucci, ayant été rejoint dans son exil par le premier courrier, qui n'arriva qu'après le second, se rendit impudemment au camp de Drissa; il fit croire à sa capacité, en blâmant tout, et fut nommé gouverneur des provinces allemandes, en remplacement du général Essen, qui avait mécontenté les habitans de Riga en brûlant prématurément les riches faubourgs de cette ville. Ce fut alors qu'il découvrit, quoiqu'on lui en eût fait mystère, l'accord secret conclu avec le général prussien; il espéra conséquemment obtenir sur lui un éclatant et facile succès, l'attaqua, fut battu, et compromit ainsi le sort de l'Etat. Mais, sur les plaintes d'Yorck et les explications satisfaisantes qui lui furent données, la négociation se renoua. Cette intrigue du général prussien coïncidait alors avec ce qui se passait à Berlin, où le professeur Fitche, à la vue même d'une garnison française dans la-

quelle la langue du pays était presque généralement inconnue, enflammait les esprits par des discours patriotiques, dont la diction obscure et vague était un voile que perçaient facilement ses nombreux auditeurs.

Arrivons enfin à Moskou; l'empereur s'y était rendu, après avoir, le 17-29 juillet, laissé son armée sous le commandement du général Barclay. Cette ville, fondée vers l'an 1200, et résidence des grands princes moscovites au 14e siècle, est située au 55e degré 45 minutes 30 secondes de latitude, et au 55e degré 6 minutes 30 secondes de longitude, ce qu'il est utile de remarquer. Elle est bâtie sur les rives d'une faible rivière qui prend sa source à l'extrémité du gouvernement de Smolensko et se jette dans l'Oka à la frontière des gouvernemens de Moskou et de Rezan. La ville est traversée par les deux ruisseaux de Yaouza et de la Neglina, qui versent leurs eaux bourbeuses dans la Moskowa. Formée de quatre villes contenues les unes dans les autres, en cercles successifs et qui ont chacun un nom différent, son centre est occupé par celle nommée le Kremlin, espèce de forteresse construite sur un monticule qui domine toute la cité, et qui, bâtie en bois par Daniel-Alexandrovitch, fut reconstruite en pierre par Iouri-Danielovitch. La circon-

férence de cette ville, ou de ces villes réunies, est de quarante-six verstes (onze lieues et demie). Quand on la considère des collines qui l'entourent, elle offre l'aspect d'une plaine semée de palais dont tous les autres bâtimens semblent n'être que les dépendances, et qu'ornent nombre d'églises* aux flèches d'or, d'argent et de diverses couleurs. Cette importante cité, vénérée comme sainte par les Russes, centre d'un riche commerce intérieur, dépôt de marchandises du plus grand prix, peuplée de plus de trois cent mille ames, résidence des nobles, frondeurs du temps qui succéda à celui où ils exercèrent les premiers emplois de l'État, comptait dans son sein des hommes de toutes nations, Grecs, Persans, Tatares, Anglais, Allemands, Italiens et Français. Parmi ces derniers, quelques-uns se plaisaient à déprécier un pays, la seule ressource pourtant offerte à la médiocrité du plus grand nombre d'entre eux.

Moskou avait alors pour gouverneur Rostopchin qui, tour à tour favorisé et disgracié par l'empereur Paul, s'était attiré par des bons mots et d'injurieuses pasquinades l'animadversion de l'impératrice-mère, et s'était permis même des sarcasmes sur l'empereur Alexandre, dont il re

* Leur nombre était jadis de quarante fois quarante (1,600).

quit la faveur par le trait suivant. La princesse
hkoff, voulant flétrir la mémoire de Cathe-
e II, avait écrit des mémoires qu'en mourant
remit à une Anglaise qu'elle chérissait et qui
it les faire imprimer à l'étranger. Rostopchin
prend et en donne avis au comte Kotchou-
. Celui-ci court à Cronstadt, se rend sur le
ire prêt à mettre à la voile; par des menaces
rache des mains de la demoiselle le précieux
nuscrit qui est aussitôt enseveli dans le cabi-
impérial *. Ce service et l'appui de la grande-
hesse Catherine Paolowna, épouse du prince
ldenbourg, lui valurent la place importante de
verneur de Moskou, celle de second grand-
mbellan, et la faveur de passer du rang de con-
ller privé actuel au grade équivalent de général
hef, conformément à la faculté alors accordée
ux de quitter les emplois civils pour des em-
s militaires.

n vivait alors à Moskou dans la plus com-
e sécurité, car, dans une proclamation pu-
e la veille de l'arrivée de l'empereur, Rostop-
disait : *Notre armée défendra la patrie.* En

* Il existait une autre copie de ce curieux manuscrit
les mains de Nelidinski, ancien secrétaire de l'em-
r Paul; il le prêta alors à la grande-duchesse Ca-
ne qui le lui rendit.

effet, on la croyait aussi formidable par le nombre que par l'intrépidité ; on rejetait comme exagéré tout ce que l'on débitait sur les forces de l'ennemi, et l'on ne voyait dans la lutte avec lui qu'une expectative de gloire. Le gouverneur de Moskou entretint les esprits dans cette rassurante idée, que fortifiait l'éloignement d'un danger si prochain ; puis toute correspondance était soigneusement interceptée, et la vanité nationale militait en faveur d'un officieux mensonge. Mais Napoléon avançait toujours, et ce fut alors que l'empereur Alexandre arriva dans l'antique capitale. Il était enfin totalement impossible de se dissimuler la gravité des circonstances, mais ce prince sut enthousiasmer toutes les classes de la population moscovite par son aménité, la piété qu'il manifesta et la fermeté avec laquelle il parla des ressources de son empire et de sa détermination à ne plus rien céder à l'ennemi. La levée des milices fut ordonnée ; la grande-duchesse Catherine, le comte Momonoff, le comte Soltikoff, le chambellan Dimidoff, la comtesse Orloff, levèrent chacun à leurs frais des régimens, tandis que Tettenborn formait le corps des immortels, composé de volontaires de tous les pays, et que de toutes parts les bourses particulières se vidaient au profit de l'État.

Alexandre avait déjà, dès le 6-18 juillet, signé rec l'Angleterre un traité de paix à Orébro, et uoiqu'il n'ait été publié à Saint-Pétersbourg que 4-18 août, et qu'alors seulement les ports asses eussent été ouverts aux bâtimens anglais, ès le 20 juillet, le capitaine Stuart, commanant des navires de guerre dans la Baltique, était anu aider l'amiral russe Moller dans ses opéraons sur la rivière d'Aa, et celui-ci put sans obacle renforcer l'armée de Wittgenstein. Le grand-ancelier, comte Romanzoff, signa aussi avec éa-Bermudès, le 8-20 juillet, à Veliki-Louki, un aité par lequel l'empereur de Russie jurait amié et alliance à Ferdinand VII (art. I), accord ommun entre les deux États (art. II), et reconaissait (art. III) la légitimité des cortès de Cax. Aussi Zéa et Serra-Capriola présentèrent-ils urs lettres de créance dès le mois d'août.

Madame de Staël à qui, durant son premier oyage à Berlin, on avait refusé l'entrée de la ussie, comme révolutionnaire, arrivait alors à étersbourg; elle était du nombre de ces femmes ue la police de Savary persécuta, plus criminelle ncore que toute autre pour n'avoir pas voulu indre sa voix à celle des flagorneurs de Napoon; puis elle s'était mise à la tête des détracurs de ce monarque, aimant à faire effet en se

mêlant de tout, mouche brillante, mais importune, qu'il eût cependant pu laisser bourdonner sans crainte. Entourée d'espions, elle s'était secrètement échappée de Suisse, avait péniblement traversé l'Allemagne et fut parfaitement accueillie par Alexandre, qu'elle indisposa plus que jamais contre le prétendant (Louis XVIII), tandis que le duc de Polignac, ou plutôt son intrigante sœur, négociait en faveur de Monsieur, comte d'Artois.

Alexandre eut, sur toute sa route, le même succès qu'à Moskou : de toutes parts les nobles s'assemblèrent, votèrent des levées de milices, les formèrent militairement ; des chambellans, des conseillers d'état, des officiers retirés se mirent à leur tête ; l'élan était ardent et universel. Pétersbourg manifesta un semblable dévouement, et la noblesse de ce gouvernement demanda pour chef le vieux général Koutouzoff. A cette demande succéda le vœu de le voir commander l'armée russe, dont la retraite irritait les esprits et blessait la vanité nationale ; car l'on ne pouvait s'imaginer que ce plan de retraite, conçu d'abord comme unique moyen de défense, abandonné quand on se crut fort, repris ensuite par nécessité, ne fût pas le résultat de la trahison. Alexandre se refusa d'abord au désir général qui désignait

Koutousoff comme le sauveur de l'Etat ; il avait la plus entière confiance en Barclay, et en Tchitchagoff, qui devait agir conformément aux vues de ce général ; mais les deux impératrices, mues par l'opinion publique qui, pour la première fois, se manifestait alors, se jetèrent à ses genoux et le déchirent en faveur d'un homme dont la conduite récente l'avait irrité. Il céda enfin, mais principalement en raison des démêlés de Barclay avec Bagration, qui était, sous tous les rapports, le Ney de l'armée russe. Le vieux général, chargé du poids de soixante-quatorze années, partit, ayant pour chef de son état-major Bennigsen qui, en accusant Barclay, avait espéré le remplacer. Déçu dans cet espoir, il espéra mieux pour l'avenir et arriva à l'armée avec son nouveau chef, auquel Barclay remit, avec cette simplicité modeste et cette soumission zélée qui le caractérisaient, le commandement de quatre-vingt-treize mille hommes dont il avait si miraculeusement opéré la retraite, fermant l'oreille aux cris de trahison dont on le poursuivait, et se disposant à servir de tous ses talents celui à la gloire duquel il allait se dévouer pour le salut de ceux qui l'outrageaient ; grande et noble conduite que ne sut point apprécier son ingrat pays*.

* L'empereur Nicolas a payé à sa mémoire la dette de la

Napoléon, maître de Smolensko, s'avançait rapidement vers Moskou, sans songer qu'en Russie l'été est fort court, et que déjà l'on touchait presque à l'hiver. Il était précédé de l'armée russe, dont le mouvement rétrograde s'opérait avec ordre à la lueur des incendies; car les paysans qui, heureusement pour le salut de l'empire, n'étaient pas émancipés, comme Alexandre l'avait projeté, abandonnaient ou détruisaient leurs habitations, qui étaient la propriété de leurs maîtres et non la leur; puis ils croyaient, comme les soldats, devenir libres en servant l'empereur, tandis que les seigneurs Russes se persuadaient que la liberté serait accordée à leurs serfs par Napoléon triomphant. Cette double erreur, politiquement entretenue par le gouvernement, devint un glaive à deux tranchans, aiguisé contre l'empereur des Français.

Durant que ces choses se passaient et contribuaient à affamer l'armée d'invasion, le tzar était parti pour Abo, où il eut, le 28 août, une conférence avec Bernadotte, en présence de lord Cathcart, ambassadeur d'Angleterre, et du comte d'Armfelt. Il y fut arrêté que l'empereur Alexandre retirerait ses troupes de Finlande, et qu'en

Russie, en donnant à perpétuité le nom de ce feld-maréchal à l'un de ses régimens. (*Note de l'Editeur.*)

dédommagement de la perte de cette province la Suède obtiendrait la Norwége, chose déjà promise, mais qui devait mécontenter la Grande-Bretagne habituée à tirer de ce royaume dix mille excellens matelots; aussi s'en dédommageait-elle par le partage secrètement projeté de l'île de Seeland, dont les deux tiers devaient lui appartenir et le tiers à la Suède, ce qui aurait mis la Baltique dans sa dépendance, chose cependant qui ne fut pas textuellement stipulée.

Revenu à Saint-Pétersbourg, après avoir proposé le commandement de son armée au prince royal (Bernadotte), qui le refusa, et avoir fait luire à ses yeux la couronne impériale française, l'empereur Alexandre apprit la triste nouvelle de la défaite de Borodino ou de la Moskowa. Il rassura néanmoins les esprits en proclamant cette bataille comme une victoire; mais ils furent bien plus tranquillisés encore par la conduite de l'impératrice Elisabeth, qui se montra en public avec un front calme, et par celle du gouverneur général Wismitinoff, dont la sage surveillance, habilement aidée des soins du conseiller d'état Fanck, chef de la police, maintint la tranquillité, calmant l'effervescence populaire, ne laissant insulter personne et s'opposant à toute mesure rigoureuse contre les Français; ce à quoi l'empereur était

poussé par la bassesse masquée d'un faux zèle, bien différent en cela de Rostopchin, véritable Falstaff*, dans le drame sanglant qui se jouait alors. Mais avant de le mettre en scène, parlons de cette bataille de géans, livrée entre deux armées poussées l'une contre l'autre par une égale animosité.

Koutouzoff, rendu à son poste le 17-29 août, prolongea la retraite de l'armée jusqu'au village de Borodino, et prit à six cents toises en arrière une forte position entre la Moskowa et la route de Smolensko à Moskou; son front, couvert par le Kolotza, ruisseau très encaissé dont la crête, était garnie de redoutes et d'abattis. Nous ne décrirons pas plus que les précédentes cette lutte également héroïque entre les deux armées; nous dirons seulement que, le 5 septembre, la redoute qui couvrait l'aile gauche des Russes fut emportée malgré la plus vive résistance; que le 6, tandis que Napoléon faisait une reconnaissance générale des formidables positions de ses ennemis, Koutouzoff, de son côté, faisait promener dans son camp l'image miraculeuse de la Vierge de Smolensko, et que cette procession, accompagnée d'un pieux discours du général en chef, enflammait le courage naturel des Russes; qu'en-

* Personnage grotesque, introduit dans les tragédies par Shakspeare.

fin le 7 s'engagea la grande bataille annoncée aux troupes françaises par la proclamation suivante : « Soldats ! voilà cette bataille que vous « avez tant désirée ; la victoire dépend de vous ; « *elle nous est nécessaire* ; elle nous donnera l'a- « bondance, de bons quartiers d'hiver et un « prompt retour dans la patrie. Conduisez-vous « comme à Austerlitz, à Friedland, à Vitepsk, à « Smolensko ; que la postérité la plus reculée « cite avec orgueil votre conduite dans cette « journée ; que l'on dise de vous : Il était à cette « grande bataille, sous les murs de Moskou. » Les deux généraux avaient parlé à leurs armées le langage qu'elles comprenaient. Cent cinquante mille Français, exténués de fatigue, dévorés par la faim, attaquèrent avec une vigueur digne d'eux cent mille Russes, fortement postés et retranchés ; l'imperturbable audace des premiers triompha de la froide valeur des seconds, et Bagration, frappé d'un coup mortel, s'écriait émerveillé de la persistance des ennemis tombant sous sa mitraille : « *Bravo, intrépides Français !* »

Ney, qui n'était jamais plus brillant que dans les momens périlleux, décida enfin la victoire, que Napoléon ne voulut pas rendre plus complète en faisant marcher sa réserve ; car, après une épouvantable boucherie, où de part et d'au-

tre plus de soixante mille hommes restèrent couchés sur cette plaine sanglante, il voulait conserver la vieille garde comme ressource dans le cas d'une nouvelle bataille. Les Russes avaient perdu en tués ou blessés de trente-cinq à trente-six mille hommes, mille sept cent trente-deux officiers, dix-huit généraux et de quatre à cinq mille prisonniers. La perte des Français passa trente mille hommes, parmi lesquels sept généraux tués, dix blessés, un prisonnier; mais ce qu'il y eut de plus funeste pour les Français, c'est que leur cavalerie, déjà considérablement diminuée par la fatigue et le manque de vivres, tomba dès lors dans un état de faiblesse dont elle ne put se relever. L'armée perdit ainsi les moyens de s'éclairer, de se garder, d'inquiéter l'ennemi, de le poursuivre ou de se soutenir elle-même dans un mouvement rétrograde. Koutouzoff n'avait donc pas entièrement tort, quand, dans son rapport sur cette journée du 26 août-7 septembre, il écrivait à son maître : « Après la victoire glorieuse, « mais sanglante, remportée par l'armée de « V. M. I., j'ai cru devoir quitter les positions « de Borodino. » C'était, en effet, pour Napoléon une victoire ruineuse, qui lui avait été commandée par la *nécessité*, mais que la conviction acquise de cette impérieuse *nécessité* eût dû em-

pêcher ses ennemis d'accepter, s'ils n'y avaient été forcés par le cri général de la nation et de l'armée. Les Russes s'étaient retirés avec une fermeté semblable à celle qu'ils avaient manifestée dans le combat; Barclay soutint la retraite, comme il avait maintenu sa position durant la bataille, en se refusant avec constance aux ordres fréquens qui lui furent donnés par le général en chef de l'abandonner, ce qui eût entièrement compromis l'armée russe. Le haineux vieillard voulut cependant le déshonorer dans un ordre du jour que l'indignation générale l'empêcha de publier. Quant à l'empereur Alexandre, il rendit publiques les relations mensongères de Koutouzoff, lui conféra le rang de feld-maréchal et lui donna son portrait en décoration avec une épée ornée de lauriers en diamans. Chaque soldat reçut une gratification, et l'on chanta un *Te Deum* à Pétersbourg en actions de graces pour ce grand et mémorable succès, acte que la politique imposait à celui qui s'était promis hautement de ne point faire la paix avant que le dernier de ses ennemis eût évacué son territoire. Ce fut durant cette cérémonie que le tzar apprit l'occupation de Moskou, et il en parut d'autant moins affligé que la perte momentanée de cette capitale pouvait devenir la ruine de Napoléon, en l'entraînant

dans le piége que, d'abord, on avait voulu lui tendre. En effet, on peut croire qu'il eût été moins désavantageux à Napoléon d'être vaincu à Borodino* que d'y triompher; car, contraint alors à la retraite, il en devenait plus redoutable à la Russie; et les Russes, de leur côté, s'étaient placés, en combattant, dans l'alternative d'une défaite coûteuse ou d'une victoire qui eût été le salut de leurs ennemis; mais l'on cédait de part et d'autre, soit à une *nécessité* pressante, fortifiée par l'orgueil, soit à l'indignation d'une valeureuse ignorance.

J'audis que l'armée russe opérait sa retraite. Rostopchin trompait et maintenait Moskou par la terreur et par de grotesques pasquinades. Il avait reçu de l'empereur Alexandre de pleins pouvoirs.

* Dans des réflexions sur l'art de la guerre, œuvre inédite, le général Moreau fait, en passant, des phrases remarquables, qui pourraient trouver ici leur application. « Je crois que Charles XII a été jugé avec trop de sévérité. « Je pense qu'il aurait été le plus grand capitaine de son « siècle s'il avait perdu la bataille de Narva. Elle lui donna « et trop de mépris pour ses ennemis, et trop de confiance « en ses troupes. Il a été victime des qualités qui font les « grands généraux. » Voici d'autres réflexions tirées de la même manuscrit, et qui s'appliqueraient à la situation des Russes à l'époque dont nous nous occupons. « Je « pense qu'on ne doit jamais livrer une bataille sans le

nécessaires alors, et il les exerça conformément à la pente naturelle de son caractère haineux et extravagant. Ennemi de tout ce qui était étranger, et des Français principalement, son animadversion tomba sur eux avec une rage d'autant plus barbare que l'ordre d'exil de quelques-uns fut accompagné de sarcasmes et d'injures. Dans une lettre qu'il leur adressa, il disait qu'il ne les exilait *que pour leur bien*, qu'il les envoyait chez un peuple *qui les méprisait trop pour leur faire du mal;* il les invitait à *cesser d'être de mauvais sujets*, ou qu'ils auraient à craindre un *châtiment rigoureux*. *Allez*, poursuivait-il, *allez dans la barque et n'en faites pas une barque à Caron*. C'est

« presque certitude du succès. Frédéric a été bien souvent à portée de son ennemi, et il savait se contenir... Le grand art est de donner la bataille et non de la recevoir... Une armée qui a été malheureuse dans le commencement d'une campagne ne doit hasarder la fortune des combats qu'avec beaucoup de circonspection... N'y aurait-il pas beaucoup d'habileté à éviter de se compromettre avec une armée d'invasion, et à se borner à en ralentir les progrès par des diversions bien ménagées?.. En un mot, à faire une guerre de manœuvres qui donnât le temps à l'État menacé de renforcer son armée défensive pour la mettre en mesure de courir le sort d'une bataille avec l'espoir du succès. »

(Extrait des manuscrits de Moreau, recueillis par Rastadt.)

ainsi qu'il punissait quelques révélations de ce qui se passait alors, et enflammait la haine naturelle de la populace pour tout ce qui n'est pas né Russe. Le recueil de ses proclamations journalières ne pourrait servir qu'à la composition d'un ouvrage burlesque. Dans celles qui furent publiées avant la bataille de Borodino, il disait, à la suite de froides railleries sur le compte de ceux qui s'éloignaient de la capitale : « Je réponds sur ma vie « que l'ennemi n'entrera pas à Moskou; notre « armée est de cent trente mille hommes, avec « mille huit cents bouches à feu; Miloradowitch « l'a joint avec trente mille autres; Markoff s'y « est rallié avec vingt-quatre mille de la milice; « Tormasoff et Tchitchagoff en ont quatre-vingt- « cinq mille, et je défendrai Moskou avec cent « mille hommes et cent cinquante canons... » « Courez aux remparts », disait-il après la défaite de Borodino (et Moskou est une ville ouverte) « châtiez l'ennemi de sa témérité; un seul coup « de fourche suffit pour mettre hors de combat « dix de ces Français au corps sec et décharné, et « dix Allemands à la perruque enfumée. »

Cependant l'ennemi avançait toujours, et Koutouzoff, retiré sous Moskou, rassemblait, le 13 septembre, à Fili, un conseil de guerre composé des généraux Barclay, Bennigsen, Raïewski, Ko

navnitzin, Ostermann, Doctoroff, d'Yermoloff et du quartier-maître général Toll. La question mise en délibération était celle de savoir quel était le parti préférable, soit de livrer bataille sous les murs de Moskou, soit d'abandonner cette capitale à l'ennemi; elle était déjà décidée *in petto*, mais Koutouzoff ne voulait pas prendre cette mesure sous sa seule responsabilité, et quand Bennigsen, appuyé par Raïewski et Doctoroff, opina en faveur de la résistance, en exposant que la position de la montagne des Moineaux commandait la ville, couvrait le midi de l'empire, rendait impossible l'occupation de Moskou, tant qu'on n'en serait pas déposté, le maréchal opposa à sa fougue la sage remarque qu'il fallait préalablement se rendre compte des moyens de défense que l'on possédait, et dit, après cet exposé: « Tant que l'armée existera, l'État ne sera pas sans ressources; mais il n'y en aurait plus ni pour Moskou ni pour l'empire si elle était détruite. » Puis il posa ainsi la question: « Vaut-il mieux attendre l'attaque de l'ennemi dans la faible position que nous occupons que de lui abandonner Moskou? » Barclay, Ostermann, Gnavnitzin furent d'avis qu'on se retirât; le premier dit qu'il était indispensable de tirer promptement l'armée d'une position où elle se-

rait nécessairement battue, et que le désir de reprendre Moskou ajouterait à l'ardeur des troupes. Bennigsen, soutenu par Doctoroff, insistant pour qu'on attaquât l'ennemi, dit qu'il serait honteux d'abandonner la capitale, et que l'empereur ne le leur pardonnerait point. Ce à quoi Barclay répondit : « *Je réponds sur mon honneur que l'empereur ne nous le reprochera pas.* » Ostermann, de son côté, demanda à Bennigsen de prendre sur sa propre responsabilité les résultats de l'attaque qu'il proposait ; Koutouzoff se décida à la retraite, n'ayant plus, avec tous ses renforts, que quatre-vingt-dix mille hommes, devant une armée qui en comptait encore cent vingt mille, et il en dut surtout la réussite à la valeur calme et aux incontestables talens de Barclay. Le plan favori de ce dernier, celui qui avait été précédemment arrêté dans le cabinet, était cependant en partie abandonné ; sous son commandement l'armée eût sans cesse fait espérer à l'ennemi une grande bataille, mais n'en aurait ni livré ni accepté. En l'irritant par de légers combats d'arrière-garde, il eût cherché à l'attirer jusqu'à Nijnéi-Novogorod, au confluent du Volga et de l'Oka. Là, couvert par ces deux larges rivières, dont il aurait défendu les passages pour conserver, par la rive gauche de l'une et la rive droite de l'autre, ses

communications avec le nord et le midi, il eût attendu la saison favorable aux opérations militaires qu'il avait méditées contre un adversaire dont la retraite fût devenue d'autant plus impossible qu'il aurait ainsi laissé aux armées secondaires le temps de couper la ligne d'attaque, si prodigieusement allongée, de son ennemi. Mais Koutouzoff et le cri public en avaient autrement décidé.

La veille même du conseil de guerre où fut arrêtée la retraite de l'armée russe, Rostopchin avait fait la proclamation suivante : « Je pars pour me « rendre près de son Altesse le feld-maréchal « prince Koutouzoff, afin de prendre, conjoin- « tement avec lui, des mesures pour exterminer « nos ennemis; nous enverrons au diable ces « traîtres et leur ferons rendre l'ame; je revien- « drai pour dîner et nous mettrons la main à « l'œuvre pour réduire en poudre ces perfides. » Le maréchal lui jura sur ses cheveux blancs qu'il n'abandonnerait pas Moskou. Fier de cette promesse, Rostopchin continua de se livrer à ses grotesques pasquinades; jusque là elles n'étaient que ridicules, mais voici ce qui fut atroce. Un jeune marchand, nommé Véréchadin, avait traduit une première proclamation de l'empereur des Français. On le sut, et quoique cette publi-

cation insultante à la Russie fût beaucoup plus propre à l'irriter qu'à la séduire, le malheureux fut mis en prison ; il y était encore lors de l'abandon de Moskou. Rostopchin, prêt à partir à la suite des troupes russes, qui, le 14, traversèrent silencieusement la ville, se fit amener le prisonnier, l'injuria et le livra à la populace en lui ordonnant de le frapper ; ce qui eut lieu avec tous les raffinemens de la rage. Et c'est ainsi qu'il fit ses adieux à la sainte et antique cité, où il ne resta qu'environ quinze à vingt mille ames, gens sans aveu pour la plupart ; car les propriétaires et tout ce qu'il y avait d'honorable dans la ville suivit l'armée ou chercha un refuge dans les provinces. C'est dans cette capitale, presque veuve de ses habitans, qu'entrèrent le même jour les premières troupes de cette armée française, si exténuée, si affamée, à laquelle, pour prix d'une funeste victoire, son chef avait promis « *l'abondance, de bons quartiers d'hiver et un prompt retour dans la patrie ;* » car il espérait, comme à Vienne, faire subir une paix honteuse à son ennemi, et la lui imposer de sa capitale même.

Tandis que l'orgueil de Napoléon se berçait de cette douce et flatteuse espérance, les armées russes faisaient en Perse de nouveaux progrès ; ses alliés de l'Amérique du Nord échouaient

lans une tentative contre le Canada ; et Marmont se faisait battre par Wellington, aux Aropiles, le 24 juillet. Mais Soult, qui ne pouvait plus tenir devant Cadix, en raison des échecs éprouvés dans le nord de la Péninsule, se retira dans la nuit du 24 au 25 août, après deux ans six mois et dix-neuf jours de siége, et parvint, par une marche rapide, à se porter sur le flanc de l'armée anglaise, qu'il contraignit à rétrograder en abandonnant l'attaque de Burgos, retraite et opérations exécutées par le général français avec autant de talent que de vigueur et d'activité. Nous verrons plus loin comment Napoléon sut se tirer lui-même du pas hasardeux dans lequel il s'était si imprudemment engagé.

1812.

Bassano. — Retraite des Russes. — Son désordre. — Arrivée des Français à Moskou. — Entrée de Napoléon. — Incendie. — Ouragan qui l'alimente. — Pillage. — Retraite de Napoléon à Petrowski. — Opinions diverses sur les causes de l'incendie. — Tentatives d'ordre. — Etat de Moskou. — Fausses nouvelles. — Proclamation d'Alexandre. — Sa conduite. — Armée russe. — Son camp. — Position de Murat. — Négociations. — Wilson. — Proclamation de l'empereur Alexandre. — Défaite de Vinkowo. — Retraite. — Malo-Inoclavitch. — Suite de la retraite. — Desgenettes. — Moskou. — Smolensk. — Krasnoï. — Ney. — La Bérésina. — Départ de Napoléon. — Etat de son armée. — Fin de la campagne. — Défection des Prussiens. — Retraite de Schwartzenberg. — Retour de Napoléon à Paris. — Conjuration de Malet. — Conclusion.

Aussitôt qu'on eut connu à Wilna la ruineuse victoire de Borodino, qui y fut annoncée comme la destruction complète de l'armée russe, le duc de Bassano se disposa à partir pour le grand quartier-général, où il supposait que l'empereur Alexandre avait déjà envoyé des ministres pour y traiter de la paix ; l'occupation de Moskou ne lui semblait pas douteuse, et là devait probablement être le terme de cette courte, glorieuse et gigantes-

que campagne. L'armée française atteignit en effet l'antique et opulente capitale de la Russie ; dès que Napoléon en aperçut les dômes et les flèches dorées, il les montra à ses soldats comme le but et la récompense de leurs peines, comme un lieu d'abondance et de repos. Son avant-garde y pénétra le 14 septembre ; mais les habitans en avaient fui de toutes parts, chacun emportant ce qu'il espérait ainsi soustraire au pillage, ainsi s'était formée une masse confuse de troupes, bagages, artillerie, voitures de toute espèce, de gens en carrosse, à cheval, à pied ; chaos qui eût rendu la moindre résistance impossible, si l'on eût détaché à la poursuite des Russes quelques régimens de troupes légères ; mais la cavalerie française en était déjà totalement incapable ; puis il fallait faire les logemens et assurer la subsistance d'une armée harassée et affamée. Les détachemens qui, à cet effet, parcouraient les rues les trouvèrent toutes désertes ; il en était de même des édifices destinés aux administrations ; Rostopchin les avait fait tous évacuer, et jusqu'à ceux de la police même, dont les employés emmenèrent avec eux les pompes, afin d'en sauver ainsi les attelages qui étaient leur propriété. Il ne restait donc plus dans la ville que quinze à vingt mille individus dont un très petit nombre étaient des propriétaires qui voulaient veiller sur leur

avoir ou qui n'avaient pu s'échapper ; le reste était composé d'un ramas de gens sans propriétés ou de quelques bandits sortis de prisons et qu'on n'eut ni le temps ni les moyens de transférer ailleurs.

Napoléon, qui voulait faire à Moskou une entrée solennelle, s'était arrêté à la barrière de Smolensk, où il attendait une députation des autorités municipales. Un général polonais, qu'il envoya pour les avertir, revint, après de vaines recherches, lui annoncer qu'il n'en restait plus aucune, et il différa son entrée jusqu'au lendemain, espérant au moins que les étrangers français, allemands et autres, avec quelques sujets russes peut-être, viendraient le complimenter. Il n'en fut rien, et après cette nouvelle déception, affront qui l'irrita et dont ses entours parurent indignés, il se rendit au Kremlin. C'était le mardi 15 septembre ; mais, dès la veille, les soldats en désordre, s'étaient précipités dans la ville, forçant les maisons pour y chercher des vivres, et, durant la nuit du 14 au 15, des incendies partiels avaient éclaté à la Solenka, près de l'hôpital des Enfants-Trouvés et du pont de la Iaouza. Si toute discipline n'eût alors été détruite, il aurait été possible d'y porter remède, mais il n'en était plus temps le 16, où un violent ouragan d'équinoxe vint animer l'incendie et le rendre général ; c'était une mer de flammes dont les flots

tourbillonnant dans les airs, enveloppèrent bientôt le quartier des boutiques, dépôt d'immenses richesses. La fureur du pillage vint rivaliser avec celle d'un feu rapidement dévastateur. Napoléon, qui, des fenêtres du Kremlin, contemple cet horrible spectacle, prend le parti de se retirer à Petrowski, palais impérial situé au-delà de la porte de Twer, y accueille tous les intrigans dont il espère tirer quelques notions qui lui manquent sur le caractère des Russes et les moyens de se les concilier. Une riche marchande française y est appelée, et, entre autres choses, il lui demande : *Que pensez-vous de la liberté des paysans? Un tiers, peut-être,* répond-elle, *appréciera ce bienfait; mais les deux autres tiers ne sauront ce qu'on veut leur dire, ou n'y verront que le partage des propriétés.* L'empereur des Français lui fait de nouvelles questions sur Poutcheff et sur la possibilité de porter les Tatars à la révolte; mais il apprend d'elle que ce peuple paisible et calculateur est entièrement voué au commerce, qu'il est peu nombreux, très soumis et nullement guerrier.

Les flammes cependant continuaient à dévorer cette noble cité, dont elles réduisirent en cendres les deux tiers*, et occasionnèrent une perte constatée de trois cent trente-un millions de

* Treize mille huit cents maisons.

roubles, indépendamment des dévastations commises hors de ses barrières.

Un événement aussi inattendu que l'incendie d'une grande et riche capitale devait nécessairement donner pâture aux imaginations passionnées et leur faire enfanter des romans plus ou moins vraisemblables sur un fait dont la cause était probablement trop simple pour qu'on voulût s'y arrêter, trop naturelle pour qu'on ne lui préférât point une explication de nature à flatter beaucoup mieux des haines rivales, les vanités populaires et les esprits exaltés prêts toujours à poétiser les choses qui les effraient, les satisfont ou les étonnent *. Les opinions diverses sur les causes et les conséquences de ce mémorable évé-

* *Napoléon* (Mémoires de Sainte-Hélène) n'en accuse pas la populace, mais des malfaiteurs échappés des prisons; *Gourgaud* accuse *Rostopchin*; *Legier* des agens de police; *Bourgeois*, *Guillot* et *Guillaume de Vaudoncourt*, les ordres donnés par le général gouverneur, conformément à une prétendue décision prise au quartier-général russe; mais Vaudoncourt était alors à Wilna et ne parle que sur *ouï dire*. *Boutourlin*, qui se trouvait à l'armée, veut prêter un faux air de patriotisme à cet acte, et suppose des ordres donnés par Rostopchin aux propriétaires, mais les propriétaires n'y étaient plus; *Ker-Porter*, qui n'a écrit, ainsi que *Rosen*, qu'en copiant les bulletins russes, en fait un acte de dévouement, assurément peu louable, de la part de ceux qui n'avaient rien, et aux dépens de

nement, prouvent assez combien la plupart sont étrangères à la vérité.

Beaucoup de Russes, par ignorance ou par haine, et leur gouvernement, par intérêt politique, attribuèrent à Napoléon cet incendie commencé avant son entrée à Moscou, qu'il ne put voir qu'avec crainte et douleur et qu'il

ceux qui possédaient tout. *Paibasque*, voyant les choses de Smolensk, dit que *la plus ancienne ville du Nord fut offerte en holocauste au patriotisme*. *Labaume* parle aussi de ce dévouement dont l'objet était d'enlever à l'ennemi des ressources qui cependant ne lui manquèrent point. *Larrey* attribue l'incendie à l'espoir du pillage de la part de gens échappés des prisons, qui cependant avaient été en grande partie évacuées, et *Chambrai*, quoique le plus judicieux des historiens de cette campagne, *pense* que les incendiaires avaient agi d'après les ordres de Rostopchin, autorisé à cet égard par son souverain, ce dont il ne fournit aucune preuve, et cela sur la foi de ceux qui furent pris et suppliciés, et qui accusaient le gouverneur général, eut-être dans l'espoir de s'en faire une excuse; aussi leur dire ne prouvait-il rien. Enfin, le général du génie *Lemple*, témoin oculaire de cet événement, n'y voit que le résultat du besoin, du désordre, de l'amour du pillage, de la part soit du soldat, soit de la populace, sans préméditation de part ni d'autre. Le comte *Rostopchin* a traité cette question dans le même sens, et il est d'autant plus croyable, que, dans sa brochure (*La vérité sur l'incendie de Moskou*), il abjure ce lustre de patriotisme dont on avait paré. L'on n'aurait, à cet égard, que des éloges à

s'empressa de fuir. Les Français en accusèrent le comte Rostopchin, soit qu'ils l'en crussent réellement l'auteur, soit qu'ils voulussent s'en disculper ainsi aux yeux des Russes. Les étrangers, et les Anglais surtout, y virent l'un de ces actes de patriotisme barbares, qu'immortalisa l'antiquité dans un ordre d'intérêt et d'idées sans harmonie avec l'état moderne de la société, état où la conquête ne fait pas comme jadis passer de la liberté souveraine au plus dur esclavage; enfin personne ne songea à expliquer cet événement conformément aux causes les plus vraisemblables. En effet, depuis Smolensk les soldats alliés avaient allumé plusieurs incendies en se jetant sans ordre et des flambeaux à la main dans les maisons encore intactes dont il avait fallu briser les portes, en y faisant sans précaution des feux qu'ils laissèrent brûler à leur départ. Ces mêmes soldats arrivant à Moscou dénués de tout, n'y trouvant rien, se répandant en désordre de

lui donner, s'il n'y prétendait point se disculper du meurtre atroce de *Verèchadin*, arbitrairement commandé par lui et exécuté sous ses yeux, assassinat dont, quoi qu'il en ait dit, le père de sa victime, loin de l'approuver, demanda vengeance à l'empereur. Quant au baron *Fain*, il semble éviter d'éclairer cette question dans son manuscrit de 1812. (*Note de l'Éditeur.*)

ous côtés, agissant là comme ils l'avaient fait
illeurs, allumant imprudemment des feux, se
ivrant au pillage, ont à l'instant pour émules
oute la basse classe du peuple, la seule presque
ui fût demeurée dans la ville. Ce fut donc par
'effet du défaut de subsistances assurées et de
'amour du pillage chez les soldats et la populace
u'eut probablement lieu cet effroyable événe-
nent. Mais de chaque côté l'on cherchait un
oupable et chacun le désignait selon ses pas-
ions, et les passions ne savent jamais ni ob-
erver ni réfléchir. Certes, l'absence des pro-
riétaires, leur désespoir, leurs cris, soit contre
Napoléon, soit contre Rostopchin, prouvent assez
u'il n'y eut point de leur part ce dévouement
atriotique dont on les honore. Ce dévouement
ême eût été plus nuisible qu'utile à la Russie,
ar celle-ci perdit par l'incendie d'immenses ri-
hesses. Cet incendie ne nuisit point à la sub-
istance de l'armée, subsistance rendue plus fa-
ile encore par la disparition des habitans ; il eût
û même être un avertissement, qu'on n'écouta
as, de ne plus demeurer sur un tas de ruines
t de cendres. Brûler la capitale eût donc été de
a part des Russes une incalculable erreur, car
eur intérêt était que Napoléon y prît ses quar-
ers d'hiver comme il l'avait annoncé ; bientôt il

en eût eu épuisé les ressources ; il se fût vu entouré de toutes parts, coupé de sa base d'opérations, harcelé, affamé, sans communication avec des alliés très disposés à secouer son joug, avec la France où fermentait encore un levain révolutionnaire. Cet incendie l'obligeait donc à hâter sa retraite en trompant ou écrasant l'armée russe, avant la prochaine arrivée d'une saison qui devait la rendre très pénible, peut-être même impossible.

Cependant, revenu au Kremlin, Napoléon ne parut pas songer encore à cette retraite. Le pillage était l'effet nécessaire des circonstances ; la garde, les Italiens et les Polonais avaient seuls conservé de la discipline ; mais il n'en était pas ainsi du reste de l'armée, particulièrement des Allemands et surtout des Bavarois, Wurtembergeois et autres troupes de la confédération du Rhin, qui se livrèrent les premiers et le plus constamment à tous les genres de désordres. Ne pouvant arrêter le pillage on l'autorisa, et en enfonçant les portes, en fouillant les caves, en dévalisant tout, on crut exercer un droit d'autant plus légal que le pillage, exécuté méthodiquement, fut successivement permis aux différens corps de l'armée ; ce qui dura huit jours, et avec d'autant plus d'avidité qu'à l'exception de la

garde impériale, les soldats étaient pour la plupart sans souliers et vêtus d'habits en lambeaux.

Napoléon cependant cherchait tous les moyens de ramener l'ordre ; il avait à cet effet nommé le maréchal Mortier gouverneur de la ville, Millaud commandant d'armes, Lesseps préfet ; c'étaient d'honorables choix. Ce ne fut néanmoins qu'après des démarches, les unes menaçantes, les autres présentées à la cupidité ou sous couleur d'intérêt public, qu'on parvint à former une municipalité ; mais cette autorité naissante ne put complétement atteindre le but qui l'avait fait établir. Les militaires ont ordinairement peu de respect pour les autorités civiles, surtout en pays conquis et quand ils ont les armes à la main ; aussi l'ordre ne se rétablissait pas dans une ville si brillante la veille et qui n'offrait plus qu'un tas de ruines infectées par des cadavres d'hommes et d'animaux, en proie à des soldats cherchant de l'or, et traversée par quelques-uns de ses rares habitans, errans comme des ombres pour chercher dans ses décombres des alimens qui leur manquaient, et s'assurer même des provisions pour l'avenir ; car Napoléon paraissait annoncer l'intention de passer l'hiver à Moskou. Ce prince faisait en outre circuler les nouvelles les plus satisfaisantes : tantôt Riga avait été pris d'assaut ;

tantôt Macdonald était entré à Saint-Pétersbourg, puis on annonçait qu'un convoi considérable, portant à l'armée des vêtemens d'hiver, couvrait la route de Wilna à Smolensk, et que le maréchal Victor amenait de puissans renforts; enfin, l'on assurait que si les Russes ne faisaient pas la paix, Napoléon créerait des ducs de Smolensk, de Pétersbourg, de Moskou, et que l'empire russe serait définitivement relégué en Asie. Cependant l'armée française diminuait de jour en jour, en chevaux surtout; car si l'on avait trouvé suffisamment des vivres pour les hommes, les animaux manquaient entièrement de fourrages; il fallait aller en chercher péniblement dans les campagnes, au risque d'être enlevé par les Kosaques ou assassiné par les paysans, généralement armés et embusqués dans les forêts, soutenus par les corps de troupes légères russes qui cernaient la capitale. Ces dangers produisirent pourtant un bon effet; ils firent sentir à tous le besoin de la discipline si altérée par l'incendie et le pillage; elle se rétablit donc plus facilement qu'on l'eût pu croire.

Le tzar avait annoncé à ses peuples l'occupation de cette ville par une proclamation véritablement prophétique. En effet, il y était dit: « Tous les maux que l'ennemi méditait contre

« nous, finiront par retomber sur sa tête ; quel-
« que douloureux qu'il soit de voir l'ancienne
« capitale entre ses mains, il n'y possède du
« moins que des murs inhabités. Dans son or-
« gueil il croit dicter la paix ; *il sera déçu dans*
« *son attente.* Entouré, affamé, il se verra con-
« traint de frayer par la force un passage à sa
« fuite. La moitié de son armée a déjà disparu
« sous les coups de nos braves, ou par la fatigue,
« la maladie, la désertion ; le reste de ses trou-
« pes, enfoncé dans le cœur de l'empire, au mi-
« lieu d'un peuple courageux et fidèle, entouré
« de nos armées, dont l'une lui fait face et
« trois autres manœuvrent pour couper sa re-
« traite, nous présagent la gloire immortelle d'ob-
« tenir une paix juste et durable, non-seulement
« pour nous, mais pour ceux même qui aujour-
« d'hui combattent involontairement contre nous;
« car il est doux et généreux de rendre le bien
« pour le mal. Dieu tout-puissant, jette un re-
« gard miséricordieux sur la Russie qui t'implore ;
« accorde le courage et la patience à ceux qui ne
« combattent que pour une juste cause, et fais
« qu'en se sauvant eux-mêmes ils défendent en-
« core l'indépendance des nations et des rois ! »

Tandis que l'empereur Alexandre ranimait ainsi les esprits abattus, qu'il combinait avec une

prévoyante sagesse les moyens d'affranchir ses États; qu'à tout événement il faisait évacuer sur l'orient de son empire tous les objets utiles ou précieux renfermés dans ses archives, son trésor et son muséum; qu'il rassurait sur ses vues ultérieures le prince royal de Suède, qui lui avait envoyé son aide-de-camp Montrichard pour se plaindre de n'avoir pas été journellement instruit de l'état des affaires; dans la ville capitale l'armée française voyait périr les chevaux nécessaires à sa cavalerie, à son artillerie et à ses transports, et les peuples étaient moins irrités encore des maux qu'ils souffraient que de l'emploi sacrilége des églises, transformées en magasins et en boucheries.

L'armée russe, après quelques mouvemens incertains masqués par des troupes légères jetées sur différentes routes, ce qui en avait fait perdre la trace à Murat envoyé contre elle, s'était enfin portée, le 19 septembre, à Krasnopachra, village situé à dix lieues sud de Moskou sur la route de Kalouga. Ce ne fut que le 25, onze jours après l'occupation de la capitale, que le roi de Naples parvint à la découvrir et à se placer devant elle avec les vingt mille hommes mis sous son commandement.

Le camp russe, historiquement connu sous la dénomination de camp de Tarontine, établi par

le colonel Toll, en qui le maréchal Koutouzoff avait la plus aveugle confiance, était des plus mal choisis. Acculé à des bois touffus qu'on négligea de percer suffisamment pour faciliter la marche des troupes, de l'artillerie et des bagages, dans le cas d'une retraite qu'il faut toujours considérer comme possible, il était dominé par un plateau que l'on eût dû occuper, ce que l'on ne fit pas. Il se trouvait à la vérité couvert par la Nara, que l'on n'aurait cependant pas pu empêcher l'ennemi de traverser au-dessus de cette position si inhabilement occupée. Ce camp renfermait huit corps d'infanterie, trois de cavalerie, nombre de Kosaques et une formidable artillerie; son grand parc était établi dans les bois dont nous avons parlé et qui se prolongeaient au-delà des deux ailes; il avait une étendue de près de quatre verstes (une lieue), était défendu par de nombreuses redoutes construites sur ses flancs et sur son front, et chaque jour on y en ajoutait de nouvelles; mais le terrain sillonné de ravins profonds eût donné à l'ennemi des moyens faciles de les enlever, car la plupart étaient placées trop loin de leurs escarpemens pour en pouvoir balayer l'intérieur, et trop près cependant pour foudroyer, avant qu'elles eussent atteint les retranchemens, les troupes qui en seraient sorties

après y avoir marché à couvert ; les Russes pris en flanc n'auraient pu déployer leur cavalerie qui était la principale de leurs forces. Mais Napoléon ne fit aucune tentative sur ce camp, dont la dispersion, alors probable, lui eût ouvert l'entrée des provinces fertiles du midi de la Russie.

Murat, posté à huit verstes des Russes (deux lieues) sur un plateau, embrassait un espace de huit verstes qui étaient coupées par cinq ravins, ce qui faisait que sa position manquait d'ensemble. Soit négligence, soit faute de troupes, il n'avait point occupé le bois situé en avant de sa gauche et se contentait de parader en face de son ennemi, sans même reconnaître ce qu'il y avait de vicieux dans l'emplacement du camp russe.

Napoléon commençait cependant à sentir la nécessité de se tirer du piége dans lequel il était tombé. Après s'être impudemment permis contre l'empereur Alexandre les inculpations les plus outrageantes pour son orgueil et pour son cœur, il songea à traiter avec ce prince ; car ayant perdu la plus grande partie de sa cavalerie et de ses moyens de transport, il sentait combien une retraite rendue nécessaire deviendrait difficile et semblerait honteuse à la suite de tant de jactance. Il envoya donc à Koutousoff, le 4 octobre, son aide-de-camp Lauriston, pour entamer des négo-

ciations. Celui-ci fut reçu avec politesse, mais avec une extrême réserve. Sir Robert Wilson, qui se trouvait alors au quartier-général russe, déclama hautement contre cette entrevue et prétendit y assister comme le représentant de son pays; mais Koutouzoff lui ordonna de s'éloigner, ce qui le porta à de nouvelles et virulentes clameurs : « Comment, disait-il, peut-on traiter « avec cette canaille! » Propos choquant par lui-même et peu respectueux pour le feld-maréchal. Sa rage n'eut plus de bornes quand il vit le prince Wolkonski partir pour Saint-Pétersbourg, ce qui semblait annoncer le projet d'entrer en négociations, mais n'avait cependant pour objet que d'endormir Napoléon jusqu'aux premières rigueurs d'un hiver dont on attendait le salut de la Russie. Koutouzoff, impénétrable dans ses vues, ne pouvait ni ne devait les dévoiler, et les esprits étaient partagés sur la grande questionqui s'agitait alors *; aussi fut-il sur le point de renvoyer Wilson, qu'il en fit indirectement menacer. Quant à Napoléon, qui, environné par des nuées de Kosaques, ne pouvait plus ni fourrager, ni communiquer

* Nous pourrions, en nous appuyant de lettres et fragmens de mémoires manuscrits qui sont en nos mains, démentir ici des relations imprimées, et nuire à quelque réputation; mais notre ouvrage est une histoire et non une satire. (*Note de l'Éditeur.*)

avec Smolensk sans de fortes escortes, souvent même enlevées par les troupes légères de l'ennemi ou par des paysans armés, loin de profiter des derniers beaux jours de l'automne pour opérer rapidement sa retraite, il envoya encore, le 13 octobre, Lauriston au camp de Taroutine. Le feld-maréchal n'avait point encore reçu la réponse de l'empereur Alexandre à sa dépêche portée par le prince Wolkonski; cette réponse ne lui fut expédiée de Saint-Pétersbourg que le 7-19 décembre; elle n'arriva qu'après le début des opérations offensives des Russes et demeurait ainsi sans objet; nous nous bornons ici à citer qu'elle renfermait des reproches au maréchal pour avoir reçu un envoyé de l'ennemi et toléré des communications entre les avant-postes; mais nous transcrivons le texte aux pièces justificatives*, comme propre à démontrer les fermes déterminations du tsar, qui, après avoir offert les plus grands sacrifices pour éviter la guerre, se serait enfoncé dans les déserts de la Sibérie plutôt que de fléchir désormais devant l'ennemi qui l'injuriait.

Koutouzoff se rappelait les instructions reçues de son maître à son départ pour se mettre à la tête des armées; il savait que la perte de la bataille de Borodino n'avait en rien altéré la fermeté

* Voyez la pièce justificative Q.

à l'empereur, qu'il y tenait plus que jamais depuis les désastres de Moskou ; il reçut donc Lauriston avec une politesse accompagnée d'autant de réserve que lors de la première mission de ce général. Cette mission nouvelle avait pour objets de demander un passeport pour se rendre à Saint-Pétersbourg, et un armistice en attendant son retour ; le passeport lui fut refusé ; quant à la proposition d'un armistice, on y répondit verbalement qu'on ne ferait pas de tentatives sanglantes sans objet, ce qu'il prit pour une cessation d'hostilités. Murat, qu'il en instruisit, demeura dans une sécurité parfaite et qui lui devint funeste ; car Bennigsen, qui avait tant décrié Barclay lorsqu'il avait espéré le remplacer, et qui déclamait également contre Koutousoff, dans l'espoir d'obtenir à sa place le commandement de l'armée et de pouvoir prendre sa revanche de sa défaite à Friedland, ne parlait que de bataille, blâmait hautement l'inactivité de son chef et cherchait tous les moyens d'entamer une affaire générale. Koutousoff, qui voulait faire cesser des propos outrageans pour son honneur, jugeant combien lui seraient favorables l'inaction de l'ennemi et la mauvaise position où il s'était placé, fit, le 6-18 octobre, passer à trois corps de son armée la Nara, au village de Spaskouplia, distant de cinq verstes de sa droite ; traversant des bois que Murat

n'avait point occupés; il attaqua son flanc gauche qui fut repoussé après une vive résistance, tandis que son flanc droit était victorieusement attaqué par un corps volant de grenadiers, chasseurs et kosaques. Nous ne fournirons pas de plus amples détails sur cette affaire à laquelle on donna le nom de Winkovo, et où Murat, en dépit de sa brillante valeur personnelle et de celle de ses troupes, fut complétement battu et poursuivi par le général Bennigsen. Koutousoff, sorti de son camp pour protéger cette opération dont il fut spectateur, sans que le gros de son armée y prît part, aurait pu facilement détruire les restes du corps commandé par Murat; mais il eût risqué de se trouver en face de Napoléon, dont il ne prévoyait pas encore le mouvement rétrograde déjà préparé, et que hâta ce premier échec essuyé par ses armes. Koutousoff, lui ayant coupé l'une des deux routes de Kalouga, se contenta, en apprenant la nouvelle de sa retraite, de marcher par sa gauche, afin de lui barrer, sur ce même point, l'autre route.

L'empereur Alexandre apprit en même temps la retraite de Napoléon, le succès de ses troupes à Winkovo et celui qu'elles venaient d'obtenir devant Polotsk, où Saint Cyr et Oudinot n'avaient pu résister aux efforts de Wittgenstein, renforcé de l'armée de Finlande, sous les ordres du géné-

ral Steinheil. Ce prince fit répandre alors une proclamation où, après avoir exposé sa conduite pacifique et l'agression de son ennemi, il disait de celui-ci : « Se confiant en la valeur de ses trou-« pes et fier du souvenir de ses victoires, il es-« pérait subjuguer la Russie ; le *plan* adopté par « nous fortifia cette confiance et lui offrit toutes « les illusions du triomphe. Arrivé à Moskou, il « se crut invulnérable ; vain et présomptueux es-« poir ! Une population de quarante millions « d'ames attachées à leur prince, à leur pays, à « leurs lois, à leur religion, n'est pas si facilement « conquise ! Il s'aperçut trop tard que la posses-« sion de Moskou n'était point celle de l'empire, « et, *conduit dans un piége*, il n'eut de parti à pren-« dre qu'entre sa destruction ou la retraite ; il a « choisi celui-ci, et ses mouvemens incertains « trahissent ses craintes. Il traiterait volontiers « pour sa sûreté ; mais la politique et la justice « exigent un châtiment terrible. Que la ligne de « sa retraite soit donc défendue de manière à la « rendre inexécutable par les actes de votre ver-« tueuse indignation ; détruisez tout ce qui peut « lui être utile ; rendez impraticables vos ponts « et vos routes ; faites tout ce que pourront vous « dicter votre courage et votre patriotisme. Chas-« sez l'ennemi au-delà de nos frontières, et reu-

« dez-vous dignes à la fois de votre souverain et « de votre patrie. »

Tandis qu'à la voix de l'empereur Alexandre on s'armait de toutes parts pour accabler l'ennemi sous les coups d'une générale et terrible vengeance, Napoléon écrivait encore au duc de Bassano *, le 16 octobre, pour lui ordonner de demander au roi de Prusse vingt mille hommes d'infanterie et quatre mille chevaux, afin d'effrayer la Russie sur l'immensité de ses ressources, lui recommandant d'exagérer les forces qui lui restaient dans ses relations avec l'Autriche, la Saxe, la Bavière et la ligue rhénane; mais il n'en prit pas moins, dès le 19 octobre, le parti de quitter Moskou, en y laissant le maréchal Mortier, chargé, avant de l'évacuer, de faire sauter le Kremlin, et d'incendier les maisons appartenant à Rostopchin; lâche et puérile vengeance par laquelle il faisait ses adieux à la sainte cité, annonçant encore ** qu'il conservait une garnison à Moskou et qu'il allait prendre ses quartiers d'hiver en se rapprochant de Pétersbourg. Quant à Moskou, Napoléon y était imprudemment demeuré trente-cinq jours ***. S'il n'y avait pas autant prolongé son séjour, toute

* Lettre saisie dans ses papiers à Wilna.

** Vingt-cinquième bulletin.

*** Arrivé le 14 septembre et parti le 19 octobre. Ce-

les pertes occasionnées par l'incendie n'eussent porté que sur les Russes, vu la destruction d'un si grand nombre d'édifices, des richesses immenses qu'ils renfermaient, *des vivres même qu'ils y eussent trouvés après l'évacuation.* L'armée française alors aurait pu s'établir solidement en Pologne, contenir le pays dans la dépendance, y écraser les armées secondaires russes, en imposer à la Prusse et à l'Autriche; et de Smolensk, menacer encore les deux capitales de l'empire moscovite. Il n'en était plus de même au moment de la retraite de Napoléon, qui, trompé par la beauté de la saison, ne prévit pas que l'approche de l'hiver était imminente; que dans cette contrée, plateau le plus élevé, et par conséquent le plus froid de la Russie, l'hiver s'annonce ordinairement dès le mois de septembre; se montre en octobre; devient rigoureux en novembre, et acquiert toute son intensité dans les mois de décembre et janvier. Au moment de traverser ce plateau, dans une retraite de deux cents lieues, l'empereur des Français eût dû pourvoir à une distribution de vêtemens chauds pour ses soldats, au ferrage à glace des chevaux de sa cavalerie, de son artil-

pendant Napoléon prétend (*Mémoires de Sainte-Hélène*, par le comte de Montholon, tom. II, p. 112) n'y être resté que vingt jours. (*Note de l'Editeur.*)

lerie et de ses bagages ; il eût dû encore substituer les traîneaux aux voitures, ou monter celles-ci sur des patins, selon l'usage des Russes, qui, par ce procédé connu, les font glisser facilement et sans effort sur la neige durcie par la gelée. Toutes ces mesures étaient commandées par la plus simple prévoyance ; aucune ne fut employée.

En partant de Moskou, Napoléon s'était porté vers Malo-iéroslavitch, route de Kalouga ; c'est une ville sans défense, mais Koutouzoff y jeta vingt mille hommes commandés par Doctoroff, qui défendit ce passage avec héroïsme contre le prince Eugène de Beauharnais, dont l'attaque fut exécutée avec autant de constance que de vigueur. Koutouzoff, simple spectateur de cette sanglante affaire, avait pris position de manière à alimenter les forces du général, à qui il dit : *Allez et faites-vous tuer, mais que l'ennemi ne passe point.* Le carnage fut horrible ; le prince Eugène l'emporta néanmoins, mais le feld-maréchal choisit en arrière de Malo-iéroslavitch une position inattaquable ; aussi Napoléon, qui ne voulait pas hasarder une nouvelle bataille générale, dont le succès eût peut-être été aussi ruineux qu'une défaite, reprit-il la route dévastée qu'il avait suivie en marchant vers Moskou. Il fut côtoyé dans sa marche par le feld-maréchal commandant en personne

la grande armée russe, sur la route moins courte, mais plus facile, de Medyn, route qui longeait sa gauche, tandis qu'il était harcelé de droite par le général-major Koutouzoff et en queue par Miloradovitch. Sur le plateau élevé qui sépare Moskou de Smolensk, l'on ne trouvait plus ni vivres ni fourrages; la foule des fuyards qui avaient suivi l'armée encombrait la route et concourait avec les houras perpétuels des Kosaques, et les attaques faites par les troupes réglées, à ralentir une marche qui eût dû être rapide, d'autant que la rigueur de la saison ne la contraria pas d'abord. Le peu de subsistances emportées de Moskou avait été, ou gaspillé par le soldat, ou jeté préférablement au butin qu'il avait fait et qu'il voulait conserver; on n'avait pu les faire suivre dans des transports mal attelés. Le besoin amena la maraude, qui produisit une désorganisation complète; les souffrances individuelles firent bientôt taire tout sentiment humain. Uniquement occupé de soi, l'on ne donnait plus de secours à personne; on incendiait tout pour se préserver du froid. Errans comme de vaines ombres devant ces feux destructeurs, les soldats couraient au loin et s'y faisaient tuer ou prendre; les chevaux épuisés tombaient de fatigue ou d'inanition, et l'on était forcé d'abandonner l'artillerie. Des lettres interceptées du

vice-roi d'Italie au maréchal Berthier* attestent ces désastres, aux dates des 7 et 8 novembre, et l'armée avait déjà fait des pertes immenses avant le 16 du même mois, époque où l'hiver commença à devenir réellement rigoureux. Ce ne fut même que le 6 décembre que le thermomètre descendit à 27 degrés; et ce qui prouve que le froid ne fut pas la seule cause des maux éprouvés par l'armée, c'est que les Prussiens et les Autrichiens, pour qui le climat et les saisons n'étaient pas autres que pour la grande armée, bien vêtus et bien nourris, ne parurent point en souffrir. Enfin, dans l'armée française, la garde seule, mieux nourrie que tout le reste des troupes, conserva seule aussi un aspect imposant et militaire; presque tout ce qui ne lui appartenait point s'était, autant que possible, affublé de vêtemens fourrés, d'hommes et de femmes, ce dont on fit en Russie des caricatures qui eussent pu sembler plaisantes si d'aussi grotesques images n'eussent point caché l'affreux tableau des plus vives angoisses, du désespoir et de la mort. Les ordres du tzar n'avaient été que trop bien suivis; la rage du paysan était implacable, et la plume se refuse à en détailler ici les horreurs. Ce qui rivalisait avec elle, c'était la

* Lettre de Zacelia, du 7, et du passage du Vop, du 8 novembre.

lité barbare des Kosaques qui dépouillaient prisonniers et les laissaient entièrement nus a sol glacé; les généraux et les officiers rus- mployaient en vain tous leurs efforts pour her quelques victimes à l'inhumanité de bourreaux. Ce qui échappait à la poursuite ins et à la vengeance des autres se traînait olement vers Smolensk, laissant à chaque ac des monceaux de cadavres, frappés par id, la faim ou les coups de l'ennemi, et éprouvé tout ce que l'homme peut souffrir aux, tous les actes de barbarie qu'il peut ex- de la part d'une délirante cruauté.

ndis que les Français recueillaient ainsi les de l'imprévoyante ambition de leur chef, ereur Alexandre, dans une proclamation du vembre, exposait à ses peuples ses efforts con- , et toujours impuissans, pour éviter la guerre un ennemi dont tous les pas avaient été mar- par *le meurtre*, *l'incendie*, *le ravage*, *le pil- les propriétés*, *le sacrilége*, *la profanation des es et des autels*, *les ruines fumantes de Mos- l'explosion du Kremlin*, *les tentatives pour ler la fidélité*, et qui, frappé par la justice u, fuyait, abandonnant armes et bagages. il donne à ses armées, à la noblesse, aux ples, aux paysans des éloges, comme ayant

concouru tous à la *cause commune* en s'armant des *instrumens* même destinés aux *travaux rustiques.* Il cite les gouvernemens qui se sont principalement distingués par cet élan belliqueux et *volontaire;* enfin il y semble persuadé que les *prisonniers faits par de simples paysans, et par des femmes même, n'ont dû la vie qu'à l'humanité de ce peuple qu'ils étaient venus piller et brûler.* Le sentiment qui dicta cette dernière phrase était tellement dans le cœur d'Alexandre qu'il ne cessa, quoique outragé jusque dans son honneur, de recommander la plus grande humanité envers les prisonniers, et principalement en faveur du médecin Desgenettes, qui, d'après ce que l'on publia de sa conduite en Egypte, avait acquis une haute renommée européenne.

Retournons un moment au sein des ruines de Moskou, pour y voir, aussitôt après le départ des dernières troupes françaises et l'explosion du Kremlin, fondre une nuée de paysans des environs, ivres de fureur, affamés de pillage, se portant vers l'hôpital des Enfans-Trouvés, où gisaient les malades français qu'ils voulaient égorger et que le conseiller d'état Toutelmine ne sauva qu'au péril de sa vie; puis, allant piller la banque et la caisse de l'université; commettant des désordres de tout genre, qui ne purent être arrê-

:és que par l'arrivée du général Benkendorff. Mais ıvec le général gouverneur, se renouvelèrent les persécutions jusqu'au jour où, à la demande des habitans paisibles et du père de Véréchadin, Rostopchin perdit son commandement. Balachoff ınt enfin rétablir l'ordre et la sécurité au milieu les ruines de cette grande cité, en faveur de laquelle les Anglais ouvrirent des souscriptions, et que les habitans se hâtèrent de rebâtir plus régulière et plus belle; ce qui démentit les assertions le Napoléon, qui prétendait dans ses bulletins qu'elle était ruinée pour un siècle.

Les débris de l'armée française étaient enfin parvenus à Smolensk, où l'on avait, à grands frais, rassemblé des vivres et des parcs; mais la ville ne pouvant contenir ces derniers, il avait fallu les placer hors de ses murs, à Krasnoï et à Clémentino, d'où des partisans russes les enlevèrent. Ce que renfermaient les magasins ne put même pas ıuffire aux besoins des soldats qui y pillaient et gaspillaient ce qu'une distribution régulière, devenue impossible, aurait rendu utile à la subsisıance d'un plus grand nombre. Napoléon était ıtré à Smolensk le 9 novembre; il écrivait de là ıu duc de Bassano pour demander à grands cris es secours, et surtout des chevaux pour sa cavalerie, son artillerie, et ses transports, entière-

ment démontés*. Il n'y vit arriver les dernières de ses troupes que le 13. Ce qu'il put réunir de cent mille hommes sortis de Moskou se réduisait à trente-neuf mille cent, dont cinq mille six cent de cavalerie, auxquels se joignirent deux mille cinq cents hommes qui se trouvaient dans cette ville, ce qui ne forma qu'un corps de quarante-un mille six cents hommes de toutes armes. Mais l'armée russe, qui, à Tarentino, était de cent vingt mille hommes, avait aussi été réduite à quarante-cinq mille hommes par les combats, les maladies, la fatigue et le froid, quoique ayant paisiblement marché par une route abondante en subsistances et toujours à une journée des colonnes françaises. Ce fut avec ces forces que Koutousoff, parti d'Konija, et laissant Smolensk à sa droite, campa le 15, à deux lieues de Krasnoï, où Napoléon n'arriva que le même jour. Il aurait pu l'y devancer s'il n'avait perdu quatre jours à Smolensk, quoiqu'il y eût appris la conjuration de Malet qui rendait urgent son retour à Paris. Par une nouvelle et funeste disposition l'arrière-garde ne quitta Smolensk que le 17, ce qui mettait trois journées de distance entre elle et la tête de l'armée, qui fut horriblement ma-

* Lettre interceptée, datée de Smolensk du 11 novembre.

traitée; car les Russes, qui eussent pu lui barrer la route en occupant Orcha, se contentèrent de la canonner, de la mettre ainsi en désordre, et de la forcer d'abandonner vingt-cinq des cinquante pièces de canon qu'elle conservait encore. Ney, parti trois jours plus tard de Smolensk, avec environ six mille hommes, après en avoir fait sauter les fortifications, selon l'ordre qu'il avait reçu, ne répond à la sommation qui lui est faite de se rendre que par une impétueuse attaque contre les quarante-cinq mille hommes qui lui ferment le passage; puis il se jette sur sa droite, en abandonnant son artillerie qu'il ne peut plus traîner; passe le Dnieper sur des glaces flottantes, résiste aux essaims de Cosaques qui l'environnent et le harcellent sans cesse, et, se surpassant lui-même dans cette marche pénible, rejoint enfin l'armée à Orcha, ne ramenant de tout son corps que quinze cents hommes; retraite sans exemple et digne d'une immortelle renommée!

Malgré ces miracles d'héroïsme, cette masse confuse, qui n'était déjà plus une armée, avait encore à surmonter de puissans obstacles; mais des circonstances imprévues la favorisèrent. La faible base des opérations militaires de Napoléon avait été brisée, au midi par l'impuissance et l'inaction de Schwartzenberg, au nord par l'immobi-

lité forcée de Macdonald et par l'impossibilité où fut Saint-Cyr de résister à Wittgenstein. Les magasins de Minsk avaient été enlevés par l'amiral Tchitchagoff, et quoique secondé par les corps de Victor et d'Oudinot, n'ayant plus que vingt-neuf mille combattans exténués, affamés, sans discipline, et quelques-uns sans armes, Napoléon, suivi par les quarante-cinq mille hommes de Koutouzoff, avait en tête les quinze mille de Tchitchagoff, et sur sa droite les vingt-cinq mille de Wittgenstein. Le pont de Borissoff avait été pris, et il fallut passer la Bérésina faiblement gelée. Certes, il manifesta dans cette occasion tout ce que son génie militaire avait de transcendant; mais sa perte n'en était pas moins assurée sans les circonstances que voici. Koutouzoff ne pardonnait point à Tchitchagoff de s'être vu remplacé par lui à la tête de l'armée du Danube, et le soupçonnait d'avoir contribué à la disgrace dont il avait été un moment l'objet. Le voyant enfin sous son commandement, il le força à des mouvemens incertains par des ordres ambigus qu'il fallait interpréter, en conservant néanmoins la responsabilité de leur exécution. D'une autre part, Wittgenstein qui, au moment de sa réunion avec l'amiral, devait se trouver sous ses ordres, chercha à s'y soustraire en ralentissant sa

marche. Enfin, le feld-maréchal s'arrêta quand il eût dû marcher avec rapidité, et le passage put s'exécuter, quoique avec une perte immense d'hommes et de bagages, tant alors que dans la marche sur Wilna, où Tchitchagoff ne laissa à l'armée alliée aucun relâche.

Il n'était plus possible de cacher les désastres de cette campagne à un peuple d'autant plus facile cependant à abuser qu'il accueille avidement ce qui le flatte et est lui-même assez souvent la dupe de ses propres mensonges. Le vingt-neuvième bulletin, en date du 3 décembre, si différent de ceux qui le précédèrent, leva en partie le voile dont Napoléon avait couvert ses premiers échecs. Arrivé le 5 à Smorgoni, il s'y occupa de tout ce qui avait trait aux dispositions à prendre pour le salut des restes de son armée; mais ce qui y puisait, c'était la rigueur des convenances monarchiques. Il ne pouvait mettre ses troupes sous la direction du maréchal Ney, le plus capable de tous ses généraux, ni sous celle du prince Eugène, non moins recommandable, car ils eussent été au-dessus du roi Murat, qu'il se vit obligé de choisir; et, avant de partir, il fut rassuré sur ce qui concernait les magasins de Wilna par le duc de Bassano qu'il avait appelé près de lui. Il espérait que son armée pourrait se rallier dans cette ca-

pitale de la Lithuanie et défendrait la ligne du Niémen, que la glace épaisse dont ce fleuve était couvert ne rendait cependant plus tenable. Laissons-le courir à Paris où sa présence était si nécessaire, et parlons de cette armée à laquelle on ne pouvait presque plus donner ce nom *.

Tout avait concouru à la ruine de la grande armée : le système adopté par Napoléon de ne plus faire de distributions de vivres dès qu'on était sur le pays ennemi; la rareté des subsistances dans des provinces peu fertiles où le paysan vit sobrement et où les alimens sont peu substantiels; des marches forcées, et le terrible hiver qu'on devait attendre et que l'on n'avait pas prévu. Cependant, si la conduite des troupes fut héroïque dans l'invasion, elle devint admirable dans la retraite. Attaquées constamment par des forces supérieures, souvent coupées, quelquefois cernées, elles résistèrent à tout. Excepté Augereau et Partouneaux, qui furent contraints à capituler, elles préférèrent sans cesse la mort à la remise de leurs armes. Ney et les siens furent incomparables dans leur retraite; le passage de la Bérésina fut aussi hardi que bien combiné. Ce fut un beau moment que celui où cinq cents officiers demeurés sans soldats formèrent un bataillon

* Voyez la pièce justificative R.

sacré pour le salut de leur empereur. Ce fut un beau trait que celui des soldats de sa garde entre lesquels leur chef distribua le trésor privé de Napoléon, et qui, après l'avoir ainsi sauvé, le rendirent sans que rien y manquât.

Nous avons dit que cette campagne jeta un grand lustre sur quelques-uns des généraux qui y prirent part; nous aimons à citer ici, chez les Français, les noms de Ney et de Beauharnais, de Monbrun et d'Oudinot; chez les Russes, ceux de Bagration, Raïewski, Doctoroff, et Miloradovitch. Mais les chefs des deux armées méritent peut-être moins d'éloges; car, si l'on en excepte Barclay, qui eût rendu cette campagne moins coûteuse et plus complétement triomphante *, le salut de l'un fut souvent dû aux erreurs de l'autre. Napoléon et Koutouzoff manquèrent tour à tour à leur fortune, le premier en n'achevant pas à Borodino la défaite des Russes, en ne dispersant

* Le comte Rostopchin, dans sa brochure intitulée: *La vérité sur l'incendie de Moskou*, dit, pages 25 et 26: « En « rendant toute justice à l'esprit, aux blessures, à l'âge du « prince Koutouzoff, et sans vouloir critiquer ses opéra« tions militaires, je suis persuadé qu'il ne serait jamais « arrivé à Borodino avec quatre-vingt-treize mille hom« mes, et que le général Barclay aurait attaqué l'ennemi à « Krasnoï et ne serait pas resté quatre marches en ar« rière, lors du passage de la Bérésina. »

pas leur armée à sa sortie de Moskou, en ne tombant pas sur elle dans sa mauvaise position de Tarontine. Sans doute il voulait conserver des troupes fraîches; mais les conserva-t-il? Koutouzoff, de son côté, en ne barrant pas successivement, comme il le pouvait, les passages du Dniéper et de la Bérésina à Napoléon. Ce feld-maréchal doit néanmoins être considéré comme le sauveur de la Russie, qu'il servit bien mieux par la finesse de son esprit que par ses talens militaires, et dont sa timidité même fit peut-être le salut, en lui conservant toutes ses forces au moment où l'hiver vint au secours de l'infériorité de son génie. Aussi l'empereur Alexandre, qui montra dans le succès autant de modestie qu'il avait manifesté de fermeté durant une apparente infortune, noble caractère de la véritable grandeur! disait de son général triomphant : *Que ce vieillard doit être heureux! l'hiver l'a assez bien servi.*

Le comte d'Armfelt que le public avait accusé des désastres sauveurs de la Russie, et à qui l'empereur reprochait la dénonciation contre Spéranski, qu'il avait appuyée de son crédit, toujours prêt à embrasser la cause des peuples malheureux, présenta au tzar un mémoire dans lequel il lui démontrait toute l'importance de sa

position politique. Il y disait que « la balance « des nations, violemment brisée, ne serait véri- « tablement rétablie qu'au jour où une grande « puissance, jointe à une grande modération, « manifesterait ces vues profondes, qui, s'éclai- « rant du passé et plongeant dans l'avenir, pro- « curent seules aux cabinets une gloire pure, « réelle et durable; que de tels sentimens ne « sauraient être étrangers au cœur et à l'esprit « d'un prince qu'ils placeraient au-dessus des « souverains de tous les pays et de tous les âges. » En conséquence, il plaidait la cause des Polonais et celle du pape, considéré sous le double rapport de la politique et de la religion, et il faisait de ce pontife les plus touchans éloges. Il exposait au tzar les devoirs que sa position lui imposait et tout ce que l'Europe attendait de la magnanimité de son caractère.

Ces idées étaient conformes à celles dont ce monarque était animé; aussi arriva-t-il comme un ange de paix à Wilna : *Je ne reproche rien aux Lithuaniens*, disait-il : *nous les avions abandonnés. J'ai eu à me plaindre de quelques-uns*, disait-il encore, *et à me louer de quelques autres; mais je passe l'éponge sur les torts, et j'espère tout de l'avenir; ce n'est que pour pardonner que je suis venu.* Il avait été précédé d'une proclamation

rassurante du maréchal Koutouzoff* et ferma l'oreille à toutes les dénonciations. Enfin il signa une amnistie en faveur de la province ** et se refusa aux fêtes que la ville voulait lui donner, les regardant comme peu convenables au moment où tant de malheureux souffraient. Ses premiers soins furent donnés aux nombreux malades que l'armée française avait laissés sans secours, encombrés dans des hôpitaux trop étroits pour les contenir, et où les morts et les mourans étaient amoncelés pêle-mêle. Il visita ces hideux sépulcres dont son humanité bravait les exhalaisons pestilentielles. Le grand-duc Constantin montra le même zèle; mais le duc d'Oldenbourg, leur beau-frère et leur émule, y succomba. Des soins furent prodigués, des bienfaits répandus sur tous, et l'empereur Alexandre, aussi indigné qu'étonné de la manière dont Napoléon avait été servi, se proposa même de le lui faire savoir. Car, grâce à l'impéritie du duc de Bassano, des vêtemens et médicamens sans nombre, dont le soldat et les hôpitaux manquaient, étaient restés emmagasinés à Wilna, où les Russes en profitèrent.

Les malheurs essuyés par l'armée française n'avaient point eu leur terme à Wilna; poursuivie

* Proclamation du 26 novembre - 8 décembre.

** Proclamation du 12-24 décembre.

sans relâche, elle fit de nouvelles pertes entre cette ville et Kowno, et se retira en désordre sous le commandement du roi Joachim, qui la quitta bientôt pour se rendre à Naples.

Ce qui rendit cette fin de retraite nécessaire, ce fut la défection du général Yorck, et la retraite de Schwartzenberg. Le premier signa, le 18-30 décembre, à Poscherun, avec le général russe Diébitch, une convention de neutralité militaire pour *deux mois*[1]. Il en donna avis le même jour au maréchal Macdonald, qui, le lendemain, fut abandonné par le reste du corps prussien sous les ordres du général Massenbach. Yorck écrivit aussi au roi de Prusse pour lui rendre compte de sa conduite et lui demander ses ordres. Copie de sa lettre, accompagnée d'une désapprobation solennelle de la convention militaire, fut remise au comte de Saint-Marsan, ministre de France; mais, dans cette copie de la lettre du général prussien, le baron d'Hardenberg avait supprimé le paragraphe final suivant : « C'est à présent ou « jamais l'instant où Votre Majesté peut se sous- « traire aux prétentions présomptueuses d'un al- « lié dont les plans, à l'égard de la Prusse, étaient « couverts d'un voile obscur et justifiaient bien « des inquiétudes, si la fortune avait continué à

[1] Voyez la pièce justificative S.

« le favoriser. Cette considération m'a guidé; Dieu « veuille que ce soit pour le salut de la patrie! » Frédéric-Guillaume, cependant, le remplaça par le général Kleist, ordonna qu'il fût arrêté et jugé, et envoya le prince d'Hatzfeld à Napoléon pour protester de son indignation et de sa fidélité.

L'empereur des Français, parti de Smorgoni le 5 décembre, après avoir manqué être pris à Ochamiana par des Kosaques, ne s'était arrêté qu'une heure à Wilna où la sécurité était telle que, l'avant-veille, 3, un grand bal avait été donné par le gouverneur de la ville; il s'était rendu à Varsovie, puis avait traversé la Silésie dans un mauvais traîneau, sous un nom supposé. Arrivé à Dresde le 10, dans un équipage bien différent de celui qu'il avait en quittant cette ville moins de sept mois auparavant, il expédia de là des ordres et des dépêches à ses ministres et à ses alliés, entre autres une lettre à l'empereur François, dans laquelle il lui demandait de porter son contingent à 60,000 hommes, afin de pouvoir *promptement conclure une paix convenable*, mais tout en ne lui parlant que vaguement des *grands avantages* que l'Autriche retirerait de cette guerre, sans chercher même à le séduire par une expectative de cession territoriale. Il ignorait, en ce moment, la retraite de Schwartzenberg, sur

des ordres envoyés de Vienne. Ce général du moins avait continué à couvrir le corps saxon, commandé par Régnier, qui ne dut plus tard un échec qu'à la lenteur de sa marche et trouva alors un asile sur le territoire autrichien. Ce ne fut qu'à Erfurt que Napoléon quitta son mauvais traîneau pour une meilleure voiture, et il arriva à Paris le 19 décembre, après quatorze jours et quatorze nuits de route, ne sentant que trop bien, par la conjuration de Malet, que ce qu'il nommait sa dynastie n'avait pas encore poussé de profondes racines.

En effet, cette échauffourée qui eut lieu à l'époque où il venait de quitter Moskou, motiva peut-être cette dernière phrase, en apparence si révoltante, du vingt-neuvième bulletin : *La santé de S. M. n'a jamais été meilleure;* c'était l'acte d'un fou, qui ne pouvait être conçu que chez un peuple où, depuis la révolution, si l'on en excepte le régime de la terreur, on n'avait jamais régné ou gouverné que par conspiration; longue période durant laquelle les factions ont toujours été assez fortes pour troubler la société et jamais assez puissantes pour la calmer par un triomphe complet. Malet échappé le 23 octobre d'une maison de santé où il était détenu, se revêt d'un habit de général et délivre de la prison de la

Force Lahorie et Guidal pour se les adjoindre ; il annonce la mort de Napoléon, et se dit lui-même chargé de mission par le gouvernement provisoire ; il entraîne le colonel Soulier, trompe le préfet Frochot, arrête le ministre Savary et le préfet de police Pasquier, qu'il fait l'un et l'autre conduire en prison ; il manque le général Hullin, commandant de Paris, blessé seulement d'un coup de pistolet ; bientôt il est arrêté, jugé et fusillé le 29 octobre avec ses deux complices. Si son projet était extravagant, il mourut du moins avec calme et courage, disant comme Robespierre : *En faisant tomber ma tête, on ne coupera pas du moins ma queue* *. Dans son procès, sur la demande qu'on lui fit de nommer ses complices, il répondit : « Si j'avais réussi c'eût « été la France, l'Europe et vous-mêmes. » Cet extravagant personnage, qui s'était déjà compromis dans plusieurs conjurations républicaines, avait rédigé, avec un certain Labbé-Lafond, son camarade de réclusion, et que son nom fit prendre pour un ecclésiastique, un grand nombre de proclamations. Ces deux hommes, cependant, agissaient dans des vues diamétralement oppo-

* Madame de Staël, dans ses *Considérations sur la Révolution française*, parle de cette conjuration toute révolutionnaire comme de l'acte le plus patriotique.

sées; Labbé-Lafond était royaliste enthousiaste, et croyait avoir des révélations célestes; il s'imaginait que, Napoléon tombé, la France entière se précipiterait dans la légitimité monarchique; c'est ce qui l'avait fait s'unir à un véritable jacobin. Fausse combinaison politique, dont, en dépit de l'expérience, quelques royalistes français ont parfois accueilli l'idée; système plus absurde encore de leur part, que celui conçu par leurs adversaires, de parvenir, à l'aide du royalisme, au durable triomphe de la pure démocratie qu'ils rêvent, quoiqu'elle soit également repoussée par les intérêts, les mœurs et les souvenirs de la France révolutionnaire même: mais les passions ne raisonnent jamais logiquement. Ce qu'il y eut de curieux alors pour l'observateur, et de pénible pour Napoléon, c'est que la nouvelle supposée de sa mort ne fit nullement penser au roi de Rome, son fils et son héritier nécessaire. Cet échec à sa puissance d'opinion ajoutait à celui que ses armes venaient d'éprouver en Russie, où, sur les cinq à six cent mille hommes qu'il y avait conduits, il en avait à peine ramené soixante-dix mille*, sans compter les

* Boutourlin, aide-de-camp d'Alexandre, et qui a écrit sur des renseignemens authentiques, donne des pertes de l'armée française le tableau que voici: tués sur le

corps prussien et autrichien qui montaient ensemble à environ cinquante mille hommes, et avaient seuls conservé armes et bagages. Ces soixante-dix mille hommes même n'étaient, en grande partie, que des bandes informes et quelquefois sans armes, à peine vêtues, se précipitant vers les places fortes pour y succomber à la maladie, à la fatigue et à la misère.

Cette effroyable catastrophe coûtait à l'humanité de part et d'autre près de cinq cent mille victimes, et plus d'un milliard aux finances et à la prospérité des deux États; événement auquel nul, ancien ou moderne, ne saurait être comparé; si imprévu, si prodigieux, si rapide qu'il semblait un rêve aux puissances continentales, si longtemps tremblantes et non encore entièrement rassurées. La Prusse n'osait se décider à briser des liens déjà pourtant devenus fragiles; l'Autriche attendait l'issue des affaires pour proposer et se faire payer sa médiation; la Russie frémissait

champ de bataille, cent vingt-cinq mille; morts de fatigue ou de faim, cent trente-deux mille; quarante-huit généraux, trois mille officiers, cent quatre-vingt-treize mille soldats prisonniers; total quatre cent cinquante mille hommes; mais où la masse des prisonniers est exagérée, ou ils étaient morts en Russie, car leur nombre fut bien moins considérable, après même la prise de Dantzick et le combat de Culm.

presque de son miraculeux triomphe, quoiqu'elle en exaltât la gloire; l'Angleterre jouissait pleinement de ces succès inespérés qui ne lui coûtaient rien et ouvraient de nouvelles voies à son commerce; l'Espagne y voyait la certitude de son indépendance, et la Suède osait enfin concevoir qu'ils pourraient la mettre à même de s'affranchir des persécutions exercées par le cabinet des Tuileries. Aussi, après des demandes injustes et justement repoussées, comme après quelques timides hésitations, cette dernière puissance signifia t elle le 20 décembre à M. de Cabre, chargé d'affaires de France après le départ du ministre Alquier, qu'il eût à recevoir ses passeports; il les renvoya le 21, en répondant qu'il était déterminé à ne céder qu'à la force. On lui déclara le 23, que *son caractère diplomatique ayant cessé, il serait soumis aux formes de police et obligé par elles de quitter Stockholm sous vingt-quatre heures;* il redemanda alors ses passeports et obtint de rester jusqu'au 27, jour où il partit. La querelle était donc décidément entamée entre les deux gouvernements; mais la guerre n'éclata point encore, quoique le prince royal, qui y répugnait, s'y préparât.

Quant à Napoléon qui, dans sa détresse même, se suscitait ainsi un nouvel ennemi, en persistant

dans ses impolitiques exigences, si l'on réunit ici les événemens relatifs à son histoire, depuis la paix de Schœnbrunn jusqu'à l'époque où il quitta cette armée si brillante, si formidable au début de l'invasion, et si promptement, si complétement détruite, en dépit de la valeur indomptable des troupes et des talens de ceux qui commandaient sous lui, on aura la conviction de tout ce qu'il y avait de faux et de ruineux dans un système de guerre que lui et les siens proclamèrent comme le perfectionnement de l'art. En effet, ces trente-huit mois, si féconds en enseignemens historiques, nous montrent d'abord l'homme qui, parvenu à l'apogée de la fortune par l'abaissement de l'Autriche et la conclusion d'une alliance personnellement contractée avec cette maison, l'une des plus illustres de l'Europe, n'est pas encore satisfait d'une si extraordinaire fortune. Puis nous le voyons, obtenir selon ses vœux un héritier présomptif de son vaste empire, dominer sur les rois qui frissonnent au seul bruit de son nom, contraindre l'Autriche et la Prusse à s'unir à lui contrairement à leur désir comme à leurs intérêts; nous voyons la Russie, plus indépendante par sa position géographique, faire les plus grands efforts, se résigner aux plus pénibles sacrifices, pour

éviter l'éclat de la foudre dont elle est menacée ; enfin la Grande-Bretagne elle-même frémir du sort réservé à un empire, son allié naturel sous tant de rapports, mais arraché momentanément par la crainte à son alliance. Eh bien ! tout cela va s'évanouir en un instant et comme une ombre impalpable. Ce qui a créé, ce qui soutenait et pouvait prolonger encore la domination de celui qui fut l'objet d'une terreur universelle, cette héroïque armée si long-temps triomphante n'est plus qu'un monceau de cadavres. Tout prestige, toute crainte ont disparu ; et Napoléon travesti, presque seul, évitant les regards, n'échappe aux indicibles malheurs qu'il causa, qu'en traversant avec rapidité, en fugitif inquiet, cette même Allemagne où, si peu de mois auparavant, il avait été assiégé de tant de serviles hommages, et qu'il avait alors écrasée sous le faste de sa puissance sans bornes et de son insultant orgueil.

FIN DU ONZIÈME VOLUME.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

A

Page 14.

Ayant oublié de placer parmi les pièces justificatives du précédent volume le document historique suivant, nous avons cru devoir saisir ici l'occasion de le mettre sous les yeux de nos lecteurs comme type de tous les ordres de cette nature.

Saint-Cloud, le 5 août 1806.

Mon cousin, j'imagine que vous avez fait arrêter les libraires d'Augsbourg et de Nuremberg. *Mon intention est qu'ils soient traduits devant une commission militaire pour être jugés et fusillés dans les vingt-quatre heures.* Ce n'est pas un crime ordinaire que de répandre des libelles où se trouvent les armées françaises pour exciter les habitans contre elles; c'est un crime de haute trahison. La sentence portera que : Partout où il y a une armée, le devoir du chef étant de veiller à sa sûreté, les individus tels et tels, convaincus d'avoir tenté de soulever les habitans de la Souabe contre l'armée française, sont condamnés à mort. C'est dans ce sens que sera rédigée la sentence.

Vous mettrez les coupables au milieu d'une division, et vous nommerez sept colonels pour les juger.

Vous ferez constater dans la sentence que ces libelles ont été envoyés par les libraires Kupfer, de Vienne, et

Lurich, de Linis, et qu'ils *sont condamnés à mort comme contumaces, lequel jugement sera exécuté s'ils sont pris* dans les lieux où se trouveut les troupes françaises.

Vous ferez répandre la sentence dans toute l'Allemagne.

Sur ce, je prie Dieu qu'il vous ait, mon cousin, en sa sainte et digne garde.

NAPOLÉON.

Au maréchal Berthier.

II

Page 5a.

Voici comment M. de Lavretelle aîné expliquait la souveraineté du peuple (sur le 18 brumaire an VIII, p. 69 et 70).

« Ce système (représentatif), pose tout l'édifice social sur le principe de la souveraineté du peuple, qui fut un fanatisme dans les démocraties anciennes, qui est devenu un dogme raisonné pour tous les gouvernemens renouvelés, également fécond pour le bien et pour le mal, auquel se rattachent toutes les idées saines de l'ordre social, et duquel sortent tous les bouleversemens. Mais il ne le prend que pour ce qu'il est réellement, pour une vérité qui préside à tout sans se montrer jamais en action; pour un droit éternel auquel tout exercice est refusé; pour l'utilité même de sa destination. Il en fait comme du principe moteur de la nature, qui agit partout et qu'on ne voit nulle part. Le peuple est proclamé comme la puissance qui subordonne tout, mais cette puissance n'existe que dans des parties dépendantes du tout. La loi est censée son ouvrage et n'est qu'une volonté émise sans son contrôle. Tout le gouvernement est à lui, et il est exclu de tous ses actes. Tout le cours va par lui, et il n'y entre que par la dé-

tribution des devoirs qui lui sont imposés; il a une volonté sans avoir un corps, un empire sans une place, une garantie sans une force. C'est un souverain qui ne commande jamais et qui néanmoins n'obéit qu'à lui-même. C'est par ces contradictions apparentes que ce système a dû faire l'emploi le plus parfait de cette vérité fondamentale. »

Nota. M. de Lamartine (*Souvenirs d'Orient*, t. Ier) en parle ainsi : « Supposez Démosthènes parlant sa langue à « une réunion populaire d'une de nos cités, qui le comprendrait ? Le peuple est maître, mais il n'est pas capable « de l'être : voilà pourquoi il détruit tout et n'élève rien « de beau, de durable. Tous les Athéniens comprenaient « Démosthènes ; c'était un peuple d'hommes d'élite. Ce « n'est plus ainsi : voilà pourquoi la démocratie, *néces-* « *saire en droit*, semble *impossible en fait.*

(*Note de l'Éditeur.*)

C

Page 53.

Etat de la marine française en 1810.

A TOULON.			
L'Austerlitz.	120	L'Atlas.	74
Le Commerce de Paris. . .	120	La Bellone.	74
Le Grand Napoléon. . . .	120	Le Borée.	74
Le Majestueux.	120	Le Breslau.	74
Le Monarque.	120	Le Danube.	74
L'Ajaccio.	80	Le Donauwert.	74
Le Brûlant.	80	L'Imprenable.	74
Le Sceptre.	80	L'Indomptable.	74
Le Wagram.	80	Le Phaéton.	74
L'Ajax.	74	Le Suffren.	74
L'Annibal	74	Le Superbe.	74
		Le Trident.	74
		L'Ulm.	74

A ANVERS.

L'Albannis. 75
L'Anversois 74
L'Audacieux. 74
Le César. 74
Le Charlemagne. 74
Le Commerce de Lyon. . . 74
Le Dantzig 74
Le Duguesclin. 74
Le Friedland. 74
L'Illustre. 74
La Joséphine. 74
Le Kœnigsberg. 74
Le Stettin. 74
Le Thésée. 74
Le Trajan. 74
Le Pultusk 74
La Ville de Berlin. 74

A BREST ET CHERBOURG.

L'Invincible. 120
L'Océan. 120
Le Foudroyant 80
Le Batave. 74
Le Brutus. 74
Le Castor. 74
Le Conquérant. 74
La Constitution 74
Le Cassart. 74
Le Deux. 74
L'Éole. 74
Le Gaulois. 74
Le Jean-Bart. 74
Le Ménandre. 74
Le Patriote. 74
La Révolution. 74
Le Tourville. 74
L'Ulysse. 74
L'Union. 74
Le Valeureux. 74
Le Vétéran. 74
Le Watigny. 74

A ROCHEFORT.

La Ville de Paris. 120
Le Jemmappes. 74
Le Magnanime. 74

A GÊNES.

Le Génois. 74

A CADIX.

Le Neptune. 74
L'Algésiras. 74
L'Argonaute. 74
Le Héros. 74
Le Pluton. 74
Le Souverain. 74

A LORIENT.

L'Alcide. 74
Le Courageux. 74
L'Eylau. 74
Le Guillaume Tell. 74
Le D'Haupoul. 74
Le Marengo. 74
Le Polonais. 74
Le Régulus. 74
Le Vainqueur. 74

Frégates.

La Naïade. 40
La Nymphe. 40
La Palinure. 44
La Pallas. 40
La Pénélope. 40
La Poursuivante. 40
La Proserpine. 40
La Renommée. 40
La Revanche. 48
La Sémillante. 36
La Sibylle. 40

ine.	40	L'Expériment.	50
me.	48	La Favorite.	50
e.	40	La Flore.	40
ine.	50	La Floride.	40
ie.	44	L'Hermione.	40
. . . . .	48	L'Hortense.	40
ne.	44	L'Incomparable.	50
re.	44	L'Incorruptible.	50
no.	40	L'Iphigénie.	50
. . . . .	40	L'Italienne.	44
. . . . .	50	La Joséphine.	44
nde.	40	La Julienne.	44
te.	44	La Méduse.	44
tance.	48	La Mignonne.	50
dlie.	40	La Milanaise.	50
le.	50	La Minerve.	44
le.	44	La Muiron	50
. . . . .	50	La Syrène.	44
é.	50	La Thémis.	50
ente.	50	La Thétis.	50
de.	40	L'Unique.	40
. . . . .	40	L'Uranie.	50
. . . . .	44	La Valenciennes	44
re.	50	La Valeureuse.	44
. . . . .	50	La Victorieuse.	50
rrenante.	50	La Vénus.	44
ie.	50	Le Zéphir.	50

D .

Page 50.

Les finances de l'Angleterre, présenté au parlement, en 1809 *pour* 1810.

DÉPENSES.

ne.	29,258,000 l. st.
ées, Casernes et Commissariats.	3,903,000
d. pour l'Irlande.	2,992,000
ordinaire de l'armée.	2,950,000
Dito Arriérés de 1809. . .	411,000
	39,514,000

Report, d'autre part.	39,514,000 l. st.
Artillerie.....	4,411,000
Dépenses diverses.....	2,000,000
Subsides à la Sicile.....	400,000
Subsides au Portugal.....	980,000
Vote de crédit.....	3,500,000
Intérêts des billets de l'Echiquier....	1,618,000
	52,223,000
Retranchez la portion de l'Irlande...	6,106,000
Reste à pourvoir à.....	46,117,000

VOIES ET MOYENS.

Droits annuels.....	3,000,000
Excédant des fonds consolidés de 1809	2,661,000
Dito pour 1810.....	4,400,000
Taxes de guerre.....	19,500,000
Loterie.....	350,000
Ressources pour les dépenses courantes.	
Billets d'Echiquier à créer.....	5,311,000
Vote de crédit.....	3,000,000
Emprunt.....	8,000,000
	46,222,000

Ce dont il résulte que les voies et moyens excédent les dépenses de 105,000 liv. sterl. (2,520,000 fr.).

Quant aux anticipations nommées billets de l'Echiquier, il en avait été créé précédemment pour 8,311,000 liv st. convertis en fonds publics en 1809, et il devait en être créé pour une somme appliquée aux 3,000,000 de vote de crédit de 1809 et aux 5,311,000 liv. sterl. notées ci-dessus sous le titre de *ressources pour les dépenses courantes*, état

l'autant plus prospère que les rentes avaient monté au-
essus de leur valeur présumée.

E

Page 66.

ans entrer dans les détails des progrès successifs du
mmerce allemand, par suite de l'agglomération de
ins Etats germaniques, comme de la destruction tant
petites principautés que des entraves qu'elles mettaient
circulation des produits naturels et industriels, faute
tique de Napoléon, nous nous contenterons de donner
n tableau des exportations réciproques de l'Autriche
e la France en 1832, toujours plus défavorables à celle-
epuis 1814.

L'Autriche a exporté en France :

soieries et en soies crues, pour la valeur de.....	24,820,000 fr.
bs et légumes.....	4,860,000
ngsues (50,450,250 pièces).....	1,524,000
is de construction pour les vaisseaux et autres bois de charpente.....	1,116,000
rs et autres métaux crus et travaillés.	435,000
sous de lin, chanvre, paille, crin de cheval, etc.....	262,000
rles de Venise, verreries et cristal...	252,000
fférentes sortes d'éponges.....	69,000
bjets de commerce moins importans, comme tabac, épiceries, garance, etc..	662,000
Total de l'exportation de l'Autriche.	34,000,000

La France a exporté en Autriche :

Sucre raffiné pour la valeur de.....	2.088.000 fr.
Denrées coloniales.....	1.382.000
Parfumeries.....	603.000
Étoffes de soie et articles de mode.....	510.600
Épiceries.....	490.000
Étoffes en laine, coton et lin.....	453.000
Peaux, plumes, etc.....	393.600
Produits chimiques.....	353.000
Toiles de coton (indiennes).....	190.000
Plomb.....	189.000
Ouvrages en bois.....	185.000
Fruits secs et confits.....	174.000
Vins, liqueurs et autres boissons spiritueuses.....	113.000
Livres, gravures, lithographies et gravures en bois.....	190.000
Total de l'exportation de la France....	7.320.000

Différence en faveur de l'Autriche 28.610.000 fr., si toutefois on s'en rapporte aux tableaux d'entrées et de sorties, toujours plus ou moins faussés par la contrebande et par les tripotteries des douaniers.

(*Note de l'Éditeur.*)

F

Page 72.

Acquisitions de la Russie, de 1721 à 1809.

ÉTATS DÉMEMBRÉS.	DATE DES TRAITÉS.	PROVINCES ACQUISES.	SUPERFICIE en milles carrés.	POPULATIONS.
SUÈDE.	Traité de. Nystadt 1721	Livonie. Estonie.	1262	727,000
	Abo 1743	Carélie. Ingrie.	1729	706,000
	Frederikshall . . . 1809	Finlande.	5670	897,466
TURQUIE. . .	Traité de. Kainardji 1774	Anc. Kerneb. Kinburn, entre Bug et Dniéper, Kinburn.	1025	250,000
	Crimée. 1783			
	Constantinople. . . 1784	Otchakoff, entre Bug et Dniester. . . .	410	150,000
	Yassi. 1792			
	Conquêtes. 1800	Mingrélie, Imirette.	1300	600,000
POLOGNE. . .	Premier partage. 1772	. . . . .	2079	1,300,000
	Traité de Grodno. 1793	. . . . .	1555	3,011,688
	Déclaration de. 1795	. . . . .	2250	1,176,000
	Acte de soumission. 1795	Courlande et Samogitie.	450	400,000
AUTRICHE. . . .	Traité de Vienne. 1809	Galicie.	1105	1,400,000
PRUSSE.	Traité de Tilsit. 1807	Bialystok.	480	439,780
PERSE.	Traité de Tiflis. 1801	. . . . .	30	190,000
COSAQUES du Don et de la mer Noire.			1600	600,000

G

Page 105.

Projet d'une convention pour l'échange des prisonniers de guerre, présenté par M. Markoff à M. de Maubleu.

ART. I^er^. Tous les anglais, tous les Espagnols, Portugais, Siciliens, Hanovriens et autres sujets de ou au service de la Grande-Bretagne ou des puissances en alliance avec elle, qui sont maintenant prisonniers de guerre en France, en Italie, à Naples, en Hollande ou dans tout autre pays en alliance avec ou dépendant de la France, seront relâchés sans exception.

ART. II. Tous les Français, Italiens et autres personnes sujettes de ou au service de France ou d'Italie, tous les Hollandais et Napolitains, et tous autres sujets ou au service des puissances alliées de la France qui sont maintenant prisonniers de guerre dans la Grande Bretagne, l'Espagne, la Sicile, le Portugal, le Brésil, et dans tous autres pays en alliance avec la Grande-Bretagne, ou occupés par des troupes britanniques, seront relâchés sans exception.

ART. III. Il est entendu qu'en conséquence des deux articles précédens tous les prisonniers de guerre appartenant à la Grande-Bretagne et à ses alliés, ou à la France et à ses alliés, respectivement faits lors de ou antérieurement à la signature de la présente convention, seront relâchés de la manière qui sera réglée ci-après par rapport à chaque pays respectivement.

ART. IV. L'exécution des articles ci-dessus aura lieu de la manière suivante :

SECTION I^re^. Tous les prisonniers britanniques, de quelque rang et qualité qu'ils soient, qui sont détenus en

mande et en Italie, et dans les dépendances de la France de l'Italie, seront libérés. L'échange devra commencer immédiatement après la signature de cette convention, en envoyant à Deal ou à Portsmouth, ou à tout autre port d'Angleterre dans la Manche, dont on sera convenu, et en remettant aux commissaires britanniques qui seront nommés pour les recevoir, mille prisonniers britanniques pour mille Français, qui seront relâchés par le gouvernement britannique de la manière stipulée ci-après.

Section II. Tous les prisonniers français de tout rang et qualité, maintenant détenus dans la Grande-Bretagne dans les possessions britanniques, seront relâchés. L'échange commencera immédiatement après la signature de cette convention, et se fera en envoyant successivement à Morlaix, ou dans tout autre port français de la Manche dont il pourra être convenu, ou en délivrant aux commissaires français mille prisonniers français pour mille prisonniers anglais, aussi promptement et dans la même proportion que le gouvernement relâchera les derniers.

Section III. Ces remises successives et mutuelles continueront jusqu'à ce que tous les prisonniers britanniques en France, en Italie ou dans leurs dépendances, aient été libérés.

Section IV. La Grande-Bretagne s'engage à relâcher en outre, et en sus du nombre échangé contre des prisonniers britanniques remis en conséquence de l'arrangement ci-dessus, trois mille prisonniers français en compensation de trois mille Hanovriens, formant le plus grand nombre de ceux compris dans la capitulation du comte Walmoden, qui sont, ou peuvent être, ou peuvent avoir été

actuellement au service de la Grande-Bretagne. Ce nombre de trois mille étant en outre et en sus du nombre de dix-neuf cent cinq qui doivent aussi être relâchés sans condition à cause de la garnison de Santo-Domingo, ainsi qu'il avait été convenu antérieurement.

Section v. La valeur numérique à laquelle des individus de rang et de qualité supérieurs seront fixés, afin de compléter le nombre de mille à échanger ainsi, sera computée, par rapport aux personnes au service de terre et de mer, suivant le tarif de la convention de 1798, et par rapport aux personnes détenues en France en 1803, suivant l'échelle qui suit, savoir:

Le comte D. Beverley, échangé pour un officier général du plus haut rang des prisonniers maintenant en Angleterre.

Fils de pairs et conseillers privés, comme égaux en rang aux colonels ou à des capitaines de vaisseaux de guerre.

Gentilshommes n'ayant aucun rang, comme capitaines dans l'armée ou lieutenans de vaisseaux de guerre.

Marchands, petits bourgeois, comme des bas-officiers.

Domestiques et tous autres détenus, comme soldats et matelots.

On aura néanmoins recours au principe de compléter les nombres en mettant une valeur numérique au rang, seulement dans le cas où il manquerait d'individus susceptibles d'être échangés, rang pour rang, l'un contre l'autre.

Section vi. Lorsque tous les prisonniers britanniques détenus en France, en Italie et dans leurs dépendances, auront été échangés pour un nombre égal (à régler et

lxer sur le principe établi dans la section précédente de et article) de prisonniers français détenus en Angleterre t dans ses possessions, la balance des prisonniers fran-ais qui pourront rester dans les mains de la Grande-Bre-gne, seront relâchés sans délai et envoyés en France n échange d'un nombre égal de prisonniers de guerre es-agnols, lesquels seront envoyés à tels ports ou à telles illes d'Espagne qui seront convenus, de la manière sui-ante.

Section vii. Les prisonniers français composant ladite alance seront envoyés en France par des libérations uccessives de mille hommes; et aussitôt, et dans la pro-ortion où ils seront relâchés, la France enverra en Es-agne un nombre correspondant de prisonniers espagnols, ur le nombre de ceux qui restent entre ses mains. La Grande-Bretagne s'engage à envoyer en France le pre-mier mille, et lorsqu'on aura reçu avis qu'il aura été remis pour ce compte un nombre égal d'Espagnols dans les ports ou villes d'Espagne convenus, il sera en-voyé de nouveau en France un autre millier de prison-niers, et ainsi de suite, jusqu'à ce que la totalité soit li-bérée.

Section viii. En même temps, et tandis que l'échange ci-dessus continuera entre la Grande-Bretagne et la France, sur les comptes ci-dessus respectivement, tous les prisonniers de guerre français en Espagne et dans ses dépendances, et tous les prisonniers de guerre espagnols en France ou en Espagne, ou dans les pays dépendant de la France, seront relâchés mutuellement par un échange qui sera fait, soit entre les généraux français et espagnols, soit en envoyant par mer, à Toulon ou à Rochefort, ou

dans tout autre port qui pourra être convenu, les Français détenus en Espagne.

Section IX. La libération des Espagnols prisonniers de guerre en France s'effectuera en envoyant, soit successivement à Cadix, à Valence ou tout autre port espagnol dont on pourra convenir, mille ou cinq cents Espagnols contre mille ou cinq cents Français, aussitôt, ou en proportion de la libération des derniers. Bien entendu que par les mots prisonniers de guerre, par rapport aux Espagnols et aux Français respectivement, on n'entend absolument comprendre que des individus qui auront été pris des deux côtés les armes à la main.

Section X. Ces remises successives et mutuelles continueront jusqu'à ce que tous les prisonniers de guerre français en Espagne et tous les prisonniers de guerre espagnols en France aient été relâchés.

Section XI. La valeur numérique à laquelle des individus d'un rang et d'une qualité supérieurs seront fixés, afin de remplir le nombre de mille ou cinq cents à échanger ainsi entre l'Espagne et la France, sera calculée suivant l'échelle proportionnelle de la convention de 1798, ainsi qu'elle est rapportée dans la section V, ou sur tout autre principe dont les gouvernements français et espagnol pourront convenir par la suite.

Section XII. Lorsque ces divers échanges respectifs auront eu lieu, quelque excédent de prisonniers de guerre, faits lors de ou avant la signature de la présente convention, qui puisse rester dans les mains des belligérans, ils seront relâchés immédiatement (mais sur leur parole de ne point servir jusqu'à ce qu'ils soient régulièrement échangés), et ils seront envoyés dans le pays auquel ils

pourront appartenir, de la manière et soumis aux mêmes réglemens pour leur transport qu'il aura été pratiqué pour les échanges mutuels, de sorte qu'après que cette convention aura été exécutée, il ne reste aucun prisonnier de guerre dans les mains de la Grande-Bretagne, de l'Espagne, de la France, ou dans celles de leurs alliés et dans leurs dépendances et possessions.

SECTION XIII. Tous les Portugais et Siciliens, prisonniers en France ou dans les pays alliés ou dépendant de la France, et tous les prisonniers appartenant à la France et à ses alliés, qui seront dans les mains des Portugais et des Siciliens, seront relâchés mutuellement, de la même manière et aux mêmes conditions qui ont été stipulées ci-dessus par rapport aux Français et aux Espagnols, avec telles modifications seulement que les circonstances et la situation particulière de ces pays pourront requérir.

ART. V. La priorité et l'ordre de libération des différentes personnes à échanger d'après la présente convention seront réglés suivant la priorité et l'ordre de leurs captures et détentions respectives, si ce n'est que pas plus d'un quart, de quelque nombre que ce soit d'Anglais à relâcher à la fois, ne consistera en personnes détenues en France depuis 1803.

ART. VI. Les gouvernemens britannique et français se chargent de communiquer à leurs alliés respectifs les termes de cette convention et d'employer leur influence pour les engager à y accéder.

ART. VII. Il sera nommé un commissaire britannique et un commissaire français pour résider, le premier à Paris, le dernier à Londres, afin de surveiller les détails et l'exécution de cette convention.

Art. VIII. Il sera fait, aussitôt que possible, une convention séparée entre la Grande-Bretagne et la France, à l'effet de régler l'échange des prisonniers de guerre qui pourront être faits par la suite, des deux côtés, afin d'alléger, autant que la chose est praticable, les maux et les malheurs qu'entraîne l'état de guerre.

II

Page 146.

Lettre du conseil de régence d'Espagne et des Indes à S. M. le roi des Deux-Siciles.

Sire,

Les généreux efforts des Espagnols en faveur de leur roi légitime méritent toute la reconnaissance du cœur magnanime de V. M. L'usurpateur du trône de V. M. a voulu aussi usurper celui de son auguste neveu. Il était temps que l'Europe sortît de l'abjection dans laquelle des factions perverses l'avaient plongée; il était temps que les nations montrassent leur gratitude envers leurs souverains légitimes et prissent les armes contre les imposteurs qui voulaient les tyranniser. L'Espagne n'a pu supporter le joug ni tolérer l'insulte; mais, Sire, ce peuple loyal, religieux et magnanime, ne se contente pas de montrer du courage, il veut convaincre le tyran par de nouvelles preuves qu'il ne se soumettra jamais à sa domination, et qu'il restera fidèle à son serment de périr plutôt que de devenir victime de son ambition effrénée. En conséquence, le gouvernement qui régit cette vaste monarchie au nom de Ferdinand VII, désire qu'un prince de votre auguste maison veuille bien commander une armée espagnole, dans la vue de fomenter l'insurrection

dans l'intérieur de la France et d'arracher le diadème ensanglanté du front du dominateur qui l'opprime. Le sérénissime duc d'Orléans, prince renommé par ses actions militaires et ses connaissances, et qui est uni à une fille de V. M., est le personnage le plus propre à l'accomplissement de nos désirs. Nous lui offrons une armée en Catalogne et dans les autres provinces où sa présence pourra être utile pour atteindre le but élevé auquel nous aspirons. Que V. M. daigne approuver cette offre qui dérive de notre respect pour son auguste maison. Si la Providence couronne les efforts de l'illustre gendre de V. M., nous aurons le plaisir infini d'avoir saisi cette occasion pour donner à V. M. une preuve de notre vénération, et d'avoir ainsi contribué au salut de l'Europe désolée.

Que Dieu accorde à V. M. un grand nombre d'heureuses années.

Signé Xavier de Castagnos, *président ;*
F. de Saavedra, A. de Esagnos,
Mig. de Lardizabal, Y. Uribe.

Lettre du conseil suprême de la régence d'Espagne et des Indes à S. A. S. monseigneur le duc d'Orléans.

Sérénissime Seigneur,

La nation espagnole jeta un cri d'indignation contre l'inique agression de Bayonne et jura unanimement de conserver son indépendance ou de mourir pour son roi légitime, don Ferdinand VII. Ni les revers de nos armées, ni les succès des tyrans n'ont pu ébranler sa constance. L'amour de la patrie, de la religion et du monar-

que brûle dans tous les cœurs et y brûlera toujours, car les sentimens d'honneur et de loyauté n'abandonneront jamais cette terre de héros. Votre Altesse a exprimé le désir de combattre dans les armées espagnoles et de défendre la cause de son auguste famille. Des circonstances imprévues ont contrarié jusqu'à ce moment ce généreux désir; mais aujourd'hui tous les obstacles étant heureusement levés, le suprême conseil de régence offre à V. A. le commandement d'une armée en Catalogne. L'enthousiasme des valeureux et illustres habitans de cette province s'élèvera au plus haut degré lorsqu'ils verront un prince, parent de notre bon roi, partager avec eux les fatigues de la guerre, et, avec l'aide de la Providence, les conduire à la victoire et à une gloire immortelle..... La Catalogne conserve encore le souvenir des triomphes obtenus par les illustres ancêtres de V. A.; c'est donc à elle à reverdir tant de lauriers. L'entreprise est terrible, la lutte difficile, l'ennemi opiniâtre; mais, d'un autre côté, la haine que les Espagnols portent à l'usurpateur est grande et leur amour pour leur légitime souverain est ardent comme leur amour de l'indépendance est énergique. Les Catalans combattront fermement avec V. A., et l'on verra que jamais aucun prince n'a défendu une plus belle et plus juste cause avec des soldats plus déterminés à la soutenir. Puisse V. A. élever la voix du haut des Pyrénées, en tête de nos armées victorieuses, promettre la liberté à la France opprimée, délivrer le trône de ses ancêtres, rétablir l'ordre en Europe et proclamer le triomphe de la vertu sur la tyrannie et l'immoralité. A tout événement, V. A. aura rempli les devoirs de son auguste naissance; les princes sont les défenseurs-nés des nations.

nes sommes charmés d'avoir cette occasion de manifester à V. A. notre affection pour sa personne et notre admiration pour ses hautes qualités.

Que Dieu conserve V. A. pendant un grand nombre heureuses années.

Ile royale de Léon, 4 mars 1810.

Signés, Xavier de CASTAGNOS, *président*,
F. de SAAVEDRA, A. de ESCAGNOS,
Mig. de LARDIZABAL, Y. URIBE.

Réponse de S. A. S. Monseigneur le duc d'Orléans au suprême conseil de régence.

Seigneurs,

Le cri que la nation espagnole a jeté contre l'inique cession de Bayonne, en jurant de conserver son indépendance et sa fidélité à son roi légitime le seigneur don rdinand VII, n'a jamais cessé de retentir dans mon ur, et depuis cette époque le premier de mes vœux a é d'obtenir l'honneur que V. M. me fait aujourd'hui, me permettant d'aller combattre avec ses armées; c'est 5 de ce mois que j'ai reçu la lettre en date du 4 de rs, par laquelle elle a bien voulu m'appeler au commandement d'une armée en Catalogne. Avec le consentement du Roi des Deux-Siciles, mon beau-père, je itte le commandement de ses armées, que S. M. daigna me confier sous le prince héréditaire, son fils; je itte les plans dont nous nous occupions pour la défense même de la Sicile; je m'arrache, après six mois n courts, à des liens de bonheur, et j'accepte avec le us grand empressement et la plus profonde reconnais-

sance votre honorable invitation. En l'acceptant je remplis non-seulement ce que mon honneur et mon inclination me dictent, mais je me conforme aux désirs de leurs majestés siciliennes et des princes mes beaux-frères, si éminemment intéressés aux succès de l'Espagne contre le tyran qui a voulu ravir tous ses droits à l'auguste maison dont j'ai l'honneur d'être issu. Il est temps sans doute que la gloire des Bourbons cesse de devenir un vain souvenir pour les peuples que leurs ancêtres ont tant de fois conduits à la victoire. Heureux si c'est de mon bras que la Providence daigne se servir pour convaincre nos contemporains et la postérité que les malheurs sans exemple dont nous sommes victimes n'ont pas dénaturé le sang qui coule dans nos veines! Heureux si mes faibles efforts peuvent contribuer à relever et à soutenir les trônes renversés par l'usurpateur, à maintenir l'indépendance et les droits des peuples qu'il foule aux pieds depuis si longtemps, et heureux même encore si je dois succomber dans cette noble lutte, puisque dans tous les cas j'aurai du moins acquis, comme V. M. veut bien me le dire, la satisfaction d'avoir pu remplir mes devoirs! Je sens profondément toutes les obligations que m'impose l'honneur que vous me faites de m'appeler à commander des Espagnols et à les aider à remplir les destinées qui leur sont offertes. Puissé-je débuter dans la noble carrière que vous m'ouvrez par sauver la Catalogne pour Ferdinand VII, comme le duc d'Orléans, mon aïeul, la sauva pour Philippe V. Je ne me dissimule point les difficultés que mon devoir m'obligera de combattre, mais j'ai la plus grande confiance dans l'aide du ciel et dans l'appui de V. M. et dans le caractère espagnol, si justement célèbre par son

énergie, sa noblesse et sa persévérance. Espérons que par l'union de tous, par l'élévation de l'ame et des pensées, par l'activité, la discipline et la constance, la Providence destine votre grande et généreuse nation à réparer les maux sans nombre que la faiblesse et la désunion des gouvernemens et des peuples ont attirés sur l'Europe coupable. L'Espagne recouvrera son roi, ses autels et son trône, et, s'il plaît à Dieu, j'aurai l'honneur d'accompagner les Espagnols vainqueurs lorsque, par leur exemple et avec leur assistance, leurs voisins les recevront chez eux. L'adoption dont ils m'honorent fera ma gloire; je n'en ambitionne pas d'autre que celle qui leur appartiendra à tous, et qui sera particulièrement la gloire de V. M.

Que Dieu accorde à V. M. un grand nombre d'heureuses années.

Palerme, 7 mai 1810.

Signé Louis-Philippe, duc d'Orléans.

I

Page 147.

Lettre de Dumouriez à Wellington, du 27 décembre 1812.

Votre gouvernement a eu grand tort quand il a forcé le gouvernement espagnol à rappeler malhonnêtement de Catalogne le duc d'Orléans qu'il avait appelé à ce commandement. Tarragone et Tortose n'auraient pas été prises aussi vite, et le prince aurait secondé à l'est, par une diversion active, vos plans de l'ouest et du centre; je suis persuadé que cette faute n'est pas de vous.

Réponse de lord Wellington, du 3 février 1813.

J'ai reçu il y a quelques jours votre lettre du 29 décembre. Je vous écris quelques mots sur ce que vous me dites du duc d'Orléans. Ce prince, que je ne connais que de réputation, et pour lequel j'ai le plus grand respect, a mal débuté en Espagne. Appelé, je crois, ou au moins encouragé de venir par la régence de Castagnos, pour commander une armée que, dans ses songes, le gouvernement espagnol comptait de former sur les frontières de France, et composée la plupart de Français, il a été débarqué à Tarragone; on m'a dit qu'il fut mal reçu; il s'est rembarqué et il est venu à Cadix. Il avait des personnes auprès de lui fort indignes de sa confiance et fort indiscrètes, qui, le même jour qu'il est arrivé, ont commencé à parler du bien que cela ferait à la nation espagnole que le duc d'Orléans en fût le régent. Enfin, les cortès s'assemblent, et leur premier acte est d'envoyer dire au duc de s'en aller dans les vingt-quatre heures; et après, quand le duc est allé dans l'île, tout seul, je crois, pour leur rendre ses respects, les cortès lui ont fait dire de s'en aller tout de suite, et elles ont fait dire au général Castagnos d'être préparé à les protéger par la force. Vous croyez que le général Castagnos favorisait les vues du prince; eh bien! je vous dis qu'il s'est fait un mérite des préparatifs qu'il avait faits ce jour-là pour protéger et faire obéir les ordres de ces cortès. Je sais très bien qu'on vous a dit que le duc croit que tout ce qui est arrivé a été produit par les intrigues des Anglais. ... mais je déclare que si j'avais voulu perdre le duc d'Orléans en Espagne, j'au-

vais été satisfait de le laisser continuer le chemin dans lequel il était malheureusement entré, et j'aurais cru que je ne pourrais m'opposer à sa perte qu'en m'opposant, comme Anglais, à sa marche....

Réponse du général Dumouriez, du 2 mars 1813.

Milord,

Je vous remercie de votre lettre du 5 février qui répond à ce que je vous ai mandé sur le duc d'Orléans. Vous pouvez être très sûr qu'il a été ministériellement invité par la régence de Castagnos; que son départ a été un objet de négociation du ministre espagnol résidant à Palerme avec le roi et le duc, et que la *Venganza* a été envoyée pour l'amener directement en Espagne; j'ai vu toutes les preuves écrites de ce fait. Quant à sa bonne réception en Catalogne, je vous envoie le *Diario de Tarragona* qui en donne le détail. A son arrivée à Cadix tout changea; les cortès furent prévenues contre lui, et la régence prit contre le prince des précautions aussi ridicules que malhonnêtes..... Je crois que c'eût été un bien réel pour le succès de cette guerre, et pour les vôtres propres, que ce prince fût resté en Catalogne comme la province entière le désirait; j'en suis si persuadé, je crois même qu'il pourrait encore être si utile pour nos opérations ultérieures, que je souhaiterais que vous vous fissiez autoriser par le ministre d'ici à permettre que le prince vînt rejoindre le plus tôt possible, comme volontaire, lord William Bentinck, son ami intime, pour que vous l'eussiez sous la main afin de former sur la frontière du Béarn un corps pour pénétrer le plus tôt possible dans la patrie du

grand Henri IV, son ancêtre en ligne directe. La présence du duc d'Orléans dans ce canton, soutenu par le corps d'armée anglo-sicilien et par les Catalans, ferait une grande sensation dans les provinces méridionales de la France et favoriserait l'insurrection générale en faveur des Bourbons, dont le succès peut seul amener une paix solide... Le duc d'Orléans est dans vos mains un instrument dont l'emploi dirigé par votre génie vous donnera des avantages incalculables.

K

Page 150.

Lettre du roi Georges III, adressée à S. M. C. le roi Ferdinand VII, prisonnier à Valençay.

Monsieur mon frère,

Il y a long-temps que je cherche l'occasion de faire remettre à V. M. une lettre signée de ma propre main, pour lui faire parvenir les sentimens du vif intérêt et de la profonde douleur que je ne cesse d'éprouver depuis que V. M. est éloignée de son royaume et de ses fidèles et bons sujets. Nonobstant la violence et les cruautés dont l'usurpateur du trône d'Espagne accable la nation espagnole, ce doit être une grande consolation pour V. M. que de savoir que votre peuple conserve toujours sa loyauté et son attachement envers la personne de son roi légitime, et que l'Espagne fait des efforts continuels pour maintenir les droits de V. M. et pour rétablir l'indépendance de la monarchie. Les ressources de mon royaume, mes flottes et mes armées ne cessent d'aider les sujets de V. M. dans cette grande cause, et mon allié le prince-re-

gent de Portugal y a contribué avec tout le zèle et la constance d'un fidèle ami.

Aux bons sujets de V. M., ainsi qu'à vos alliés, il ne manque que la présence de V. M. en Espagne, où sa personne ne pourrait qu'inspirer une nouvelle énergie. Ainsi, avec toute la franchise de l'amitié et de l'alliance qui me lie aux intérêts de V. M., je la prie de réfléchir sur les moyens les plus sages et les plus efficaces pour s'arracher aux indignités qu'elle éprouve, et pour se montrer au milieu d'un peuple qui ne respire qu'un sentiment universel pour le bonheur de V. M. et pour sa gloire.

J'ajoute à cette lettre une copie de celle de créance que mon ministre en Espagne doit présenter à la junte centrale qui gouverne au nom et par l'autorité de V. M.

Je prie V. M. de ne pas douter de ma véritable amitié, étant avec l'attachement le plus invariable,

Monsieur mon frère,

Votre bon frère,

Signé GEORGES, roi.

Au palais de la reine à Londres, le 31 janvier 1810.

M

Page 256.

État officiel de l'arrivée et de la distribution des déserteurs de l'armée française, au dépôt de Gibraltar, depuis le 14 juin 1810 jusqu'au 24 décembre 1811.

80 officiers, 276 sergens, 482 caporaux, 4,169 soldats; en tout 4,954, qui ont été répartis de la manière suivante:

Infanterie légère d'York.	628 hommes.
Légion germanique du roi	1,140
Régiment de Brunswick..	207
Le 60e régiment.....	595
Le régiment de Watteville.	200
Les chasseurs corses.....	309
Le régiment de Meuron..	180
Les chasseurs britanniques.	208
Le régiment de Dillon...	543
Pour l'expédition de Malaga	498
Envoyés en Angleterre..	22
En Espagne.....	2
Morts.....	50
Redésertés.....	28
Transférés.....	8
Restans au dépôt.....	398
TOTAL...	4,954 hommes.

Total de ceux qui sont venus dans la baie et qui n'ont pas débarqué, à la connaissance de l'officier commandant du dépôt..... 5,412

Total du tableau précédent.... 4,954

Total général..... 8,366

(*Signé*) L. MACNAVIN, capitaine, commandant les recrues étrangères.

N

(Page 271.)

Tableau des émissions d'assignats russes, de 1769 jusqu'en 1814, et de leur dépréciation par rapport à celle du rouble d'argent qui est de 400 centimes.

ANNÉES.	MONTANT de l'émission.	VALEUR de l'arg. contre l'assignat.	SOUVERAINS.	TOTAL.
1769	40,000,000r	101cop.	Catherine II.	40,000,000
1774	. . . . .	100	*id.*	
1786	60,000,000	103	*id.*	100,000,000
1790	11,000,000	115	*id.*	111,000,000
1791	6,000,000	123	*id.*	117,000,000
1792	3,000,000	126	*id.*	120,000,000
1793	4,000,000	135	*id.*	124,000,000
1794	21,550,000	141	*id.*	145,550,000
1795	4,450,000	146	*id.*	150,000,000
1796	7,703,640	142	Paul Ier	157,703,640
1797	5,871,200	126	*id.*	163,574,840
1798	31,356,765	137	*id.*	194,931,605
1799	15,068,395	148	*id.*	210,000,000
1800	2,689,335	153	*id.*	212,689,335
1801	8,799,000	151	Alexandre Ier	221,488,335
1802	8,976,090	140	*id.*	230,464,425
1803	17,160,240	125	*id.*	247,624,665
1804	13,033,885	126	*id.*	260,658,550
1805	31,540,560	130	*id.*	292,199,110
1806	27,140,850	137	*id.*	319,339,550
1807	63,089,545	148	*id.*	382,329,505
1808	95,039,075	186	*id.*	477,368,580
1809	55,832,720	224	*id.*	533,201,300
1810	43,798,700	300	*id.*	577,000,000
1811	75,000,000	394	*id.*	652,000,000
1812	75,000,000	379	*id.*	727,000,000
1813	75,000,000	397	*id.*	802,000,000
1814	75,000,000	400	*id.*	877,000,000

N. B. Quand l'impératrice Catherine II, au commencement de la guerre de

Turquie, créa, par son manifeste du 29 décembre 1768, un papier-monnaie, il perdit un pour cent jusqu'en 1774, où la paix de Kaïnardji le fit remonter au pair. Il baissa de valeur quand, en 1786, elle ajouta 60,000,000 aux 40 déjà émis, et de 1786 à 1796, en ayant jeté dans la circulation pour la somme de 59,703,640, il perdit 46 pour cent, remonta d'abord sous Paul Ier; mais à partir de 1799, époque de la guerre avec la France, il perdit successivement jusqu'à 53 pour cent, remonta à l'avénement d'Alexandre, en 1801, malgré des émissions successives; mais depuis 1807, où la perte s'éleva à 48 pour cent, jusqu'à 1814 où elle était de 75 pour cent, le rouble-assignat, qui valait, en 1774, 400 centimes, n'en valait plus que 100: la somme totale était alors de 877,000,000 dont, 300,000,000 dans les années 1811, 1812, 1813 et 1814, par émission annuelle de 75,000,000 de roubles, émissions qui n'ont été rendues publiques par aucun document officiel ou semi-officiel du gouvernement. Storck même n'en fait pas mention dans son Traité d'économie politique écrit pour l'instruction des grands ducs.

Mines de Sibérie.

Années communes.	En or... 563,327 roubl.	Valeur en francs 2,253,308.
	En argent 1,136,348 roubl.	Valeur en francs 4,545,390.
	1,699,675	6,798,700.

Total du produit annuel des mines.... 8,498,375 fr.

Emission des monnaies frappées.

MONNAIES FRAPPÉES.	EN OR.	EN ARGENT.	TOTAL.	VALEUR en francs.
de 1700 à 1762	3,496,662	77,210,791	80,707,453	322,829,812
Catherine de 1762 à 1796	18,774,690	69,526,548	88,301,238	353,204,952
Paul de 1796 à 1801	2,047,347	10,018,471	12,065,818	48,263,272
Alexandre de 1801 à 1811	9,165,193	27,658,068	36,823,261	147,293,044
111 ans.	33,483,892	184,413,878	217,897,770	871,591,080

On évaluait en 1811 la somme des monnaies russes, en or, argent et cuivre, défalcation faite des assignats, à 26,500,000 roubles (106,000,000 francs), et avec les assignats réduits en valeur réelle, à 632,880,000 francs. Total des valeurs monétaires russes en circulation à cette époque, 738,880,000 francs.

O

(Page 273.)

Echelle des rangs en Russie, selon leurs quatorze classes.

PIÈCES JUSTIFICATIVES.

	MILITAIRES.	GARDES.	ARTILLERIE.	FLOTTE.	COURS.	CIVIL.
1er...	Feld-maréchal...	.....	.....	Grand-Amiral...	.....	Chancelier.
2e...	Général en chef..	.....	Grand-maître...	Amiral.....	Grand-Maréchal.	Conseiller privé actuel.
3e...	Général-lieutenant	.....	Lieutenant-général.	Vice-Amiral....	Grand-Ecuyer..	Conseiller privé.
4e...	Général-major...	Colonel.....	Général-major....	Contre-Amiral...	Demoiselle d'hon.	Conseiller d'état actuel.
5e...	supprimé.....	.....	Colonel.....	.....	Chambellan actuel	Conseiller d'état.
6e...	Colonel.....	Major.....	Lieutenant-colonel	Capitaine.....	Chambellan.....	Conseiller de cour.
7e...	Lieutenant-colonel	Capitaine.....	Major.....	Capit. en second.	Médecin de S. M.	Exécuteur du Sénat,
8e...	Major.....	Capit.-lieutenan..	Inspecteur.....	Capit. en troisième	Gentilhomme de la chambre.....	Conseiller titulaire.
9e...	Capitaine.....	Lieutenant.....	Capitaine.....	Lieutenant.....	Premier cuisinier	Assesseur du collége;
10e...	Capit.-lieutenant..	Colonel en second.	Capit.-lieutenant..	Garde-marine...	.....	Secrétaire.
11e...	.....	.....	.....	Élève de vaisseau.		
12e...	Lieutenant.....	Enseigne.....	Lieutenant.....	Matelots de 1er rang	Médecins.....	Monnoyeurs.
13e...	Second Lieutenant.	.....	Second Lieutenant	.....	.....	Secrétaire des provinces
14e...	Enseigne.....	.....	Enseigne.....	Canonniers.....	Pages.....	Scribes et barbiers de l'empereur.

N. B. Dans les gardes, les majors ont *été* supprimés par Paul Ier; les professeurs ont *été* placés dans la septième classe; ceux extérieurs dans la huitième; le colonel du corps est dans la sixième, et les médecins de l'empereur se sont élevés quelquefois jusque dans la troisième. Le titre de sénateur est indépendant du rang; mais pour entrer au sénat il faut être au moins général-lieutenant ou conseiller privé; et conseiller privé actuel ou général en chef pour devenir ministre.

P

(Page 368.)

État sur le papier de l'armée russe, en 1812.

ART. 1er. *Infanterie de terre.*

		Bataillons.	Forts.
6 Régimens des Gardes		19	13,035
14 —	de grenadiers	42	30,800
97 —	de fusiliers	291	213,400
50 —	de chasseurs	150	110,000
167 régimens		502	468,135

ART. 2. *Infanterie de marine.*

Marine de la garde		1	733
4 Régimens de marine		12	8,800
Bataillon de la mer Caspienne		1	700
Matelots de la garde		2	1,400
Matelots de la flotte		86	60,200
Rameurs de la flotte		2	1,400
Ouvriers de la flotte		1	700
		105	73,933

ART. 3. *Cavalerie.*

		Escadrons.	Forts.
6 Régimens de gardes		30	5,141
5 —	de cuirassiers	40	6,856
56 —	de dragons	188	30,856
11 —	de hussards	110	18,856
5 —	de houlans	30	5,142
63		410	70,291

ART. 4. *Cosaques.*

		Pulks.	Force.
92	Pulks de Cosaques du Don.....	92	46,000
30	— d'Oural.....	30	45,000
10	— de cavaliers de Grobenski..	10	5,000
20	— d'Orenbourg.....	20	10,000
2	— de Teptar.....	2	1,000
10	— de Sibérie.....	10	5,000
8	— de Tatars.....	8	4,000
172		172	86,000

ART. 5. *Artillerie.*

		Compagnies	Force.
1	Grosse artillerie de la garde.....	2	1,188
	Artillerie légère de la garde	2	
	Artillerie à cheval de la garde ...	1	
27	Régimens d'artillerie de campagne	135	32,076
10	— de réserve.....	50	11,880
4	— de dépôt.....	20	4,752
6	— de la marine.....	30	7,125
6	— d'artillerie de place....	11	11,400
13	— de Cosaques à cheval..	13	1,950
			70,371

ART. 6. *Pionniers et Pontonniers.*

2	Régimens de pionniers.....	6	4,651
1	— de pontonniers.....		1,756
			6,407

ART. 7. *Réserve.*

Infanterie.....	80,247
Cavalerie.....	11,560
Artillerie.....	7,513
2e ligne de réserve.....	50,099
	149,320
ART. 8. Troupes de garnison.....	77,664

ART. 9.	Troupes de police du gouvernement.	109,000

RÉCAPITULATION.

ART. 1er	Infanterie de terre.....	468,135
ART. 2.	Infanterie de marine.....	73,933
ART. 3.	Cavalerie.....	70,018
ART. 4.	Troupes irrégulières à cheval.	86,000
ART. 5.	Artillerie.....	70,371
ART. 6.	Pionniers et pontonniers....	6,407
ART. 7.	Réserve.....	149,320
ART. 8.	Garnisons.....	77,664
ART. 9.	Troupes de police.....	109,000
	Total.....	1,110,846

Avec ces forces immenses sur le papier, la Russie ne put mettre sur pied, de la Finlande aux frontières turques, que 227,000 et quelques hommes; c'est-à-dire moins de la moitié de ce à quoi ses états de situation faisaient monter sa seule infanterie de ligne. Quant à la formation de l'armée en divisions, la force voulue de celles-ci était alors 24,000 hommes, dont 6,000 de cavalerie.

Q

Page 438.

Saint-Pétersbourg, 9-21 octobre 1812.

Prince Michel Larionowitch, le rapport que j'ai reçu de vous par le prince *Wolkonsky* m'a appris l'entrevue que vous avez eue avec l'aide-de-camp-général français *Lauriston*. Les entretiens que j'ai eus avec vous au moment même de votre départ pour les armées confiées à vos soins vous avaient instruit de mon désir *formel et absolu* d'éviter avec l'ennemi toute négociation et toute relation tendante à la paix.

Maintenant, après l'événement sus-mentionné, je dois vous répéter, avec la même résolution, que je désire que

ce principe adopté par moi soit observé par vous dans toute sa latitude, et de la manière la plus rigoureuse et la plus inébranlable.

J'ai appris pareillement, à mon extrême mécontentement, que le général *Bennigsen* a eu une entrevue avec le roi de Naples, et cela sans qu'aucun motif pût même l'y inciter.

Après lui avoir fait sentir l'inconvenance de cette démarche, j'exige de vous une surveillance active et sévère, pour que les autres généraux n'aient point d'entrevue avec les ennemis, ni encore moins de conférences semblables, qu'il faut éviter avec le plus grand soin.

Toutes les notions que vous avez reçues de moi, toutes les déterminations consignées dans les ordres qui vous ont été adressés par moi, en un mot, tout doit vous convaincre que ma résolution est inébranlable, et que dans ce moment aucune proposition de l'ennemi ne pourrait m'engager à terminer la guerre et affaiblir par là le devoir sacré de venger la patrie lésée.

Je suis, etc.,

ALEXANDRE.

Au feld-maréchal prince Koutousoff.

R

Page 454.

Pour donner une idée des pertes souffertes par les armées alliées en Russie, nous allons copier ici : 1° quatre états de situation trouvés sur les bords de la Bérésina; 2° le relevé des corps brûlés ; 3° enfin, un état des prisonniers, délivré par le bureau russe formé à cet effet, et qui prouve l'exagération des tableaux publiés en Allemagne et en Angleterre.

GARDE IMPÉRIALE. — PREMIÈRE DIVISION. — ÉTATS DE SITUATION.

Situation de l'époque du 15 décembre 1812.

PRÉSENS sous les armes au départ de Smolensk.		PERTES DEPUIS LE DÉPART DE SMOLENSK.										RESTE PRÉSENS sous les armes.	
		TUÉS sur le champ de bataille.		BLESSÉS qui n'ont pu suivre et qui sont restés au pouvoir de l'ennemi.		MORTS de froid ou de misère.		RESTÉS EN ARRIÈRE, gelés ou pour cause de maladie ou de fatigue, qu'on suppose être au pouvoir de l'ennemi.		TOTAL DES PERTES.			
Officiers.	Sous-offic. et soldats.	Officiers.	Sous-offic. et soldats.	Officiers.	Sous-offic. et soldats.	Officiers.	Sous-offic. et soldats.	Officiers.	Sous-offic. et soldats.	Officiers.	Sous-offic. et soldats.	Officiers.	Sous-offic. et soldats.
						4e Régiment de tirailleurs.							
29	252		6		4		53	17	174	17	242	12	10
						5e Régiment de tirailleurs.							
27	470		5		12		1	10	428	10	446	17	24
						6e Régiment de tirailleurs.							
31	300		13	4	52		26	13	201	17	290	14	10
						4e Régiment de voltigeurs.							
32	427	2	21	3	55		103	1	104	6	398	26	29

Signé, Le Colonel-major commandant le régiment, Chev. GALTÉ.

Signé, Le colonel-major, baron de l'Empire, ROBERT.

Signé, Le colonel-major, baron HESNEQUIN.

Signé, Le col.-major comm. ledit régiment, CARRÉ.

Note officielle indiquant le nombre des cadavres d'hommes et de chevaux qui ont été brûlés en Russie après la retraite des Français.

	Cadavr.	chevaux
Dans le gouvernement de Minsk, jusqu'au 15 janvier 1813.	18,797	2,746
Dans le même, il restait à brûler à la même date.....	30,106	27,316
Dans le gouvernement de Moskou, jusqu'au 3 février....	49,754	27,859
Dans le gouvernement de Smolensk, jusqu'au 20 février...	71,736	61,436
Dans le gouvernement de Wilna.....	92,203	9,407
Dans le gouvernement de Kalouga.....	1,017	4,384
	243,613	123,182

Etat des prisonniers français, y compris ceux de Dantzick et de Culm.

Les généraux de division

1 Baron Louis Almeras, à Tambof;
2 De la Houssaye, à Wilna;
3 Partouneaux, à Pétersbourg,
4 Poinsot, baron de Chansac, à Riga;
5 Comte Samson, à Tambof;
6 Comte Vandamme, à Viaska;
7 Comte Rapp, à Kieff;

Les généraux de brigade

8 Baron Augereau, à Tambof;
9 Bonnami, à Orel;
10 Blammont, à Varonege;
11 Balathier, à Grodno,
12 Barthe, à Tambof,
13 Billard, à Koursk;
14 Bony, à Mitau;
15 Corsin, à Saratof;
16 Delaitre, à Pétersbourg;

17 D'Argence, à Kieff;
18 Terrier, à Kharkoff;
19 Saint-Geniès, à Saratof;
20 Gauthrin, à Nejny-Novgorod;
21 Mériage, à Orel;
22 Pouget, à Pétersbourg;
23 Pego, à Tambof;
24 Pelletier, à Astrakhan;
25 Guillaume de Vaudoncourt, à Pétersbourg;
26 Harlès, à Dorpat;

Les adjudans-commandans

27 Boyé, à Kazan;
28 Bissy à Kharkoff;
29 Delacroix, à Poltava;
30 Merges, à Simbirsk;
31 Rossignol, à Saratoff;
32 Courtin, régisseur-général, à Wilna
33 Clapier, général, ordonnateur en chef, à Riga;
34 Duloir, directeur des vivres, à Velno;
35 De Loyauté, directeur-général des vivres, à Tambof;
36 Lefebvre, chargé d'affaires de France à Berlin, à Saratoff.

Et, outre cela, 11 officiers-généraux de la garnison de Dantzick.

RÉCAPITULATION.

Généraux.....	47
Colonels.....	42
Officiers-majors....	201
Officiers subalternes	3,200
Soldats, près de...	40,000
Total.....	43,490

S

Page 459.

Convention du général d'Yorck.

Cejourd hui, les soussignés, savoir; le commandant en chef du corps auxiliaire prussien, lieutenant-général d'Yorck, d'un côté, et le quartier-maître-général de l'armée impériale russe sous les ordres du comte Wittgenstein, général-major de Diebitch, de l'autre, après mûre délibération, ont passé la convention qui suit :

Art. I^er^ Le corps prussien occupera, dans l'intérieur du territoire prussien, la ligne le long de la frontière depuis Memel et Nimmertat jusqu'à la route de Woinuta à Tilsitt; depuis Tilsitt, la route qui passe par Schillapischken et Melanken jusqu'à Labiau, y compris les villes qu'elle touche, déterminera l'étendue du pays que doit occuper le susdit corps prussien. Ce territoire sera borné de l'autre côté par le Curisch-Haff, de manière que toute cette étendue sera considérée comme parfaitement neutre tant que les troupes prussiennes l'occuperont.

Il est bien entendu que les troupes russes pourront aller et venir sur les grandes routes précitées, mais elles ne pourront prendre leurs quartiers dans les villes de cet arrondissement.

Art. II. Les troupes prussiennes resteront en parfaite neutralité dans l'arrondissement désigné art. 1^er^, jusqu'à l'arrivée des ordres de S. M. le roi de Prusse; mais elles s'engagent, dans le cas où sadite majesté leur ordonnerait de rejoindre les troupes impériales françaises, de ne pas combattre contre les armées russes pendant l'espace de deux mois à dater du présent jour.

Art. III. Dans le cas où S. M. le roi de Prusse ou S. M.

l'empereur de toutes les Russies refuseraient de ratifier la présente convention, le corps prussien sera libre de se porter là où les ordres de son roi l'appelleront.

ART. IV. On rendra au corps prussien tous les traîneurs qu'on trouvera sur la grande route de Mittau, et également tout ce qui fait partie du matériel de l'armée. Quant à la branche des approvisionnemens et du train dudit corps, tout ce qui la compose pourra traverser sans obstacle les armées russes pour rejoindre de Kœnigsberg ou de plus loin le corps d'armée prussien.

ART. V. Dans le cas où les ordres du lieutenant-général d'Yorck pourraient encore atteindre le lieutenant-général de Massenbach, les troupes qui se trouvent sous le commandement de ce dernier seront comprises dans la présente convention.

ART. VI. Tous les prisonniers que pourraient faire les troupes russes commandées par le général-major de Diebitch sur les troupes du général de Massenbach seront également comprises dans cette convention.

ART. VII. Le corps prussien conservera la faculté de concerter tout ce qui est relatif à son approvisionnement avec les finances provinciales de la Prusse, le cas non excepté où ces provinces seraient occupées par les armées russes.

La convention précitée a été expédiée en double et munie de la signature et du sceau particulier des soussignés.

Fait au moulin de Poschern, le 18 (30) décembre 1812.

Signé, d'YORCK, lieutenant-général au service de Prusse,

DE DIEBITCH, général-major au service de Russie.

FIN DES PIÈCES JUSTIFICATIVES.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE ONZIÈME VOLUME.

(Page 1.)

Objet de ces Mémoires. — Matières de ce volume. — Direction politique. — Guerre de Moldavie. — Ses difficultés. — Envoi de Kamenski. — Sentimens contradictoires de l'Autriche. — Vues de Napoléon. — Espagne. — Tyrol. — Colonies espagnoles. — Rapport anglais. — Liniers. — Sa situation critique. — Son assassinat. — Anarchie de l'Amérique du Sud. — Elio. — 90 millions fournis à l'Espagne par l'Amérique. — Présages d'émancipation. — Bolivar. — Son caractère. — Sa longue inaction. — Junte centrale. — Son discrédit. — La Romana. — Projet de convocation des cortès. — Principes politiques de la junte. — Réclamation de La Romana. — Plaintes de sir Arthur Wellesley. — Rapport du marquis de Wellesley à Georges Canning. — Conspiration contre la junte. — Massacre. — Anarchie. — Dégoûts qu'elle inspire au tsar. — Proclamation de Napoléon. — Discours au corps législatif. — Rapport de Montalivet. — Trait caractéristique des gouvernemens. — Du système continental. — Ses désastreux effets. — Etats-Unis. — La prospérité de l'Angleterre accrue par le système continental et la guerre de la Péninsule. — Divorce de Napoléon. — — Eugène Beauharnais. — Le sénat. — Royaume

d'Italie. — Murat. — Joseph. — Jérôme. — Lettre sur les vues possibles de Napoléon. — Frédéric-Guillaume. — François II. — Napoléon. — Son pouvoir absolu. — Souveraineté. — Armée navale de Napoléon. — Ses espérances et ses projets. — Esquisses statistiques. — L'Angleterre. — Pitt. — Allemagne. — Danemarck. — Suède. — Portugal. — Suisse. — Italie. — Espagne. — Prusse. — Turquie. — Russie. — Lettres.

(Page 77.)

Mariage de Marie-Louise. — Effet qu'il produit à Pétersbourg. — Charlatanerie qui le précède. — Espoir qu'il donne à Napoléon. — Légitimité. — Négociations secrètes de Labouchère. — D'Ouvrard. — Fouché remplacé par Savary. — Détrônement de Louis Bonaparte. — Jérôme. — Population de l'Empire. — Influence de l'Angleterre. — Comparaison de la Pologne à la Russie. Finances françaises. — Finances anglaises. — Parlement anglais. — Son budget. — Projet d'échange des prisonniers. — Napoléon le refuse. — Guerre de Moldavie. — Mort de Kamenski, remplacé par Koutousoff. — Agence secrète de la Russie à Paris. — Rapport. — Ukase du 31 décembre. — Prusse. — Hardenberg. — Ses opérations. — Le prince d'Augustenbourg. — Bernadotte. — Lutte diplomatique. — La Suède déclare la guerre à la Grande-Bretagne. — Napoléon s'aliène la Suède. — Fausse politique de Napoléon à l'égard de la Suède. — Espagne. — Soult. — Cadix. — Junte. — Régence. — Le duc d'Albuquerque. — Cadix. — Le duc d'Orléans. — Ferdinand VII. — Kolli. — Joseph. — Murat. — Lucien.

(Page 156.)

Napoléon. — Ses bienfaits. — Sa puissance. — De la presse. — Nouvelles bastilles. — Majorats. — Il veut amalgamer l'ancien et le nouveau régime par des mariages. — Domaines public, extraordinaire, privé. — Apanages. — Espagne. — Soult. — Cortès. — Leur illégale formation. — Leur conduite à l'égard de l'Amérique. — Jugement sur les cortès. — Masséna. — Invasion du Portugal. — Astorga. — Ciudad-Rodrigo. Almeida. — Busaco. — Coïmbre. — Marche sur Lisbonne. — Lignes de Torres-Vedras. — Intrigues de Sousa et du patriarche. — Wellington dénoncé à son gouvernement. — Inaction de Masséna. — Sa retraite. — État de son armée. — Soult. — Bataille de Gebora. — Bataille de Fuentès-Onoro. — Évacuation d'Almeida. — Bataille d'Albuera. — Perte des colonies. — Le Valais. — Villes anséatiques. — Reine d'Etrurie. — Souscriptions anglaises pour le Portugal. — La Prusse. — Projet contre la Russie. — Louis Bonaparte. — Murat. — Tchernicheff.

(Page 214.)

Napoléon. — Son caractère. — Le déchaînement de son orgueil. — Champagny. — Bassano. — Oldenbourg. — Caulincourt. — Lauriston. — Le roi de Rome. — Le pape. — Prêtres romains. — Fraysinous. — Fesch. — Oldenbourg. — Concile. — Baptême du roi de Rome. — Joseph. — Négociation d'Hamilton. — Murat. — Ministère de Bassano. — Suède. — Neipperg. — Alexandre. — Autriche. — Tugen-Bund. — Davoust. — Lettre de Frédéric-Guillaume. — Lettre du

baron d'Hardenberg. — Calculs de la Prusse. — Angleterre. — Parlement britannique. — Régence du prince de Galles. — Réintégration du duc d'York. — Prise de Java. — Troubles de Sicile. — Bentinck. — Le prétendant. — Tchernicheff. — Mots de Napoléon sur la Russie.

(Page 268.)

La Russie. — L'empereur Alexandre. — Sa situation. — Lettre à ce sujet. — Finances. — Armée. — Barclay de Tolly. — Plan de guerre. — Ses dispositions. — Mémoire sur l'armée française. — Opinion de Moreau sur Napoléon. — Armfelt. — Ministère secret. — Ses correspondances. — Projet d'émancipation des paysans. — Projet d'établissement de quatre sénats. — Idées constitutionnelles. — Pologne. — Lettre à ce sujet. — Projet présenté par le comte Oginski et le prince Lubomirski. — Négociations entre la France et la Russie. — Elles demeurent sans effet. — Guerre de Moldavie. — Ses succès. — Lettre de Vienne. — L'Autriche. — La Suède. — L'Angleterre. — Guerre de Perse. — Espagne. — Italie. — Koutouzoff. — Romanzoff.

(Page 315.)

Napoléon. — Sa position. — Ses projets contre la Russie. — Leur nécessité. — De la Pologne. — Intérêts liés des co-partageans. — Erreurs de Napoléon à cet égard. — Espagne. — Soult. — Joseph. — Jourdan. — Wellington. — Cortes. — Nouveau décret de succession. — Prusse. — Ses craintes. — Lettre du duc de Bassano. — Traité de la Prusse. — Articles secrets. — Conventions accessoires.

— Traité de l'Autriche. — Articles secrets. — Négociations avec la Suède. — Offre de la Finlande. — Offres de médiation de l'Autriche. — Note d'Engestroëm à Neipperg. — Lettre de Bernadotte à Alexandre. — Turquie. — Angleterre. — Lettre à lord Castlereagh. — Réponse au duc de Bassano. — Etat du gouvernement anglais. — Assassinat de Perceval. — Nouveau ministère. — Lettre d'un agent prussien sur la cour de Russie. — Négociations du prince Kourakin. — Observations relatives aux neutres. — Amérique du Nord. — Pie VII. — Dresde. — Wilna. — Koutouzoff. — Tchitchagoff. — Paix de Bukharest. — Déficit dans l'armée russe. — Moreau. — Suite des négociations. — Mission du comte Louis de Narbonne. — Lettre de Romanzoff. — Réponse du tzar. — Irritation de Napoléon. — Son départ de Dresde. — Alexandre. — Il échappe à la mort. — Fête. — Départ. — Forces des deux armées opposées. — Rapport des agens anglais.

(Page 379.)

Napoléon. — Moreau. — Bernadotte. — Frédéric-Guillaume. — Hardenberg. — Erreurs de Napoléon. — Sa première proclamation. — Déclaration du tzar. — Passage du Niémen. — Wilna. — Balachoff. — Cession de la Pologne refusée. — Proclamation du tzar. — Napoléon à Wilna. — Doctoroff. — Bagration. — Smolensk. — Varsovie. — Polonais. — Vandamme. — Schwartzenberg. — Yorck. — Rapatel. — Paolucci. — Fitche. — Moskou. — Rostopchin. — Sécurité de Moskou. — Patriotisme russe. — Paix avec l'Espagne et l'Angleterre. — Madame de Staël. — Milice. —

Koutousoff. — Barclay. — Paysans russes. — Conférence d'Abo. — Elisabeth. — Wiasmitinoff. — Borodino, ou la Moskowa. — Retraite des Russes. — Barclay. — Récompenses à l'armée russe. — Réflexions de Moreau sur la guerre. — Proclamation de Rostopchin. — Conseil de guerre de Fili. — Vereschadin. — Retraite des Russes. — Entrée des Français à Moskou. — Perse. — Amérique. — Espagne. — Défaite de Marmont. — Levée du siége de Cadix.

(Page 499.)

Bazaine. — Retraite des Russes. — Son désordre. — Arrivée des Français à Moskou. — Entrée de Napoléon. — Incendie. — Ouragan qui l'alimente. — Pillage. — Retraite de Napoléon à Petrowski. — Opinions diverses sur les causes de l'incendie. — Tentatives d'ordre. — Etat de Moskou. — Fausses nouvelles. — Proclamation d'Alexandre. — Sa conduite. — Armée russe. — Son camp. — Position de Murat. — Négociations. — Wilson. — Proclamation de l'empereur Alexandre. Défaite de Vinkowo. — Retraite. Malo Iereslavetch. — Suite de la retraite. — Desgenettes. Moskou. Smolensk. — Krasnoi. Ney. — La Beresina. Départ de Napoléon. — Etat de son armée. Fin de la campagne. Défection des Prussiens. Retraite de Schwartzenberg. Retour de Napoléon à Paris. Conjuration de Malet. — Conclusion.

Koutousoff. — Barclay. — Paysans russes. — Combat russe d'Abo. — Elisabeth. — Wiasmitinoff. — Borodino, ou la Moskowa. — Retraite des Russes. — Bagration. — Récompenses à l'armée russe. — Réflexions de Moreau sur la guerre. — Proclamation de Rostopchin. — Conseil de guerre de Fili. — Vers lumineux. — Retraite des Russes. — Entrée des Français à Moskou. — Perse. — Amérique. — Espagne. — Défaite de Marmont. — Levée du siége de Cadix.

(Page 440.)

Moscou. — Retraite des Russes. — Son désordre. — Arrivée des Français à Moskou. — Entrée de Napoléon. — Incendie. — Ouragan qui l'alimente. — Pillage. — Retraite de Napoléon à Petrowski. — Opinions diverses sur les causes de l'incendie. — Tentatives d'ordre. — État de Moskou. — Fausses nouvelles. — Proclamation d'Alexandre. — Sa conduite. — Armée russe. — Son camp. — Position de Murat. — Négociations. — Wilson. — Proclamation de l'empereur Alexandre. — Défaite de Vinkowo. — Retraite. — Malo-Jaroslavitch. — Suite de la retraite. — Desgenettes. — Moskou. — Smolensk. — Krasnoi. — Ney. — La Bérésina. — Départ de Napoléon. — État de son armée. — Fin de la campagne. — Défection des Prussiens. — Retraite de Schwartzenberg. — Retour de Napoléon à Paris. — Conjuration de Malet. — Conclusion.